103e ANNÉE
VOL. 103

N° 7
1601

Gazette officielle du Québec

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 13 février 1971

Québec, Saturday, February 13, 1971

Règlements

1° Adresser toute correspondance à l'Éditeur officiel du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Éditeur officiel du Québec, qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi***, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec, a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

Rules

1. Address all communications to The Québec Official Publisher, Parliament Buildings, Québec.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to The Québec Official Publisher, and any overpayment refunded.

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach The Québec Official Publisher, not later than ***Wednesday***, noon; if Wednesday is a holiday, the deadline is Tuesday noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, The Québec Official Publisher, reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE 1 FÉV. PUBLICATIONS OFFICIELLES

L'Éditeur officiel du Québec, ROCH LEFEBVRE, *Québec Official Publisher*

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Éditeur officiel du Québec, avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 40 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 220 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 20 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $4 des 100 mots.

Exemplaire séparé: $1 chacun.

Feuilles volantes: $3 la douzaine.

Périodes d'abonnement: du 1er janvier au 31 décembre $20; du 1er avril au 31 décembre, $15 et du 1er juillet au 31 décembre, $10.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Éditeur officiel du Québec,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 30 avril 1969 37883—1-52-o

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify The Québec Official Publisher, before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 40 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 220 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 20 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $4 per 100 words.

Single copies: $1 each.

Slips: $3 per dozen.

Subscription periods: From January 1st to December 31st, $20; April 1st to December 31st, $15 and July 1st to December 31st, $10.

N.B.—Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertions. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by The Québec Official Publisher personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,
Québec Official Publisher.

Parliament Buildings,
Québec, April 30, 1969 37883—1-52-o

Pour toute demande de renseignements concernant publication d'avis, tirés-à-part ou abonnement à la *Gazette officielle du Québec,* veuillez communiquer avec:

Georges Lapierre
Gazette officielle du Québec
Téléphone: (418) 643-5195

Adresser toute correspondance au bureau de

l'Éditeur officiel du Québec,
Hôtel du Gouvernement,
Québec 4, P.Q.

For information concerning the publication of notices, off-prints or subscription rates to the *Québec Official Gazette,* please call:

Georges Lapierre
Québec Official Gazette
Telephone: (418) 643-5195

All correspondence should be sent to the office of the

Québec Official Publisher,
Parliament Buildings,
Québec 4, P.Q.

Affranchissement en numéraire au tarif de la troisième classe (permis n° 107)
Postage paid-in-cash — Third class matter (permit No. 107)

Lettres patentes

A.I.M.S. Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Richard Smeaton White, fils, directeur des ventes, 4, rue Greenview, Dollard-des-Ormeaux, Hart Margolian, avocat, 5022, avenue Isabella, et Abraham Arbel, conseiller en administration, 4901, avenue Kent, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de toutes sortes de disques, rubans, bandes sur cassette, rubans en cartouches, films, livres et autre matériel d'enregistrement, de photographie ou d'impression se rattachant à la motivation et au développement personnels, sous le nom de « A.I.M.S. Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 1,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 4, rue Greenview, Dollard-des-Ormeaux, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 4914-1970

Allen Feeders Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Arthur Laplante, cultivateur, Bernadette Leblanc, ménagère, épouse dudit Arthur Laplante, tous deux de Ormstown, et William J. Neverett, marchand de bestiaux, Huntingdon, pour les objets suivants:

Exploiter une entreprise d'alimentation des bestiaux, sous le nom de « Allen Feeders Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Ormstown, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

38630 4316-1970

Alliance Israélite culturelle (Am Israël Chai)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour d'août 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Harry Rothman, constructeur, 11, chemin Holtham, Milton Winston, notaire, 5716, Whitehorne, Morris Pekelis, gérant du crédit, 7485, chemin Guelph, Wolf Bialik, manufactu-

Letters Patent

A.I.M.S. Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Richard Smeaton White junior, sales executive, 4 Greenview Street, Dollard-des-Ormeaux, Hart Margolian, advocate, 5022 Isabella Avenue, and Abraham Arbel, management consultant, 4901 Kent Avenue, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of records, tapes, cassette tapes, cartridge tapes, films, books, and other recorded, photographed and printed material relating to personal motivation and development, under the name of "A.I.M.S. Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,500 common shares of the par value of $10 each and 1,500 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 4 Greenview Street, Dollard-des-Ormeaux, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630-o 4914-1970

Allen Feeders Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Arthur Laplante, farmer, Bernadette Leblanc, housewife, wife of the said Arthur Laplante, both of Ormstown, and William J. Neverett, cattle dealer, Huntingdon, for the following purposes:

Cattle feeding operations, under the name of "Allen Feeders Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Ormstown, judicial district of Beauharnois.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630-o 4316-1970

Alliance Israélite culturelle (Am Israël Chai)

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Harry Rothman, builder, 11 Holtham Road, Milton Winston, notary, 5716 Whitehorne, Morris Pekelis, credit manager, 7485 Guelph Road, Wolf Bialik,

rier, 2035, rue Clark, tous les quatre de Montréal, et Samuel Levine, marchand de crédit, 2315, Paton, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Établir, maintenir et diriger un organisme d'assistance fraternelle dans le but d'unir tous ceux qui croient au rayonnement du peuple juif, sous le nom de « Alliance Israélite culturelle (Am Israël Chai) ».

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

38630 3560-1970

American Industrial Research Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Madeleine Lamothe, secrétaire, épouse de Nelson Jackson, 155, Deguire, Saint-Laurent, Seymour Machlovitch, 3495, Mountain, Montréal, et Marvin Rosenhek, 335, Grenfell, Mont-Royal, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « American Industrial Research Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 5111-1970

Anthony Shine Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Claude-Armand Sheppard, avocat, 5030, Glencairn, Huguette Fournier, 8179, 10e avenue, tous deux de Montréal, et Claudine Proutat, 200, Corot, Ile-des-Soeurs, ces deux dernières secrétaires filles majeures, pour les objets suivants:

S'établir conseillers en administration, conseillers industriels et experts dans l'exploitation d'entreprises de toutes sortes, sous le nom de « Anthony Shine Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1935 ouest, boulevard de Maisonneuve, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 5160-1970

manufacturer, 2035 Clark Street, all four of Montreal, and Samuel Levine, credit merchant, 2315 Paton, Saint-Laurent, for the following purposes:

To establish, maintain and conduct a fraternal service organization uniting all those who believe in the centrality of the Jewish People, under the name of "Alliance Israélite culturelle (Am Israël Chai)".

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutons, Companies and Cooperatives.

38630-o 3560-1970

American Industrial Research Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Madeleine Lamothe, secretary, wife of Nelson Jackson, 155 Deguire, Saint-Laurent, Seymour Machlovitch, 3495 Mountain, Montreal, and Marvin Rosenhek, 335 Grenfell, Mount Royal, the latter two advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "American Industrial Research Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630-o 5111-1970

Anthony Shine Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude-Armand Sheppard, lawyer, 5030 Glencairn, Huguette Fournier, 8179, 10th Avenue, both of Montreal, and Claudine Proutat, 200 Corot, Ile-des-Soeurs, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on business as management consultants, industrial consultants and advisers and consultants in the operation of all kinds of businesses, under the name of "Anthony Shine Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1935 de Maisonneuve Boulevard West, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630-o 5160-1970

Aréna Charlevoix incorporée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de décembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Camille Brassard, avocat, Clermont, Lina Brisson, secrétaire, fille majeure, Cap-à-l'Aigle, et René Guay, commis de bureau, Pointe-au-Pic, pour les objets suivants:

Administrer un aréna, sous le nom de « Aréna Charlevoix incorporée ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $500,000.

Le siège social de la corporation est à Clermont, district judiciaire de Saguenay.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5248-1970

Ash Transportation Service Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Samuel H. Shriar, 2445, Valade, Saint-Laurent, Maximilien Polak, 7897, chemin Wavell, Côte Saint-Luc, et Harvey M. Cooperstone, 1448, Beverley Crescent, Laval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Établir et diriger une entreprise consistant à fournir aux étudiants et autres groupes, du transport par véhicules motorisés, ou un service général d'autobus, sous le nom de « Ash Transportation Service Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 5269-1970

L'Association des commerçants du Centre-Ville de Val d'Or inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de décembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Léopold Lavoie, 616, 3e Avenue, Roger Landry, 864, 3e Avenue, et Florence Jetté, épouse de Adélard Labelle, 799, 3e Avenue, tous trois marchands, de Val d'Or, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, protéger et développer de toutes manières, les intérêts économiques, sociaux et professionnels des membres, sous le nom de « L'Association des commerçants du Centre-Ville de Val d'Or inc. ».

Aréna Charlevoix incorporée

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Camille Brassard, advocate, Clermont, Lina Brisson, secretary, spinster of the full age of majority, Cap-à-l'Aigle, and René Guay, office clerk, Pointe-au-Pic, for the following purposes:

To manage an arena, under the name of "Aréna Charlevoix incorporée".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $500,000.

The head office of the corporation is at Clermont, judicial district of Saguenay.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 5248-1970

Ash Transportation Service Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Samuel H. Shriar, 2445 Valade, Saint-Laurent, Maximilien Polak, 7897 Wavell Road, Côte Saint-Luc, and Harvey M. Cooperstone, 1448 Beverley Crescent, Laval, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of providing motor-vehicle transportation for students and other groups, and bus services generally, under the name of "Ash Transportation Service Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630-o 5269-1970

L'Association des commerçants du Centre-Ville de Val d'Or inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Léopold Lavoie, 616, 3rd Avenue, Roger Landry, 864, 3rd Avenue, and Florence Jetté, wife of Adélard Labelle, 799, 3rd Avenue, all three merchants, of Val d'Or, for the following purposes:

To study, promote, protect and develop in every way the economic social and professional interests, under the name of "L'Association des commerçants du Centre-Ville de Val d'Or inc.".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $30,000.

Le siège social de la corporaton est à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 3848-1969

Association (Hellénique) des parents Grecs-Orthodoxes de l'école Van Horne
Greek Orthodox (Hellenic) Association of Parents of Van Horne School

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de novembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Nikolaos Katerelos, peintre, 4301, avenue Linton, app. 3, Michael Mourelatos, directeur de restaurant, 4030, avenue Linton, app. 5, et George Dimopoulos, chauffeur de taxi, 4400, avenue Linton, app. 5, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir la coopération entre parents, élèves et professeurs de l'école Van Horne, sous le nom de « Association (Hellénique) des parents Grecs-Orthodoxes de l'école Van Horne — Greek Orthodox (Hellenic) Association of Parents of Van Horne School ».

Le montant auquel doit se limiter la valeur des biens immobiliers que peut posséder ou détenir la corporation est de $40,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

38630 5070-1970

Association de villégiature du Lac Fer à Cheval

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de décembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Guy Massicotte, gérant, 34, rue de Vaudreuil, Yvon Délisle, entrepreneur, 28, rue Ramezay, Maurice Carpentier, secrétaire-trésorier, 10, Père Garnier, Isidore D'Astous, sergent de police, 70, avenue Père-Arnaud, tous quatre de Baie-Comeau, et Claude Perreault, évaluateur, 197, Rouleau, Hauterive, pour les objets suivants:

Grouper les personnes intéressées à la cause de la villégiature aux Lac Fer à Cheval, Lac St-Joseph et Lac Cinq Cents, sous le nom de « Association de villégiature du Lac Fer à Cheval ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est de $100,000.

The amount to which is to be limited the value of the real estate which the corporation may acquire or possess is $30,000.

The head office of the corporation is at Val d'Or, judicial district of Abitibi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 3848-1969

Association (Hellénique) des parents Grecs-Orthodoxes de l'école Van Horne
Greek Orthodox (Hellenic) Association of Parents of Van Horne School

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Nikolaos Katerelos, painter, 4301 Linton Avenue, Apt. 3, Michael Mourelatos, restaurant manager, 4030 Linton Avenue, Apt. 5, and George Dimopoulos, taxi driver, 4400 Linton Avenue, Apt. 5, all three of Montreal, for the following purposes:

To promote co-operation between the parents, the pupils and teachers, under the name of "Association (Hellénique) des parents Grecs-Orthodoxes de l'école Van Horne — Greek Orthodox (Hellenic) Association of Parents of Van Horne School".

The amount to which the value of the immoveable property which may be owned or held by the corporation, is to be limited, is $40,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630-o 5070-1970

Association de villégiature du Lac Fer à Cheval

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Guy Massicotte, manager, 34 Vaudreuil Street, Yvon Délisle, contractor, 28 Ramezay Street, Maurice Carpentier, secretary-treasurer, 10 Père Garnier, Isidore D'Astous, police sergent, 70 Père-Arnaud avenue, all four of Baie-Comeau, and Claude Perreault, evaluator, 197 Rouleau, Hauterive, for the following purposes:

To group together persons interested in the problems of organizing resorts at Lac Fer à Cheval, Lake St-Joseph and Lac Cinq Cents, under the name of "Association de villégiature du Lac Fer à Cheval".

The amount to which is to be limited the value of the immovable property which the corporation may acquire or possess is $100,000.

Le siège social de la corporation est à Baie-Comeau, district judiciaire de Hauterive.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5423-1970

The head office of the corporation is at Baie-Comeau, judicial district of Hauterive.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 5423-1970

L'Association Québécoise des Fabricants de tuyau de béton inc.
Québec Concrete Pipe Manufacturers Association Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Fernand Blais, 53, rue Blanchette, Saint-Félix-du-Cap-Rouge, René Lapointe, 1319, rue Preston, Sillery, tous deux avocats, et Mireille Belzile, secrétaire, fille majeure, 941, rue Pouliot, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Organiser et tenir des conférences, réunions, assemblées, expositions sur la promotion, le développement et la vulgarisation de la science et de la technique du produit du tuyau de béton, dans ou en dehors de la province de Québec, sous le nom de « L'Association Québécoise des Fabricants de tuyau de béton inc. — Québec Concrete Pipe Manufacturers Association Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Châteauguay, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5643-1970

L'Association Québécoise des Fabricants de tuyau de béton inc.
Québec Concrete Pipe Manufacturers Association Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Fernand Blais, 53 Blanchette Street, Saint-Félix-du-Cap-Rouge, René Lapointe, 1319 Preston Street, Sillery, both advocates, and Mireille Belzile, secretary, spinster of the full age of majority, 941 Pouliot Street, Sainte-Foy, for the following purposes:

To organize and hold lectures, assemblies, meetings, exhibitions, on the promotion, development and vulgarisation of science and the technic of concrete pipe product, in or outside the province of Québec, under the name of "L'Association Québécoise des Fabricants de tuyau de béton inc. — Québec Concrete Pipe Manufacturers Association Inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is $50,000.

The head office of the corporation is at Châteauguay, judicial district of Beauharnois.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 5643-1970

Auto American Shop L.S. Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de décembre 1970, constituant en corporation: Theodore H. Polisuk, avocat, 71, chemin Hampstead, Joyce Larivière, 10731, Henault, et Elaine Engelberg, 5774, avenue Léger, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce d'automobiles, moteurs d'automobiles, moteurs, pièces et accessoires d'automobiles, sous le nom de « Auto American Shop L. S. Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 5305-1970

Auto American Shop L.S. Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Theodore H. Polisuk, advocate, 71 Hampstead Road, Joyce Larivière, 10731 Henault, and Elaine Engelberg, 5774 Léger Avenue, the latter two secretaries, spinsters, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in automobiles, automobile engines, motors and automotive parts and accessories of all kinds, under the name of "Auto American Shop L.S. Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630-o 5305-1970

Les automates Parent ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Bernard Parent, directeur de relations extérieures, Maxine Bossé, ménagère, épouse dudit Bernard Parent, tous deux de 416, Grande-Allée, Saint-Jérôme, et Roland Côté, gérant, 1245, 10e Rue, Saint-Antoine, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Les automates Parent ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 390 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5586-1970

Les automates Parent ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bernard Parent, exterior relations director, Maxine Bossé, housewife, wife of said Bernard Parent, both of 416 Grande-Allée Saint-Jérôme, and Roland Côté, manager, 1245, 10th Street, Saint-Antoine, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Les Automates Parent ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each and 390 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 5586-1970

B & G Sales Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Julian Kotler, 5806, Hudson, Côte Saint-Luc, Harold W. Ashenmil, 453, Mitchell, Mont-Royal, tous deux avocats, et Rima Randolph, secrétaire, épouse de Malcolm Singer, 1540, Summerhill, Montréal, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises, fabriqués en tout ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, substances plastiques, fourrure, textile, verre et de leurs sous-produits, sous le nom de « B & G Sales Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 5097-1970

B & G Sales Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Julian Kotler, 5806 Hudson, Côte Saint-Luc, Harold W. Ashenmil, 453 Mitchell, Mount Royal, both advocates, and Rima Randolph, secretary, wife of Malcolm Singer, 1540 Summerhill, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products, articles and merchandise, made in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products thereof, under the name of "B & G Sales Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630-o 5097-1970

B.M. Woodwork Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Ernst Burmeister, entrepreneur en menuiserie, 12418, boulevard Richer, Pierrefonds, Fritz Mayer, entrepreneur, et Thérèse Mayer, ménagère, épouse dudit Fritz Mayer, ces deux derniers du 604, Jardin Sainte-Dorothée, Laval, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « B.M. Woodwork Inc. »,

B.M. Woodwork Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of December, 1970, have been issued by the Miniter of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ernst Burmeister, carpenter contractor, 12418 Richer Boulevard, Pierrefonds, Fritz Mayer, contractor, and Thérèse Mayer, housewife, wife of the said Fritz Mayer, the latter two of 604 Jardin Ste-Dorothée, Laval, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "B.M. Wood-

avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 604, Jardin Sainte-Dorothée, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 5245-1970

Bayside Investments Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de décembre 1970, constituant en corporation: David Katznelson, 5526, avenue Ashdale, Côte Saint-Luc, Sandor Jack Klein, 6300, avenue Lennox, et Ralph Lipper, 1550, avenue McGregor, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie de portefeuille et de placement, sous le nom de « Bayside Investments Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 1, place Ville-Marie, bureau 3635, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 5367-1970

Jean-Guy Beauchemin inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Gilles Coulombe, avocat, route rurale #1, Lennoxville, Françoise Fouquet, 1011, McManamy, et Solanges Manseau, 488, London, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux, sous le nom de « Jean-Guy Beauchemin inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 44, rue Lomas, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5180-1970

La belle reliure de Montréal inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de novembre 1970, constitu-

work Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 604 Jardin Ste-Dorothée, Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630-o 5245-1970

Bayside Investments Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: David Katznelson, 5526 Ashdale Avenue, Côte Saint-Luc, Sandor Jack Klein, 6300, Lennox Avenue, and Ralph Lipper, 1550 McGregor Avenue, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a holding and investment company, under the name of "Bayside Investments Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of $1 each and 36,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 1 Place Ville Marie, Suite 3635, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630-o 5367-1970

Jean-Guy Beauchemin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Coulombe, advocate, Rural Route No 1, Lennoxville, Françoise Fouquet, 1011 McManamy, and Solanges Manseau, 488 London, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as general contractors, under the name of "Jean-Guy Beauchemin inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 44 Lomas Street, Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 5180-1970

La belle reliure de Montréal inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporat-

tuant en corporation: Jacques Morand, notaire, 4894, Valéry, Saint-Léonard, Mariette Henry, épouse de Réjean Jobin, 6180, Roi René, Anjou, et Gisèle Desroches, épouse de Jean-Marie Langlois, 624, Taillon, Montréal, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs et publicistes, sous le nom de « La belle reliure de Montréal inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8120, rue Viau, Montréal, district judiciaire de Montréal.

N.B. Le présent avis annule et remplace celui publié dans le numéro 3 de la *Gazette officielle du Québec*, du 16 janvier 1971, à la page 324, sous le titre « Les relieurs R & P inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 4777-1970

C. K. Blair Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de décembre 1970, constituant en corporation: C. Kyle Blair, William Blair et Robert Blair, tous trois propriétaires de camions de transport, de Franklin, pour les objets suivants:

Exploiter une entreprise de service de transport par camions, sous le nom de « C. K. Blair Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Franklin, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 5051-1970

Blanchette & Blanchette inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Aurore Blanchette, gérant, Claude Blanchette, secrétaire, et Gilles Houde, comptable, tous trois de Saint-Gérard, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de bois, sous le nom de « Blanchette & Blanchette inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Gérard, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 4780-1970

ing: Jacques Morand, notary, 4894 Valéry, Saint-Léonard, Mariette Henry, wife of Réjean Jobin, 6180 Roi René, Anjou, and Gisèle Desroches, wife of Jean-Marie Langlois, 624 Taillon, Montreal, the latter two secretaries, for the following purposes:

To carry on business as editors, printers, engravers, bookbinders and publicists, under the name of "La belle reliure de Montréal inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of a nominal value of $1 each and 20,000 preferred share of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 8120 Viau Street, Montreal, judicial district of Montreal.

N.B. The present notice cancels and replaces the one published in issue number 3 of the *Québec Official Gazette* of January 16, 1971, on page 324, under title "Les relieurs R & P inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 4777-970

C. K. Blair Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: C. Kyle Blair, William Blair and Robert Blair, all three truck transportation owners, of Franklin, for the following purposes:

Tó operate a trucking and transportation service, under the name of "C. K. Blair Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Franklin, judicial district of Beauharnois.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630-o 5051-1970

Blanchette & Blanchette inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Aurore Blanchette, manager, Claude Blanchette, secretary, and Gilles Houde, accountant, all three of Saint-Gérard, for the following purposes:

Industry and trade of wood, under the name of "Blanchette & Blanchette inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Gérard, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 4780-1970

John Bland Incorporated

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Claude-Armand Sheppard, avocat, 5030, Glencairn, Huguette Fournier, 8179, 10e avenue, tous deux de Montréal, et Claudine Proutat, 200, Corot, Ile-des-Soeurs, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

S'établir conseillers en administration, conseillers industriels, experts et conseillers dans l'exploitation de toutes sortes d'entreprises, sous le nom de « John Bland Incorporated », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1935 ouest, boulevard de Maisonneuve, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 5159-1970

G. et M. Bordeleau inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Georges Bordeleau, 35, Gatineau, Marcel Bordeleau, 112, Guillet, tous deux entrepreneurs, et Claudette Bellemare, secrétaire, fille majeure, 418, Boulard, tous trois de Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « G. et M. Bordeleau inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5703-1970

Émile Bouchard inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Émile Bouchard, restaurateur, Marie-Claire MacBeth, ménagère, épouse dudit Émile Bouchard, tous deux de 420, chemin Chambly, Longueuil, Charles-H. Duquette, comptable, et Mariette Chauveau, ménagère, épouse dudit Charles-H. Duquette, ces deux derniers de 5051, St-André, Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir, vendre, annoncer, distribuer ou introduire sur le marché toutes sortes ou espèces de produits

John Bland Incorporated

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude-Armand Sheppard, lawyer, 5030 Glencairn, Huguette Fournier, 8179, 10th Avenue, both of Montreal, and Claudine Proutat, 200 Corot, Ile-des-Soeurs, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on business as management consultants, industrial consultants, advisers and consultants in the operation of all kinds of businesses, under the name of « John Bland Incorporated », with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1935 Maisonneuve Boulevard West, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630-o 5159-1970

G. et M. Bordeleau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Georges Bordeleau, 35 Gatineau, Marcel Bordeleau, 112 Guillet, both contractors, and Claudette Bellemare, secretary, spinster of the full age of majority, 418 Boulard, all three of Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To do business as general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "G. et M. Bordeleau inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 5703-1970

Émile Bouchard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Émile Bouchard, restaurant-owner, Marie-Claire MacBeth, housewife, wife of the said Émile Bouchard, both of 420 Chambly Road, Longueuil, Charles-H. Duquette, accountant, and Mariette Chauveau, housewife, wife of the said Charles-H. Duquette, the latter two of 5051 St-André, Montreal, for the following purposes:

To promote, sell, advertise, distribute or market all sorts of manufactured products, merchandise, per-

manufacturés, marchandises, objets personnels ou tous autres items pouvant faire l'objet de transaction ou commerce de toute sorte, sous le nom de « Émile Bouchard inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 861, boulevard de Maisonneuve est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5414-1970

Boucherie de France inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Louis Loyau, homme d'affaires, Louise Deslongchamps, ménagère, épouse dudit Louis Loyau, tous deux de 397, Cabano, Lasalle, Pierre Loyau, homme d'affaires, et Claude Verdure, ménagère, épouse dudit Pierre Loyau, ces deux derniers de 734, boulevard Décarie, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Faire affaires comme bouchers, propriétaires d'abattoirs et autres commerces semblables, sous le nom de « Boucherie de France inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 4,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 730, boulevard Décarie, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 4836-1970

Bourgon & Quenneville inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de décembre 1970, constituant en corporation: Yvon Quenneville, gérant, Luce Gervais, ménagère, épouse dudit Yvon Quenneville, tous deux de 66, Larin, Salaberry-de-Valleyfield, Roger Bourgon, comptable, et Murielle Théorêt, ménagère, épouse dudit Roger Bourgon,ces deux derniers de 125, 37e Avenue, Saint-Zotique, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Bourgon & Quenneville inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Zotique, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5285-1970

sonal objects or other items of a nature to be traded or dealt with commercially, under the name of "Émile Bouchard inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 861 Maisonneuve Boulevard East, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 5414-1970

Boucherie de France inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louis Loyau, businessman, Louise Deslongchamps, housewife, wife of said Louis Loyau, both of 397 Cabano, Lasalle, Pierre Loyau, businessman, and Claude Verdure, housewife, wife of said Pierre Loyau, the latter two of 734 Décarie Boulevard, Saint-Laurent, for the following purposes:

To carry on business as butchers, slaughter-houses owners and other similar businesses, under the name of "Boucherie de France inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 20,000 common shares of a nominal value of $1 each and 4,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 730 Décarie Boulevard, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 4836-1970

Bourgon & Quenneville inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yvon Quenneville, manager, Luce Gervais, housewife, wife of the said Yvon Quenneville, both of 66 Larin, Salaberry-de-Valleyfield, Roger Bourgon, accountant, and Murielle Théorêt, housewife, wife of the said Roger Bourgon, the latter two of 125, 37th Avenue, Saint-Zotique, for the following purposes:

To do business as garage-owners and to deal in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "Bourgon & Quenneville inc.", with a total capital stock of $50,000 divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Zotique, judicial district of Beauharnois.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 5285-1970

La boutique Hora inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, e date du 26e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Jack Lighstone, 68, rue Stratford, Hampstead, Marvin Riback, 5621, rue Palmer, tous deux avocats, et Florence Doreen White, secrétaire, fille majeure, 7400 ouest, rue Sherbrooke, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements de tous genres et de toutes descriptions, de nouveautés et bijoux, sous le nom de « La boutique Hora inc. », avec un capital total de $40,000,divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 3339 est, rue Ontario, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 5226-1970

La boutique Hora inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jack Lightstone, 68 Stratford Street, Hampstead, Marvin Riback, 5621 Palmer Street, both advocates, and Florence Doreen White, secretary, spinster, 7400 Sherbrooke Street West, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To deal in clothing of all types and descriptions, novelties, and jewelry, under the name of "La boutique Hora inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 3339 Ontario Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630-o 5226-1970

Bowl and Board, (Québec) Incorporated

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Guy-E. Boisvert, 4976, Glencairn, Montréal, G. Harold Pickel, 47, Arlington, Westmount, et Claude Boisvert, 1505, Moore, Laval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un grand magasin, sous le nom de « Bowl and Board, (Québec) Incorporated », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 5203-1970

Bowl and Board, (Québec) Incorporated

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy-E. Boisvert, 4976 Glencairn, Montreal, G. Harold Pickel, 47 Arlington, Westmount, and Claude Boisvert, 1505 Moore, Laval, all three advocates, for the following purposes:

To operate a department store, under the name of "Bowl and Board, (Québec) Incorporated", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630-o 5203-1970

Breault & Gosselin Construction Co. Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Magloire Gosselin, 7242, Léonard de Vinci, Montreal, Richer Breault, 230, rang St-Jean, tous deux briqueteurs, Laflèche Breault, commerçant, 220, rang St-Jean, Charles Breault, 221, rang St-Jean, tous trois de Lavaltrie, et Eugène Breault, 8435, boulevard Châteauneuf, Anjou, ces deux derniers électriciens, pour les objets suivants:

Faires affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Breault & Gosselin Construction Co. Ltd. », avec un capital total de $70,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 650 actions privilégiées de $100 chacune.

Breault & Gosselin Construction Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Magloire Gosselin, 7242 Léonard de Vinci, Montreal, Richer Breault, 230 St-Jean range, both bricklayers, Laflèche Breault, merchant, 220 St-Jean range, Charles Breault, 221 St-Jean range, all three of Lavaltrie, and Eugène Breault, 8435 Châteauneuf boulevard, Anjou, the latter two electricians, for the following purposes:

To do business as builders and general contractors in construction and to deal in all kinds of materials, under the name of "Breault & Gosselin Construction Co. Ltd.", with a total capital stock of $70,000 divided into 5,000 common shares of $1 each and 650 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est 8435, boulevard Châteauneuf, Anjou, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5287-1970

Bristamalg Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1970, autorisant la fusion des compagnies: « Bristol Laboratories of Canada Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes datées du 4e jour d'août 1947; « Chanteclerc (Limitée) », constituée en corporation par lettres patentes datées du 8e jour de mars 1939; « Clairol Inc. of Canada », constituée en corporation par lettres patentes datées du 19e jour de février 1940; et « Perfex Company Limited », constituée en corporation par lettres patentes datées du 12e jour de juillet 1956, toutes ces lettres patentes ayant été émises en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de marchandises, articles et produits, sous le nom de « Bristamalg Limited », avec un capital de 100,000 actions sans valeur au pair et la valeur globale de l'émission desdites actions ne devra pas excéder en montant ou en valeur la somme de $5,622,900.

Le siège social de la nouvelle compagnie est au local 1203, 5, place Ville Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 5744-70

C.L. Distribution inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Gérard Fortier, agent, 2055, avenue du Parc, J.-Charles Laganière, homme d'affaires, et Thérèse Bouchard, ménagère, épouse dudit J.-Charles Laganière, ces deux derniers de 3760, Nérée Beauchemin, tous trois de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents distributeurs de billets de loteries de Loto-Québec, sous le nom de « C.L. Distribution inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1435, Place de l'Hôtel de Ville, Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5039-1970

The head office of the company is at 8435 Châteauneuf boulevard, Anjou, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 5287-1970

Bristamalg Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, dated the 30th day of December 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, authorizing the amalgamation of "Bristol Laboratories of Canada, Ltd.", incorporated by letters patent dated the 4th day of August, 1947, "Chanteclerc (Limitée)", incorporated by letters patent dated the 8th day of March, 1939, "Clairol Inc. of Canada", incorporated by letters patent dated the 19th day of February, 1940, and "Perfex Company Limited", incorporated by letters patent dated the 12th day of July, 1956, all such letters patent having been issued under the said Part I of the Companies Act, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of goods, wares and merchandise, under the name of "Bristamalg Limited", with a capital stock of 100,000 shares without par value and the aggregate consideration for the issue of the said shares shall not exceed in amount or value the sum of $5,622,900.

The head office of the new company is at Suite 1203, 5 Place Ville Marie, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630-o 5744-70

C.L. Distribution inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard Fortier, agent, 2055 Park Avenue, J.-Charles Laganière, businessman, and Thérèse Bouchard, housewife, wife of the said J.-Charles Laganière, the latter two of 3760 Nérée Beauchemin, all three of Trois-Rivières, for the following purposes:

To do business as distributing agents of lottery tickets for Loto-Québec, under the name of "C.L. Distribution inc.", with a total capital stock of $40,000 divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1435 Place de l'Hôtel de Ville, Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 5039-1970

Carrefour d'entr'aide et bénévolat de Richelieu inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Bernadette Cullen, ménagère, épouse de Émile Bernard, 3325, rue des Érables, Tracy, Gilles Simard, agent d'immeubles, 153, chemin de Ste-Anne, et Rodrigue Lussier, courtier d'assurances, 281, rue du Roi, ces deux derniers de Sorel, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un centre de bénévolat pour dispenser, donner et diffuser tout genre de service bénévole d'entr'aide et de charité, sous le nom de « Carrefour d'entr'aide et bénévolat de Richelieu inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est 124, rue Georges, Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5543-1970

Le carrefour Papineau ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Isidore Greenbaum, 615, Westluke, Côte Saint-Luc, Baruch Pollack, 6085, de Vimy, et Aaron Pollack, 900, Rockland, ces deux derniers d'Outremont, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Le carrefour Papineau ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 5178-1970

Cayne Insurance Agencies Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Abel Selick, 1605, chemin Norway, Mont-Royal, Martin Gross, 190, Netherwood, Hampstead, et Gordon Zelman, 447 Nord, Wolseley, Montréal-Ouest, tous trois avocats, pour les objets suivants:

S'établir agents et courtiers en assurances, sous le nom de « Cayne Insurance Agencies Inc. », avec un

Carrefour d'entr'aide et bénévolat de Richelieu inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Bernadette Cullen, housewife, wife of Émile Bernard, 3325 Érables Street, Tracy, Gilles Simard, real estate agent, 153 Ste-Anne Road, and Rodrigue Lussier, insurance broker, 281 Roi Street, the latter two of Sorel, for the following purposes:

To establish and operate a benevolant center for the distributing, granting and diffusing of all kinds of mutual aid and charity benevolant services, under the name of "Carrefour d'entr'aide et bénévolat de Richelieu inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $100,000.

The head office of the corporation is at 124 Georges Street, Sorel, judicial district of Richelieu.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 5543-1970

Le carrefour Papineau ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Isidore Greenbaum, 615 Westluke, Côte Saint-Luc, Baruch Pollack, 6085 de Vimy, and Aaron Pollack, 900 Rockland, the latter two of Outremont, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Le carrefour Papineau ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630-o 5178-1970

Cayne Insurance Agencies Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Abel Selick, 1605 Norway Road, Mount Royal, Martin Gross, 190 Netherwood, Hampstead, and Gordon Zelman, 447 Wolseley North, Montreal West, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as agents and insurance brokers, under the name of "Cayne Insurance Agencies Inc.",

capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 390 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1, Carré Westmount, Westmount, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 4913-1970

with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each and 390 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company is at 1 Westmount Square, Westmount, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630-o 4913-1970

Centre Audio de Chicoutimi inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Léo Marcil, gérant, 625, des Hospitalières, Roger Hudon, 1018, Pierre-Bédard, et Yves Champagne, 79, Francoeur, ces deux derniers techniciens, tous trois de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils et pièces électroniques ou électriques et autres accessoires, sous le nom de « Centre Audio de Chicoutimi inc. », avec un capital total de $75,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 250 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5348-1970

Centre Audio de Chicoutimi inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Léo Marcil, manager, 625 des Hospitalières, Roger Hudon, 1018 Pierre-Bédard, and Yves Champagne 79, Francoeur, the latter two technicians, all three of Chicoutimi, for the following purposes:

To deal in electrical or electronic apparatus and parts and all other accessories, under the name of "Centre Audio de Chicoutimi inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 5,000 common shares of a nominal value of $10 each and 250 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 5348-1970

Centre d'études des réformes sociales de Québec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de décembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: André Sasseville, professeur, 1194, Colbert, app. 309, Sainte-Foy, Bertrand Laroche, comptable, 2646, Pierre Boucher, Québec, et Yves Roy, étudiant, 974, Casot, Sillery, pour les objets suivants:

Établir un service d'études et de recherches sur les problèmes sociaux, économiques et humains, sous le nom de « Centre d'études des réformes sociales de Québec inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est de $200,000.

Le siège social de la corporation est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5395-1970

Centre d'études des réformes sociales de Québec inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation: without share capital: André Sasseville, professor, 1194 Colbert, Apt. 309, Sainte-Foy, Bertrand Laroche, accountant, 2646 Pierre Boucher, Québec, and Yves Roy, student, 974 Casot, Sillery, for the following purposes:

To establish a study and research service for social economical and human problems, under the name of "Centre d'études des réformes sociales de Québec inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is $200,000.

The head office of the corporation is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 5395-1970

Centre Équestre Olympique inc.
Olympic Equestrian Centre Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Bernard Desjarlais, 1600, Stephens, Verdun, Louis Vaillancourt, 4519, Oxford, et Roma Cousineau, 5652, Drake, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Dispenser des cours pour l'étude et l'avancement de l'art de l'équitation, sous le nom de « Centre Équestre Olympique inc.— Olympic Equestrian Centre Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Verdun, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5119-1970

Centre Gallego de Montréal

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de novembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Manuel Rodriguez, projectionniste, 2440, rue Gold, #401, Saint-Laurent, Juan Martinez, 431, St-Urbain, Montréal, et Francisco Lopez, 5360, Joseph, Saint-Hubert, ces deux derniers mécaniciens, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Centre Gallego de Montréal ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $1,000,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LA-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5077-1970

Cercle d'études en conduite automobile (C.E.C.A.)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Hervé Langevin, 6755, 21e Avenue, app. 3, Michel Labbé, 9167, Foucher, Paul LeBlanc, 1264, Laurier est, J.-Paul Spedding, 5808, boulevard St-Michel, Marcel Miron, 6745, de Lanaudière, René Valiquette, 5857, Iberville, Jean-Luc Bonneville, 2570, Granby, app. 101, tous sept de Montréal, Léopold Boudreault, 2350, Park Row ouest, Joseph Juneau, 8534, Chantenay, Éliane Lanthier, fille majeure, 9042A, Jamay, et Ginette Desmarais, épouse de Michel Desmarais, 8707, Barbeau, ces quatre derniers de Saint-Léonard, tous moniteurs, pour les objets suivants:

Centre Équestre Olympique inc.
Olympic Equestrian Centre Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bernard Desjarlais, 1600 Stephens, Verdun, Louis Vaillancourt, 4519 Oxford, and Roma Cousineau, 5652 Drake, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To give courses for the study and promotion of equestrian art, under the name of "Centre Équestre Olympique inc.— Olympic Equestrian Centre Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Verdun, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 5119-1970

Centre Gallego de Montréal

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Manuel Rodriguez, projectionist, 2440 Gold Street, #401, Saint-Laurent, Juan Martinez, 431 St-Urbain, Montreal, and Francisco Lopez, 5360 Joseph, Saint-Hubert, the latter two mechanics, for the following purposes:

Organization of recreational activities, under the name of "Centre Gallego de Montréal ».

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is $1,000,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 5077-1970

Cercle d'études en conduite automobile (C.E.C.A.)

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Hervé Langevin, 6755, 21st Avenue, Apt. 3, Michel Labbé, 9167 Foucher, Paul LeBlanc, 1264 Laurier East, J.-Paul Spedding 5808 St-Michel Boulevard, Marcel Miron, 6745 de Lanaudière, René Valiquette, 5857 Iberville, Jean-Luc Bonneville, 2570 Granby, Apt. 101, all seven of Montreal, Léopold Boudreault, 2350, Park Row, West, Joseph Juneau, 8534 Chantenay, Éliane Lanthier, spinster of the full age of majority, 9042A Jamay, and Ginette Desmarais, wife of Michel Desmarais, 8707 Barbeau, the latter four of Saint-Léonard, all monitors, for the following purposes:

Étudier, promouvoir, protéger et développer de toutes manières les intérêts économiques, sociaux et professionnels des membres, sous le nom de « Cercle d'études en conduite automobile (C.E.C.A.) ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $100,000.

Le siège social de la corporation est 1600, rue Berri, chambre 3149, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives.
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5131-1970

Châteauguay Convenience Food Store Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Arthur Yanofsky, avocat, 5872, Ferncroft, Hampstead, Sheila Raymond, 89, Roxton Crescent, et Grace Blackett, 5622 ouest, rue Sherbrooke, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles, produits et marchandises de toutes sortes et de toutes descriptions se rattachant à l'épicerie, y compris la bière, sous le nom de « Châteauguay Convenience Food Store Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Châteauguay, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 5459-1970

Cie de produits Rodico ltée
Rodico Products Co. Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Diane Ballabey, épouse d'Ernest Desjardins, 355, 15e rue, Laval, Karen Frances Ditkofsky, épouse de Robert Nathan, 1295, Jules Poitras, Montréal, et Myrna Rosalind Center, épouse de Morton Sachs, 5507, Jellicoe, Côte Saint-Luc, toutes trois ménagères, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce d'articles brevetés, produits industriels et la réparation de montres et horloges, sous le nom de « Cie de produits Rodico ltée — Rodico Products Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

To study, promote, protect and develop in all manners the economical social and professional interest of its members, under the name of "Cercle d'études en conduite automobile (C.E.C.A.)".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is $100,000.

The head office of the corporation is at 1600 Berri Street, suite 3149, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 5131-1970

Châteauguay Convenience Food Store Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Arthur Yanofsky, advocate, 5872 Ferncroft, Hampstead, Sheila Raymond, 89 Roxton Crescent, and Grace Blackett, 5622 Sherbrooke Street West, the latter two secretaries, filles majeures, of Montreal, for the following purposes:

To deal in goods, wares and merchandise of all kinds and descriptions connected with groceries, including beer and ale, under the name of "Châteauguay Convenience Food Store Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Châteauguay, judicial district of Beauharnois.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630-o 5459-1970

Cie de produits Rodico ltée
Rodico Products Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Diane Ballabey, wife of Ernest Desjardins, 355, 15th Street, Laval, Karen Frances Ditkofsky, wife of Robert Nathan, 1295 Jules Poitras, Montreal, and Myrna Rosalind Center, wife of Morton Sachs, 5507 Jellicoe, Côté Saint-Luc, all three housewives, for the following purposes:

To manufacture and deal in patent items, industrial products and to repair watches and clocks, under the name of "Cie de produits Rodico ltée — Rodico Products Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of a par value of $1 each and 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

Le siège social de la compagnie est au 455 ouest, rue Craig, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 4895-1970

Club autos sports de Laval Ouest

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de novembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Jacques Charette, professeur, Michel Charette, journalier, tous deux de 2510, 21e Avenue, Laval, et Michel St-Vincent, notaire, 287, O'Shéa, Saint-Jérôme, pour les objets suivants:

Exploiter un club d'automobiles, dont les activités principales sont de promouvoir le sport de l'automobile, les rallyes automobiles, les écoles de conduite, ainsi que tout ce qui touche de près ou de loin les sports de l'automobile, sous le nom de « Club autos sports de Laval Ouest ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $20,000.

Le siège social de la corporation est 2510, 21e Avenue, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5104-1970

Club de golf St-Laurent inc.
St. Lawrence Golf Club Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Louis Baillargeon, notaire, 615, Chouinard, Raymond Gagnon, 1178, 1ère Avenue, tous deux de Québec, Jacques Blanchard, 1430, Godefroy, Sillery, tous deux avocats, Michel Mainville, arpenteur, 872, Place Beloeil, Sainte-Foy, et André Gingras, golfeur professionnel, 128, chemin du Bout de l'Ile, Beaulieu, pour les objets suivants:

Former et administrer un club sportif et promouvoir en particulier le sport du golf, du tennis, de la pétanque, du « curling » et de la natation, sous le nom de « Club de golf St-Laurent inc.— St. Lawrence Golf Club Inc. », avec un capital total de $500,000, divisé en 500 actions ordinaires de $400 chacune et en 1,500 actions privilégiées de $200 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Laurent, Ile d'Orléans, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5375-1970

The head office of the company is at 455 Craig Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630-o 4895-1970

Club autos sports de Laval Ouest

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Charette, professor, Michel Charette, labourer, both of 2510, 21st Avenue, Laval, and Michel St-Vincent, notary, 287 O'Shéa, Saint-Jérôme, for the following purposes:

To operate an automobile club, of which the principal activities are to promote sporting activities respecting cars, automobile rallies, driving schools, as well as everything which concerns automobile sporting events, under the name of "Club autos sports de Laval Ouest".

The amount to which is to be limited the value of the real estate which the corporation may acquire or possess is to be $20,000.

The head office of the company is at 2510, 21st Avenue, Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 5104-1970

Club de golf St-Laurent inc.
St. Lawrence Golf Club Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louis Baillargeon, notary, 615 Chouinard, Raymond Gagnon, 1178, 1st Avenue, both of Québec, Jacques Blanchard, 1430 Godefroy, Sillery, both advocates, Michel Mainville, land-surveyor, 872 Place Beloeil, St. Foy, and André Gingras, professional golfer, 128 Bout de l'Ile road, Beaulieu, for the following purposes:

To found and administer a sports club and to promote in particular golf, tennis, pétanque, curling and swimming, under the name of "Club de golf St-Laurent inc.— St. Lawrence Golf Club Inc.", with a total capital stock of $500,000, divided into 500 common shares of $400 each and 1,500 preferred shares of $200 each.

The head office of the company is at St. Lawrence, Island of Orleans, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 5375-1970

Club de moto-neige les Montagnards de Saint-Alban inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de décembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Yves Rivard, hôtelier, 254, Principale, Jean-Pierre Sauvageau, boucher, 7, St-Philippe, et Lorette Petitclerc, ménagère, épouse de Rosario Laquerre, 11, St-Philippe, tous trois de Saint-Alban, pour les objets suivants:

Administrer un club de moto-neigistes, sous le nom de « Club de moto-neige les Montagnards de Saint-Alban inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $20,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Alban, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5360-1970

Club de natation Laval Laval Swimming Club

Le ministre des institutions financières, compagnies, et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Adélard Goyette, assistant-technicien, 104, 10e Avenue est, Marcel Dupras, laitier, 181, Meunier, André Gougeon, voyageur, 155, 7e Avenue, Monique Bénard, ménagère, épouse de Denis Laroche, 60, 8e Rue, et Edmond Gratton, relieur, 550, d'Auteuil, tous cinq de Laval, pour les objets suivants:

Donner aux nageurs qui le désirent des possibilités d'entraînement et de compétition, sous le nom de « Club de natation Laval — Laval Swimming Club ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est 104, 10e Avenue est, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5336-1970

Club d'équitation de Rivière-du-Loup inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de décembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Pierre Richard, médecin, 110, rue Laval, Bastien Méthot, industriel, 4, Hôtel de Ville, et Guy Sirois, vendeur, 13, des Vétérans, tous trois de Rivière-du-Loup, pour les objets suivants:

Club de moto-neige les Montagnards de Saint-Alban inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Yves Rivard, hotel keeper, 254 Main, Jean-Pierre Sauvageau, butcher, 7 St-Philippe, and Lorette Petitclerc, housewife, wife of Rosario Laquerre, 11 St-Philippe, all three of Saint-Alban, for the following purposes:

To manage a snowmobile club, under the name of « Club de moto-neige les Montagnards de Saint-Alban inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $20,000.

The head office of the corporation is at Saint-Alban, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 5360-1970

Club de natation Laval Laval Swimming Club

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Adélard Goyette, assistant technician, 104, 10th Avenue East, Marcel Dupras, milkman, 181 Meunier, André Gougeon, traveller, 155, 7th Avenue, Monique Bénard, housewife, wife of Denis Laroche, 60, 8th Street, and Edmond Gratton, bookbinder, 550 d'Auteuil, all five of Laval, for the following purposes:

To grant training and competing possibilities to the swimmers wishing the latter, under the name of "Club de natation Laval — Laval Swimming Club".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $100,000.

The head office of the corporation is at 104, 10th Avenue East, Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 5336-1970

Club d'équitation de Rivière-du-Loup inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean-Pierre Richard, physician, 110 Laval Street, Bastien Méthot, industrialist, 4, Hôtel de Ville, and Guy Sirois, salesman, 13 des Vétérans, all three of Rivière-du-Loup, for the following purposes:

Exploiter un club sportif et promouvoir en particulier le sport de l'équitation, sous le nom de « Club d'équitation de Rivière-du-Loup inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5366-1970

Club de Moto-neige les Campagnards inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de novembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Robert Ferland, commerçant, 1058, Notre-Dame nord, Laurent Vachon, 758, Marcoux, et Jean-Paul Leroux, 371, Marcoux, ces deux derniers mineurs, tous trois de Thetford Mines, pour les objets suivants:

Former et administrer un club sportif et promouvoir en particulier le sport de la moto-neige, sous le nom de « Club de Moto-neige les Campagnards inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus provenant des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Sainte-Anne-du-Lac, district judiciaire de Mégantic.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 4807-1970

Club des Castors de Buckingham
Buckingham Beavers Club

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie dela Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de décembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Robert Pearson, Denis Tremblay, tous deux électriciens, John C. Campbell, Hilary Lawliss, Chesley Ladouceur, Raymond Delcourt, tous quatre commis, Don Neilson, marchand, Jean-Marc Chicoine, assistant-comptable, Aimé Racine, journalier, Alan Whyte, machiniste, Lionel Clément, peintre, Denis Montreuil, avocat, et Léonard Tremblay, entrepreneur, tous de Buckingham, pour les objets suivants:

Exploiter un club sportif et promouvoir en partilier le sport de hockey, sous le nom de « Club des Castors de Buckingham — Buckingham Beavers Club ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Buckingham, district judiciaire de Hull.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5275-1970

To operate a sport club and to promote in particular riding sport, under the name of "Club d'équitation de Rivière-du-Loup inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is $50,000.

The head office of the corporation is at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 5366-1970

Club de Moto-neige les Campagnards inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Robert Ferland, trader, 1058 Notre-Dame North, Laurent Vachon, 758 Marcoux, and Jean-Paul Leroux, 371 Marcoux, the latter two miners, all three of Thetford-Mines, for the following purposes:

To form and administer a sport club and to promote in particular snow-mobile sport, under the name of "Club de Moto-Neige les Campagnards inc.".

The amount to which is limited the revenue issuing from the immovable property that the corporation may acquire and hold is $100,000.

The head office of the corporation is at Sainte-Anne-du-Lac, judicial district of Mégantic.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 4807-1970

Club des Castors de Buckingham
Buckingham Beavers Club

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Robert Pearson, Denis Tremblay, both electricians, John C. Campbell, Hilary Lawliss, Chesley Ladouceur, Raymond Delcourt, all four clerks, Don Neilson, merchant, Jean-Marc Chicoine, assistant-accountant, Aimé Racine, labourer, Alan Whyte, machinist, Lionel Clément, painter, Denis Montreuil, advocate, and Léonard Tremblay, contractor, all of Buckingham, for the following purposes:

To operate a sport club and to promote in particular hockey sport, under the name of "Club des Castors de Buckingham — Buckingham Beavers Club".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is $100,000.

The head office of the corporation is at Buckingham, judicial district of Hull.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 5275-1970

Club de ski Val d'Irène inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de décembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Louis-Philippe Gendron, entrepreneur, Saint-Léon-le-Grand, Camille Simard, secrétaire, et André-Albert Gagné, cultivateur, ces deux derniers de Sainte-Irène, pour les objets suivants:

Former et administrer un club sportif et promouvoir en particulier le sport du ski, sous le nom de « Club de ski Val d'Irène inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $300,000.

Le siège social de la corporation est à Sainte-Irène, district judiciaire de Rimouski.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5340-1970

Club Équestre d'Arvida inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de décembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Yvan Tremblay, secrétaire, 568, rue Neilson, André Fay, journalier, 168, rue Régina, et Claude Tremblay, contremaître, 574, rue Ficke, tous trois d'Arvida, pour les objets suivants:

Exploiter un club sportif et promouvoir en particulier le sport de l'équitation, sous le nom de « Club Équestre d'Arvida inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $10,000.

Le siège social de la corporation est à Arvida, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

38630-o 5388-1970

Club Le Sanglier inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de novembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Arthur Loiselle, entrepreneur, Georgiana Debonville, ménagère, épouse dudit Arthur Loiselle, tous deux de 55, Jeanne-Mance, et Claude Loiselle, décorateur, 215, Marie-Rose, tous trois de Salaberry-de-Valleyfield, pour les objets suivants:

Exploiter un local pour fins sociales, sous le nom de « Club Le Sanglier inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $25,000.

Club de ski Val d'Irène inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Louis-Philippe Gendron, contractor, Saint-Léon-le-Grand, Camille Simard, secretary, and André-Albert Gagné, farmer, the latter two of Saint-Irène, for the following purposes:

To form and direct a sport club and to promote in particular ski sport, under the name of "Club de ski Val d'Irène inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is $300,000.

The head office of the corporation is at Sainte-Irène, judicial district of Rimouski.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 5340-1970

Club Équestre d'Arvida inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation: without share capital: Yvan Tremblay, secretary, 568 Neilson Street, André Fay, labourer, 168 Régina Street, and Claude Tremblay, foreman, 574 Ficke Street, all three of Arvida, for the following purposes:

To operate a sport club and to promote in particular riding sport, under the name of "Club Équestre d'Arvida inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is $10,000.

The head office of the corporation is at Arvida, judicial district of Chicoutimi.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 5388-1970

Club Le Sanglier inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Arthur Loiselle, contractor, Georgiana Debonville, housewife, wife of said Arthur Loiselle, both of 55 Jeanne-Mance, and Claude Loiselle decorator, 215 Marie-Rose, all three of Salaberry-de-Valleyfield, for the following purposes:

To operate premises for social purposes, under the name of "Club Le Sanglier inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is $25,000.

Le siège social de la corporation est 175, rue Salaberry, Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5286-1970

Le Club moto-neige Abénaquis de St-Prosper

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de décembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Fabien Dulac, entrepreneur général, Benoît Poulin, entrepreneur électricien, Jean-Claude Grenier, boulanger, et Camille Côté, opérateur, tous quatre de Saint-Prosper, pour les objets suivants:

Structurer des activités pour le sport d'auto-neige, sous le nom de « Le Club moto-neige Abénaquis de St-Prosper ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Prosper, district judilaire de Beauce.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5133-1970

Le Club Optimiste d'Hochelaga

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour d'octobre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Michel Laroche, banquier, 7732, Vittel, Saint-Léonard, Gilles Masse, gérant, 6505, Louis Dupiré, Jean-Paul Ravary, industriel, 5300, des Tilleuls, Denis Payette, comptable, 12331, avenue Salk, Marcel Couture, tavernier, 5494, Bélanger, Jacques de Laplante, journalier, 4007, Ste-Catherine, Réginald Beaulieu, 4589, Ste-Catherine, et Laurier Robert, 3234, boulevard Lévesque, ces deux derniers marchands, ces sept derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Développer l'optimisme comme une philosophie de la vie, sous le nom de « Le Club Optimiste d'Hochelaga ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $1,000,000.

Le siège social de la corporation est 3767, Ste-Catherine est, La Porte Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 4569-1970

Coffrage Idéal de Montréal inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

The head office of the corporation is at 175 Salaberry Street, Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 5286-1970

Le Club moto-neige Abénaquis de St-Prosper

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Fabien Dulac, general contractor, Benoît Poulin, electrician contractor, Jean-Claude Grenier, baker, and Camille Côté, operator, all four of Saint-Prosper, for the following purposes:

To structure activities for snow-mobile sports purposes, under the name of "Le Club moto-neige Abénaquis de St-Prosper".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is $50,000.

The head office of the corporation is at Saint-Prosper, judicial district of Beauce.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 5133-1970

Le Club Optimiste d'Hochelaga

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Michel Laroche, banker, 7732 Vittel, Saint-Léonard, Gilles Masse, manager, 6505 Louis Dupiré, Jean-Paul Ravary, industrialist, 5300 des Tilleuls, Denis Payette, accountant, 12331 Salk Avenue, Marcel Couture, tavern keeper, 5494 Bélanger, Jacques de Laplante, labourer, 4007 Ste-Catherine, Réginald Beaulieu, 4589 Ste-Catherine, and Laurier Robert, 3234 Lévesque Boulevard, the latter two merchants, the last seven of Montreal, for the following purposes:

To develop optimism as a philosophy of life, under the name of "Le Club Optimiste d'Hochelaga".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is $1,000,000.

The head office of the corporation is at 3767 Ste-Catherine Street East, La Porte Ste-Catherine, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 4569-1970

Coffrage Idéal de Montréal inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of Novem-

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Noëlla Genest, ménagère, épouse de Marcel Laforest, 11223, Ubald-Paquin, Philippe Genest, entrepreneur, et Gisèle Brassard, secrétaire, épouse dudit Philippe Genest, ces deux derniers de 11225, Ubald Paquin, tous trois de Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en coffrages et fondations, sous le nom de « Coffrage Idéal de Montréal inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 11225, Ubald Paquin, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5107-1970

Comité des loisirs de St-Tite inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de décembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Clément Veillette, commerçant, 145, St-Paul, René Désaulniers, technicien, 41, St-Gabriel, et Viateur Bilodeau, médecin vétérinaire, 301, Marchand, tous trois de Saint-Tite, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Comité des loisirs de St-Tite inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $75,000.

Le siège social de la corporation est Hôtel de ville de Saint-Tite, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le sous-ministre des institutions financières,
conpagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5082-1970

Les conseillers Cadrex inc.
Cadrex Consultants Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Lise Bérubé, 1640, chemin Ste-Foy, Marie-Claire Poirier, 6, rue St-Stanislas, et Denise Turcotte, 91½, rue d'Auteuil, toutes trois secrétaires, filles majeures, de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme conseillers en administration, sous le nom de « Les conseillers Cadrex inc. — Cadrex Consultants Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5570-1970

ber, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Noëlla Genest, housewife, wife of Marcel Laforest, 11223 Ubald-Paquin, Philippe Genest contractor, and Gisèle Brassard, secretary, wife of said Philippe Genest, the latter two of 11225 Ubald-Paquin, all three of Montreal-North, for the following purposes:

To carry on business as frame-work and foundation contractors, under the name of "Coffrage Idéal de Montréal inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 11225 Ubald-Paquin Montreal-North, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 5107-1970

Comité des loisirs de St-Tite inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Clément Veillette, trader, 145 St-Paul, René Desaulniers, technician, 41 St-Gabriel et Viateur Bilodeau, veterinary physician, 301 Marchand, all three of Saint-Tite, for the following purposes:

Organization of recreational activities, under the name of "Comité des loisirs de St-Tite-inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is $75,000.

The head office of the corporation is at Town Hall of Saint-Tite, judicial district of Saint-Maurice.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 5082-1970

Les conseillers Cadrex inc.
Cadrex Consultants Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lise Bérubé, 1640 St. Foy Road, Marie-Claire Poirier, 6 St-Stanislas Street, and Denise Turcotte, 91½ d'Auteuil Street, all three secretaries, spinsters of the full age of majority, of Québec, for the the following purposes:

To carry on business as management consultants, under the name of "Les conseillers Cadrex inc. — Cadrex Consultants Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 5570-1970

Construction Pierre Lamothe inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Pierre Lamothe, constructeur, Gisèle Langevin, ménagère, épouse dudit Pierre Lamothe, tous deux de 263, Iberville, Granby, et Lucien Desroches, ouvrier, Adamsville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Construction Pierre Lamothe inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $50 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 263, rue Iberville, Granby, district judiciaire de Bedford.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5314-1970

Copperhood Kitchens of Québec Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Stephen Ostrow, administrateur, 316, 71st Street West, New York, Carmen Russo, directeur, 695, Saint-George, Woodbridge, and Helen Baeringer, comptable, épouse divorcée de Joseph Herschorn, 97 – 11 Horace Harding Expressway, Corona, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de toutes sortes de nourritures, marinades, condiments, confitures, sauces, épices, aliments, boissons et vivres, sous le nom de « Copperhood Kitchens of Québec Inc. », avec un capital divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 5457-1970

La Corporation Navis ltée
Navis Corporation Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Guy Lavigueur, comptable agréé, 5000, Cedar Crescent, Montréal, André Royer, conseiller en administration, 117, De Gentilly ouest, Longueuil, André Laplante, ingénieur, 520, de Gaspé, app. 310, Ile-aux-Soeurs, et André Lavigueur, comptable, 245, des Vosges, Saint-Lambert, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce d'aéroglisseurs, d'autos-neige, de camions, de tracteurs, d'automobiles et de

Construction Pierre Lamothe inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Lamothe, builder, Gisèle Langevin, housewife, wife of said Pierre Lamothe, both of 263 Iberville, Granby, and Lucien Desroches, workman, Adamsville, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Construction Pierre Lamothe inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $50 each and 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 263 Iberville Street, Granby, judicial district of Bedford.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 5314-1970

Copperhood Kitchens of Québec Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Stephen Ostrow, executive, 316, 71st Street West, New York, Carmen Russo, manager, 695 St. George, Woodbridge, and Helen Baeringer, accountant, divorced wife of Joseph Herschorn, 97 – 11 Horace Harding Expressway, Corona, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of foods, pickles, condiments, preserves, sauces, spices, victuals, beverages and provisions, under the name of "Copperhood Kitchens of Québec Inc.", with a capital stock divided into 40,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630-o 5457-1970

La Corporation Navis ltée
Navis Corporation Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Lavigueur, chartered accountant, 5000 Cedar Crescent, Montreal, André Royer, management consultant, 177 De Gentilly West, Longueuil, André Laplante, engineer, 520 de Gaspé, Apt. 310, Ile-aux-Soeurs, and André Lavigueur, accountant, 245 des Vosges, Saint-Lambert, for the following purposes:

To manufacture and deal hovercrafts, snow-mobiles, trucks, tractors, automobiles and vehicles of all kinds,

véhicules de toutes sortes, sous le nom de « La Corporation Navis ltée — Navis Corporation Ltd. », avec un capital divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 30,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5199-1970

Gilles Côté inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Gilles Côté, menuisier, Pierrette Girard, ménagère, épouse dudit Gilles Côté, tous deux de 515, route 16-A, et Jean-Yves Girard, marchand, 916, boulevard St-Paul, tous trois de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Gilles Côté inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 4839-1970

Jean-Jacques Côté ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Guy Godard, Guy Roy, tous deux avocats, et Micheline Guay, secrétaire, épouse de Jean-Paul Fontaine, tous trois de Sainte-Agathe, pour les objets suivants:

Faire le commerce de la bière et autres boissons, alcooliques ou non, sous le nom de « Jean-Jacques Côté ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 35,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 4257-1970

Cradon Investment Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

under the name of "Corporation Navis ltée — Navis Corporation Ltd.", with a capital stock divided into 10,000 common shares of without nominal value and 30,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 5199-1970

Gilles Côté inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Côté, joiner, Pierrette Girard, housewife, wife of said Gilles Côté, both of 515, 16-A Route, and Jean-Yves Girard, merchant, 916 St-Paul Boulevard, all three of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Gilles Côté inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 4839-1970

Jean-Jacques Côté ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Godard, Guy Roy, both advocates, and Micheline Guay, secretary, wife of Jean-Paul Fontaine, all three of Sainte-Agathe, for the following purposes:

To deal in ales and other beverages, alcoholic or not, under the name of "Jean-Jacques Côté ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of a nominal value of $1 each and 35,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 4257-1970

Cradon Investment Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial

patentes, en date du 4e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Samuel Wex, avocat, 21, chemin Cleve, Hampstead, Pierrette Gougeon, épouse de François-Michel Gagnon, 5195, avenue Coolbrook, Montréal, et Erica Hume, épouse de John B. Hume, 1210B, Havre des Iles, Laval, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie de placement, sous le nom de « Cradon Investment Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 500, Place d'Armes, bureau 1333, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 5376-1970

Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Samuel Wex, advocate, 21 Cleve Road, Hampstead, Pierrette Gougeon, wife of François-Michel Gagnon, 5195 Coolbrook Avenue, Montreal, and Erica Hume, wife of John B. Hume, 1210B Havre des Iles, Laval, the latter two secretaries, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Cradon Investment Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and 300 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company is at 500 Place d'Armes, suite 1333, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630-o 5376-1970

Créations Patapouf inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Jean-Pierre Lareau, vendeur, René Lareau, administrateur, tous deux de 7483, Argenton, Anjou, et Réal Théroux, contremaître, 7146, 14e Avenue, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises faits totalement ou partiellement de textiles ou produits relatifs, sous le nom de « Créations Patapouf inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3555, boulevard Métropolitain, chambre 501, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 4684-1970

Créations Patapouf inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Pierre Lareau, salesman, René Lareau, administrator, both of 7483 Argenton, Anjou, and Réal Théroux, foreman, 7146, 14th Avenue, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products, articles and goods made in whole or in part of textile or related products, under the name of "Créations Patapouf inc. », with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000, common shares of $1 each.

The head office of the company is at 3555 Metropolitan Boulevard, suite 501, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 4684-1970

Credichex, Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Lewis Levrero, administrateur, 5, Place Bellerive, Laval, Ginette Murray, 2351, rue Bellechasse, et Danielle Trudel, 7125, Louis-Hémon, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

S'établir agents, conseillers et experts et promoteurs en publicité, sous le nom de « Credichex, Inc. », avec un capital divisé en 5,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 4,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Credichex, Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lewis Levrero, executive, 5 Place Bellerive, Laval, Ginette Murray, 2351 Bellechasse Street, and Danielle Trudel, 7125 Louis Hémon, the latter two secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To act as advertising and publicity agents, consultants, advisers and promoters, under the name of "Credichex, Inc.", with a capital stock divided into 5,000 common shares without par value and 4,000 preferred shares of the par value of $10 each.

Le siège social de la compagnie est au 5450, chemin de la Côte des Neiges, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 4983-1970

Cyberna ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Robert W. Agard, Richard S. Gottlieb, tous deux avocats, et Marion Wasserman, secrétaire, fille majeure, tous trois du 800, carré Victoria, bureau 4115, Montréal, pour les objets suivants:

S'établir capitalistes, financiers, courtiers et agents manufacturiers, sous le nom de « Cyberna ltée », avec un capital divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 4867-1970

Claude Deschênes inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Jean-Noël Chalifour, comptable, 8995, Place du Berger, Claude Deschênes, entrepreneur, et Denise Fortier, ménagère, épouse dudit Claude Deschênes, ces deux derniers de 8360, du Plateau, tous trois de Charlesbourg, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Claude Deschênes inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8360, avenue du Plateau, Charlesbourg, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5599-1970

Domaine de Champvert limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de novembre 1970, constituant en corporation Ross T. Clarkson, 220, avenue Chester, C. J. Michael Flavell, 10, place Parkman, Michael D. Levinson, 174, rue Ashton, Jacques Tétrault, 460 avenue Wood, James K. Hugessen, 17 avenue Forden et Derek A. Hanson, 987 Moncrieff, tous les six avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

The head office of the company is at 5450 Côte des Neiges Road, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630-o 4983-1970

Cyberna ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert W. Agard, Richard S. Gottlieb, both advocates, and Marion Wasserman, secretary, fille majeure, all three of 800 Victoria Square, bureau 4115, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as capitalists, financiers, brokers and manufacturers' agents, under the name of "Cyberna ltée", with a capital stock divided into 40,000, common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630-o 4867-1970

Claude Deschênes inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Noël Chalifour, accountant, 8995 Place du Berger, Claude Deschênes, contractor, and Denise Fortier, housewife, wife of said Claude Deschênes, the latter two of 8360 du Plateau, all three of Charlesbourg, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Claude Deschênes inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and into 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 8360 Plateau Avenue, Charlesbourg, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 5599-1970

Domaine de Champvert limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ross T. Clarkson, 220 Chester Avenue, C. J. Michael Flavell, 10 Parkman Place, Michael D. Levinson, 174 Ashton Street, Jacques Tétrault, 460 Wood Avenue, James K. Hugessen, 17 Forden Avenue, and Derek A. Hanson, 987 Moncrieff, all six advocates, of Montreal, for the following purposes:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Domaine de Champvert limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 16,000 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune, 16,000 actions catégorie « B » d'une valeur au pair de $1 chacune et 8,000 actions catégorie « C » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 5025-1970

Dorchester sport inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Édouard Patoine, mécanicien, Gaétane Vachon, ménagère, épouse dudit Édouard Patoine, et Léo Gosselin, représentant-vendeur, tous trois de Saint-Malachie, pour les objets suivants:

Faire le commerce des automobiles, motos-neige, camions, moteurs, avions, moteurs d'avion, canots automobiles, appareils de radio, congélateurs, et autres apareils électriques ou électroniques, bicyclettes, motocyclettes, et toutes leurs parties ou accessoires, sous le nom de « Dorchester sport inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Malachie, district judiciaire de Beauce.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5538-1970

Ensemble traditionnel Kébec incorporée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de novembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Denis Lessard, enseignant, 7152, boulevard Lacordaire, Saint-Léonard, Michel Paquette, étudiant, 2509, Cadillac, et Michel St-Louis, artiste, 1269, Dorion, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Développer l'intérêt des membres et l'éducation du public en général pour les traditions québécoises, sous le nom de « Ensemble traditionnel Kébec incorporée ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $100,000.

Le siège social de la corporation est 7152, boulevard Lacordaire, Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5059-1970

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Domaine de Champvert limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 16,000 class "A" shares of the par value of $1 each, 16,000 class "B" shares of the par value of $1 each and 8,000 class "C" shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630-o 5025-1970

Dorchester sport inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Édouard Patoine, mechanic, Gaétane Vachon, housewife, wife of said Édouard Patoine, and Léo Gosselin, representative salesman, all three of Saint-Malachie, for the following purposes:

To deal in automobiles, snow-mobiles, trucks, motors, aircrafts, aircraft motors, motor-boats, radio apparatus, refrigerators, and other electrical and electronic apparatus, bicycles, moto-cycles, and all their parts and accessories, under the name of "Dorchester sport inc.", with a total capital stock of $40,000 divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Malachie, judicial districtof Beauce.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 5538-1970

Ensemble traditionnel Kébec incorporée

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Denis Lessard, teacher, 7152 Lacordaire Boulevard, Saint-Léonard, Michel Paquette, étudiant, 2509 Cadillac, and Michel St-Louis, artist, 1269 Dorion, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To develop members interests and in general public education for Québec traditions, under the name of "Ensemble traditionnel Kébec incorporée".

The amount to which is limited the value of the immovable that the corporation may acquire and hold is $100,000.

The head office of the corporation is at 7152 Lacordaire Boulevard, Saint-Léonard, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD.
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 5059-1970

Les entreprises C. Taillefer, inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Claude Taillefer, réalisateur, 1925, Lévesque, Claude Boisvert, avocat, 1505, Moore, et Guy Pepin, administrateur, 1655, Maisonneuve, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Exploiter des postes émetteurs et récepteurs de radio-diffusion et de TSF, sous le nom de « Les entreprises C. Taillefer, inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1350, Sherbrooke ouest, suite 900, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5532-1970

Les entreprises C. Taillefer, inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Taillefer, producer, 1925 Lévesque, Claude Boisvert, advocate, 1505 Moore, and Guy Pepin, administrator, 1655 Maisonneuve, all three of Laval, for the following purposes:

To operate broadcasting stations and radio an TV receiving stations, under the name of "Les entreprises C. Taillefer, inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1350 Sherbrooke St. West, suite 900, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 5532-1970

Les entreprises F. T. Carrier ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de décembre 1970, constituant en corporation: Jean-Paul Bédard, Gérald Guillot, tous deux comptables, et Danielle Hayfield, secrétaire, fille majeure, tous trois de 1033, Route de l'Église, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les entreprises F. T. Carrier ltée », avec un capital total de $150,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 1,400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-David-de-l'Auberivière, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5297-1970

Les entreprises F. T. Carrier ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Paul Bédard, Gérald Guillot, both accountants, and Danielle Hayfield, secretary, spinster of the full age of majority, all three of 1033 de l'Église Route, Sainte-Foy, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les entreprises F. T. Carrier ltée", with a total capital stock of $150,000 divided into 100 common shares of $100 each and 1,400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-David-de-l'Auberivière, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 5297-1970

Entreprises internationales J.B.C. ltée
J.B.C. International Enterprises Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Pierrette Morel, tisseuse de cheveux, épouse de Paul Bouchard, 9, rue Fréchette, Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport, Philippe Damien, vendeur, 3011, Laroche, et Réal Forest, avocat, 3177, de la Concorde, ces deux derniers de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Entreprises internationales J.B.C. ltée — J.B.C. International Enterprises Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Entreprises internationales J.B.C. ltée
J.B.C. International Enterprises Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierrette Morel, hair-weaver, wife of Paul Bouchard, 9 Fréchette Street, Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport, Philippe Damien, salesman, 3011 Laroche, and Réal Forest, advocate, 3177 de la Concorde, the latter two of St. Foy, for the following purposes:

To deal in all products, articles and goods, under the name of "Entreprises internationales J.B.C. ltée — J.B.C. International Enterprises Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and into 1,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 1100, rue St-Jean, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5390-1970

Les entreprises Jodan inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Jean-Guy Boisvert, administrateur, Claudette Gagné, ménagère, épouse dudit Jean-Guy Boisvert, tous deux de 31, De l'Anse Bleue, et Claude Boisvert, avocat, 1505, Moore, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Effectuer des recherches, des enquêtes, pour fins éducatives, dans le domaine de l'éducation physique et des loisirs, sous le nom de « Les entreprises Jodan inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5006-1970

Les entreprises Lemieux de la Rive Sud inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Fernand Paré, menuisier, 5330, Westley, Jean Lemieux, contremaître, et Rachel Allard, ménagère, épouse dudit Jean Lemieux, ces deux derniers de 4915, Westley, tous trois de Saint-Hubert, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Les entreprises Lemieux de la Rive Sud inc. », avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4915, Westley, Saint-Hubert, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 4665-1970

Les entreprises Velia Lefebvre inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Georges Lefebvre, fils, Georges Lefebvre, tous deux industriels, et Velia Ziliani, ménagère, épouse dudit Georges Lefebvre, tous trois de 514, Saraguay, Pierrefonds, pour les objets suivants:

The head office of the company is at 1100 St. John Street, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 5390-1970

Les entreprises Jodan inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Guy Boisvert, administrator, Claudette Gagné, housewife, wife of said Jean-Guy Boisvert, both of 31 De l'Anse Bleue, and Claude Boisvert, advocate, 1505 Moore, all three of Laval, for the following purposes:

To effect researches, investigations regarding educational purposes, in the field of physical education and recreational activities, under the name of "Les entreprises Jodan inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 5006-1970

Les entreprises Lemieux de la Rive Sud inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Fernand Paré, joiner, 5330 Westley, Jean Lemieux foreman, and Rachel Allard, housewife, wife of said Jean Lemieux, the latter two of 4915 Westley, all three of Saint-Hubert, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Les entreprises Lemieux de la Rive Sud inc.", with a capital divided into 1,000 common shares without nominal value and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 4915 Westley, Saint-Hubert, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 4665-1970

Les entreprises Velia Lefebvre inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Georges Lefebvre, junior, Georges Lefebvre, both industrialists, and Velia Ziliani, housewife, wife of said Georges Lefebvre, all three of 514 Saraguay, Pierrefonds, for the following purposes:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les entreprises Velia Lefebvre inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $10 chacune et en 360 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 514, Saraguay, Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 2153-1970

Evangelical Lutheran Latvian Church in Montreal

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de novembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Albert Berzins, dessinateur professionnel, 10440, rue Belmont, Pierrefonds, Rainis Gailitis, inspecteur, 12363, rue Jasmin, Emils Mazutis, 2057, boulevard Édouard-Montpetit, Richard Tuters, 4054 ouest, Dorchester, app. 12, tous trois de Montréal, et Fridbert Porietis, 1755, Wiltshire, Dorval, ces trois derniers dessinateurs industriels, pour les objets suivants:

Établir, maintenir et diriger une secte religieuse et enseigner l'Évangile, sous le nom de « Evangelical Lutheran Latvian Church in Montreal ».

Le montant auquel doit se limiter la valeur des biens immobiliers que peut posséder ou détenir la corporation est de $100,000.

Le siège social de la corporation est au 4571, avenue Coolbrook, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 3331-1970

Expo télé-couleur inc.

Le ministre des insitutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Normand Blais, 8401, boulevard Les Galeries d'Anjou, app. 5, Anjou, Michel Vaillancourt, 7617, Louis-Hébert, tous deux vendeurs, Marcel Lépine, gérant, 7779, St-Gérard, et Marguerite Giroux, secrétaire, fille majeure, 10355, Bois-de-Boulogne, app. 407, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens; fabriquer et faire le commerce de toutes sortes d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de « Expo télé-couleur inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1398, rue Beaubien est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5265-1970

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les entreprises Velia Lefebvre inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $10 each and 360 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 514 Saraguay, Pierrefonds, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 2153-1970

Evangelical Lutheran Latvian Church in Montreal

Notice is given that under Part III of the Companies Act, Letters patent, bearing date the 30th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Albert Berzins, technical designer, 10440 Belmont Street, Pierrefonds, Rainis Gailitis, inspector, 12363 Jasmin Street, Emils Mazutis, 2057 Édouard-Montpetit Boulevard, Richard Tuters, 4054 Dorchester West, Apt. 12, all three of Montreal, and Fridbert Porietis, 1755 Wiltshire, Dorval, the latter three draughtsmen, for the following purposes:

To establish, maintain and conduct a Church and to carry on the teaching of the Gospel, under the name of "Evangelical Lutheran Latvian Church in Montreal".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold or possess is to be limited is $100,000.

The head office of the corporation is at 4571 Coolbrook Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630-o 3331-1970

Expo télé-couleur inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Normand Blais, 8401 Les Galeries d'Anjou Boulevard, Apt. 5, Anjou, Michel Vaillancourt, 7617 Louis-Hébert, both salesmen, Marcel Lépine, manager, 7779 St-Gérard, and Marguerite Giroux, secretary, spinster of the full age of majority, 10355 Bois-de-Boulogne, Apt. 407, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as electricians; to manufacture and deal in all kinds of electric appliances and electrical accessories, under the name of "Expo télé-couleur inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1398 Beaubien Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 5265-1970

F.W.R. Enterprises Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Lorne G. Hart, optométriste, 2147, Scott, Saint-Laurent, Jean Gillis, comptable, épouse de Edgar Gillis, 80, Beaconsfield, et Ellen Kowal, secrétaire, épouse divorcée de Leo B. Kowal, 64, avenue Saint-Louis, ces deux dernières de Beaconsfield, pour les objets suivants:

S'établir constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de « F.W.R. Enterprises Inc. », avec un capital divisé en 20,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 207, avenue Roberval, Pincourt, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 5240-1970

F.W.R. Enterprises Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lorne G. Hart, optometrist, 2147 Scott, Saint-Laurent, Jean Gillis, accountant, wife of Edgar Gillis, 80 Beaconsfield, and Ellen Kowal, secretary, wife divorced of Leo B. Kowal, 64 St. Louis Avenue, the latter two of Beaconsfield, for the following purposes:

To carry on business as builders and contractors, under the name of "F.W.R. Enterprises Inc.", with a capital stock divided into 20,000 common shares without par value and 2,000 preferred shares at a par value of $10 each.

The head office of the company is at 207 Roberval Avenue, Pincourt, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630-o 5240-1970

La ferme Devi inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Fabien Decelles, Camille Decelles et Rosaire Vincent, tous trois hommes d'affaires, de Saint-Théodore-d'Acton, pour les objets suivants:

Exploiter une ferme sous toutes ses formes, sous le nom de « La ferme Devi inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Théodore-d'Acton, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 4681-1970

La ferme Devi inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Fabien Decelles, Camille Decelles and Rosaire Vincent, all three businessmen, of SaintThéodore-d'Acton, for the following purposes:

To operate a farm in all its specialties, under the name of "La ferme Devi inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Théodore-d'Acton, judicial district of Saint-Hyacinthe.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 4681-1970

Figure Magic Health Studio Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de décembre 1970, constituant en corporation: Gérard Choquette, gérant, route rurale 2, Hemmingford, Joyce Larivière, 10731, Hénault, Montréal, et Elaine Engelberg, 5774, avenue Léger, Côte Saint-Luc, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exploiter des établissements de santé, instituts de traitements amaigrissants et aménagements pour soins de beauté et de santé, sous le nom de « Figure Magic Health Studio Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Figure Magic Health Studio Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard Choquette, manager, Rural Route 2, Hemmingford, Joyce Larivière, 10731 Hénault, Montreal, and Elaine Engelberg, 5774 Léger Avenue, Côte Saint-Luc, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To operate health studios, reducing salons and health and beauty facilities, under the name of "Figure Magic Health Studio Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 5307-1970

5150 Macdonald Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Sheldon Finkelstein, 5720, boulevard Cavendish, app. 308, Côte Saint-Luc, Pinja E. Blitt, 3333 ouest, rue Jean-Talon, app. 603, Michel-A. Héroux, 10640, Hamelin, tous deux de Montréal, et Bernard Gardner, 405, chemin Northcote, Rosemère, tous les quatre avocats, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « 5150 Macdonald Inc. », avec un capital total de $5,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1440, rue Towers, bureau 101, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 5430-1970

Fleischman Commercial Equipment Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Sheila Solomon, épouse divorcée de Allan Raymond, 89, Roxton Crescent, Montréal-Ouest, Rima Randolph, épouse de Malcolm Singer, 1540, Summerhill, Montréal, toutes deux secrétaires, et Julian Kotler, avocat, 5806, Hudson, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de systèmes de réfrigération domestiques et commerciaux, de chauffage à l'électricité, de climatisation; d'équipement pour hotels, restaurants, magasins d'alimentation, bureaux et autres; de meubles, machinerie, accessoires, moteurs, outils, instruments, appareils, quincaillerie et fournitures de toutes sortes, sous le nom de « Fleischman Commercial Equipment Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 2114, rue Frontenac, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 4709-1970

Fobert Marine Construction Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630-o 5307-1970

5150 Macdonald Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Sheldon Finkelstein, 5720 Cavendish Boulevard, Apt. 308, Côte Saint-Luc, Pinja E. Blitt, 3333 Jean Talon Street West, Apt. 603, Michel-A. Héroux, 10640 Hamelin, both of Montreal, and Bernard Gardner, 405 Northcote Road, Rosemère, all four advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "5150 Macdonald Inc.", wih a total capital stock of $5,000, divided into 5,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 1440 Towers Street, Suite 101, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630-o 5430-1970

Fleischman Commercial Equipment Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Sheila Solomon, divorced wife of Allan Raymond, 89 Roxton Crescent, Montreal West, Rima Randolph, wife of Malcolm Singer, 1540 Summerhill, Montreal, both secretaries, and Julian Kotler, advocate, 5806 Hudson, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To manufacture and deal in domestic and commercial refrigeration, electrical heating, air-conditioning and hotel, restaurant, food, office and other equipment and furniture, machinery, appliances, engines, tools, implements, apparatus, hardware, accessories and supplies of every kind, under the name of "Fleischman Commercial Equipment Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of the par value of $1 each and 20,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 2114 Frontenac Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630-o 4709-1970

Fobert Marine Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of Decem-

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Roger Faubert, homme d'affaires, Monique Châtigny, marchande, fille majeure, tous deux de 116, Langlois, Châteauguay, et Gilles-A. Denis, avocat, 4596, Marcil, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Fobert Marine Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et ne 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Châteauguay, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5293-1970

Fondation Bergeron inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de décembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Gilles Coulombe, avocat, route rurale 1, Lennoxville, Françoise Fouquet, 1011, McManamy, et Solanges Manseau, 488, London, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Venir en aide aux familles ou personnes à faibles revenus, sous le nom de « Fondation Bergeron inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est 105, rue Gordon, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5339-1970

Foreign & Domestic Surplus Merchandise Co. Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Henrietta Parzio, ménagère, épouse de Morris Engelhardt, 1230, McGregor, David Goldenblatt, 3500, rue Mountain, app. 67, tous deux de Montréal, et Lazarus L. Tinkoff, 250, avenue Clarke, app. 716, Westmount, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises, sous le nom de « Foreign & Domestic Surplus Merchandise Co. Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 39,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

ber, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roger Faubert, businessman, Monique Châtigny, merchant, spinster, both of 116 Langlois, Châteauguay, and Gilles-A. Denis, advocate, 4596 Marcil, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, and deal in all kinds of materials, under the name of "Fobert Marine Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Châteauguay, judicial district of Beauharnois.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 5293-1970

Fondation Bergeron inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital, Gilles Coulombe, advocate, Rural Route 1, Lennoxville, Françoise Fouquet, 1011 McManamy, and Solanges Manseau, 488 London, the latter two secretaries, spinsters of the full age majority, of Sherbrooke, for the following purposes:

To assist low income families or persons, under the name of "Fondation Bergeron inc.".

The amount to which is limited the annual revenue from the immovable property that the corporation may acquire and hold is $100,000.

The head office of the corporation is at 105 Gordon Street, Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 5339-1970

Foreign & Domestic Surplus Merchandise Co. Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Henrietta Parzio, housewife, wife of Morris Engelhardt, 1230 McGregor, David Goldenblatt, 3500 Mountain Street, Apt. 67, both of Montreal, and Lazarus L. Tinkoff, 250 Clarke Avenue, Apt. 716, Westmount, the latter two attorneys, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Foreign & Domestic Surplus Merchandise Co. Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each and 39,000 preferred shares of a par value of $1 each.

Le siège social de la compagnie est au 1, Van Horne, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

38630 4797-1970

J. E. Fortier inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Paul Fortier, quincaillier, Jeannine Lamarche, épouse dudit Paul Fortier, tous deux de 24, Garden City, et Jeannette Gosselin, veuve de Joseph-Eugène Fortier, 105, Ste-Anne, ces deux dernières ménagères, tous trois de Sainte-Anne-de-Bellevue, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes espèces d'articles et marchandises qui font généralement l'objet d'un commerce d'épicerie, de viande et de toutes sortes d'autres aliments, de ferronnerie et de toutes sortes de matériaux et de marchandises sèches, sous le nom de « J. E. Fortier inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 24, Garden City, Sainte-Anne-de-Bellevue, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5123-1970

Fovimar limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Bernard Fontaine, hôtelier, 353, Hôtel de Ville nord, Gilles Viens, commis, 555, Magenta est, et Alain Martin, dentiste, 1030, St-Bruno nord, tous trois de Farnham, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels et motels, sous le nom de « Fovimar limitée », avec un capital total de $75,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 600 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 353, Hôtel de Ville, Farnham, district judiciaire de Bedford.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 4978-1970

Foyer Le Blanc Sommet inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Georges Dubé, 1105, avenue Belvédère, Québec, Roger Vallières, 2643, Brome, tous

The head office of the company is at 1 Van-Horne, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630-o 4797-1970

J. E. Fortier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letter patent, bearing date the 23rd day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Fortier, hardware merchant, Jeannine Lamarche, wife of said Paul Fortier, both of 24 Garden City, and Jeannette Fortier, widow of Joseph-Eugène Fortier, 105 Ste-Anne, both housewifes, all three of Sainte-Anne-de-Bellevue, for the following purposes:

To deal in all kinds of articles and merchandise which are usually the purposes of a grocery, meat and all kinds of other food products, hardware and all kinds of materials and dry goods business, under the name of "J. E. Fortier inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 24 Garden City, Sainte-Anne-de-Bellevue, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 5123-1970

Fovimar limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bernard Fontaine, hotel keeper, 353 Hôtel de Ville North, Gilles Viens, clerk, 555 Magenta East, and Alain Martin, dentist, 1030 St-Bruno-North, all three of Farnham, for the following purposes:

To operate hotels and motels, under the name of "Fovimar limitée", with a total capital stock of $75,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 353 Hôtel de Ville, Farnham, judicial district of Bedford.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 4978-1970

Foyer Le Blanc Sommet inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing fate the 29th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Georges Dubé, 1105 Belvédère Avenue, Québec, Roger Vallières, 2643 Brome, both advocates, and

deux avocats, et Michel Doyon, étudiant, 1104, Dijon, ces deux derniers de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Exploiter des maisons d'accueil pour personnes âgées, convalescents ou autres personnes, des hospices, des foyers d'hébergement et d'autres institutions de même nature, sous le nom de « Foyer Le Blanc Sommet inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 750 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3184, chemin Ste-Foy, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 4250-1970

Frontier Inn (1970) Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de novembre 1970, constituant en corporation: J.-Raoul Dumouchel, Yolande-D. Dumouchel, épouse dudit J.-Raoul Dumouchel, tous deux rentiers, Jean-Yves Dumouchel, secrétaire, et Michel Dumouchel, gérant, tous quatre de 558, rue Frontière, Hemmingford, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Frontier Inn (1970) Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune, 5,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $1 chacune et en 340 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 459, rue Frontière, Hemmingford, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5113-1970

Marcel Gauthier construction inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Marcel Gauthier, entrepreneur, Pauline Gagné, ménagère, veuve de Cyrice Valcourt, tous deux de 651, Dequen, et Clément Côté, notaire, 809, Giasson, app. 6, tous trois de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Marcel Gauthier construction inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 651, avenue Dequen, Sept-Iles,district judiciaire de Hauterive.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5393-1970

Michel Doyon, student, 1104 Dijon, the latter two of Sainte-Foy, for the following purposes:

To operate welcome homes for aged persons, convalescents or others; hospices, refuge homes and other institutions of like nature, under the name of "Foyer Le Blanc Sommet inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 2,500 common shares of a nominal value of $10 each and 750 preferred shares of a nominal value fo $100 each.

The head office of the company is at 3184 Ste-Foy Road, Sainte-Foy, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 4250-1970

Frontier Inn (1970) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: J.-Raoul Dumouchel, Yolande-D. Dumouchel, wife of said J.-Raoul Dumouchel, both annuitants, Jean-Yves Dumouchel, secretary, and Michel Dumouchel, manager, all four of 558 Frontière Street, Hemmingford, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Frontier Inn (1970) Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each, 5,000 class "A" preferred shares of a nominal value of $1 each and into 340 class "B" preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 459 Frontière Street, Hemmingford, judicial district of Beauharnois.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 5113-1970

Marcel Gauthier construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Gauthier, contractor, Pauline Gagné, housewife, widow of Cyrice Valcourt, both of 651 Dequen, and Clément Côté, notary, 809 Giasson, Apt. 6, all three of Sept-Iles, for the following purposes:

To do business as a real estate and construction company, under the name of "Marcel Gauthier construction inc.", with a total capital stock of $40,000, into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 651 Dequen Avenue, Sept-Iles, judicial district of Hauterive.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 5393-1970

Rolland Gélinas Auto inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Rolland Gélinas, homme d'affaires, Marthe Fournier, ménagère, épouse dudit Rolland Gélinas, Gisèle Gélinas, et Yolande Gélinas, ces deux dernières institutrices, filles majeures, tous quatre de 645, rue Barkoff, Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Faire la réparation du système électrique d'automobiles, sous le nom de « Rolland Gélinas Auto inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 645, rue Barkoff, Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5008-1970

Rolland Gélinas Auto inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Rolland Gélinas, businessman, Marthe Fournier, housewife, wife of said Rolland Gélinas, Gisèle Gélinas and Yolande Gélinas, the latter two teachers, spinsters of the full age of majority, all four of 645 Barkoff Street, Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To repair automobiles electric system, under the name of "Rolland Gélinas Auto inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a nominal value of $100 each and 300 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 645 Barkoff Street, Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 5008-1970

Gestion Rio inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de décembre 1970, constituant en corporation: Ronald Lapierre, comptable agréé, Francine Rodrigue, maîtresse de maison, épouse dudit Ronald Lapierre, tous deux de 301, Deguire, suite 1141, Saint-Laurent, François Limoges, avocat, et Monique Dubé, maîtresse de maison, épouse dudit François Limoges, ces deux derniers de 6254, boulevard Monk, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, sous le nom de « Gestion Rio inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 301, Deguire, suite 1141, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5300-1970

Gestion Rio inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ronald Lapierre, chartered accountant, Francine Rodrigue, housewife, wife of said Ronald Lapierre, both of 301 Deguire, suite 1141, Saint-Laurent, François Limoges, advocate, and Monique Dubé, housewife, wife of said François Limoges, the latter two of 6254 Monk Boulevard, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Gestion Rio inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 301 Deguire, suite 1141, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 5300-1970

Gosselin, Samson, Rancourt inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Paul-A. Gosselin, 325, St-Joseph, Fernand Samson, 15, rue Vaudreuil, et Bernard Rancourt, 35, rue du Vieux Fort, tous trois courtiers en assurance, de Lauzon, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents et courtiers en assurance, sous le nom de « Gosselin, Samson, Rancourt inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune

Gosselin, Samson, Rancourt inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul-A. Gosselin, 325 St-Joseph, Fernand Samson, 15 Vaudreuil Street, and Bernard Rancourt, 35 Vieux Fort Street, all three insurance brokers, of Lauzon, for the following purposes:

To carry on business as insurance agents and brokers, under the name of "Gosselin, Samson, Rancourt inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of $1 each and

et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 44 avenue Bégin, Lévis, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5594-1970

Granbour inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Dominique Veilleux, commis livreur, Myonne Veilleux, ménagère, épouse dudit Dominique Veilleux, tous deux de Dauville, Gaspard Lalande, agronome, Lennoxville, Michel Ayotte, Séminaire de Sherbrooke, Daniel Pichette, route rurale 1, tous deux prêtres, Murielle Corriveau, 1455, Dorval, tous trois de Sherbrooke, et Josseline Ayotte, 73, 2e Avenue, Windsor, ces deux dernières professeurs, filles majeures, pour les objets suivants:

Exclusivement pour des fins de charité: réunir des gens de conditions sociales différentes et promouvoir une pédagogie susceptible d'épanouir, sous le nom de « Granbour inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $200,000.

Le siège social de la corporation est route rurale numéro 1, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5571-1970

Les granits Frontenac inc.
Frontenac Granite Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Pierre-C. Fournier, 1880, de Rouville, André Rodrique, 206, rue Kennedy sud, Ronald Dudemaine, 630, boulevard Jacques-Cartier nord, et Claude Bédard, 405, Châteauguay, tous quatre avocats, de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de pierres et produits de la terre, sous le nom de « Les granits Frontenac inc.— Frontenac Granite Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 24,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 7,600 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5327-1970

into 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 44 Bégin Avenue, Lévis, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 5594-1970

Granbour inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Dominique Veilleux, delivery clerk, Myonne Veilleux, housewife, wife of the said Dominique Veilleux, both of Deauville, Gaspard Lalande, agronomist, Lennoxville, Michel Ayotte, Seminary of Sherbrooke, Daniel Pichette, rural route 1, both priests, Murielle Corriveau, 1455 Dorval, all three of Sherbrooke, and Josseline Ayotte, 73, 2nd Avenue, Windsor, the latter two professors, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

For charitable purposes only: to group together people of different social conditions and to promote pedagogy with a view to developing and broadening their horizons, under the name of "Granbour inc.".

The amount to which is to be limited the annual revenues accruing from the immovable property which the corporation may acquire or possess is to be $200,000.

The head office of the corporation is at rural route No. 1, Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 5571-1970

Les granits Frontenac inc.
Frontenac Granite Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre-C. Fournier, 1880 de Rouville, André Rodrigue, 206 Kennedy Street South, Ronald Dudemaine, 630 Jacques-Cartier Boulevard North, and Claude Bédard, 405 Châteauguay, all four advocates, of Sherbrooke, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of stones and grounds products, under the name of "Les Granits Frontenac inc.— Frontenac Granite Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 24,000 common shares of a nominal value of $1 each and 7,600 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Sainte-Foy, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 5327-1970

Grégoire-Smith inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Pierre Laforest, avocat, 4858, Côte-des-Neiges, app. 601, Pierre-A. Grégoire, administrateur, 5050, Roslyn, et Jean Smith, commerçant, 2340, de Salaberry, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de récipients servant à recevoir les ordures provenant de maisons de rapport ou de maisons à appartements, sous le nom de « Grégoire-Smith inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 603, Côte Vertu, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5109-1970

Grolec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Pierre Grondin, 32, des Bouleaux, Laval, Gilles Lepage, 445, Lockhart, Mont-Royal, et Yves Castonguay, 3435, boulevard Toupin, Saint-Laurent, tous trois médecins, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, de placement et de gestion, sous le nom de « Grolec inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 300 actions ordinaires de $1 chacune, 9,940 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 300 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5200, rue Bélanger est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5087-1970

Jean Guérard inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Jean Guérard, entrepreneur-couvreur, Thérèse Robitaille, ménagère, épouse dudit Jean Guérard, tous deux de 35, boulevard Central, et Lise Guérard, secrétaire, fille majeure, 428, 2e Rue, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneur-couvreur, fabriquer des articles et produits nécessaires à la pose de toiture et de bardeaux de toutes sortes, sous le nom de « Jean Guérard inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Grégoire-Smith inc.

Notice is-given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Laforest, advocate, 4858, Côte-des-Neiges, Apt. 601, Pierre-A. Grégoire, administrator, 5050 Roslyn, and Jean Smith, trader, 2340 de Salaberry, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in containers used as receivers of garbage coming from apartments houses, under the name of "Grégoire-Smith inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each and 3,900 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 603 Côte Vertu, Saint-Laurent, district judiciaire de Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 5109-1970

Grolec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Grondin, 32 des Bouleaux, Laval, Gilles Lepage, 445 Lockhart, Mont-Royal, and Yves Castonguay, 3435 Toupin Boulevard, Saint-Laurent, all three physicians, for the following purposes:

To carry on business as a holding, investment and management company, under the name of "Grolec inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 300 common shares of $1 each, 9940 class "A" preferred shares of $10 each and 300 class "B" preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 5200 Bélanger Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 5087-1970

Jean Guérard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Guérard, roofing contractor, Thérèse Robitaille, housewife, wife of said Jean Guérard, both of 35 Central Boulevard, and Lise Guérard, secretary, spinster of the full age of majority, 428, 2nd Street, all three of Québec, for the following purposes:

To carry on business as a roofing contractor, to manufacture the articles and goods necessary for the laying of roofs and shingles of all kinds, under the name of "Jean Guérard inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 200 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est 319, rue des Sables, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 1495-1970

Harton & Ouellet construction inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Robert Harton, menuisier, Charline Thériault, secrétaire, épouse dudit Robert Harton, tous deux de 943, Dupas, Réal Ouellet, menuisier, et Marie-Laure Saindon, secrétaire, épouse dudit Réal Ouellet, ces deux derniers de 923, Dupas, tous quatre de Longueuil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Harton & Ouellet construction inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune, 2,000 actions privilégiées catégorie « A » de $1 chacune et en 1,800 actions privilégiées catégorie « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 943, Dupas, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5163-1970

Hepco Electric Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Henri-A. Pinsonneault, électricien, Lise Lemire, ménagère, épouse dudit Henri-A. Pinsonneault, tous deux de 411, Racine, Paul Arts, électricien, et Fleurette Godfroy, ménagère, épouse dudit Paul Arts, ces deux derniers de 2641, McGill, tous quatre de Longueuil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens; fabriquer et faire le commerce de toutes sortes d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de « Hepco Electric Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $10 chacune et en 360 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 411, rue Racine, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5120-1970

Hôpital Chashasipich (Fort-Georges)
Chashasipich Hospital (Fort-George)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

The head office of the company is at 319 des Sables Street, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 1495-1970

Harton & Ouellet construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Harton, joiner, Charline Thériault, secretary, wife of said Robert Harton, both of 943 Dupas, Réal Ouellet, joiner, and Marie-Laure Saindon, secretary, wife of said Réal Ouellet, the latter two of 923 Dupas, all four of Longueuil, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, and to deal in all kinds of building materials, under the name of "Harton & Ouellet construction inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each, 2,000 class "A" preferred shares of $1 each and 1,800 class "B" preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 943 Dupas, Longueuil, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 5163-1970

Hepco Electric Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Henri-A. Pinsonneault, electrician, Lise Lemire, housewife, wife of said Henri-A. Pinsonneault, both of 411 Racine, Paul Arts, electrician, and Fleurette Godfroy, housewife, wife of said Paul Arts, the latter two of 2641 McGill, all four of Longueuil, for the following purposes:

To carry on business as electricians; to manufacture and deal in all kinds of electrical apparatus and supplies, under the name of "Hepco Electric Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $10 each and 360 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 411 Racine Street, Longueuil, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 5120-1970

Hôpital Chashasipich (Fort-Georges)
Chashasipich Hospital (Fort-George)

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of December, 1970, have been issued by the Minister of

patentes, en date du 2e jour de décembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Josée Sam Atkinson, Jack Holiday, Roger Berthiaume, tous trois gérants, James Merry, pasteur, Gaston Grenon, prêtre, Tom Webb, hôtelier, Yves Léger, agent, tous sept de Fort-Georges, Benoit Robitaille, directeur des services, Jean-Marc Lessard, agent d'administration, tous deux de Québec, Hugo Georgekish, agent local, Nouveau-Comptoir, Billy Diamond, chef de bande, Fort-Rupert, Teddy Moses, Eastmain, David Masty, tous deux gérants, et Silas Cookie, chef esquimau, ces deux derniers de Poste-de-la-Baleine, pour les objets suivants:

Exploiter et administrer un hôpital situé à Fort-Georges, sous le nom de « Hôpital Chashasipich (Fort-Georges) — Chashasipich Hospital (Fort-George) ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $1,500,000.

Le siège social de la corporation est à Fort-Georges, district judiciaire de Hauterive.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5229-1970

Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Josée Sam Atkinson, Jack Holiday, Roger Berthiaume, all three managers, James Merry, pastor, Gaston Grenon, priest, Tom Webb, hotel keeper, Yves Léger, agent, all seven of Fort-Georges, Benoit Robitaille, director of departments, Jean-Marc Lessard, management agent, both of Québec, Hugo Georgekish, local agent, Nouveau-Comptoir, Billy Diamond, Chief of tribe, Fort-Rupert, Teddy Moses, Eastmain, David Masty, both managers, and Silas Cookie, Eskimo Chief, the latter two of Poste-de-la-Baleine, for the following purposes:

To operate and manage a hospital situated at Fort-Georges, under the name of "Hôpital Chasbasipich (Fort-Georges) — Chashasipich Hospital (Fort-George)".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $1,500,000.

The head office of the corporation is at Fort-Georges, judicial district of Hauterive.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 5229-1970

House of Melina (Québec) Ltd.
Chez Melina (Québec) ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Gerald W. Postelnik, 7355, Ostell Crescent, Montréal, Clifford S. Postelnik, 5716, Melling, Côte Saint-Luc, et Walter R. M. Wekarchuk, 5, Place Bellerive, Laval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de produits, articles et marchandises de toutes sortes, sous le nom de « House of Melina (Québec) Ltd.— Chez Melina (Québec) ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1682A est, Mont-Royal, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

38630 4948-1970

House of Melina (Québec) Ltd.
Chez Melina (Québec) ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gerald W. Postelnik, 7355 Ostell Crescent, Montreal, Clifford S. Postelnik, 5716 Melling, Côte Saint-Luc, and Walter R. M. Wekarchuk, 5 Place Bellerive, Laval, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods, wares and merchandise of all kinds, under the name of "House of Melina (Québec) Ltd.— Chez Melina (Québec) ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 1682A Mount Royal East, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630-o 4948-1970

The Hyman & Estelle Barkun Foundation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'octobre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Estelle Barkun, veuve de Hyman Barkun, Michael Barkun, tous deux du 4555, avenue Bonavista, Montréal, et Ted Barkun, 1302, Ethier, Laval, tous trois administrateurs, pour les objets suivants:

The Hyman & Estelle Barkun Foundation

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Estelle Barkun, widow of Hyman Barkun, Michael Barkun, both of 4555 Bonavista Avenue, Montreal, and Ted Barkun, 1302 Ethier, Laval, all three executives, for the following purposes:

Fournir et rendre des services de charité aux pauvres et aux nécessiteux, sous le nom de « The Hyman & Estelle Barkun Foundation ».

Le montant auquel doit se limiter la valeur des biens immobiliers que peut posséder ou détenir la corporation est de $1,000,000.

Le siège social de la corporation est au 55, rue Louvain, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 4736-1970

To supply and render services of a charitable nature to poor and needy persons, under the name of "The Hyman & Estelle Barkun Foundation".

The amount to which the value of the immoveable property which may be owned or held by the corporation is to be limited is $1,000,000.

The head office of the corporation is at 55 Louvain Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630-o 4736-1970

Immeubles Esther ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Raymond Cantin, courtier en immeuble, 48, rue St-Charles, Neufchatel, Valmond Bouliane, 3440, Massart, Sainte-Foy, et Louis-Philippe Marcotte, 3414, des Sumacs, Orsainville, ces deux derniers notaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Immeubles Esther ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1019, boulevard St-Cyrille ouest, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

38630-o 5404-1970

Immeubles Esther ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raymond Cantin, real estate broker, 48 St-Charles Street, Neufchatel, Valmond Bouliane, 3440 Massart, Sainte-Foy, and Louis-Philippe Marcotte, 3414 des Sumacs, Orsainville, the latter two notaries, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Immeubles Esther ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1019 St-Cyrille Boulevard West, Québec, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 5404-1970

Import-Export Drawback Consultants Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Arthur Yanofsky, avocat, 5872, Ferncroft, Hampstead, Sheila Raymond, 89, Roxton Crescent, Montréal-Ouest, et Grace Blackett, 5622 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

S'établir conseillers et experts auprès de l'administration et des administrateurs et directeurs de toutes entreprises commerciales ou établissements industriels, sous le nom de « Import-Export Drawback Consultants Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 5201-1970

Import-Export Drawback Consultants Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Arthur Yanofsky, advocate, 5872 Ferncroft, Hampstead, Sheila Raymond, 89 Roxton Crescent, Montreal West, and Grace Blackett, 5622 Sherbrooke Street West, Montreal, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To act as consultants and advisers in general to the management and executives of any commercial enterprise or industrial organization, under the name of "Import-Export Drawback Consultants Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630-o 5201-1970

Les industries de Charolles ltée
Charolles Industries Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Jacques-F. Baar-Nason, éleveur, Saint-Ignace-de-Stanbridge, Maurice Berteau, 102, Sherwood, Cowansville, et Stacy Wightman, Pigeon Hill, ces deux derniers comptables, pour les objets suivants:

Exploiter des commerces d'abattoirs, de boucheries, de charcuteries, pour l'abattage des animaux, la préparation des viandes et autres produits alimentaires, sous le nom de « Les industries de Charolles ltée — Charolles Industries Ltd. », avec un capital total de $200,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 10,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Ignace-de-Stanbridge, district judiciaire de Bedford.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5639-1970

Les industries G. Bellerose inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Gérald Bellerose, homme d'affaires, Cécile St-Germain, ménagère, épouse dudit Gérald Bellerose, tous deux de 275, Gravel, et Bruno Bellerose, retraité, 1120, Notre-Dame, tous trois de Nicolet, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de moteurs, machines, leurs parties et accessoires, et autres instruments et appareils, sous le nom de « Les industries G. Bellerose inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 9,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1120, rue Notre-Dame, Nicolet, district judiciaire de Nicolet.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5022-1970

L'industrie Lacasse inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Albert Lacasse, manufacturier, 169A, rue Déragon, Denis Lacasse, commis de bureau, 13, avenue Simonds, et Marcel Lacasse, menuisier, 623, Fréchette, tous trois de Granby, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes de portes, chassis, fenêtres et autres ouvertures, sous

Les industries de Charolles ltée
Charolles Industries Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques-F. Baar-Nason, breeder, Saint-Ignace-de-Stanbridge, Maurice Berteau, 102 Sherwood, Cowansville, and Stacy Wightman, Pigeon Hill, the latter two accountants, for the following purposes:

To operate slaughterhouses for the killing of animals, butcher and delicatessen shops for the preparation of meat and other food products, under the name of "Les industries de Charolles ltée — Charolles Industries Ltd.", with a total capital stock of $200,000, divided into 10,000 common shares of $10 each and 10,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Ignace-de-Stanbridge, judicial district of Bedford.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 5639-1970

Les industries G. Bellerose inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérald Bellerose, businessman, Cécile St-Germain, housewife, wife of said Gérald Bellerose, both of 275 Gravel, and Bruno Bellerose, annuitant, 1120 Notre-Dame, all three of Nicolet, for the following purposes:

To manufacture and deal in motors, machines, their parts and accessories, and other instruments and apparatus, under the name of "Les industries G. Bellerose inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and 9,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 1120 Notre-Dame Street, Nicolet, judicial district of Nicolet.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 5022-1970

L'industrie Lacasse inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Albert Lacasse, manufacturer, 169A Déragon Street, Denis Lacasse, office clerk, 13 Simonds Avenue, and Marcel Lacasse, carpenter, 623 Fréchette, all three of Granby, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of doors, frames, windows and other openings, under the name of

le nom de « L'industrie Lacasse inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 14, avenue Simonds, Granby, district judiciaire de Bedford.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5601-1970

Les industries R. & L. Girard inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Léo Girard, comptable, 1823, 76e Rue, Shawinigan-Est, René Girard, industriel, 235, boulevard St-Laurent, et Jean-Guy Girard, vendeur, 1097, 13e Avenue, ces deux derniers de Shawinigan-Sud, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Les industries R. & L. Girard inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 500 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 4725-1970

Island Terrace Restaurant Inc.
Restaurant Terrasse de l'Ile inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de juillet 1970, constituant en corporation: Ben Schecter, Stephen J. Roth, tous deux avocats, et Meta Hope, secrétaire, épouse de Keith Hope, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

S'établir restaurateurs, sous le nom de « Island Terrace Restaurant Inc.— Restaurant Terrasse de l'Ile inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à l'Ile-des-Soeurs, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 3205-1970

La Jeune Chambre de St-Éphrem (Beauce) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1970, consti-

"L'industrie Lacasse inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 14 Simonds Avenue, Granby, judicial district of Bedford.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 5601-1970

Les industries R. & L. Girard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Léo Girard, accountant, 1823, 76th Street, Shawinigan-East, René Girard, industrialist, 235 St-Laurent Boulevard, and Jean-Guy Girard, salesman, 1097, 13th Avenue, the latter two of Shawinigan-South, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers, and to deal in automobiles, motors, machines and all their parts and accessories, under the name of "Les industries R. & L. Girard inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of a nominal value of $100 each and 500 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 4725-1970

Island Terrace Restaurant Inc.
Restaurant Terrasse de l'Ile inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of July, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ben Schecter, Stephen J. Roth, both advocates, and Meta Hope, secretary, wife of Keith Hope, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Island Terrace Restaurant Inc.— Restaurant Terrasse de l'Ile inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Nun's Island, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630-o 3205-1970

La Jeune Chambre de St-Éphrem (Beauce) inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorpo-

tuant en corporation sans capital-actions: André Bolduc, caissier, case postale 26, Roger Bureau, menuisier, boulevard Ste-Famille, et Charles-Aimé Robert, rue du Collège, tous trois de Saint-Éphrem-de-Tring, pour les objets suivants:

Intéresser les jeunes au progrès économique, social et civique de leur milieu, sous le nom de « La Jeune Chambre de St-Éphrem (Beauce) inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Éphrem-de-Tring, district judiciaire de Beauce.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5440-1970

rate a corporation without share capital: André Bolduc, cashier, P.O. Box 26, Roger Bureau, carpenter, Ste-Famille Boulevard, and Charles-Aimé Robert, College Street, all three of Saint-Éphrem-de-Tring, for the following purposes:

To interest young people in the economic, social and civic progress of their surroundings, under the name of "La Jeune Chambre de St-Éphrem (Beauce) inc.".

The amount to which is to be limited the value of the immovable property which the corporation may acquire or possess is $100,000.

The head office of the corporation is at Saint-Éphrem-de-Tring, judicial district of Beauce.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 5440-1970

La Jeune Chambre de St-Nazaire

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Philippe Bouchard, instituteur, 238, rue Principale, Jean-Marie Pelletier, rembourreur, 283, rue Principale, et Jacques Tremblay, boucher, 209, rue Principale, tous trois de Saint-Nazaire, pour les objets suivants:

Intéresser les jeunes au progrès économique, social et civique de leur milieu, sous le nom de « La Jeune Chambre de St-Nazaire ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Nazaire, comté de Lac St-Jean, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5438-1970

La Jeune Chambre de St-Nazaire

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Philippe Bouchard, teacher, 238 Main Street, Jean-Marie Pelletier, upholsterer, 283 Main Street, and Jacques Tremblay, butcher, 209 Main Street, all three of Saint-Nazaire, for the following purposes:

To interest youth in the economic, social and civic progress of their milieu, under the name of "La Jeune Chambre de St-Nazaire".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $50,000.

The head office of the corporation is at Saint-Nazaire, county of Lake St. John, judicial district of Chicoutimi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 5438-1970

Labrecque & Du Tremble inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Gaston Du Tremble, 620, Antoine Girouard, app. 1, Louis Labrecque, tous deux installateurs d'aluminium, et Réjane Lacoursière, ménagère, épouse dudit Louis Labrecque, ces deux derniers de 854B. boulevard Fort St-Louis, tous trois de Boucherville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Labrecque & Du Tremble inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Labrecque & Du Tremble inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gaston Du Tremble, 620 Antoine-Girouard, Apt. 1, Louis Labrecque, both aluminum installers, and Réjane Lacoursière, housewife, wife of said Louis Labrecque, the latter two of 854B Fort St-Louis Boulevard, all three of Boucherville, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, and to deal in all kinds of materials, under the name of "Labrecque & Du Tremble inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

Le siège social de la compagnie est 620, Antoine Girouard, appartement 1, Boucherville, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5519-1970

Oscar Lafrenière & fils limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Jacques Lafrenière, marchand, Agathe Alie, ménagère, épouse dudit Jacques Lafrenière, Jean-Charles Lafrenière, marchand, et Denise Bélanger, ménagère, épouse dudit Jean-Charles Lafrenière, tous quatre de Gracefield, pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchand général, sous le nom de « Oscar Lafrenière & fils limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Gracefield, district judiciaire de Hull.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 4787-1970

Robert Lagueux inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Robert Lagueux, 66, boulevard Marie-Victorin, Candiac, Maryse LeBlanc, épouse divorcée d'Euclide Riel, 325, boulevard Ste-Elizabeth, La Prairie, tous deux courtiers d'assurances, et Camille Martellani, entrepreneur, 3020, Allard, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents et courtiers en assurance, sous le nom de « Robert Lagueux inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 380 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 325, boulevard Ste-Elizabeth, La Prairie, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5387-1970

Lamarche Crane Services Inc.
Service de grues Lamarche inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de novembre 1970, consti-

The head office of the company is at 620 Antoine-Girouard, Apartment 1, Boucherville, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 5519-1970

Oscar Lafrenière & fils limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Lafrenière, merchant, Agathe Alie, housewife, wife of said Jacques Lafrenière, Jean-Charles Lafrenière, merchant, and Denise Bélanger, housewife, wife of said Jean-Charles Lafrenière, all four of Gracefield, for the following purposes:

To carry on business as general merchant, under the name of "Oscar Lafrenière & fils limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Gracefield, judicial district of Hull.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 4787-1970

Robert Lagueux inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Lagueux, 66 Marie-Victorin boulevard, Candiac, Maryse LeBlanc, ex-wife of Euclide Riel, 325 Ste-Elizabeth boulevard, La Patrie, both insurance brokers, and Camille Martellani, contractor, 3020 Allard, Montreal, for the following purposes:

To do business as agents and insurance brokers, under the name of "Robert Lagueux inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $1 each and 380 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 325 Ste-Elizathe boulevard, La Prairie, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 5387-1970

Lamarche Crane Services Inc.
Service de grues Lamarche inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorpora-

tuant en corporation: Julien Lamarche, opérateur, Jacqueline Lamarche, ménagère, épouse dudit Julien Lamarche, tous deux de 5649, 14e Avenue, Montréal, Jean-Guy Pigeon, opérateur, et Madeleine Pigeon, ménagère, épouse dudit Jean-Guy Pigeon, ces deux derniers de 1037, 19e Avenue, Laval, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de grues, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Lamarche Crane Services Inc.— Services de grues Lamarche inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5173-1970

ting: Julien Lamarche, operator, Jacqueline Lamarche, housewife, wife of said Julien Lamarche, both of 5649, 14th Avenue, Montreal, Jean-Guy Pigeon, operator, and Madeleine Pigeon, housewife, wife of said Jean-Guy Pigeon, the latter two of 1037, 19th Avenue, Laval, for the following purposes:

To manufacture and deal in cranes, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "Lamarche Crane Services Inc.— Services de grues Lamarche inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 5173-1970

Lautech inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Michel Bonneville, comptable, 3343, rue Lacombe, Denise Lemay, 1685, rue Charles-Falkner, tous deux de Montréal, et Claire Cardinal, 7553, rue Édouard, Lasalle, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exploiter des bureaux de société professionnelle ou commerciale, sous le nom de « Lautech inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 1950-1970

Lautech inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Bonneville, accountant, 3343 Lacombe Street, Denise Lemay, 1685 Charles-Falkner Street, both of Montreal, an Claire Cardinal, 7553 Édouard Street, Lasalle, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To operate professional or commercial society offices under the name of "Lautech inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 1950-1970

G. Lebeau ltée
G. Lebeau Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1970, autorisant la fusion des compagnies « G. Lebeau ltée » et « G.B.S. Glass Ltd. », toutes deux constituées en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes respectivement datées du 14 janvier 1959 et du 1er décembre 1949, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes pièces et accessoires, outils, équipements et fournitures de toutes sortes, sous le nom de « G. Lebeau ltée — G. Lebeau Ltd. », avec un capital-actions divisé et 103 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair, dont toutes représentent un capital acquitté de $4,003.

G. Lebeau ltée
G. Lebeau Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, dated the 31st day of December 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, authorizing the amalgamation of "G. Lebeau ltée » and « G. B.S. Glass Ltd.", both incorporated under the said Part I of the Companies Act, by letters patent dated, respectively, January 14, 1959, and December 1, 1949, for the following purposes:

To manufacture and deal in all parts and accessories, tools, equipment and supplies of all kinds, under the name of "G. Lebeau ltée — G. Lebeau Ltd.", with a capital stock divided into 103 common shares without nominal or par value, all of which, representing a paid-up capital of $4,003.

Le siège social de la nouvelle compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 4977-70

La ligue des propriétaires de Blainville

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de décembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Camille Guay, agent, 43, 70e Avenue ouest, Frank White, estimateur, 40, 70e Avenue ouest, Jean Boulais, vendeur, 47, Carré des Forges, Jean-Guy Bourbeau, 39, 70e Avenue ouest, Antonio Yale, 1006, Alain, tous deux commis, et Claude Clément, technicien, 53, 70e Avenue ouest, tous de Blainville, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts culturels et sociaux des membres, sous le nom de « La ligue des propriétaires de Blainville ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $500,000.

Le siège social de la corporation est à Blainville, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 4340-1970

Lionel Sales and Distribution Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Robert Vineberg, avocat, route rurale no 4, Godmanchester, Barbara Komornicki, 4353, Saint-Urbain, Montréal, et Maureen Montgomery, 30, place Côte Vertu, Saint-Laurent, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce d'équipement pour le sport et les activités de loisirs, sous le nom de « Lionel Sales and Distribution Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 5258-1970

Lithographie Desjardins inc.
Desjardins Lithographing Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

The head office of the new company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630-o 4977-70

La ligue des propriétaires de Blainville

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Camille Guay, agent, 43, 70th Avenue, West, Frank White, estimator, 40, 70th Avenue west, Jean Boulais salesman, 47 des Forges Square, Jean-Guy Bourbeau, 39, 70th Avenue, West, Antonio Yale, 1006 Alain, both clerks, and Claude Clément, technician, 53, 70th Avenue West, all of Blainville, for the following purposes:

To promote social and cultural interests of the members, under the name of "La ligue des propriétaires de Blainville".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is $500,000.

The head office of the corporation is at Blainville, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 4340-1970

Lionel Sales and Distribution Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Vineberg, advocate, Rural Route No. 4, Godmanchester, Barbara Komornicki, 4353 St. Urbain, Montreal, and Maureen Montgomery, 30 Place Côte Vertu, Saint-Laurent, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To manufacture and deal in recreation and sports equipment, under the name of "Lionel Sales and Distribution Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630-o 5258-1970

Lithographie Desjardins inc.
Desjardins Lithographing Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial

patentes, en date du 18e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Daniel Kochenburger, 1545, Graham, app. 5, Mont-Royal, Michel Blouin, 3328, Troie, app. 212, et Michel Duranceau, 5775, Darlington, app. 251, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, éditeurs, papetiers, lithographes, graveurs, relieurs, librairies, fondeurs typographes, et autres commerces semblables, sous le nom de « Lithographie Desjardins inc.— Desjardins Lithographing Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3333, boulevard Métropolitain, Lachine, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5611-1970

Logex inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 30e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Claude Beauchamp, commis, 196, Tournelle, Alain Côté, avocat, et Suzanne Beauchamp, institutrice, épouse dudit Alain Côté, ces deux derniers de 177, Carignan, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Logex inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 62, Goineau, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

38630-o 5261-1970

Les loisirs de la paroisse St-Joseph de Sherbrooke

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Gérard Bourque, mécanicien, 1434, Dorval, Firmin Bocquet, soudeur, 1261, McIntoch, et Alexandre Basque, opérateur, 1272, McIntoch, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Les loisirs de la paroisse St-Joseph de Sherbrooke ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $40,000.

Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Daniel Kochenburger, 1545 Graham, Apt. 5, Mount Royal, Michel Blouin, 3328 Troie, Apt. 212, and Michel Duranceau, 5775 Darlington, Apt. 251, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as printers, publishers, stationers, lithographers, engravers, bookbinders, booksellers, type-founders, and to deal in other similar businesses, under the name of "Lithographie Desjardins inc.— Desjardins Lithographing Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 3333 Métropolitain Boulevard, Lachine, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 5611-1970

Logex inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Beauchamp, clerk, 196 Tournelle, Alain Côté, advocate, and Suzanne Beauchamp, teacher, wife of said Alain Côté, the latter two of 177 Carignan, all three of Laval, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, and to deal in all kinds of materials, under the name of "Logex inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 62 Goineau, Laval, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 5261-1970

Les loisirs de la paroisse St-Joseph de Sherbrooke

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Gérard Bourque, mechanic, 1434 Dorval, Firmin Bocquet, welder, 1261 McIntoch, and Alexandre Basque, operator, 1272 McIntoch, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

The organization of recreational activities, under the name of "Les loisirs de la paroisse St-Joseph de Sherbrooke".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $40,000.

Le siège social de la corporation est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5530-1970

M.G. sports ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1970, constituant en corporation: André St-Michel, comptable, 31, Jogues, Lucille Gauthier, ménagère, épouse de Marcel Gauthier, 30, Gadbois, tous deux de Sorel, et Lise Éthier, secrétaire, fille majeure, 415, Decelles, Tracy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, bateaux, autos-neige, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « M.G. sports ltée », avec un capital divisé en 5,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 3912-1970

Main Optical Inc.
Optique Principale inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Eric Segal, technicien de laboratoire, 5460, Bessborough, app. 22, Harvey Toulch, étudiant, 5615, Durocher, tous deux de Montréal, et Libby Craena Segal, administrateur, épouse dudit Harvey Toulch, 211, Netherwood Crescent, Hampstead, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de tout équipement d'optique, de lunettes, lentilles et/ou de tous autres objets qui s'y rattachent, sous le nom de « Main Optical Inc. — Optique Principale inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 4021, boulevard Saint-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 5319-1970

La Maison du chômeur de St-Henri inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de décembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Jean Pilon,

The head office of the corporation is at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 5530-1970

M.G. sports ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André St-Michel, accountant, 31 Joques, Lucille Gauthier, housewife, wife of Marcel Gauthier, 30 Gadbois, both of Sorel, and Lise Éthier, secretary, spinster of the full age of majority, 415 Decelles, Tracy, for the following purposes:

To do business as garage-owners and to deal in cars, boats, snowmobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "M.G. sports ltée", with a capital stock of 5,000 common shares of no nominal value of 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Sorel, judicial district of Richelieu.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 3912-1970

Main Optical Inc.
Optique Principale inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Eric Segal, laboratory technician, 5460 Bessborough, Apt. 22, Harvey Toulch, student, 5615 Durocher, both of Montreal, and Libby Craena Segal, executive, wife of the said Harvey Toulch, 211 Netherwood Crescent, Hampstead, for the following purposes:

To manufacture and deal in all optical equipment, eye glasses, lenses and/or any other objects related thereto, under the name of "Main Optical Inc. — Optique Principale inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 4021 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630-o 5319-1970

La Maison du chômeur de St-Henri inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of December 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital:

2229, De Villiers, Robert Lemieux, 4590, St-Jacques ouest, et J.-Normand Dugré, 2070, Place Henri-Bourassa, app. 4, tous trois chômeurs, de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts économiques, culturels et sociaux des chômeurs qui sont dans le besoin, sous le nom de « La Maison du chômeur de St-Henri inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

38630-o 5371-1970

La Maison Lambert Closse inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Pierre Laforest, Mario-R. Girard, tous deux de 4858, Côte des Neiges, Montréal, et Luc Parent, 560, Carlyle, Mont-Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, sous le nom de « La Maison Lambert Closse inc. », avec un capital total de $250,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 5,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5608-1970

La Manécanterie et les Choeurs de Montarville inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de novembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Georges Cournoyer, représentant, Armande Champagne, ménagère, épouse dudit Georges Cournoyer, tous deux de 480, Chapman, Jean-Marie Hébert, gérant, et Jeannine Veronneau, ménagère, épouse dudit Jean-Marie Hébert, ces deux derniers de 1905, rue Arvida, tous quatre de Saint-Bruno, pour les objets suivants:

Former des chorales, choeurs de chants, groupes musicaux et enseigner la musique sous toutes ses formes, sous le nom de « La Manécanterie et les Choeurs de Montarville inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $100,000.

Jean Pilon, 2229 De Villiers, Robert Lemieux, 4590 St-Jacques West, and J.-Normand Dugré, 2070 Henri-Bourassa Place, Apt. 4, all three unemployed men, of Montreal, for the following purposes:

To promote the social, cutlural and economical interests of unemployed men in necessity, under the name of "La Maison du chômeur de St-Henri inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is $50,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 5371-1970

La Maison Lambert Closse inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Laforest, Mario-R. Girard, both of 4858 Côte des Neiges, Montreal, and Luc Parent, 560 Carlyle, Mont-Royal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as a real estate company, under the name of "La Maison Lambert Closse inc.", with a total capital stock of $250,000, divided into 20,000 common shares of a nominal value of $10 each and 5,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 5608-1970

La Manécanterie et les Choeurs de Montarville inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Georges Cournoyer, representative, Armande Compagne, housewife, wife of said Georges Cournoyer, both of 480 Chapman, Jean-Marie Hébert, manager, and Jeannine Veronneau, housewife, wife of said Jean-Marie Hébert, the latter two of 1905 Arvida Street, all four of Saint-Bruno, for the following purposes:

To form chorals, chorus, musical groups and to teach music in all its aspects, under the name of "La Manécanterie et les Choeurs de Montarville inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is $100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5058-1970

Les Maraudeurs de Duhamel inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de décembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Léonard Dion, garde forestier, François Gagnon, chauffeur, Yolande Lévesque, ménagère, épouse de Gilles Lévesque, Madeleine Filiatreault, institutrice, épouse de Richard Filiatreault, tous quatre de Duhamel, Robert Bélanger, vendeur, 1965, Henri-Bourassa est, et Philippe Patry, représentant, 251, Milton, app. 29, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Établir et administrer un club sportif et promouvoir en particulier le sport de l'auto-neige, sous le nom de « Les Maraudeurs de Duhamel inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $25,000.

Le siège social de la corporation est à Duhamel, district judiciaire de Hull.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 4837-1970

Marché Go-Go du Saguenay inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Edgar Normandeau, 70, Cabot, Kénogami, Léo Gagnon, 458, Ste-Ursule, et Guy Vachon, 412, St-Michel, ces deux derniers de Jonquière, tous trois marchands, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers licenciés, sous le nom de « Marché Go-Go du Saguenay inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 70, rue Cabot, Kénogami, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-ministre des instituions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5565-1970

Marcoux transit inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de novembre 1970, constituant en corporation: André Marcoux, gérant, Colette Marcoux, ménagère, épouse dudit André Marcoux, tous deux de 191, Bellevue, Coaticook, Roger Marcoux, homme d'affaires, et Carole Marcoux, ménagère, épouse

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 5058-1970

Les Maraudeurs de Duhamel inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Léonard Dion, forest ranger, François Gagnon, chauffeur, Yolande Lévesque, housewife, wife of Gilles Lévesque, Madeleine Filiatreault, teacher, wife of Richard Filiatreault, all four of Duhamel, Robert Bélanger, salesman, 1965 Henri-Bourassa East, and Philippe Patry, representative, 251 Milton, Apt. 29, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To establish and manage a sports club and to promote snowmobiling in particular, under the name of "Les Maraudeurs de Duhamel inc.".

The amount to which is limited the annual revenue of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $25,000.

The head office of the corporation is at Duhamel, judicial district of Hull.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 4837-1970

Marché Go-Go du Saguenay inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Edgar Normandeau, 70 Cabot, Kénogami, Léo Gagnon, 458 Ste-Ursule, and Guy Vachon, 412 St-Michel, the latter two of Jonquière, all three merchants for the following purposes:

To do business as licensed grocers, under the name of "Marché Go-Go du Saguenay inc.", with a total capital stock of $100,000 divided into 10,000 common shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 70 Cabot street, Kénogami, judicial district of Chicoutimi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 5565-1970

Marcoux transit inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Marcoux, manager, Colette Marcoux, housewife, wife of said André Marcoux, both of 191 Bellevue, Coaticook, Roger Marcoux, businessman, and Carole Marcoux, housewife, wife of said Roger Marxoux,

dudit Roger Marcoux, ces deux derniers de 1265, Cousineau, app. 7, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Marcoux transit inc. », avec un capital total de $150,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune, 60,000 actions privilégiées classe « A » de $1 chacune et en 70,000 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Coaticook, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératies,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5000-1970

Marlass Realties Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Marta Marton, secrétaire, épouse de feu Andrew Marton, 3550, avenue Ridgewood, app. 41, Laszlo Szemenyei, avocat, et Maria Szemenyei, ménagère, épouse dudit Laszlo Szemenyei, ces deux derniers du 4440, avenue Hingston, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie d'immeuble, sous le nom de « Marlass Realties Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 2015, rue Drummond, bureau 750, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 5040-1970

Mar-Tex Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Sonny Solomon, vendeur, 5460, Sunnybrooke, app. 405, Morris Solomon, administrateur, et Selma Mendelsohn, secrétaire, épouse dudit Morris Solomon, ces deux derniers du 7913, Westbrooke, tous trois de Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

S'établir détaillants, commerçants en gros, intermédiaires, importateurs et exportateurs de toutes sortes de drap, textile ou tissus, sous le nom de « Mar-Tex Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 9400, boulevard Saint-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 5467-1970

the latter two of 1265 Cousineau, Apt. 7, Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Marcoux transit inc.", with a total capital stock of $150,000, divided into 20,000 common shares of $1 each, 60,000 class "A" preferred shares of $1 each and 70,000 class "B" preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Coaticook, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 5000-1970

Marlass Realties Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marta Marton, secretary, wife of the late Andrew Marton, 3550 Ridgewood Avenue, Apt. 41, Laszlo Szemenyei, advocate, and Maria Szemenyei, housewife, wife of the said Laszlo Szemeyei, the latter two of 4440 Hingston Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Marlass Realties Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 2015 Drummond Street, suite 750, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630-o 5040-1970

Mar-Tex Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Sonny Solomon, salesman, 5460 Sunnybrooke, Apt. 405, Morris Solomon, executive, and Selma Mendelsohn, secretary, wife of the said Morris Solomon, the latter two of 7913 Westbrooke, all three of Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To carry on business as retailers, wholesalers, jobbers, importers and exporters of all kinds of cloth, textile or fabrics, under the name of "Mar-Tex Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 9400 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630-o 5467-1970

Maska Beef Packers Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Robert Racine, commerçant, 705, St-Thomas, Saint-Joseph, Jean-Claude Grenon, boucher, 565, d'Argencourt, Douville, et Yves Veilleux, livreur, 42, rue Roi, Sainte-Rosalie, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes espèces d'articles et marchandises qui font généralement l'objet d'un commerce d'épicerie, de charcuterie, de boucherie et de salaison, sous le nom de « Maska Beef Packers Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 6,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 400 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 4899-1970

Maska Beef Packers Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Racine, trader, 705 St-Thomas, Saint-Joseph, Jean-Claude Grenon, butcher, 565 d'Argencourt, Douville, and Yves Veilleux, delivery-man, 42 Roi Street, Sainte-Rosalie, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of articles and goods usually found in grocery, pork-butchery, butchery and salting businesses, under the name of "Maska Beef Packers Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 6,000 common shares of a nominal value of $10 each and into 400 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 4899-1970

Melri inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Robert Hamel, ingénieur, 18, Place Destrembles, Jean Jacob, contremaître, et Lysette Leith, ménagère, épouse dudit Jean Jacob, ces deux derniers de 235C, boulevard Fiset, tous trois de Sorel, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de machineries, moteurs, machines, leurs parties et accessoires, et autres instruments et appareils, sous le nom de « Melri inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 150 actions ordinaires de $100 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5658-1970

Melri inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Hamel, engineer, 18 Place Destrembles, Jean Jacob, foreman, and Lysette Leith, housewife, wife of the said Jean Jacob, the latter two of 235C Fiset Boulevard, all three of Sorel, for the following purposes:

To manufacture and to deal in machinery, motors, machines, their parts and accessories, and other instruments and applicances, under the name of "Melri inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 150 common shares of $100 each and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Sorel, judicial district of Richelieu.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 5658-1970

Metro Spiraltube Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Giuseppe Joseph Racanelli, directeur commercial, 542, Place de Beaucaire, Laval, Lucien Forest, 10896, Gariépy, Montréal-Nord, Jacques Perrault, 10625, Francis, et Rodrigue Durand, 3199, Jean-Talon est, app. 7, ces deux derniers de Montréal, ces trois derniers techniciens, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de marchandises et articles fabriqués totalement ou en partie de métaux

Metro Spiraltube Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Giuseppe Joseph Racanelli, commercial director, 542 Place de Beaucaire, Laval, Lucien Forest, 10896 Gariépy, Montreal-North, Jacques Perreault, 10625 Francis, and Rodrigue Durand, 3199 Jean-Talon East, Apt. 7, the latter two of Montreal, the latter three technicians, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods and articles manufactured in whole or in part in metal or wood, under

ou bois, sous le nom de « Metro Spiraltube Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 50 actions ordinaires de $100 chacune et en 1,400 actions privilégiées de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie est 26, des Sulpiciens, L'Épiphanie, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5560-1970

Meubles G. Lamothe & fils ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Gérard Lamothe, commerçant, Béatrice Petitclerc, ménagère, épouse dudit Gérard Lamothe, tous deux de 718, des Peupliers, et Bruno Girard, technicien, 105, des Pins, tous trois de Dolbeau, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Meubles G. Lamothe & fils ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 716, rue des Peupliers, Dolbeau, district judiciaire de Roberval.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5195-1970

Mini Putt Venise Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Robert Martineau, marchand, 4690, Ste-Catherine est, Denise Langlois, ménagère, fille majeure, 2171, Liébert, tous deux de Montréal, Rosaire Laplante, restautateur, et Bernard Laplante, commis, ces deux derniers de Venise-en-Québec, pour les objets suivants:

Exploiter des terrains de golf, de « putting », sous le nom de « Mini Putt Venise Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Venise-en-Québec, district judiciaire de Bedford.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 4802-1970

Armand Miron & fils transport inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Armand Miron, chauffeur, Germaine Patenaude, ménagère, épouse dudit Armand Miron, tous deux de 153, St-Pierre, Saint-Constant, et

the name of "Metro Spiraltube Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 50 common shares of $100 each and into 1,500 preferred shares of $25 each.

The head office of the company is at 26 des Sulpiciens, L'Épiphanie, judicial district of Joliette.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 5560-1970

Meubles G. Lamothe & fils ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard Lamothe, trader, Béatrice Petitclerc, housewife, wife of said Gérard Lamothe, both of 718 des Peupliers, and Bruno Girard, technician, 105 des Pins, all three of Dolbeau, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Meubles G. Lamothe & fils ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 716 Peupliers Street, Dolbeau, judicial district of Roberval.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 5195-1970

Mini Putt Venise Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Martineau, merchant, 4690 Ste-Catherine East, Denise Langlois, housewife, spinster of the full age of majority 2171 Liébert, both of Montreal, Rosaire Laplante, restaurateur, and Bernard Laplante, clerk, the latter two of Venise-en-Québec, for the following purposes:

To operate golf courses and "putting" in general, under the name of "Mini Putt Venise Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 10,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Venise-en-Québec, judicial district of Bedford.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 4802-1970

Armand Miron & fils transport inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of December 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Armand Miron, driver, Germaine Patenaude, housewife, wife of said Armand Miron, both of 153 St-Pierre, Saint-Constant, and Réjeanne

Réjeanne Patenaude, secrétaire, fille majeure, 8101, Montoir, app. 203, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Armand Miron & fils transport inc. » avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000, actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Constant, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5321-1970

Modern Air Spray Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de novembre 1970, constituant en corporation: René Cloutier, agronome, Sainte-Rosalie, Paul Hajduk, pilote, et Delia Margarita Gonzales, ménagère, épouse dudit Paul Hajduk, ces deux derniers du 271, boulevard Saint-Luc, Saint-Luc, porr les objets suivants:

Établir et diriger une entreprise d'extermination par voie aérienne par arrosage aérien de produits chimiques, sous le nom de « Modern Air Spray Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Jean district judiciaire d'Iberville.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 4967-1970

Modern Miss Sportswear Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de novembre 1970, autorisant la fusion de la compagnie « Samay Juniors Inc. ». et la compagnie « Modern Miss Sportswear Inc. », toutes deux constituées en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes respectivement datées du 8 août 1963 et du 16 février 1965, pour les objets suivants:

Confectionner des vêtements et tissus à vêtements et produits des tissus, en faire le commerce, sous le nom de « Modern Miss Sportswear Ltd. », avec un capital total de $60,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune, 5,250 actions privilégiées première catégorie d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,500 actions privilégiées deuxième catégorie d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 160 est, rue St-Viateur, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 4522-1970

Patenaude, secretary, spinster, 8101 Montoir, Apt. 203, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Armand Miron & fils transport inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Saint-Constant, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 5321-1970

Modern Air Spray Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: René Cloutier, agronome, Sainte-Rosalie, Paul Hajduk, pilote, and Delia Margarita Gonzales, housewife, wife of the said Paul Hajduk, the latter two of 271 St. Luc Boulevard, Saint-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of aerial extermination and aerial spraying of chemical products, under the name of "Modern Air Spray Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of the par value of $100 each and 200 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Jean, judicial district of Iberville.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630-o 4967-1970

Modern Miss Sportswear Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, dated the 13th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, authorizing the amalgamation of "Samay Juniors Inc." and "Modern Miss Sportswear Inc.", both incorporated under the said Part I of the Companies Act, by letters patent dated, respectively, August 8, 1963, and February 16, 1965, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of clothing and garments fabric and fabric products under the name of "Modern Miss Sportswear Ltd.", with a total capital stock of $60,000, divided into 500 common shares of the par value of $10 each, 5,250 first preferred shares of the par value of $10 each and 2,500 second preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the new company is at 160 St. Viateur Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630-o 4522-1970

Mont Caron Ski Centre Inc.
Centre de ski Mont Caron inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Roland Lévesque, homme d'affaires, 239, Principale, Touraine, Richard Gauthier, 22, Normandie, app. 5, et Marcel Sicard, 68A, Maisonneuve, ces deux derniers fonctionnaires, de Hull, pour les objets suivants:

Exploiter un centre de ski, sous le nom de « Mont Caron Ski Centre Inc.— Centre de ski Mont Caron inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 590 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie st à Wakefield, district judiciaire de Hull.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 3810-1970

Motel Connelly-Nord inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 4e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Eugène Boucher, 8644, boulevard Provencher, Saint-Léonard, Dollard Boucher, 8270, 9e Avenue, et Lionel Boucher, 8009, 9e Avenue, ces deux derniers de Montréal, tous trois entrepreneurs, pour les objets suivants:

Exploiter des motels, hôtels, tavernes, bars-salons, auberges et restaurants, sous le nom de « Motel Connelly-Nord inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $10 chacune et en 370 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est Lac Connelly, Saint-Hippolyte, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

38630-o 4606-1970

Multi-service Granby inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 27e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Jean-Pierre Picotte, 66, boulevard Leclerc, Gilles-D. Dallaire, 156, boulevard Leclerc, tous deux comptables agréés, et Mireille Bernier, secrétaire, fille majeure, 486, Rachel, tous trois de Granby, pour les objets suivants:

Exploiter une étude de conseillers en administration et offrir les services d'experts dans tous les domaines reliés de près ou de loin à l'administration, sous le nom de « Multi-service Granby inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Mont Caron Ski Centre Inc.
Centre de ski Mont Caron inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roland Lévesque, businessman, 239 Main, Touraine, Richard Gauthier, 22 Normandie, Apt. 5 and Marcel Sicard, 68A Maisonneuve, the latter two civil employees, of Hull, for the following purposes:

To operate a ski centre, under the name of "Mont Caron Ski Centre Inc.— Centre de ski Mont Caron inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 590 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Wakefield, judicial district of Hull.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 3810-1970

Motel Connelly-Nord inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Eugène Boucher, 8644 Provencher Boulevard, Saint-Léonard, Dollard Boucher, 8270, 9th Avenue, and Lionel Boucher, 8009, 9th Avenue, the latter two of Montreal, all three contractors, for the following purposes:

To operate motels, hotels, taverns, bars-salons, inns and restaurants, under the name of "Motel Connelly-Nord inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $10 each and 370 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Lac Connelly, Saint-Hippolyte, judicial district of Terrebonne.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 4606-1970

Multi-service Granby inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Pierre Picotte, 66 Leclerc Boulevard, Gilles-D. Dallaire, 156 Leclerc Boulevard, both chartered accountants, and Mireille Bernier, secretary, spinster of the full age of majority, 486 Rachel, all three of Granby, for the following purposes:

To run and office of counsellors in administration and to offer the service of experts in fields closely or loosely connected with administration, under the name of "Multi-service Granby inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Granby, district judiciaire de Bedford.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

38630-o 5359-1970

Multi-Soins inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Jean Marier, avocat, 2530, Chassé, Sainte-Foy, Thérèse DesRivières, 517, St-Cyrille ouest, Francine Raymond, 331, des Saules ouest, Louise Falardeau, 181, Aberdeen, et Nicole Lessard, 1080, Bougainville, ces quatre dernières secrétaires, filles majeures, de Québec, pour les objets suivants:

Agir comme conseillers en administration hospitalière, sous le nom de « Multi-Soins inc. », avec un capital divisé en 6,000 actions ordinaires sans valeur nominale, 60,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $1 chacune et en 6,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5492-1970

Mustang Investments Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Louise Delorme, 350, avenue des Pins, Saint-Lambert, Denyse Marcoux, 1488, Galt, toutes deux secrétaires, Yolande Poliseno, réceptionniste, 7928, Durocher, toutes trois filles majeures, et Guy-E. Boisvert, avocat, 4976, Glencairn, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie de placement, sous le nom de « Mustang Investments Inc. », avec un capital total de $300,000, divisé en 300,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 5309-1970

National Containers Holdings Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Hyman Katz, industriel, 169, avenue Maplewood, Outremont, Moe Goodis, administrateur, 5772, avenue Palmer, et Isadore

The head office of the company is at Granby, judicial district of Bedford.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 5359-1970

Multi-Soins inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Marier, advocate, 2530 Chassé, St. Foy, Thérèse DesRivières, 517 St-Cyrille West, Francine Raymond, 331 des Saules West, Louise Falardeau, 181 Aberdeen, and Nicole Lessard, 1080 Bougainville, the latter four secretaries, spinsters of the full age of majority, of Québec, for the following purposes:

To act as hospital management consultants, under the name of "Multi-Soins inc.", with a capital stock divided into 6,000 common shares without nominal value, 60,000 class "A" preferred shares of a nominal value of $1 each and into 6,000 class "B" preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 5492-1970

Mustang Investments Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louise Delorme, 350 Pine Avenue, Saint-Lambert, Denyse Marcoux, 1488 Galt, both secretaries, Yolande Poliseno, receptionist, 7928 Durocher, all three spinsters, and Guy-E. Boisvert, advocate, 4976 Glencairn, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Mustang Investments Inc.", with a total capital stock of $300,000, divide into 300,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630-o 5309-1970

National Containers Holdings Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Hyman Katz, industrialist, 169 Maplewood Avenue, Outremont, Moe Goodis, executive, 5772 Palmer Avenue, and Isadore Cohen, comptroller,

Cohen, contrôleur, 5761, avenue Hudson, ces deux derniers de Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie de portefeuille et de placement, sous le nom de « National Containers Holdings Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 23, du Moulin, Saint-Pierre, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 5486-1970

Le nettoyeur « Maison Blanche » inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Jacques Jokish, nettoyeur, 11713, boulevard Gouin ouest, Pierrefonds, Rollande Vaillancourt, gérante, épouse de Roger Rivest, 5975, Louis-Hémon, Montréal, Paul-A. Crevier, administrateur, 7271, Joseph-Renaud, Anjou, et Georgette Vaillancourt, ménagère, veuve de Bernard Isabelle, 1844, De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, pour les objets suivants:

Faire affaires comme nettoyeurs, presseurs, teinturiers, buandiers et faire la réparation de vêtements, tissus, marchandises et ameublements de maison, sous le nom de « Le nettoyeur « Maison Blanche » inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Anjou, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5441-1970

Nietspil Sport Centres Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Allan Lipstein, moniteur, Lise Gagnon, épouse dudit Allan Lipstein, et Fay Titleman, épouse de William Lipstein, ces deux dernières ménagères, tous trois du 1923, rue Romiti, Laval, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre sportif et un gymnase, sous le nom de « Nietspil Sport Centres Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 5274-1970

5761 Hudson Avenue, the latter two of Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of a holder and investment company, under the name of "National Containers Holdings Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 23 du Moulin, Saint-Pierre, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630-o 5486-1970

Le nettoyeur "Maison Blanche" inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Jokish, cleaner, 11713 Gouin boulevard West, Pierrefonds, Rollande Vaillancourt, manager, wife of Roger Rivest, 5975 Louis-Hémon, Montreal, Paul-A. Crevier, administrator, 7271 Joseph-Renaud, Anjou, and Georgette Vaillancourt, housewife, widow of Bernard Isabelle, 1844 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, for the following purposes:

To do business as cleaners, pressers, dyers, washers and to repair clothes, materials, merchandise and furniture, under the name of "Le nettoyeur « Maison Blanche » inc.", with a total capital stock of $40,000 divided into 10,000 common shares of $1 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Anjou, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 5441-1970

Nietspil Sport Centres Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Allan Lipstein, instructor, Lise Gagnon, wife of the said Allan Lipstein, and Fay Titleman, wife of William Lipstein, the latter two housewives, all three of 1923 Romiti Street, Laval, for the following purposes:

To carry on a business of a sport centre and gymnasium, under the name of "Nietspil Sport Centres Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 10,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630-o 5274-1970

Normez inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Normand St-Pierre, administrateur, 200, de Gaspé, app. 1515, Ile-aux-Soeurs, Ezio Brignoli, estimateur, 5067, boulevard Samson, Laval, et Jacqueline Théoret, secrétaire. fille majeure, 345, boulevard Jacques-Cartier ouest, Longueuil, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de métaux et produits métalliques de toutes sortes et leurs sous-produits, sous le nom de « Normez inc. », avec un capital divisé en 1,500 actions ordinaires sans valeur nominale et en 2,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5665-1970

Normez inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Normand St-Pierre, administrator, 200 de Gaspé, Apt. 1515, Ile-aux-Soeurs, Ezio Brignoli, estimator, 5067 Samson Boulevard, Laval, and Jacqueline Théoret, secretary, spinster, 345 Jacques-Cartier Boulevard West, Longueuil, for the following purposes:

To manufacture and deal in metals, and metal products of all kinds and their sub-products, under the name of "Normez inc.", with a capital stock divided into 1,500 common shares without nominal value and 2,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 5665-1970

North End Sheet Metal Work and Roofing Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Cécile Trudel, administratrice, veuve de Lucien Laurendeau, 3815, Sabrevois, Montréal-Nord, Rosaire Laurendeau, estimateur, 10240, Sacré-Coeur, et Gaston Boucher, contremaître, 4145, 56e Avenue, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suidants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « North End Sheet Metal Work and Roofing Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3815, rue Sabrevois, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 3979-1969

North End Sheet Metal Work and Roofing Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Cécile Trudel, administrator, widow of Lucien Laurendeau, 3815 Sabrevois, Montreal-North, Rosaire Laurendeau, estimator, 10240 Sacré-Coeur, and Gaston Boucher, foreman, 4145, 56th Avenue, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "North End Sheet Metal Work and Roofing Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 3815 Sabrevois Street, Montreal-North, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 3979-1969

Old Europe Travel Services Ltd.
Les agences de voyage Vieille Europe ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Robert Litvack, 590, Stanstead, Mont-Royal, Ralph Lipper, 1550, McGregor, Montréal, et David Katznelson, 5526, avenue Ashdale, Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Établir et diriger une agence générale de vente de billets et une agence de voyages dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Old Europe Travel Services Ltd.— Les agences de voyage Vieille Europe ltée », avec

Old Europe Travel Services Ltd.
Les agences de voyage Vieille Europe ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Litvack, 590 Stanstead, Mount Royal, Ralph Lipper, 1550 McGregor, Montreal, and David Katznelson, 5526 Ashdale Avenue, Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as a general ticket agency and travel bureau in all its branches, under the name of "Old Europe Travel Services Ltd.— Les agences de voyage Vieille Europe ltée", with a total capital stock

un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 39,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 3849, boulevard Saint-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 5421-1970

The Overseas-Canadian Club Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de novembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: John H. Wilson, architecte naval, Sharon Wilson, infirmière licenciée, épouse dudit John H. Wilson, tous deux de 4327, avenue Wilson, Michael Olsen, ingénieur des ventes, Lynn Cameron, secrétaire, célibataire, tous deux de 5130 avenue Clanranald et Colin Brown, ingénieur en dessin mécanique 2070, rue Drummond, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Procurer aux membres des activités sociales et récréatives, sous le nom de « The Overseas-Canadian Club Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder et détenir est $50,000.

Le siège social de la corporation est 2070, rue Drummond, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 5016-1970

Pantime Mfg. Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Maximilien Polack, 7897, chemin Wavell, Côte Saint-Luc, Harvey M. Cooperstone, 1448, Beverley Crescent, Laval, tous deux avocats, Aline Beaulieu, 3801, Cavendish, Montréal, et Diane Malboeuf, 8495, boulevard Lasalle, Lasalle, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises, sous le nom de « Pantime Mfg. Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 5161-1970

of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 39,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 3849 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630-o 5421-1970

The Overseas-Canadian Club Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: John H. Wilson, naval architect, Sharon Wilson, registered nurse, wife of the said John H. Wilson, both of 4327 Wilson Avenue, Michael Olsen, sales engineer, Lynn Cameron, secretary, spinster, both of 5130 Clanranald Avenue, and Colin Brown, mechanical design engineer, 2070 Drummond Street, all of Montreal, for the following purposes:

To provide social and recreational facilities for members, under the name of "The Overseas-Canadian Club Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which may be owned or held by the corporation, is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation is at 2070 Drummond Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630-o 5016-1970

Pantime Mfg. Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maximilien Polak, 7897 Wavell Road, Côte Saint-Luc, Harvey M. Cooperstone, 1448 Beverley Crescent, Laval, both advocates, Aline Beaulieu, 3801 Cavendish, Montreal, and Diane Malboeuf, 8495 Lasalle Boulevard, Lasalle, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Pantime Mfg. Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630-o 5161-1970

Pantorama Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Arthur Yanofsky, 5872, Ferncroft, Asher Kahn, 489, Dufferin, tous deux avocats, de Hampstead, et Peggy Tabak, secrétaire, fille majeure, 2211, rue Gold, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Exploiter un ou plusieurs magasins de vente au détail, sous le nom de « Pantorama Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 5316-1970

Pantorama Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Arthur Yanofsky, 5872 Ferncroft, Asher Kahn, 489 Dufferin, both advocates, of Hampstead, and Peggy Tabak, secretary, spinster, 2211 Gold Street, Saint-Laurent, for the following purposes:

To carry on the business of operating a retail store or stores, under the name of "Pantorama Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630-o 5316-1970

Les placements Al-vi inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Vital Cliche, avocat, 1007, Bérard, Georges Cliche, stagiaire, 1020, 7e rue, tous deux de Val d'Or, et Jean-Jacques Cossette, industriel, Champneuf, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, de placement et de gestion, sous le nom de « Les placements Al-Vi inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40 actions ordinaires de $1 chacune, 3,992 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 40 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Champneuf, district judiciaire d'Abitibi.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5773-1970

Les placements Al-vi inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Vital Cliche, advocate, 1007 Bérard, Georges Cliche, articled student, 1020, 7th Street, both of Val d'Or, and Jean-Jacques Cossette, industrialist, Champneuf, for the following purposes:

To carry on business as a holding, investment and management company, under the name of "Les placements Al-Vi inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40 common shares of $1 each, 3,992 class "A" preferred shares of $10 each and 40 class "B" preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Champneuf, judicial district of Abitibi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 5773-1970

Le prêt d'Argenteuil inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première prtie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Noël Campeau, notaire, 428, boulevard Bédard, André Paré, comptable, 152, boulevard Richelieu, et Yolande Beauchamp, secrétaire, épouse d'André Bergeron, 428, Lafleur, tous trois de Lachute, pour les objets suivants:

Faire affaires comme prêteurs d'argent dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Le prêt d'Argenteuil inc. », avec un capital total de $125,000, divisé en 1,250 actions ordinaires de $100 chacune.

Le prêt d'Argenteuil inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Noël Campeau, notary, 428 Bédard boulevard, André Paré, accountant, 152 Richelieu boulevard, and Yolande Beauchamp, secretary, wife of André Bergeron, 428 Lafleur, all three of Lachute, for the following purposes:

To do business as money-lenders in all its specialities, under the name of "Le prêt d'Argenteuil inc.", with a total capital stock of $125,000 divided into 1,250 common shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à Lachute, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5410-1970

Prêts fonciers (St-Jean) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Jacqueline MacAulay, épouse de Kenneth MacAulay, Saint-Jean, Clarisse Pomerleau, épouse de Clément Pomerleau, Iberville, toutes deux ménagères, et Lorraine Guay, secrétaire, fille majeure, Saint-Blaise, pour les objets suivants:

Faire affaires comme prêteurs d'argent dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Prêts fonciers (St-Jean) inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 3918-1970

Production Après Ski inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Michael D. Worsoff, 7925, chemin Kingsley, Côte Saint-Luc, Irving Shapiro, 4957, avenue Isabella, tous deux avocats, Adele Candiotti, épouse de Isaac Candiotti, 4891, Vézina, app. 20, tous deux de Montréal, et Jacquelyn Hallett, épouse de Grant Hallett, 785, de Roussillon, app. 202, Longueuil, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

S'établir cinéastes, éditeurs de films, distributeurs, importateurs et exportateurs, propriétaires, opérateurs et techniciens de films de cinéma, films de télévision, films, équipement, services et fournitures de photographie et de reproduction sonore, sous le nom de « Production Après Ski inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 4997-1970

Les productions Da Sylva inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

The head office of the company is at Lachute, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 5410-1970

Prêts fonciers (St-Jean) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacqueline MacAulay, wife of Kenneth MacAulay, Saint-Jean, Clarisse Pomerleau, wife of Clément Pomerleau, Iberville, both housewives, and Lorraine Guay, secretary, spinster of the full age of majority, Saint-Blaise, for the following purposes:

To do business as money-lenders in all its specialties, under the name of "Prêts fonciers (St-Jean) inc.", with a total capital stock of $200,000 divided into 5,000 common shares of $10 each and 1,500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 3918-1970

Production Après Ski inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michael D. Worsoff, 7925 Kingsley Road, Côte Saint-Luc, Irving Shapiro, 4957 Isabella Avenue, both advocates, Adele Candiotti, wife of Isaac Candiotti, 4891 Vézina, Apt. 20, both of Montreal, and Jacquelyn Hallett, wife of Grant Hallett, 785 de Roussillon, Apt. 202, Longueuil, the latter two secretaries, for the following purposes:

To carry on business as producers, distributors, importers and exporters, owners, operators and displayers of motion pictures, television film, film, photographic and sound recording equipment, services and supplies, under the name of "Production Après Ski inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 30,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630-o 4997-1970

Les productions Da Sylva inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial

patentes, en date du 3e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Guy Quesnel, 43, 15e Rue, Roxboro, André Deslongchamps, 12215, Le Mesurier, et Serge Dubé, 4685, Hampton, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs et autres commerces semblables, sous le nom de « Les productions Da Sylva inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1500, boulevard Maisonneuve, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5350-1970

Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Quesnel, 43, 15th Street, Roxboro, André Deslongchamps, 12215 Le Mesurier, and Serge Dubé, 4685 Hampton, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as publishers, printers, engravers, bookbinders and to deal in other similar businesses, under the name of "Les productions Da Sylva inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1500 Maisonneuve Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD.
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 5350-1970

Produits marins T.R. inc.
T.R. Sea Products Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Edith Graf, 3601, Ste-Famille, Ruth Keller, 175, Sherbrooke ouest, toutes deux secrétaires, filles majeures, et Jacques Covo, stagiaire, 4800, Côte Ste-Catherine, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits marins, sous le nom de « Produits marins T.R. inc.— T.R. Sea Products Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 4318-1970

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Edith Graf, 3601, Ste-Famille, Ruth Keller, 175 Sherbrooke West, both secretaries, spinsters of the full age of majority, and Jacques Covo, articled student, 4800 Côte Ste-Catherine, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in sea products, under the name of "Produits marins T.R. inc.— T.R. Sea Products Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 4318-1970

Québec Amateur Wrestling Federation Inc.
Fédération de lutte amateur du Québec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de novembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Jay Bradbury, professeur, 5059, Woodland Drive, Pierrefonds, Jean-Jacques Gauthier, agent d'assurance, 1695, Place Jacques Lemaistre, Montréal, et Barry W. Nye, gérant, 29, 9e Avenue, Roxboro, pour les objets suivants:

Promouvoir et développer le sport de la lutte amateur, sous le nom de « Québec Amateur Wrestling Federation Inc.— Fédération de lutte amateur du Québec inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $500,000.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jay Bradbury, professor, 5059 Woodland Drive, Pierrefonds, Jean-Jacques Gauthier, insurance agent, 1695 Jacques Lemaistre Place, Montreal, and Barry W. Nye, manager, 29, 9th Avenue, Roxboro, for the following purposes:

To promote and develop amateur wrestling sport, under the name of "Québec Amateur Wrestling Federation Inc.— Fédération de lutte amateur du Québec inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is $500,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5035-1970

Querol inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Jacques Mercier, avocat, 375, 68e Rue ouest, Charlesbourg, George Mc Garrety, industriel, 763, Place Philippe, app. 3, J.-Paul Lamarche, 768, Terrasse Laurentienne, et Yvon Lainez, 758, de Longpré, ces deux derniers gérants, ces trois derniers de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de rouleaux en caoutchouc ou toute autre matière servant à l'imprimerie, moteurs, machines, leurs parties et accessoires, sous le nom de « Querol inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 470, rue Franklin, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,.
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5207-1970

Quincaillerie Sillery inc.
Sillery Hardware Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Yvette Turgeon, ménagère, épouse de J.-Stanislas Proulx, Louis-Marie Proulx, et Joseph-Eugène Proulx, ces deux derniers commis, tous trois de 1337, Maguire, Sillery, pour les objets suivants:

Exploiter une quincaillerie, sous le nom de « Quincaillerie Sillery inc.— Sillery Hardware Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $50 chacune et en 600 actions privilégiéds de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1341, avenue Maguire, Sillery, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5331-1970

Raftery Caterers (Montreal) Ltd.
Les traiteurs Raftery (Montréal) ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Henri-W. Laurier, 110, Brixton, David H. Wood, 760, Casgrain, tous deux de Saint-Lambert,

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 5035-1970

Querol inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Mercier, advocate, 375, 68th Street west, Charlesbourg, Georges Mc Garrety, industrialist, 763 Philippe Place, Apt. 3, J.-Paul Lamarche, 768 Laurentian Terrace, and Yvon Lainez, 758 de Longpré, the latter two managers, the latter three of Sainte-Foy, for the following purposes:

To manufacture and deal in rubber reels or any other material serving for printing, motors, machines, their parts and accessories, under the name of "Querol inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 470 Franklin Street, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 5207-1970

Quincaillerie Sillery inc.
Sillery Hardware Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yvette Turgeon, housewife, wife of J.-Stanislas Proulx, Louis-Marie Proulx, and Joseph-Eugène Proulx, the latter two clerks, all three of 1337 Maguire, Sillery, for the following purposes:

To operate an hardware business, under the name of "Quincaillerie Sillery inc.— Sillery Hardware Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $50 each and 600 preferred shares of $50 each.

The head office of the company is at 1341 Maguire Avenue, Sillery, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 5331-1970

Raftery Caterers (Montreal) Ltd.
Les traiteurs Raftery (Montréal) ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Henri-W. Laurier, 110 Brixton, David H. Wood, 760 Casgrain, both of Saint-Lambert, and William S.

et William S. Aaron, 555, Cardinal, Saint-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter des restaurants, cafés avec permis de boissons, salles à manger, salons de thé et confiseries, buffets et magasins de tabac, ainsi que buanderies, moulins, manufactures, entrepôts et ateliers, sous le nom de « Raftery Caterers (Montreal) Ltd.— Les traiteurs Raftery (Montréal) ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 60, avenue Lagacé, Dorval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 4399-1970

Les résidences Élie inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Ben Bierbrier, avocat, 5578, avenue Borden, Nomi Gulden, épouse de Simon Gulden, 5501, avenue Adalbert, tous deux de Côte Saint-Luc, et Norah Lloyd-Jones, fille majeure, 3465, rue Drummond, Montréal, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les résidences Élie inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 5401-1970

Resytec International (Canada) ltée
Resytec International (Canada) Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Ben Schecter, avocat, 1255, rue Université, Raymonde Lutterman, 4960, Bourret, tous deux de Montréal, et Meta Hope, 1090, rue Pasteur, Brossard, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Resytec International (Canada) ltée — Resytec International (Canada) Ltd. », avec un capital total divisé en 100,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est 1255, rue Université, bureau 420, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 4792-1970

Aaron, 555 Cardinal, Saint-Laurent, all three advocates, for the following purposes:

To operate restaurants, licensed cafés, eating-houses, tea-rooms and confectionery, refreshment and tobacco stores and laundries, mills, factories, warehouses and shops, under the name of "Raftery Caterers (Montreal) Ltd.— Les traiteurs Raftery (Montréal) ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $10 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 60 Lagacé Avenue, Dorval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630-o 4399-1970

Les résidences Élie inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ben Bierbrier, advocate, 5578 Borden Avenue, Nomi Gulden, wife of Simon Gulden, 5501 Adalbert Avenue, both of Côte Saint-Luc, and Norah Lloyd-Jones, spinster, 3465 Drummond Street, Montreal, the latter two secretaries, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Les résidences Élie inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630-o 5401-1970

Resytec International (Canada) ltée
Resytec International (Canada) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ben Schecter, advocate, 1255 University Street, Raymonde Lutterman, 4960 Bourret, both of Montreal, and Meta Hope, 1090 Pasteur Street, Brossard, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Resytec International (Canada) ltée — Resytec International (Canada) Ltd.", with a capital stock divided into 100,000 common shares without par value.

The head office of the company is at 1255 University Street, Suite 420, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630-o 4792-1970

F. Robert & fils inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Gilles St-Pierre, 230, avenue Guillerm, Longueuil, Serge Desrochers, 4635, Clanranald, et John K. Archambault, 5724, Déom, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires cmme entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « F. Robert & fils inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 63, St-Jean, Sainte-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5545-1970

F. Robert & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles St-Pierre, 230 Guillerm Avenue, Longueuil, Serge Desrochers, 4635 Clanranald, and John K. Archambault, 5724 Déom, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "F. Robert & fils inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 63 St-Jean, Sainte-Thérèse, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 5545-1970

J. Robitaille Auto inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Denis Goulet, comptable, 354, rue William, Julien Robitaille, garagiste, et Lucille Gazaille, ménagère, épousé dudit Julien Robitaille, ces deux derniers de 338, rue William, tous trois de Drummondville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « J. Robitaille Auto inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune, 2,990 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $10 chacune et en 10 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5361-1970

J. Robitaille Auto inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Denis Goulet, accountant, 354 William Street, Julien Robitaille, garage keeper, and Lucille Gazaille, housewife, wife of said Julien Robitaille, the latter two of 338 William Street, all three of Drumondville, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers and to deal in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "J. Robitaille Auto inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each, 2,990 class "A" preferred shares of a nominal value of $10 each and into 10 class "B" preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Drummondville, judicial district of Drummond.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 5361-1970

Rolfib limitée
Rolfib Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de décembre 1970, constituant en corporation: André Biron, avocat, 77, Newton, Gilbert Lapointe, 408, Surprenant, tous deux de Drummondville, et Roland Gingras, Kingsey Falls, ces deux derniers hommes d'affaires, pour les objets suivants:

Manufacturer ou faire manufacturer, vendre, distribuer, des poignées sécuritaires pour autos-neige, motocyclettes, véhicules tous terrains ainsi que des moteurs hors-bords ou autres véhicules semblables, sous le nom

Rolfib limitée
Rolfib Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Biron, advocate, 77 Newton, Gilbert Lapointe, 408 Surprenant, both of Drummondville, and Roland Gingras, Kingsey Falls, the latters businessmen, for the following purposes:

To manufacture or have manufactured, sell, distribute safety handles for snowmobiles, motorcycles, vehicules travelling on all sorts of terrain, as well as outboard motors or other similar motors, under the name of

de « Rolfib limitée — Rolfib Limited », avec un capital divisé en 60,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est 408, Surprenant, Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5318-1970

Rousseau & Girard inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Louis-Georges Rousseau, 25, 7e Rue, Chibougamau, Jean-Paul Girard, tous deux courtiers d'assurances, et Gisèle Langevin, ménagère, épouse dudit Jean-Paul Girard, ces deux derniers de 1209, du Parc, Dolbeau, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents et courtiers en assurance, sous le nom de « Rousseau & Girard inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 723, des Pins, Dolbeau, district judiciaire de Roberval.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5556-1970

Royal Photo-Litho Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Berc Essen, lithographe, Emma Manasyan, ménagère, épouse dudit Berc Essen, tous deux de 12227, rue Joseph-Casavant, Hagop Injejikian, lithographe, et Agavni Kitzimian, ménagère, épouse dudit Hagop Injejikian, ces deux derniers du 5785, côte des Neiges, tous les quatre de Montréal, pour les objets suivants:

S'établir lithographes, imprimeurs, éditeurs, éditeurs de journaux, graveurs, relieurs, libraires, fondeurs typographiques et agents de publicité, sous le nom de « Royal Photo-Litho Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 5259-1970

S.A.C. service d'analyse caractérologique inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

"Rolfib limitée — Rolfib Limited", with a total capital stock divided into 60,000 common shares of no nominal value.

The head office of the company is at 408 Surprenant, Drummondville, judicial district of Drummond.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 5318-1970

Rousseau & Girard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louis-Georges Rousseau, 25, 7th Street, Chibougamau, Jean-Paul Girard, both insurance brokers, and Gisèle Langevin, housewife, wife of said Jean-Paul Girard, the latter two of 1209 du Parc, Dolbeau, for the following purposes:

To carry on business as insurance agents and brokers, under the name of "Rousseau & Girard inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 723 des Pins, Dolbeau, judicial district of Roberval.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 5556-1970

Royal Photo-Litho Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Berc Essen, lithographer, Emma Manasyan, housewife, wife of the said Berc Essen, both of 12227 Joseph Casavant Street, Hagop Injejikian, lithographer, and Agavni Kitzimian, housewife, wife of the said Hagop Injejikian, the latter two of 5785 Côte des Neiges, all four of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as lithographers, printers, publishers, newspaper publishers, engravers, bookbinders, booksellers, type founders and advertising agents, under the name of "Royal Photo-Litho Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630-o 5259-1970

S.A.C. service d'analyse caractérologique inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financia

patentes, en date du 26e jour de novembre 1970, constituant en corporation: François Brisebois, employé de bureau, 337, Couperin, Lucien Brisebois, 630, Bernard, tous deux de Laval, et Jean-Marie Brisebois, 50, Carré des Forges, Blainville, ces deux derniers caractérologues, pour les objets suivants:

Exploiter des bureaux, faire l'évaluation, l'appréciation et la sélection du personnel et agir comme conseillers, sous le nom de « S.A.C. service d'analyse caractérologique inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 630, Bernard, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 3465-1970

S.K.D. & associés ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Roger Molla, administrateur, Marcelle Dessureault, ménagère, épouse dudit Roger Molla, tous deux de 8465, Jean Nicolet, app. 20, Saint-Léonard, et Hubert Leroux, notaire, 215, St-Jacques, Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme conseillers en administration, en comptes recevables et en crédit, sous le nom de « S.K.D. & associés ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5330-1970

Salon de coiffure Châteaubriand inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Yves Paquin, administrateur, Odette Pelletier, ménagère, épouse dudit Yves Paquin, tous deux de 518, Laviolette, Nicolet, Gilles Paquin, représentant, et Christine Littahorsky, ménagère, épouse dudit Gilles Paquin, ces deux derniers de 2244, St-Clément, Giffard, pour les objets suivants:

Exploiter des salons de coiffure, d'esthétique, de manucure et pédicure, sous le nom de « Salon de coiffure Châteaubriand inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Giffard, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 4121-1970

Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: François Brisebois, office employee, 337 Couperin, Lucien Brisebois, 630 Bernard, both of Laval, and Jean-Marie Brisebois, 50 Des Forges Square, Blainville, the latter two characterologists, for the following purposes:

To operate offices, to effect evaluation, appreciation and selection of personel and to act as consultants, under the name of "S.A.C. service d'analyse caractérologique inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 250 common shares of $100 each and 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 630, Bernard, Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 3465-1970

S.K.D. & associés ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roger Molla, administrator, Marcelle Dessureault, housewife, wife of the said Roger Molla, both of 8465 Jean Nicolet, apt. 20, Saint-Léonard, and Hubert Leroux, notary, 215 St-Jacques, Montreal, for the following purposes:

To act as advisers in administration, in accounts receivable and credit, under the name of "S.K.D. & associés ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 5330-1970

Salon de coiffure Châteaubriand inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yves Paquin, administrator, Odette Pelletier, housewife, wife of said Yves Paquin, both of 518 Laviolette, Nicolet, Gilles Paquin, representative and Christine Littahorsky, housewife, wife of said Gilles Paquin, the latter two 2244 St-Clément, Giffard, for the following purposes:

To operate hairdressing, esthetic, manicure and pedicure parlors, under the name of "Salon de coiffure Châteaubriand inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Giffard, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 4121-1970

Sandan Vehicles (Québec) Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Adrien-R. Paquette, 212, avenue Bloomfield, Outremont, Benoit Rivet, 3485, rue Papineau, tous deux avocats, et Denis Paquette, secrétaire, fille majeure, 9915, rue Esplanade, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire la location d'omnibus, taxis, calèches, autobus, remorques motorisées, camions ou autres moyens de transport privé ou public, sous le nom de « Sandan Vehicles (Québec) Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 500, rue Saint-François-Xavier, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

38630 5264-1970

Sandan Vehicles (Québec) Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Adrien-R. Paquette, 212 Bloomfield Avenue, Outremont, Benoit Rivet, 3485 Papineau Street, both lawyers, and Denise Paquette, secretary, spinster, 9915 Esplanade Street, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of lessors of omnibuses, cabs, drays, taxicabs, motor buses, auto drays, motor trucks or other private or public conveyances, under the name of "Sandan Vehicles (Québec) Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of $10 each and 2,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 500 St-François-Xavier Street, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630-o 5264-1970

Scanlan's Publishing Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Clément Bessette, avocat, 465 ouest, rue Denison, Cécile Bernard, 382 rue, Saint-Viateur, et Jocelyne Lacoste, 113, rue Clarence, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de Granby, pour les objets suivants:

S'établir éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs et exploiter des entreprises du même genre, sous le nom de « Scanlan's Publishing Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 470, boulevard du Séminaire, Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 5575-1970

Scanlan's Publishing Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Clément Bessette, advocate, 465 Denison Street West, Cécile Bernard, 382 St. Viateur Street, and Jocelyne Lacoste, 113 Clarence Street, the latter two secretaries, spinsters, all three of Granby, for the following purposes:

To carry on business as publishers, printers, engravers, bookbinders and in other similar businesses, under the name of "Scanlan's Publishing Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 470 Boulevard du Séminaire, Saint-Jean, judicial district of Iberville.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630-o 5575-1970

Max Seigler Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'octobre 1970, autorisant la fusion des compagnies « Max Seigler Co. » et « Maxbow Corporation", toutes deux constituées en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes respectivement datées du 7 août 1935 et du 17 septembre 1956, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements et de mise en valeur, sous le nom de « Max Seigler Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 15,000

Max Seigler Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, dated the 1st day of October 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions Companies and Cooperatives, authorizing the amalgamation of "Max Seigler Co. " and "Maxbow Corporation", both incorporated under the said Part I of the Companies Act, by letters patent dated, respectively, August 7, 1935, and September 17, 1956, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and development company, under the name of "Max Seigler Inc.", with a total capital stock of $40,000 divided

actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 2,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la nouvelle compagnie est en les ville et district de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 4327-1970

Septimart inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Marcelle Payette, épouse de Ghyslain Clément, 140A, 119e Avenue, Lafontaine, Mariette Légaré, épouse de Claude Leroux, 844, rue St-Georges, toutes deux secrétaires, et Raymond Legault, notaire, 340, rue Gauthier, ces deux derniers de Saint-Jérôme, pour les objets suivants:

S'occuper de productions audio-visuelles de tous genres, sous le nom de « Septimart inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 4378-1970

Service Dégelis inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Jacques Dupuis, mécanicien, Anne-Marie Belzile, institutrice, épouse de Florian Dupuis, tous deux de Dégelis, et Jean-Paul Dubé, comptable, Notre-Dame-du-Lac, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, camions, tracteurs, instruments aratoires, bateaux, appareils de vol et autres véhicules, ainsi que leurs parties et accessoires, sous le nom de « Service Dégelis inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Dégelis, district judiciaire de Kamouraska.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5175-1970

Service des loisirs de Ferme Neuve inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de novembre 1970, cons-

into 15,000 common shares at a par value of $1 each 2,500 preferred shares at a par value of $10 each.

The head office of the new company is in the city and judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630-o 4327-1970

Septimart inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcelle Payette, wife of Ghyslain Clément, 140A, 119th Avenue, Lafontaine, Mariette Légaré, wife of Claude Leroux, 844 St-Georges Street, both secretaries, and Raymond Legault, notary, 340 Gauthier Street, the latter two of Saint-Jérôme, for the following purposes:

To be engaged in the business of audio-visual productions of all types, under the name of "Septimart inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 4378-1970

Service Dégelis inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Dupuis, mechanic, Anne-Marie Belzile, teacher, wife of Florian Dupuis, both of Dégelis, and Jean-Paul Dubé, accountant, Notre-Dame-du-Lac, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers, and to deal in automobiles, motors, trucks, tractors, farming implements, boats, aircrafts and other vehicles, their parts and accessories, under the name of "Service Dégelis inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Dégelis, judicial district of Kamouraska.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 5175-1970

Service des loisirs de Ferme Neuve inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to

tituant en corporation sans capital-actions: Réal Monette, directeur d'école, 180, 7e Avenue, Claude Mayer, industriel, 64, 13e Rue, et Philippe Corbeil, cantonnier, 166, 10e Avenue, tous trois de Ferme-Neuve, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Service des loisirs de Ferme Neuve inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Ferme-Neuve, district judiciaire de Labelle.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 3495-1970

incorporate a corporation without share capital: Réal Monette, school director, 180, 7th Avenue, Claude Mayer, industrialist, 64, 13th Street, and Philippe Corbeil, roadman, 166, 10th Avenue, all three of Ferme-Neuve, for the following purposes:

Organization of recreational activities, under the name of "Service des loisirs de Ferme Neuve inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is $100,000.

The head office of the corporation is at Ferme-Neuve, judicial district of Labelle.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 3495-1970

Snoopy's Pizza Shack Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1970, constituant en corporation: André Fréchette, professeur, 10, Centre, Aylmer, Michel Glazer, agent d'immeuble, 53, St-François, et André Parent, comptable, 673, St-Joseph, ces deux derniers de Hull, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce du pain, de gâteaux, pâtisseries, et autres articles d'alimentation produits par la cuisson, sous le nom de « Snoopy's Pizza Shack Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 150, boulevard St-Joseph, Hull, district judiciaire de Hull.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5138-1970

Snoopy's Pizza Shack Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Fréchette, professor, 10 Centre, Aylmer, Michel Glazer, real estate agent, 53 Saint-François and André Parent, accountant, 673 St-Joseph, the latter two of Hull, for the following purposes:

To bake and deal in bread, cakes, pastries and other food products articles produces by cooking, under the name of "Snoopy's Pizza Shack Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 150 St-Joseph Boulevard, Hull, judicial district of Hull.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 5138-1970

Société de développement de La Tuque inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Yvon Riberdy, agent d'immeubles, 290, Du Côteau, Claude Desmarais, 324, Veillette, et J.-Denis Lambert, 541, St-Antoine, ces deux derniers hommes d'affaires, tous trois de La Tuque, pour les objets suivants:

Construire et posséder des immeubles à revenu, sous le nom de « Société de développement de La Tuque inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 290, avenue Du Côteau, La Tuque, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5222-1970

Société de développement de La Tuque inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yvon Riberdy, real estate agent, 290 Du Côteau, Claude Desmarais, 324 Veillette, and J.-Denis Lambert, 541 St-Antoine, the latter two businessmen, all three of La Tuque, for the following purposes:

To build and own immovable property producing a revenue, under the name of "Société de développement de La Tuque inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 290 Du Côteau avenue, La Tuque, judicial district of Saint-Maurice.

LS-PHILIPPE BOUCHARD.
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 5222-1970

La Société de gestion Arnaud ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Raymond Lemay, administrateur, 924, Doucet, Yves Désilets, comptable, 767, Giasson, et Jean Dionne, avocat, 202, Cartier, tous trois de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « La Société de gestion Arnaud ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sept-Iles, district judiciaire de Hauterive.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5491-1970

La Société d'investissements et de développements St-Gabriel-de-Brandon inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Henri-Paul Lemay, 426, Champagneur, Outremont, Maurice Paquin, 467, Radisson, Mont-Saint-Hilaire, Michel Gilbert, 200, Elgar, app. 204, Ile-aux-Soeurs, Pierre Messier, 7565, Lacordaire, app. 208, Saint-Léonard, Jean Keable, 1000, Lawlor, app. 701, Saint-Laurent, tous cinq avocats, Gilbert Dupont, 10265, L'Ile, app. 2, et Jean-Pierre Bourbeau, 3328, avenue Troie, app. 110, ces deux derniers étudiants en droit, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « La Société d'investissements et de développements St-Gabriel-de-Brandon inc. », avec un capital divisé en 300,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Gabriel-de-Brandon, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 4973-1970

La société Progarde inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Joseph Edward Cassar, avocat, 2230, Beckett Road, Helen E. Morrison, épouse de Gordon Wadsworth, 605, rue Victoria, et Yvette Desjardins, épouse de Hervé Desjardins, 1112, rue Lincoln, ces deux dernières secrétaires, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « La société Progarde inc. », avec un capital

La Société de gestion Arnaud ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raymond Lemay, administrator, 924 Doucet, Yves Désilets, accountant, 767 Giasson, and Jean Dionne, advocate, 202 Cartier, all three of Sept-Iles, for the following purposes:

To do business as a holding company, under the name of "La Société de gestion Arnaud ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Sept-Iles, judicial district of Hauterive.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 5491-1970

La Société d'investissements et de développements St-Gabriel-de-Brandon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Henri-Paul Lemay, 426 Champagneur, Outremont, Maurice Paquin, 467 Radisson, Mont-Saint-Hilaire, Michel Gilbert, 200 Elgar, Apt. 204, Iles-aux-Soeur, Pierre Messier, 7565 Lacordaire, Apt. 208, Saint-Léonard, Jean Keable, 1,000 Lawlor, Apt. 701, Saint-Laurent, all five advocates, Gilbert Dupont, 10265 L'Ile, Apt. 2, and Jean-Pierre Bourbeau, 3328 Troie Avenue, Apt. 110, the latter two law students, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holding Company, under the name of "La Société d'investissements et de développements St-Gabriel-de-Brandon inc.", with a capital stock divided into 300,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at Saint-Gabriel-de-Brandon, judicial district of Joliette.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 4973-1970

La société Progarde inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Joseph-Edward Cassar, advocate, 2230 Beckett Road, Helen E. Morrison, wife of Gordon Wadsworth, 605 Victoria Street, and Yvette Desjardins, wife of Hervé Desjardins, 1112 Lincoln Street, the latter two secretaries, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "La société Progarde inc.", with a

total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5142-1970

Sociex inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Michel St-Jean, courtier, Guylaine Renaud, secrétaire, épouse dudit Michel St-Jean, tous deux de 5560, boulevard Couture, Anjou, Jean-Jacques Lapierre, courtier, et Lise Paquette, dessinatrice, épouse dudit Jean-Jacques Lapierre, ces deux derniers de 637, Provencher, Laval, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Sociex inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6289, rue St-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5610-1970

Sogegan inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Jean Dionne, avocat, 700, Laure, Yves-A. Rioux, notaire, et Jeannette Savard, commerçante, épouse dudit Yves-A. Rioux, 100, l'Acadie, tous trois de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Sogegan inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sept-Iles, district judiciaire de Hauterive.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5149-1970

Stanleen Corporation Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Irving Shapiro, 4957, avenue Isabella, Montréal, Michael D. Worsoff, 7925, chemin Kingsley, Côte Saint-Luc, tous deux avocats, et Jacquelyn Hallett, secrétaire, épouse de Grant Hallett, 785, de Roussillon, app. 202, Longueuil, pour les objets suivants:

total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 5142-1970

Sociex inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel St-Jean, broker, Guylaine Renaud, secretary, wife of said Michel St-Jean, both of 5560 Couture Boulevard, Anjou, Jean-Jacques Lapierre, broker and Lise Paquette, designer, wife of said Jean-Jacques Lapierre, the latter two of 637 Provencher, Laval, for the following purposes:

To operate Hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Sociex inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 6289 St-Hubert Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 5610-1970

Sogegan inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Dionne, advocate, 700 Laure, Yves-A. Rioux, notary, and Jeannette Savard, merchant, wife of said Yves-A. Rioux, 100 l'Acadie, all three of Sept-Iles, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Sogegan inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Sept-Iles, judicial district of Hauterive.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 5149-1970

Stanleen Corporation Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Irving Shapiro, 4957 Isabella Avenue, Montreal, Michael D. Worsoff, 7925 Kingsley Road, Côte Saint-Luc, both advocates, and Jacquelyn Hallette, secretary, wife of Grant Hallett, 785 de Roussillon, Apt. 202, Longueuil, for the following purposes:

Établir et diriger une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Stanleen Corporation Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 25,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 75,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 5255-1970

Steinberg Realty Limited
Les immeubles Steinberg limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Ivan E. Phillips, 47, Forden Crescent, Westmount, Alan Z. Golden, 4067, Vendôme, tous deux avocats, Lise Rozon, 6405, Laurendeau, tous deux de Montréal, Françine Thomson, 5266, boulevard Saint-Joseph, Catherine Watters, 4200, Sir George Simpson, tous deux de Lachine, et Janet Brovender, 5778, Mapleridge, Côte Saint-Luc, ces quatre dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Steinberg Realty Limited — Les immeubles Steinberg limitée », avec un capital total de $1,050,000, divisé en 50,000 actions ordinaires de $1 chacune et 10,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 5193-1970

Studio 5, Recording & Booking Agency Inc.
Studio 5, agence d'enregistrement
et de placement artistique inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies, et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de décembre 1970, constituant en corporation: Gilbert Blanchette, gérant, 1455, St-Victor, l'Ancienne-Lorette, Edward Joseph Taylor, 165, de la Salle, et Daniel Nolet, 551, Signaï, ces deux derniers musiciens, de Québec, pour les objets suivants:

Procéder à l'enregistrement de bandes sonores, sur disques ou sur rubans magnétiques, pour des fins commerciales ou artistiques et retenir à cette fin, les services d'artistes, de musiciens, de chanteurs et de groupes vocaux ou d'orchestres, sous le nom de « Studio 5, Recording & Booking Agency Inc. — Studio 5, agence d'enregistrement et de placement artistique inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

To carry on the business of a holding company, under the name of "Stanleen Corporation Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 25,000 common shares of a par value of $1 each and 75,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630-o 5255-1970

Steinberg Realty Limited
Les immeubles Steinberg limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ivan E. Phillips, 47 Forden Crescent, Westmount, Alan Z. Golden, 4067 Vendôme, both advocates, Lise Rozon, 6405 Laurendeau, both of Montreal, Francine Thomson, 5266 St. Joseph Boulevard, Catherine Watters, 4200 Sir George Simpson, both of Lachine, and Janet Brovender, 5778 Mapleridge, Côte Saint-Luc, the latter four secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Steinberg Realty Limited — Les immeubles Steinberg limitée", with a total capital stock of $1,050,000, divided into 50,000 common shares of $1 each and 10,000 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630-o 5193-1970

Studio 5, Recording & Booking Agency Inc.
Studio 5, agence d'enregistrement
et de placement artistique inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilbert Blanchette, manager, 1455 St-Victor, l'Ancienne-Lorette, Edward Joseph Taylor, 165 de la Salle, and Daniel Nolet, 551 Signaï, the latter two musicians, of Québec, for the following purposes:

To record sound tracks on records or tapes, for commercial or artistic purposes and to retain, for this purpose, the services of artists, musicians, singers, vocal groups or orchestras, under the name of "Studio 5, Recording & Booking Agency Inc. — Studio 5, agence d'enregistrement et de placement artistique inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of $1 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 640, rue St-Joseph est, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5284-1970

Synth Company Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Roland Robillard, 10, Chambord, Lorraine, Daniel Boivin, 517, Lartigue, Laval, tous deux avocats, Francine Trudeau, fille majeure, 11927, James Morrice, et Anne-Marie Auclair, veuve de Alfred Auclair, 9200, Waverly, ces deux dernières secrétaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce du caoutchouc naturel ou synthétique et de la gutta-percha, sous le nom de « Synth Company Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 6,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5804, Chambord, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5443-1970

T.V. Radio-Tex inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Gaston Saulnier, scripteur, 11665, Notre-Dame est, Montréal, Jean Yale, annonceur, 7710, Des Vendéens, Anjou, et André Bergevin, administrateur, 8715, Barbeau, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs et conseillers en publicité, sous le nom de « T.V. Radio-Tex inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et en 39,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 4939-1970

Teracom inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Michel Imbeau, conseiller en administration, 13111, Lorraine, Pierrefonds, Serge Le Brun, administrateur, 451, De Pontivy, Laval, et Francine Charest, secrétaire, fille majeure, 2170, boulevard O'Brien, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

The head office of the company is at 640 St. Joseph St. east, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 5284-1970

Synth Company Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating Roland Robillard, 10 Chambord, Lorraine, Daniel Boivin, 517 Lartigue, Laval, both advocates, Francine Trudeau, spinster of the full age of majority, 11927 James-Morrice and Anne-Marie Auclair, widow of Alfred Auclair, 9200 Waverly, the latter two secretaries, of Montreal, for the following purposes:

To deal in natural or synthetic rubber and gutta-percha, under the name of "Synth Company Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 40,000 common shares of $1 each and 6,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 5804 Chambord, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 5443-1970

T.V. Radio-Tex inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gaston Saulnier, writer, 11665 Notre-Dame East, Montreal, Jean Yale, announcer, 7710 Des Vendéens, Anjou and André Bergevin, administrator, 8715 Barbeau, Saint-Léonard, for the following purposes:

To carry on business as publicity contractors and consultants, under the name of "T.V. Radio-Tex Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $10 each and 39,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 4939-1970

Teracom inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Imbeau, management consultant, 13111 Lorraine, Pierrefonds, Serge Le Brun, administrator, 451 De Pontivy, Laval, and Francine Charest, secretary, spinster of the full age of majority, 2170 O'Brien Boulevard, Saint-Laurent, for the following purposes:

Exercer le commerce de distribution et de mise en marché, dans le domaine des biens de consommation, sous le nom de « Teracom inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 370 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5433-1970

A distributing and marketing in the field of consumable goods business, under the name of "Teracom inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $1 each and into 370 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 5433-1970

Textiles St-Bruno ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Dolorès Leclerc, gouvernante, épouse de Laurent Leclerc, Foyer St-Joseph, Sainte-Madeleine, Gérard Blain, peintre, Réjane Lussier, épouse dudit Gérard Blain, Simon Blain, tous deux commerçants, et Alain Blain, artiste, ces quatre derniers de 817, boulevard Laurier, Beloeil, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de tissus, textiles, coupons, et autres produits semblables, sous le nom de « Textiles St-Bruno ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Bruno-de-Montarville, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 4829-1970

Textiles St-Bruno ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Dolorès Leclerc, governess, wife of Laurent Leclerc, Foyer St-Joseph, Sainte-Madeleine, Gérard Blain, painter, Réjane Lussier, wife of the said Gérard Blain, Simon Blain, both merchants, and Alain Blain, artist, the latter four of 817 Laurier Boulevard, Beloeil, for the following purposes:

To manufacture and to deal in materials, textiles, remnants, and other similar products, under the name of "Textiles St-Bruno ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Bruno-de-Montarville, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 4829-1970

Théroux Auto-Parts and Redistribution Inc.
Pièces d'autos et redistribution Théroux inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Jacques Desautels, 320A, Celanese, Jean-Pierre Théroux, tous deux vendeurs, et Andrée Robillard, secrétaire, épouse dudit Jean-Pierre Théroux, ces deux derniers de 201, Cartier, tous trois de Drummondville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Théroux Auto-Parts and Redistribution Inc.— Pièces d'autos et redistribution Théroux inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 390 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5363-1970

Théroux Auto-Parts and Redistribution Inc.
Pièces d'autos et redistribution Théroux inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Desautels, 320A Celanese, Jean-Pierre Théroux, both salesmen, and Andrée Robillard, secretary, wife of said Jean-Pierre Théroux, the latter two of 201 Cartier, all three of Drummondville, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers, and to deal in automobiles, motors, machines, and all their parts and accessories, under the name of "Théroux Auto-Parts and Redistribution Inc.— Pièces d'autos et redistribution Théroux inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each and 390 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Drummondville, judicial district of Drummond.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 5363-1970

Thiffeault & Gauthier transport inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Jean-Marc Thiffeault, garagiste, 346, Hélène, Réjean Gauthier, menuisier, 403, Hélène, et Claude Boisvert, avocat, 1505, Moore, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Thiffeault & Gauthier transport inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1050, boulevard Labelle, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5592-1970

Thiffeault & Gauthier transport inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Marc Thiffeault, garage keeper, 346 Hélène, Réjean Gauthier, carpenter, 403 Hélène, and Claude Boisvert, advocate, 1505 Moore, all three of Laval, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Thiffeault & Gauthier transport inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1050 Labelle Boulevard, Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 5592-1970

Three Seasons Enterprises Ltd.
Entreprises Trois Saisons ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Richard S. Gottlieb, 5626, Eldridge, Côte Saint-Luc, Robert W. Agard, 3460, rue Durocher, app. 601, Montréal, tous deux avocats, et Marion Wasserman, secrétaire, épouse divorcée de Léonard Wasserman, 260, Alexis Nihon, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Three Seasons Enterprises Ltd.— Entreprises Trois Saisons ltée », avec un capital divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 5463-1970

Three Seasons Enterprises Ltd.
Entreprises Trois Saisons ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Richard S. Gottlieb, 5626 Eldridge, Côte Saint-Luc, Robert W. Agard, 3460 Durocher Street, #601, Montreal, both advocates, and Marion Wasserman, secretary, divorced wife of Leonard Wasserman, 260 Alexis Nihon, Saint-Laurent, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Three Seasons Enterprises Ltd.— Entreprises Trois Saisons ltée", with a capital stock divided into 40,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630-o 5463-1970

Timko-Gouin Holding Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Gerald W. Postelnik, 7355, Ostell Crescent, Montréal, Clifford S. Postelnik, 5716, Melling, Côte Saint-Luc, et Walter R. M. Wekarchuk, 5, place Bellerive, Laval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Timko-Gouin Holding Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Timko-Gouin Holding Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gerald W. Postelnik, 7355 Ostell Crescent, Montreal, Clifford S. Postelnik, 5716 Melling, Côte Saint-Luc, and Walter R. M. Wekarchuk, 5 Place Bellerive, Laval, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Timko-Gouin Holding Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

38630 4912-1970

Tourisme Français inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Charles Wolfson, avocat, 4865, chemin de la Reine Marie, app. 17, Yvette St. Jacques, comptable, fille majeure, 9850, Papineau, app. 18, et Richard Boucher, administrateur, 6625, 33e Avenue, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

S'établir agents de voyage, sous le nom de « Tourisme Français inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 30,000 actions ordinaires de $1 chacune et 10,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1010 ouest, rue Sainte-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 4811-1970

Trahan & Mercille Electrical Co. Ltd.
La Cie électrique Trahan & Mercille ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Gabriel Trahan, électricien, Yvonne Meunier, ménagère, épouse dudit Gabriel Trahan, tous deux du 8710, rue Sainte-Claire, Montréal, Richard Mercille, électricien, et Francine Tessier, ménagère, épouse dudit Richard Mercille, ces deux derniers du 1615, rue des Pins, LeMoyne, pour les objets suivants:

S'établir électriciens, sous le nom de « Trahan & Mercille Electrical Co. Ltd. — La Cie électrique Trahan & Mercille ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 5581-1970

Traklin Construction Ltd.
Construction Traklin ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Alexander Werzberger, 5795, Durocher, Baruch Werzberger, tous deux cons-

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630-o 4912-1970

Tourisme Français inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Charles Wolfson, advocate, 4865 Queen Mary Road, Apt. 17, Yvette St. Jacques, bookkeeper, spinster, 9850 Papineau, Apt. 18, and Richard Boucher, administrator, 6625, 33rd Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as travel agents, under the name of "Tourisme Français inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 30,000 common shares of $1 each and 10,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 1010 St. Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630-o 4811-1970

Trahan & Mercille Electrical Co. Ltd.
La Cie électrique Trahan & Mercille ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gabriel Trahan, electrician, Yvonne Meunier, housewife, wife of the said Gabriel Trahan, both of 8710 Ste-Claire Street, Montreal, Richard Mercille, electrician, and Francine Tessier, housewife, wife of the said Richard Mercille, the latter two of 1615 des Pins Street, Lemoyne, for the following purposes:

To carry on business as electricians, under the name of "Trahan & Mercille Electrical Co. Ltd. — La Cie électrique Trahan & Mercille ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630-o 5581-1970

Traklin Construction Ltd.
Construction Traklin ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Alexander Werzberger, 5795 Durocher, Baruch Werzberger, both builders, and Yanka Werz-

tructeurs, et Yanka Werzberger, ménagère, épouse dudit Baruch Werzberger, ces deux derniers du 1126 ouest, Saint-Viateur, tous trois d'Outremont, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Traklin Construction Ltd. — Construction Traklin ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 5227-1970

Trans-Canada Mobile and Trailers Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Réjean Roy, fonctionnaire, 178, 11e Rue, Québec, Roland Roy, vendeur, 1084, route rurale #2, et Anita Lachance, infirmière, fille majeure, 1075, route rurale #2, ces deux derniers de L'Ancienne-Lorette, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines, maisons mobiles, roulottes et tentes roulottes, sous le nom de « Trans-Canada Mobile and Trailers Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 800 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1084, route rurale #2, L'Ancienne-Lorette, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5651-1970

Transport International Pool (Québec) Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Adrien-R. Paquette, 212, Bloomfield, Outremont, Benoit Rivet, 3485, rue Papineau, tous deux avocats, et Denise Paquette, secrétaire, fille majeure, 9915, rue Esplanade, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie de transport, sous le nom de « Transport International Pool (Québec) Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 500, rue Saint-François-Xavier, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 5241-1970

berger, housewife, wife of the said Baruch Werzberger, the latter two of 1126 St. Viateur West, all three of Outremont, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Traklin Construction Ltd. — Construction Traklin ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630-o 5227-1970

Trans-Canada Mobile and Trailers Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Réjean Roy, civil servant, 178, 11th Street, Québec, Roland Roy, salesman, 1084 rural route #2, and Anita Lachance, nurse, spinster of the full age of majority, 1075 rural route #2, the latter two of L'Ancienne-Lorette, for the following purposes:

To do business as garage-owners and to deal in cars, motors, machines, mobile homes, trailers and trailer tents, under the name of "Trans-Canada Mobile and Trailers Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 200 common shares of $100 each and 800 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1084 rural route #2, L'Ancienne Lorette, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 5651-1970

Transport International Pool (Québec) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Adrien-R. Paquette, 212 Bloomfield, Outremont, Benoit Rivet, 3485 Papineau Street, both lawyers, and Denise Paquette, secretary, spinster, 9915 Esplanade Street, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a transport company, under the name of "Transport International Pool (Québec) Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 500 St. François Xavier Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630-o 5241-1970

Trois-Rivières Chevrolet (1970) ltée
Three Rivers Chevrolet (1970) Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Marcel C. Houle, homme d'affaires, 3860, 5e Avenue, Shawinigan-Sud, Marcel J. G. Beaumier, avocat, 3600, Place d'Auteuil, Trois-Rivières-Ouest, et Hélène Baribeau, secrétaire, fille majeure, 425, Arcand, app. 3, Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Trois-Rivières Chevrolet (1970) ltée — Three Rivers Chevrolet (1970) Ltd. », avec un capital total de $500,000, divisé en 250,000 actions ordinaires de $1 chacune, 1,500 actions privilégiées classe « A » de $100 chacune et en 100,000 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4001, boulevard Royal, Trois-Rivières-Ouest, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5118-1970

Turtle Productions Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Gary Moscowitz, 260, Saint-Aubin, Saint-Laurent, Donald W. Seal, 3435, rue Drummond, app. 12B, David Goldenblatt, 3500, rue Mountain, app. 67, et Paul Nadler, 900, avenue Rockland, app. 45, ces trois derniers de Montréal, tous les quatre avocats, pour les objets suivants:

S'établir cinéastes et éditeurs de films et exploiter des studios de montage de films, sous le nom de « Turtle Productions Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 5466-1970

Universal Fashions Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératifes donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Shlomo Feldman, 5783, avenue Durocher, Avrum Feldman, tous deux marchands, et Alizia Feldman, ménagère, épouse dudit Avrum Feldman, ces deux derniers de 346, avenue Outremont, tous trois d'Outremont, pour les objets suivants:

Trois-Rivières Chevrolet (1970) ltée
Three Rivers Chevrolet (1970) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel G. Houle, businessman, 3860, 5th Avenue, Shawinigan-South, Marcel J. G. Beaumier, advocate, 3600 d'Auteuil Place, Trois-Rivières,-West, and Hélène Baribeau, secretary, spinster of the full age of majority, 425 Arcand, Apt. 3, Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers and to deal in automobiles, motors, machines and all their parts and accessories, under the name of "Trois-Rivières Chevrolet (1970) ltée — Three-Rivers Chevrolet (1970) Ltd.", with a total capital stock of $500,000, divided into 250,000 common shares of $1 each, 1,500 class "A" preferred shares of $100 each and 100,000 class "B" preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 4001 Royal Boulevard, Trois-Rivières-West, judicial district of Trois-Rivières.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 5118-1970

Turtle Productions Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gary Moscowitz, 260 St. Aubin, Saint-Laurent, Donald W. Seal, 3435 Drummond Street, Apt. 12B, David Goldenblatt, 3500 Mountain Street, Apt. 67, and Paul Nadler, 900 Rockland Avenue, Apt. 45, the latter three of Montreal, all four advocates, for the following purposes:

To carry on the business of motion picture producers and to operate motion picture studios, under the name of "Turtle Productions Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630-o 5466-1970

Universal Fashions Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Shlomo Feldman, 5783 Durocher Avenue, Avrum Feldman, both merchants, and Alizia Feldman, housewife, wifeof the said Avrum Feldman, the latter two of 346 Outremont Avenue, all three of Outremont, for the following purposes:

Faire le commerce de tous genres de tissus et vêtements, sous le nom de « Universal Fashions Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 5100-1970

Vitrerie Huot inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'août 1970, constituant en corporation: Robert De Blois, étudiant, 890, Moncton, Sillery, Monique Juneau, 62, Duchâtel, Beauport, et Anne-Marie Hallé, 1445, Mailloux, Québec, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vitrerie, du verre et de tous ses produits et sous-produits, sous le nom de « Vitretie Huot inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 3683-1970

Wolcat Development Co. Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Max S. Kaufman, 574, Claremont, Westmount, Sydney B. Sederoff, 80, Crestwood, Montréal-Ouest, et Philip Shugar, 6267, Macdonald, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie d'extension et de développement, sous le nom de « Wolcat Development Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 5487-1970

Woodville Realties Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Ralph Lipper, 1550, avenue

To deal in all types of fabrics and clothing, under the name of "Universal Fashions Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each and 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630-o 5100-1970

Vitrerie Huot inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert De Blois, student, 890 Moncton, Sillery, Monique Juneau, 62 Duchâtel, Beauport, and Anne-Marie Hallé, 1445 Mailloux, Québec, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To manufacture and deal in glaziery, glass and all its products and by-products, under the name of "Vitrerie Huot inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 3683-1970

Wolcat Development Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Max S. Kaufman, 574 Claremont, Westmount, Sydney B. Sederoff, 80 Crestwood Montreal West, and Philip Shugar, 6267 Macdonald, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a development company under the name of "Wolcat Development Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630-o 5487-1970

Woodville Realties Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ralph Lipper, 1550 McGregor Avenue,

McGregor, Sandor Jack Klein, 6300, avenue Lennox, tous deux de Montréal, et David Katznelson, 5526, avenue Ashdale, Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Woodville Realties Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1, Place Ville-Marie, bureau 3635, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

38630 5368-1970

X-L Screw Mfg. Co. Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Sheldon Finkelstein, 5720, boulevard Cavendish, app. 308, Côte Saint-Luc, Bernard Gardner, 405, chemin Northcote, Rosemère, Pinja E. Blitt, 3333 ouest, rue Jean-Talon, app. 603, et Michel-A. Héroux, 10640, Hamelin, ces deux derniers de Montréal, tous les quatre avocats, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de vis, écrous, boulons, clous, et de tous les autres produits et articles qui s'y rattachent, sous le nom de « X-L Screw Mfg. Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $1 chacune et 36,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7230, rue Hamilton, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 5147-1970

Sandor Jack Klein, 6300 Lennox Avenue, both of Montreal, and David Katznelson, 5526 Ashdale Avenue, Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Woodville Realties Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of $1 each and 36,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 1 Place Ville Marie, Suite 3635, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630-o 5368-1970

X-L Screw Mfg. Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Sheldon Finkelstein, 5720 Cavendish Boulevard, Apt. 308, Côte Saint-Luc, Bernard Gardner, 405 Northcote Road, Rosemère, Pinja E. Blitt, 3333 Jean-Talon Street West, Apt. 603, and Michel-A. Héroux, 10640 Hamelin, the latter two of Montreal, all four advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in screws, nuts, bolts, nails and all other related products and articles, under the name of "X-L Screw Mfg. Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $1 each and 36,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 7230 Hamilton Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630-o 5147-1970

Lettres patentes supplémentaires

Aronoff Bros. Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15e jour de décembre 1970, à la compagnie « Aronoff Bros. Limited », augmentant son capital de $75,000 à $125,000 par la création de 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $50 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 2054-31

Supplementary Letters Patent

Aronoff Bros. Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of December 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Aronoff Bros. Limited", increasing its capital from $75,000 to $125,000 by the creation of 1,000 preferred shares of the par value of $50 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630-o 2054-31

Arrow Plastics Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 4e jour de décembre 1970, à la compagnie « Arrow Plastics Ltd. », augmentant son capital de $100,000 à $200,000 par la création de 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 12602-58

Badeaux, Gosselin & Grenier inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 9e jour de décembre 1970, à la compagnie « Badeaux, Gosselin & Grenier inc. », modifiant les dispositions de ses lettres patentes et certains droits afférents aux actions privilégiées.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 1160-67

Bo-Koc, inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15e jour de décembre 1970, à « La Compagnie Avico ltée », constituée par lettres patentes en date du 30e jour de janvier 1957, changeant son nom en celui de « Bo-Koc, inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 10399-57

Bram Industries Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour d'octobre 1970, à la compagnie « Bram Industries Corp. », 1° diminuant son capital de $40,000 à $20,000 par l'annulation de 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune; 2° augmentant son capital de $20,000 à $40,000 par la création de 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 11890-59

Canabec Exploration Company
(No personal liability)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

Arrow Plastics Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of December 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Arrow Plastics Ltd.", increasing its capital from $100,000 to $200,000 by the creation of 1,000 preferred shares of the par value of $100 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630-o 12602-58

Badeaux, Gosselin & Grenier inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Badeaux, Gosselin & Grenier inc.", amending the provisions of its letters patent and certain rights relating to the preferred shares.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 1160-67

Bo-Koc, inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "La Compagnie Avico ltée », incorporated by letters patent dated the 30th day of January 1957, changing its name to that of "Bo-Koc, inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 10399-57

Bram Industries Corp.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Bram Industries Corp.", 1. reducing its capital from $40,000 to $20,000 by the cancellation of 2,000 preferred shares of the par value of $10 each; 2. increasing its capital from $20,000 to $40,000 by the creation of 20,000 preferred shares of the par value of $1 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630-o 11890-59

Canabec Exploration Company
(No personal liability)

Notice is given that, under Part I of the Companies Act and the Mining Companies Act, supplementary

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour de décembre 1970, à la compagnie « Canabec Exploration Company » (No personal laibility », augmentant son capital from $75,000 to $220,000 par la création de 145,000 actions additionnelles d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

38630 1711-37

letters patent, dated 1st day of December 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Canabec Exploration Company" (No personal liability), increasing its capital from $75,000 to $220,000 by the creation of 145,000 additional shares of the par value of $1 each.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630-o 1711-37

Canadian Armature Works Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour de décembre 1970, à la compagnie « Environs Industries Ltd. — Les Industries Environs ltée », constituée par lettres patentes en date du 18e jour d'octobre 1966, changeant son nom en celui de « Canadian Armature Works Corp. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 4272-66

Canadian Armature Works Corp.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Environs Industries Ltd. — Les Industries Environs ltée", incorporated by letters patent dated the 18th day of October, 1966, changing its name to that of "Canadian Armature Works Corp.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630-o 4272-66

Vincent Chartier inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 9e jour de décembre 1970, à la compagnie « Vincent Chartier inc. », 1° augmentant son capital de $75,000 à $200,000, par la création de 1,248 actions privilégiées classe « A » de $100 chacune et 200 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune; 2° redésignant 650 actions privilégiées de $100 chacune en 650 actions privilégiées classe « A » de $100 chacune.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

38630-o 2433-67

Vincent Chartier inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Vincent Chartier inc.", 1. increasing its capital from $75,000 to $200,000, by the creation of 1,248 preferred shares class "A" of $100 each and 200 preferred shares class "B" of $1 each; 2. redesignating 650 preferred shares of $100 each into 650 preferred shares class "A" of $100 each.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 2433-67

Chemical and Technical Services Inc. Services Chimiques et Techniques inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15e jour de décembre 1970, à la compagnie « Chemical and Technical Services Inc. — Services Chimiques et Techniques inc. », augmentant son capital de $40,000 à $240,000, par la création de 20,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 10083-55

Chemical and Technical Services Inc. Services Chimiques et Techniques inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Chemical and Technical Services Inc. — Services Chimiques et Techniques inc.", increasing its capital from $40,000 to $240,000, by the creation of 20,000 preferred shares of $10 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 10083-55

Ciné-Parc Mercier inc.
Mercier Drive-In Theatre Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour de décembre 1970, à la compagnie « Ciné-Parc Mercier inc.— Mercier Drive-In Theatre Inc. », 1° changeant son siège social de Châteauguay au numéro 8393, boulevard St-Laurent, Montréal; 2° modifiant les dispositions de ses lettres patentes; 3° augmentant son capital de $250,000 à $321,000 par la création de 710 actions ordinaires de $100 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 2441-69

Le Club de Baseball les Aigles
de Trois-Rivières inc.
Trois-Rivières Eagles Baseball Club Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour de décembre 1970, confirmant le règlement numéro 5 de la corporation « Le Club de Baseball les Aigles de Trois-Rivières inc. », déjà constituée en vertu des dispositions de la troisième partie de ladite loi, par lettres patentes du 5e jour de décembre 1968, 1° créant un capital-actions de $40,000 divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune; 2° changeant son nom en celui de « Le Club de Baseball les Aigles de Trois-Rivières inc.— Trois-Rivières Eagles Baseball Club Inc. »; 3° établissant son siège social au numéro 1534, rue La Vérendrye, Trois-Rivières; 4° fixant le nombre de ses administrateurs à 5.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5336-68

Club de Golf Orléans inc.
Orléans Golf and Country Club Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 9e jour de décembre 1970, à la corporation « Club de Golf Orléans inc.— Orléans Golf and Country Club Inc. », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 12305-61

Coiffel'l Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 22e jour d'octo-

Ciné-Parc Mercier inc.
Mercier Drive-In Theatre Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Ciné-Parc Mercier inc.— Mercier Drive-In Theatre Inc.", 1. changing its head office of Châteauguay to number 8393, St. Lawrence Boulevard, Montreal; 2. modifying the provisions of letters patent; 3. increasing its capital from $250,000 to $321,000 by the creation of 710 common shares of $100 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 2441-69

Le Club de Baseball les Aigles
de Trois-Rivières inc.
Trois-Rivières Eagles Baseball Club Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives confirming regulation number 5 of the corporation "Le Club de Baseball les Aigles de Trois-Rivières inc.", already incorporated pursuant to the provisions of Part III of the said act by letters patent of 5th day of December, 1968; 1. creating a share-capital of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each; 2. changing its name to that of "Le Club de Baseball les Aigles de Trois-Rivières inc.— Trois-Rivières Eagles Baseball Club Inc."; 3. establishing its head office at number 1534 La Vérendrye Street, Trois-Rivières; 4. fixing the number of its directors at 5.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 5336-68

Club de Golf Orléans inc.
Orléans Golf and Country Club Inc.

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Club de Golf Orléans inc.— Orléans Golf and Country Club Inc.", amending the provisions of its letters patent.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 12305-61

Coiffel'l Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and

bre 1970, à la compagnie « Coiffel'l Inc. », 1° augmentant son capital de $40,000 à $340,000 par la création de 200 actions privilégiées classe « A » de $100 chacune et 2,800 actions privilégiées classe « B » de $100 chacune; 2° redésignant 300 actions privilégiées de $100 chacune en 300 actions privilégiées classe « A » de $100 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 2534-70

Domaine du Bord de l'Eau inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 2e jour de décembre 1970, à la compagnie « Domaine du Bord de l'Eau inc. »; 1° subdivisant 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune; 2° convertissant 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 3797-70

Donalda Distributions Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 11e jour de décembre 1970, à la compagnie « E.D. Distributions Inc. », constituée par lettres patentes en date du 17e jour de février 1970, changeant son nom en celui de « Donalda Distributions Inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 431-70

Eddy's Sportswear Mfg. Co. Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15e jour de décembre 1970, à la compagnie « Eddy's Sportswear Mfg. Co. Ltd. », subdivisant 400 actions ordinaires de $100 chacune en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 12013-57

Les Entreprises de J. Armand Bombardier ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 14e jour de

Cooperatives to "Coiffel'l Inc."; 1. increasing its capital from $40,000 to $340,000 by the creation of 200 preferred shares class "A" of $100 each and 2,800 preferred shares class "B" of $100 each; 2. re-designating 300 preferred shares of $100 each into 300 preferred shares class "A" of $100 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 2534-70

Domaine du Bord de l'Eau inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Domaine du Bord de l'Eau inc."; 1. subdividing 200 common shares of a par value of $100 each into 2,000 common shares of a par value of $10 each; 2. converting 200 common shares of a par value of $100 each into 200 preferred shares of a par value of $100 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 3797-70

Donalda Distributions Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "E.D. Distributions Inc.", incorporated by letters patent on 17th day of February, 1970, changing its name to that of "Donalda Distributions Inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 431-70

Eddy's Sportswear Mfg. Co. Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of December 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Eddy's Sportwear Mfg. Co. Ltd.", subdividing 400 common shares of $100 each into 40,000 common shares of the par value of $1 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630-o 12013-57

Les Entreprises de J. Armand Bombardier ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and

janvier 1971, à la compagnie « Les Entreprises de J. Armand Bombardier ltée », réduisant son capital de $36,500,000 à $11,756,800 par l'annulation de 2,474,320 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 50690-53

Les Entreprises de J. Armand Bombardier ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 8e jour de janvier 1971, à la compagnie « Les Entreprises de J. Armand Bombardier ltée », 1° réduisant son capital de $4,500,000 à $500,000 par l'annulation de 200,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de $5 chacune et 300,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de $10 chacune; 2° augmentant son capital de $500,000 à $36,500,000 par la création de 3,600,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 50690-53

Entreprises Place Verdun inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour de novembre 1970, à la compagnie « Advantus Industries Inc. », constituée par lettres patentes en date du 6e jour d'avril 1970, changeant son nom en celui de « Entreprises Place Verdun inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 1629-70

Les Entreprises Rolland Joyal & Fils inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 9e jour de décembre 1970, à la compagnie « Les Entreprises Rolland Joyal & Fils inc. », étendant ses pouvoirs.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 1873-66

Esecs Holding Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 2e jour de dé-

Cooperatives to "Les Entreprises de J. Armand Bombardier ltée", reducing its capital from $36,500,000 to $11,756,800 by the cancellation of 2,474,320 preferred shares of a par value of $10 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 50690-53

Les Entreprises de J. Armand Bombardier ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Les Entreprises de J. Armand Bombardier ltée"; 1. reducing its capital from $4,500,000 to $500,000 by the cancellation of 200,000 preferred shares class "A" of a par value of $5 each and 300,000 preferred shares class "B" of a par value of $10 each; 2. increasing its capital from $500,000 to $36,500,000 by the creation of 3,600,000 preferred shares of a par value of $10 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD.
Deputy Minister of FinanciaiInstitutions, Companies and Cooperatives.

38630 50690-53

Entreprises Place Verdun inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Advantus Industries Inc.", incorporated by letters patent dated the 6th day of April, 1970, changing its name to that of "Entreprises Place Verdun inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 1629-70

Les Entreprises Rolland Joyal & Fils inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Les Entreprises Rolland Joyal & Fils inc.", extending its powers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 1873-66

Esecs Holding Corp.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of December 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and

cembre 1970, à la compagnie « Esecs Holding Corp. », changeant ses pouvoirs.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 15866-61

Feutre National inc.
National Felt Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour de décembre 1970, à la compagnie « Feutre National inc.— National Felt Inc.", augmentant son capital de $100,000 à $450,000 par la création de 3,500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 11978-61

Fonds Richelieu inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 10e jour de décembre 1970, à la compagnie « Fonds Richelieu inc. », subdivisant et convertissant 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune en 12,000 actions ordinaires sans valeur au pair et que la considération totale pour l'émission desdites actions soit portée de $10,000 à $310,000.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 1850-69

Gaby Productions inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 9e jour de décembre 1970, à la compagnie « Gaby Productions inc. », subdivisant 10,000 actions ordinaires sans valeur au pair en 300,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

38630-o 5096-67

Hellenic Poultry Co. Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 2e jour de décembre 1970, à la compagnie « Hellenic Poultry Co. Ltd. », augmentant son capital de $1,520,000 à

Cooperatives to "Esecs Holding Corp.", changing its powers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630-o 15866-61

Feutre National inc.
National Felt Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Feutre National inc.— National Felt Inc.", increasing its capital from $100,000 to $450,000 by the creation of 3,500 preferred shares of $100 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 11978-61

Fonds Richelieu inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Fonds Richelieu inc.", subdividing and converting 10,000 common shares of a par value of $1 each into 12,000 common shares without par value and that the total consideration for the issuing of the said shares be carried from $10,000 to $310,000.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 1850-69

Gaby Productions inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Gaby Productions inc.", subdividing 10,000 common shares without par value into 300,000 common shares without par value.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 5096-67

Hellenic Poultry Co. Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Coopearitives to "Hellenic Poultry Co. Ltd.", increasing its capital from $1,520,000 to $1,540,000, by the

$1,540,000, par la création de 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 4174-64

Iberville Excavation inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentairres en date du 14e jour de décembre 1970, à la compagnie « Les Immeubles Repentigny inc. », constituée par lettres patentes en date du 29e jour d'octobre 1957, changeant son nom en celui de « Iberville Excavation inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 13445-57

Les Immeubles Mainville-Poirier inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour de novembre 1970, à la compagnie « Les Immeubles Bastien-Mainville inc. », constituée par lettres patentes en date du 3e jour de mars 1970, changeant son nom en celui de « Les Immeubles Mainville-Poirier inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 958-70

Incoseed Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour d'octobre 1970, à la compagnie « Incoseed Ltd. », augmentant son capital de $500,000 à $1,000,000 par la création de 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 13067-60

Laboratoires Cosmel'l inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 22e jour d'octobre 1970, à la compagnie « Laboratoires Cosmel'l inc. », 1° augmentant son capital de $40,000 à $210,000 par la création de 700 actions privilégiées classe « A » de $100 chacune et 1,000 actions privilégiées classe « B » de

creation of 2,000 common shares of the par value of $10 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630-o 4174-64

Iberville Excavation inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Les Immeubles Repentigny inc.", incorporated by letters patent on the 29th day of October, 1957, changing its name to that of "Iberville Excavation inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 13445-57

Les Immeubles Mainville-Poirier inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Les Immeubles Bastien-Mainville inc.", incorporated by letters patent on the 3rd day of March, 1970, changing its name to that of "Les Immeubles Mainville-Poirier inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 958-70

Incoseed Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of October 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Incoseed Ltd.", increasing its capital from $500,000 to $1,000,000 by the creation of 20,000 common shares of the par value of $10 each and 30,000 preferred shares of the par value of $10 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630-o 13067-60

Laboratoires Cosmel'l inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Laboratoires Cosmel'l inc.", 1. increasing its capital from $40,000 to $210,000 by the creation of 700 preferred shares class "A" of $100 each and 1,000 preferred shares class "B" of $100 each; 2. redesignating

$100 chacune; 2° redésignant 300 actions privilégiées de $100 chacune en 300 actions privilégiées classe « A » de $100 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5121-59

La Salle Collège Inc.
Collège La Salle inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 3e jour de décembre 1970, à la compagnie « La Salle Commercial Collège Inc. », constituée par lettres patentes en date du 28e jour de mai 1962, changeant son nom en celui de « La Salle Collège Inc.— Collège La Salle inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 12312-62

Laval Médical

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 7e jour de décembre 1970, à la corporation « Laval Médical », 1° étendant ses pouvoirs; 2° changeant le nombre de ses administrateurs de 4 à 5.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

38630-o 483-36

Lesage, Proteau ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de décembre 1970, à la compagnie « Lesage, Proteau ltée », diminuant son capital par l'annulation de 71,358 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 522-38

Liberty Watch Case Company Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15e jour de décembre 1970, à la compagnie « Liberty Watch Case Company Limited », 1° diminuant son capital de $220,000 à $71,200 par l'annulation de 1,488 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune; 2° subdivisant 512 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune en 51,200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune; 3° modifiant les privilèges et restrictions attachés à ses actions préférentielles;

300 preferred shares of $100 each into 300 preferred shares class "A" of $100 each.

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
LS-PHILIPPE BOUCHARD,

38630 5121-59

La Salle Collège Inc.
Collège La Salle inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "La Salle Commercial Collège Inc.", incorporated by letters patent dated the 28th day of May, 1962, changing its name to that of "La Salle Collège Inc.— Collège La Salle inc.".

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
LS-PHILIPPE BOUCHARD,

38630-o 12312-62

Laval Médical

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Laval Médical », 1. extending its powers; 2. changing the number of its directors from 4 to 5.

Associate Deputy Minister of Financial Institutions Companies and Cooperatives.
J.-ALBERT GAGNON,

38630 483-36

Lesage, Proteau ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of December 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Lesage, Proteau ltée", reducing its capital by the cancellation of 71,358 preferred shares of the par value of $1 each.

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
LS-PHILIPPE BOUCHARD,

38630-o 522-38

Liberty Watch Case Company Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of December 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Liberty Watch Case Company Limited", 1. reducing its capital from $220,000 to $71,200 by the cancellation of 1,488 preferred shares of the par value of $100 each; 2. subdividing 512 preferred shares of the par value of $100 each into 51,200 preferred shares of the par value of $1 each; 3. modifying the privileges and restrictions attached to its preferred shares;

trictions attachés à ses actions privilégiées; 4° augmentant son capital de $71,200 à $121,200 par la création de 50,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 1541-31

B. C. Morris inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 26e jour de novembre 1970, à la compagnie « B. et C. Morris Construction inc. », constituée par lettres patentes en date du 18e jour de février 1970, changeant son nom en celui de « B.C. Morris inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 762-70

Mylbec Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour de décembre 1970, à la compagnie « Mylbec Corporation », convertissant 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune en 2,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune, 500 actions privilégiées classe « A » de $100 chacune et en 250 actions privilégiées classe « B » de $100 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 972-70

Nicolet Asbestos Mines Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour de décembre 1970, à la compagnie « Nicolet Asbestos Mines Ltd. », diminuant son capital de $281,800 à $6,800 par l'annulation de 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 14987-62

Nothern Oil Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopérative donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 10e jour de décembre 1970, à la compagnie « Northern Oil Limited », 1° diminuant son capital de $40,000 à $21,980 par l'annulation de 1,802 actions privilégiées d'une valeur

4. increasing its capital from $71,200 to $121,200 by the creation of 50,000 preferred shares of the par value of $1 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630-o 1541-31

B. C. Morris inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "B et C. Morris Construction inc.", incorporated by letters patent on the 18th day of February, 1970, changing its name to that of "B.C. Morris inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 762-70

Mylbec Corporation

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Mylbec Corporation", converting 1,000 preferred shares of a par value of $100 each into 2,500 common shares of a par value of $10 each, 500 preferred shares class "A" of $100 each and 250 preferred shares class "B" of $100 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 972-70

Nicolet Asbestos Mines Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of December 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Nicolet Asbestos Mines Ltd.", reducing its capital from $281,800 to $6,800 by the cancellation of 1,000 common shares without nominal or par value.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630-o 14987-62

Nothern Oil Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of December 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Northern Oil Limited", 1. reducing its capital from $40,000 to $21,980 by the cancellation of 1,802 preferred shares of the par value of $10 each;

au pair de $10 chacune; 2° subdivisant 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune; 1,198 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune en 11,980 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune; 3° augmentant son capital de $21,980 à $100,000 par la création de 78,020 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 16228-53

L'Oeuvre des Terrains de Jeux de St-Laurent de Jonquière inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15e jour de décembre 1970, à la corporation « Le Secrétariat des Oeuvres Paroissiales de St-Laurent de Jonquière, Incorporé », constituée par lettres patentes en date du 7e jour de novembre 1945, changeant son nom en celui de « L'Oeuvre des Terrains de Jeux de St-Laurent de Jonquière inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 6333-45

Pan Realty Company

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour de décembre 1970, à la compagnie « Pan Realty Company », convertissant 6,000 actions privilégiées de $1 chacune en 6,000 actions privilégiées catégorie "A" de $1 chacune, et 2,000 actions privilégiées de $1 chacune en 2,000 actions privilégiées catégorie "B" de $1 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 10832-62

Candide Paquette inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 18e jour de décembre 1970 à la compagnie « Paquette, Paquette & Associés inc. », constituée par lettres patentes en date du 29e jour de décembre 1961, changeant son nom en celui de « Candide Paquette inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 10036-62

Phenecia Land Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

2. subdividing 1,000 common shares of the par value of $10 each into 10,000 common shares of the par value of $1 each; 1,198 preferred shares of the par value of $10 each into 11,980 preferred shares of the par value of $1 each; 3. increasing its capital from $21,980 to $100,000 by the creation of 78,020 preferred shares of the par value of $1 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630-o 16228-53

L'Oeuvre des Terrains de Jeux de St-Laurent de Jonquière inc.

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Le Secrétariat des Oeuvres Paroissiales de St-Laurent de Jonquière, Incorporé", incorporated by letters patent dated the 7th day of November, 1945, changing its name to that of "L'Oeuvre des Terrains de Jeux de St-Laurent de Jonquière inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 6333-45

Pan Realty Company

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the the 21st day of December 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Pan Realty Company", converting 6,000 preferred shares of $1 each into 6,000 class "A" preferred shares of $1 each, and 2,000 preferred shares of $1 each into 2,000 class "B" preferred shares of $1 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630-o 10832-62

Candide Paquette inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Paquette, Paquette & Associés inc.", incorporated by letters patent on the 29th day of December, 1961, changing its name to that of "Candide Paquette inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38630 10036-62

Phenecia Land Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 18e jour de novembre 1970 à la compagnie « Phenecia Land Limited », 1° augmentant son capital par la création de 3,500 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $100 chacune et 5,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $1 chacune; 2° redésignant ses actions sans valeur nominale ou au pair en actions ordinaires.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 15228-59

Physico-Medical Systems Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 27e jour de novembre 1970, à la compagnie « Physico-Medical Systems Corp. », augmentant son capital de $40,000 à $250,000 par la création de 1,200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 19,800 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

38630 2915-68

Place Victoria - St. Jacques Co. Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour de décembre 1970, à la compagnie « Place Victoria – St-Jacques Co. Inc. », augmentant son capital de $5,000,000 à $15,000,000, par la création de 10,000,000 d'actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 14832-60

Productions Roger Pilon inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 10e jour de décembre 1970, à la compagnie « Productions Roger Pilon inc. », étendant ses pouvoirs.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 2962-67

Product-O-Metal Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 31e jour de mars 1969, à la compagnie

18th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Phenecia Land Limited", 1. increaisng its capital by the creation of 3,500 class "A" preferred shares of the par value of $100 each and 5,000 class "B" preferred shares of the par value of $1 each; 2. redesignating its shares without nominal or par value as common shares.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630-o 15228-59

Physico-Medical Systems Corp.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Physico-Medical Systems Corp.", increasing its capital from $40,000 to $250,000 by the creation of 1,200 common shares of the par value of $10 each and 19,800 preferred shares of the par value of $10 each.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630-o 2915-68

Place Victoria - St. Jacques Co. Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Place Victoria – St. Jacques Co. Inc.", increasing its capital from $5,000,000 to $15,000,000, by the creation of 10,000,000 preferred shares of the par value of $1 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630-o 14832-60

Productions Roger Pilon inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of December, 1970 have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Productions Roger Pilon inc.", extending its powers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630-o 2962-67

Product-O-Metal Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, the Lieutenant-Governor of the Province granted supplementary letters patent dated March 31, 1969, to "Product-O-Metal Inc.", increasing its capital from

« Product-O-Metal Inc. », augmentant son capital de $20,000 à $200,000, par la création de 1,800 actions ordinaires de $100 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5655-63

Real Estate Consultants of Canada Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour de novembre 1970, à la compagnie « Reshaban Land Inc. », constituée par lettres patentes en date du 9e jour d'avril 1959, changeant son nom en celui de « Real Estate Consultants of Canada Ltd. ».

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

38630 12203-59

Rentals Building Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de décembre 1970, à la compagnie « Rentals Building Corporation », diminuant son capital de $21,000 à $18,234 par l'annulation de 290 actions émises sans valeur nominale ou au pair et 2,476 actions sans valeur nominale ou au pair.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 327-29

Roymor Ltd.
Roymor ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 9e jour d'octobre 1970, à la compagnie « Roymor Ltd.— Roymor ltée », 1° convertissant 100,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune en 100,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune devant être émises en séries; 2° convertissant et subdivisant 1,530,000 actions catégorie « A » non-émises d'une valeur au pair de $10 chacune en 15,300,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune devant être émises en séries; 3° augmentant son capital par la création de 600,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune devant être émises en séries.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

38630 3675-68

$20,000 to $200,000, by the creation of 1,800 common shares of $100 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 5655-63

Real Estate Consultants of Canada Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of November 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Reshaban Land Inc. », incorporated by letters patent dated 9th day of April 1959, changing its name to that of "Real Estate Consultants of Canada Ltd.".

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630-o 12203-59

Rentals Building Corporation

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of December 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Rentals Building Corporation », reducing its capital from $21,000 to $18,234 by the cancellation of 290 issued shares without nominal or par value and 2,476 shares without nominal or par value.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatiées.

38630-o 327-29

Roymor Ltd.
Roymor ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of October 1970, have been issued by the Minister ot Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Roymor Ltd.— Roymor ltée », 1. converting 100,000 preferred shares of the par value of $1 each into 100,000 preferred shares of the par value of $1 each to be issued in series; 2. converting and subdividing 1,530,000 unissued class "A" shares of the par value of $10 each into 15,300,000 preferred shares of the par value of $1 each to be issued in series; 3. increasing its capital by the creation of 600,000 preferred shares of the par value of $1 each to be issued in series.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630-o 3675-68

Salaisons Fleur de Lys ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour de novembre 1970, à la compagnie « Salaisons Fleur de Lys ltée », augmentant son capital de $40,000 à $320,000 par la création de 3,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 25,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

38630 4388-65

Salaisons Fleur de Lys ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of November 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Salaisons Fleur de Lys ltée", increasing its capital from $40,000 to $320,000 by the creation of 3,000 common shares of the par value of $10 each and 25,000 preferred shares of the par value of $10 each.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630-o 4388-65

Sogexport inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15e jour de décembre 1970, à la compagnie « Sogexport inc. », augmentant son capital de $40,000 à $200,000 par la création de 16,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630-o 5258-66

Sogexport inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Sogexport inc.", increasing its capital from $40,000 to $200,000 by the creation of 16,000 preferred shares of $10 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630 5258-66

Treitel Enterprises Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 16e jour de décembre 1970, à la compagnie « Treitel Enterprises Ltd. », diminuant son capital de $1,500,000 à $1,201,700 par l'annulation de 2,983 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 14733-62

Treitel Enterprises Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of December 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Treitel Enterprises Ltd.", reducing its capital from $1,500,000 to $1,201,700 by the cancellation of 2,983 class "A" preferred shares of the par value of $100 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630-o 14733-62

Unitex Watch Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 19e jour de novembre 1970, à la compagnie « Unitex Watch Ltd. » 1° redésignant ses actions ordinaires en actions catégorie « A »; 2° augmentant son capital de $40,000 à $80,000 par la création de 4,000 actions catégorie « B » d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 1786-63

Unitex Watch Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of November 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Unitex Watch Ltd."; 1. redesignating its common shares as class "A" shares; 2. increasing its capital from $40,000 to $80,000 by the creation of 4,000 class "B" shares of the par value of $10 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630-o 1786-63

Vente pour taxes

Municipalité du comté de Lac Saint-Jean-Est

Avis public est par les présentes donné, que conformément aux dispositions du Code municipal de la province de Québec, et au règlement numéro soixante de ce Conseil de Comté, adopté le 10 septembre 1947, et approuvé par l'honorable ministre des Affaires municipales, les propriétés ci-dessous décrites, seront vendues pour taxes, à l'Hôtel de Ville d'Alma, (Salle du Conseil) MERCREDI, le VINGT-HUITIÈME jour d'AVRIL 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Cette vente comprendra les bâtiments érigés sur les terrains mis en vente, s'il en existe alors et sauf aussi à distraire les servitudes concédées.

Sale for Taxes

Municipality of the County of Lake St. John-East

Public notice is hereby given that in conformity with the provisions of the Municipal Code of the Province of Québec, and with by-law number sixty of this County Council, adopted on September 10, 1947, and approved by the Honourable Minister of Municipal Affairs, the properties hereunder described will be sold for taxes, at the Alma Town Hall, (Council Hall), on WEDNESDAY, the TWENTY-EIGHTH day of APRIL, 1971, at TEN o'clock in the forenoon.

This sale shall include all the buildings erected on the lands to be sold, if any exist and also save to withdraw the granted servitudes.

L'Ascension

Vendu contre Sold against	Lot	Rang Range	Canton cadastre Township cadastre	Taxes mun. Mun. taxes	Aqued.	Taxes scol. School taxes	Autres et frais Others and costs
Roland Tremblay (1)	P. 24	7	Delisle	$ 7.00		$ 16.13	$ 10.75

(1) Partie du lot 24, Rang 7, canton de Delisle, mesurant cinquante pieds de largeur dans le sens est-ouest, sur cent pieds de profondeur dans le sens nord-sud, borné au nord aux vendeurs, à l'est au terrain du vendeur, à l'ouest au terrain appartenant déjà à l'acheteur et au sud au chemin de front des rangs six et sept, avec les servitudes actives et passives.

(1) Part of lot 24, Range 7, township of Delisle, measuring fifty feet in width in the eastwest direction by one hundred feet in depth in the northsouth direction, bounded on the north by the vendors, on the east by the land of the vendor, on the west by the land belonging to the purchaser and on the south by the road in front of ranges six and seven, with servitudes, active and passive.

Saint-Gédéon

Robert Audet (2)	P. 7C	10	Signaï	$107.00		$ 21.00	$ 8.00

(2) Propriété située sur partie du lot 7C, Rang X, canton de Signaï, en la municipalité de St-Gédéon, comté du Lac St-Jean.

(2) Property situated on part of lot 7C, Range X, township of Signaï, in the municipality of St-Gédéon, county of Lake St. John.

Rémi Thériault (3)	P. 13A	10	Signaï	35.50		25.92	8.00

(3) Propriété située sur partie du lot 13A, Rang X, canton de Signaï, en la municipalité de St-Gédéon, comté du Lac St-Jean.

(3) Property situated on part of lot 13A, Range X, township of Signaï, in the municipality of St-Gédéon, county of Lake St. John.

Lucien Lavoie (5)	Pts 37a-37-b	10	Signaï	92.25		189.24	8.00

(5) Propriété située sur partie des lots 37A et 37B, Rang X, canton de Signaï, en la municipalité de St-Gédéon, comté du Lac St-Jean.

(5) Property situated on part of lots 37A and 37B, Range X, township of Signaï, in the municipality of St-Gédéon, county of Lake St. John.

Aurélien Tremblay (6)	P. 10T18	10	Signaï	68.75		54.34	8.00

(6) Propriété située sur partie du lot 18, Rang X, canton de Signaï, en la municipalité de St-Gédéon, comté du Lac St-Jean.

(6) Property situated on Part of lot 18, Range X, township of Signaï, in the municipality of St-Gédéon, county of Lake St. John.

Paul Béliveau (7)	P. 14-b-1-7	10	Signaï			80.98	8.00

(7) Propriété située sur partie du lot 14-b-1-7, Rang X, canton de Signaï, en la municipalité de St-Gédéon, comté du Lac St-Jean.

(7) Property situated on part of lot 14-b-1-7, Range X, township of Signaï, in the municipality of St-Gédéon, county of Lake St. John.

Jean-Paul Tremblay et-and ou-or Bernard Daragon (8).	P. 19	10	Signaï			78.39	8.00

(8) Propriété située sur partie du lot 19, Rang X, canton de Signaï, en la municipalité de St-Gédéon, comté du Lac St-Jean.

(8) Property situated on part of lot 19, Range X, township of Signaï, in the municipality of St-Gédéon, county of Lake St. John.

Hébertville

Vendu contre Sold against	Lot	Rang Range	Canton cadastre Township cadastre	Taxes mun. Mun. taxes	Aqued.	Taxes scol. School taxes	Autres et frais Others and costs
Adrien Rousseau (9)	P. 20b-20a-20c. 21a 22c	I C D	Signaï Signaï Signaï.	$192.49	$120.95	$422.21	$ 8.00

(9) 1° Les lots de terre connus et désignés sous les numéros vingt-A et vingt-C (Nos 20A et 20-C) du cadastre officiel pour le Premier Rang du canton de Signaï, dans le comté du Lac St-Jean;

2° Le lot numéro vingt-deux-C (No 22-C) du cadastre officiel pour le Rang lettre « D » dudit canton de Signaï;

3° La partie sud-est du lot numéro vingt et un A (P. S.E., 21-A) du cadastre officiel pour le Rang lettre « C » du canton de Signaï, laquelle partie se trouve au bord de la Belle Rivière et mesure environ une acre en superficie;

4° Un certain lopin de terre faisant partie du lot numéro seize (P. 16) du cadastre du Deuxième Rang du canton de Signaï, de vingt-cinq acres en superficie, plus ou moins, borné au nord à la ligne du chemin de fer de Québec et Lac St-Jean, au sud à la ligne séparant le rang un du Deuxième Rang dudit canton de Signaï, et à l'ouest à Cléophe Simard ou représentants.

Le tout avec toutes les bâtisses érigées sur les susdits immeubles appartenances et dépendances.

5° Le lot de terre connu et désigné sous le numéro vingt-B (No 20-B) du Premier Rang du canton de Signaï, au cadastre de ce canton, avec bâtisses circonstances et dépendances.

6° Le lot de terre connu et désigné sous le numéro vingt et un-A (No 21-A) du cadastre officiel pour le Rang lettre « C » du canton de Signaï, de la contenance de quatre vingt-trois acres en superficie, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sauf à en distraire la pointe de terre appartenant à Arthur Lemay ou représentants, et l'emplacement de la Corporation scolaire d'Hébertville. Sauf à distraire les servitudes concédées.

(9) 1. Lots of land known and designated under numbers twenty-A and twenty-C (Nos. 20A and 20C) on the official cadastre for the First Range of the township of Signaï, in the county of Lake St. John;

2. Lot number twenty-two-C (No. 22-C) of the official cadastre for Range letter "D" of the said township of Signaï;

3. The southeast part of lot number twenty-one-A (P. S.E., 21-A) on the official cadastre for Range letter "C" of the township of Signaï; the said part on the edge of Belle River and measuring about one acre in area;

4. A certain strip of land forming part of lot number sixteen (P. 16) on the cadastre of the Second Range of the township of Signaï; twenty-five acres in area, more or less, bounded on the north by the Québec and Lake St. John railroad line, on the south by the line separating range one from the second range of the said township of Signaï, and on the west by Cléophe Simard or representatives.

The whole with all buildings erected on the aforesaid immovables, appurtenances and dependencies.

5. The lot of land known and designated under number twenty-B (No. 20-B) of the First Range of the township of Signaï in the cadastre of this township, with buildings, circumstances and dependencies.

6. The lot of land known and designated under number twenty-one-A (No. 21-A) of the official cadastre for Range letter "C" of the township of Signaï, containing eighty-three acres in area, with buildings constructed thereon, circumstances and dependencies, save to withdraw the piece of land belonging to Arthur Lemay or representatives, and the emplacement of the Hébertville School corporation. Save to withdraw the servitudes granted.

Lionel Fortin (10)	P. 2	4	Mésy	17.60		9.80	9.45

(10) Le tiers indivis du lot numéro deux (1/3, 2) du cadastre officiel pour le Quatrième Rang (4e) du canton de Mésy.

(10) The undivided third of lot number two (1/3, 2) of the official cadastre for the Fourth Range (4th) of the township of Mésy.

Succ.-est. Argémir Gagné (11)	P. 4	2, E.	Mésy	5.40		20.35	8.00

(11) Un certain terrain situé sur le bord du Lac Vert, et servant de résidence d'été, de forme irrégulière contenant une acre plus ou moins en superficie, faisant partie du lot de terre maintenant connu et désigné aux plans et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Mésy, sous le numéro quatre (P. 4) pour le Deuxième Rang Est dudit canton et est ainsi borné: au nord au chemin public, à l'ouest à la ligne de division des lots 3A et 4 ou Léopold Tremblay, au sud et à l'est au reste du lot 4 dont il fait partie et appartenant au vendeur ou encore à une coulée qui court en pointe.

(11) A certain piece of land situated on the edge of Vert Lake, and used for a summer residence, of an irregular form containing one acre more or less in area, forming part of the lot of land now known and designated on the plans and in the official book of reference of the cadastre of the township of Mésy, under number four (P. 4) for the Second East Range of the said township and is bounded as follows: on the north by the public road, on the west by the line of division of lots 3A and 4 or Léopold Tremblay, on the south and east by the remainder of lot 4 of which it forms a part and belonging to the vendor or still by a "coulée" running in a point.

Alphonse Lamontagne (12)	P. 41	A	Caron	88.56		87.14	12.67

(12) Une maison avec un petit garage, sise et située en la paroisse de Notre-Dame d'Hébertville, dans le comté du Lac St-Jean, mesurant trente pieds par vingt-huit pieds, à un étage et demi et située sur:

Un terrain mesurant trois cent trente-six pieds (336') à la route du Rang A, du canton de Caron, par trente-cinq pieds dans la ligne est, soixante-dix-huit pieds dans la ligne ouest, et cent soixante pieds pour partie et cent trois pieds pour l'autre partie dans la ligne nord, ledit terrain étant de figure irrégulière et faisant partie du lot numéro quarante et un (P. No 41) du cadastre pour le Rang A du canton de Caron, et compris dans les limites suivantes et bornes suivantes: au sud à la route du Rang A, à l'est et à l'ouest par le terrain de Jean-David Pelletier, et au nord en suivant la coulée qui

(12) A house with a small garage, situated and lying in the parish of Notre-Dame d'Hébertville, in the county of Lake St. John, measuring thirty feet by twenty-eight feet, one storey and one-half and situated on:

A piece of land measuring three hundred and thirty-six feet (336') on the route of Range A, of the township of Caron, by thirty-five feet on the east line, seventy-eight feet on the west line, and one hundred and sixty feet on one part and one hundred and three feet on the other part on the north line, the said land forming an irregular figure and forming part of lot number forty-one (P. No. 41) of the cadastre for Range A of the township of Caron, and included in the following limits and boundaries: on the south by the route of Range A, on the east and west by the land of Jean-David Pelletier, and on the north

Hébertville (*suite — continued*)

s'y trouve, sauf à distraire les servitudes concédées.

following the "coulée" which exists there, save to withdraw the servitudes granted.

Vendu contre Sold against	Lot	Rang Range	Canton cadastre Township cadastre	Taxes mun. Mun. taxes	Aqued.	Taxes scol. School taxes	Autres et frais Others and costs
Léonce Emond (13)	P. 20-21-22-23-24.	R. E...	Labarre	$245.51		$977.33	$19.66

(13) *a*) Toute cette partie est du lot numéro vingt-deux (P. E., lot No 22), du cadastre officiel pour le rang est du chemin Kénogami, canton de Labarre, mesurant un arpent et trois quart de largeur sur la profondeur dudit lot à partir du lac Kénogamichiche à aller à la partie nord dudit lot appartenant à Almas Hudon ou représentants Martial Hudon, fils, laquelle partie dudit lot vingt-deux appartenant à Ephrem Guay, est bornée comme suit: au nord, à la terre d'Almas Hudon; au sud, au Lac Kénogamichiche, à l'est, à la ligne de division des lots vingt-deux et vingt-trois, ce dernier appartenant à Richard Paradis ou représentants, à l'ouest, au terrain de Charles Tremblay ou représentants, c'est-à-dire à trois cent trente-six pieds de largeur de la ligne de division des lots vingt-deux et vingt-trois dudit rang est, canton de Labarre; avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

b) Une terre sise et située dans la paroisse de Notre-Dame d'Hébertville, dans le comté du Lac St-Jean, mesurant environ quatre arpents de largeur sur environ trente arpents de profondeur, plus ou moins, formant partie des lots de terre connus et désignés sous les numéros vingt et vingt et un (Pts lots 20 et 21), du cadastre officiel pour le rang est du chemin Kénogami, dans le canton de Labarre, cette terre dans sa totalité est bornée comme suit: au sud, au Lac Kénogamichiche; au nord, à la partie nord des mêmes lots appartenant à Martial Hudon, fils, la ligne de séparation devant être au premier cran qui se rencontre en partant du Lac Kénogamichiche en suivant la ligne de division entre le terrain de Joseph Paradis et en suivant la coupe traversant les susdits lots de l'est à l'ouest, à l'est, au reste du lot vingt et un appartenant à Philippe Hudon; et à l'ouest, à la demi-sud du lot numéro dix-neuf appartenant à Pierre Imbeault, avec ensemble toutes les bâtisses dessus construites, sur les susdits immeubles, appartenances et dépendances.

c) Le lot de terre connu et désigné au cadastre officiel du canton de Labarre, sous le numéro vingt et un (lot 21) du rang Est du chemin Kénogami, canton de Labarre, avec appartenances et dépendances, sauf à distraire dudit lot numéro vingt et un toute cette partie de terrain vendue à Irenée Vermette par Auguste Hudon suivant acte enregistré sous le numéro 25284, ainsi que la partie nord du même lot vendu par le shérif du district de Roberval à Almas Hudon, suivant acte enregistré sous le numéro 32762; laquelle partie dudit lot vingt et un annoncée en vente et saisie est ainsi bornée: au nord, au terrain d'Almas Hudon ou représentants Martial Hudon; au sud, au Lac Kénogamichiche; à l'est, à la ligne ou partie du lot vingt-deux appartenant à Philippe Hudon ou représentants; et à l'ouest, à la partie du lot vingt et un appartenant à Irenée Vermette;

d) Toute cette partie ouest du lot numéro vingt-deux (P. O., lot No 22), du cadastre officiel pour le rang est du chemin Kénogami, au cadastre officiel du canton de Labarre, mesurant un arpent et quart de largeur, plus ou moins, soit deux cent quarante et un pieds et cinq dixièmes de largeur plus ou moins, sur la profondeur qu'il y a à partir du Lac Kénogamichiche à aller à la terre d'Almas Hudon, laquelle partie appartenant à Charles Tremblay ou Théophile Paradis, est bornée comme suit: au nord, à la partie nord dudit lot appartenant à Almas Hudon; au sud, au Lac Kénogamichiche; à l'est, à la partie est du lot numéro vingt-deux appartenant à Éphrem Guay; et à l'ouest, au lot vingt et un du cadastre du rang est du chemin Kénogami, canton de Labarre.

(13) (*a*) The entire east part of lot number twenty-two (E.P. lot No. 22), on the official cadastre for the east Range of Kénogami Road, township of Labarre, measuring one arpent and three-fourths of an arpent in width by the depth of the said lot from Kénogamichiche Lake to the north part of the said lot belonging to Almas Hudon or representatives of Martial Hudon, Jr., the said part of said lot twenty-two belonging to Ephrem Guay, is bounded as follows: on the north, by the land of Almas Hudon; on the south by Kénogamichiche Lake, on the east by the line of division of lots twenty-two and twenty-three, the latter belonging to Richard Paradis or representatives, on the west by the land of Charles Tremblay or representatives, that is to say three hundred and thirty-six feet in width from the division line of lots twenty-two and twenty-three of the said east range, township of Labarre, with buildings constructed thereon, circumstances and dependencies.

(*b*) A piece of land situated and lying in the parish of Notre-Dame d'Hébertville, in the county of Lake St. John, measuring about four arpents in width by about thirty arpents in depth, more or less, forming part of the lots of land known and designated under numbers twenty and twenty-one (P. lots 20 and 21), of the official cadastre for the east range of Kénogami Road, in the township of Labarre, this land in its entirely is bounded as follows: on the south by Kénogamichiche Lake; on the north by the north part of the same lots belonging to Martial Hudon, Jr., the line of separation found on the first notch which meets as it leaves from Kénogamichiche Lake following the line of division between the land of Joseph Paradis and following the woodlot crossing the aforesaid lots east to west, on the east by the remainder of lot twenty-one belonging to Philippe Hudon; and on the west, by the south-half of lot number nineteen belonging to Pierre Imbeault, together with all the buildings built thereon, on the said immovables, appurtenances and dependencies.

(*c*) The lot of land known and designated on the official cadastre of the township of Labarre, under number twenty-one (lot 21) of the east range of Kénogami Road, township of Labarre, with appurtenances and dependencies, save to withdraw from said lot number twenty-one the entire part of the land sold to Irenée Vermette by Auguste Hudon according to a deed registered under number 25284, as well as the north part of the same lot sold by the sheriff of the district of Roberval to Almas Hudon, according to a deed registered under number 32762; the said part of the said lot twenty-one proclaimed for sale and seized is thus bounded: on the north by the land of Almas Hudon or representatives of Martial Hudon; on the south by Kénogamichiche Lake, on the east by the line or part of lot twenty-two belonging to Philippe Hudon or representatives; and on the west by part of lot twenty-one belonging to Irenée Vermette;

(*d*) This entire west part of lot number twenty-two (W.P., lot No. 22), on the official cadastre for the east range of Kénogami Road, on the official cadastre of the township of Labarre, measuring one arpent and one-fourth in width, more or less, two hundred and forty-one feet and five-tenths of a foot in width, more or less, by the depth existing from Kénogamichiche Lake to the land of Almas Hudon, the said part belonging to Charles Tremblay or Théophile Paradis, is bounded as follows: on the north, by the north part of the said lot belonging to Almas Hudon; on the south by Kénogamichiche Lake; on the east, by the east part of lot number twenty-two belonging to Ephrem Guay; and on the west by lot twenty-one of the cadastre of the east range of Kénogami Road, township of Labarre.

Hébertville (*suite — continued*)

Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

e) Une ferme située à Notre-Dame d'Hébertville, étant et comprenant:

1° Le lot de terre connu et désigné au cadastre officiel du canton de Labarre, sous le numéro vingt-trois (lot 23), du rang est, chemin Kénogami, contenant en superficie cent deux acres et borné: au nord, à la ligne de division entre le rang est du chemin Kénogami et le Premier Rang est dudit canton; vers l'est, par le lot numéro vingt-quatre desdits rang et canton; vers le sud, par le Lac Kénogamichiche; et vers l'ouest, par le lot numéro vingt-deux desdits rang et canton.

2° Le lot de terre connu et désigné sous le numéro vingt-quatre (lot 24), du rang est chemin Kénogami, au cadastre officiel du canton de Labarre, contenant en superficie cent une acres et borné: au nord, par la ligne de division entre le rang est du chemin et le Premier Rang est; vers l'est par le lot numéro vingt-cinq desdits rang et canton; vers le sud, par le Lac Kénogamichiche; et vers l'ouest, par le lot numéro vingt-trois desdits rang et canton.

Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Lesdits lots vingt-trois et vingt-quatre, rang est chemin Kénogami, canton de Labarre, étant sujet à une servitude consentie par Richard Paradis, en faveur de la Compagnie Électrique du Saguenay, par acte reçu devant D. Langlois, notaire, le 13 juin 1946, enregistré à Hébertville, sous le numéro 43481, le 8 août 1946.

Donné à Saint-Jérôme, ce 29e jour de janvier 1971.

Le secrétaire-trésorier,
LAURENT PLOURDE.

38587-6-2-o

The whole with buildings constructed thereon, circumstances and dependencies.

(*e*) A farm situated at Notre-Dame d'Hébertville, forming and including:

1. The lot of land known and designated on the official cadastre of the township of Labarre, under number twenty-three (lot 23), of the east range, Kénogami Road, containing in area one hundred and two acres, and bounded: on the north by the line of division between the east range of Kénogami Road and the first east range of the said township; on the east by lot number twenty-four of the said range and township, on the south by Kénogamichiche Lake; and on the west by lot number twenty-two of the said range and township.

2. The lot of land known and designated under number twenty-four (lot 24), on the east range of Kénogami Road on the official cadastre of the township of Labarre, containing in area one hundred and one acres and bounded: on the north by the line of division between the east range of the road and the first east range; on the east by lot number twenty-five of the said range and township; on the south by Kénogamichiche Lake; and on the west by lot number twenty-three of the said range and township.

The whole with buildings constructed thereon, circumstances and dependencies.

The said lots twenty-three and twenty-four, east range of Kénogami Road, township of Labarre, are subject to a servitude granted by Richard Paradis, in favor of "Compagnie Électrique du Saguenay", by a deed received before D. Langlois, notary, on June 13, 1946, registered at Hébertville, under number 43481, on August 8, 1946.

Given at Saint-Jérôme, this 29th day of January, 1971.

LAURENT PLOURDE,
Secretary-Treasurer.

38587-6-2

Divers
Compagnies

Afgor inc.

La compagnie « Afgor inc. », donne avis qu'elle a changé le nom ce ses administrateurs de 3 à 9.

Le secrétaire,
GASTON DUVAL.

38643-o 6130-69

L'Association des Embouteilleurs d'Eaux Gazeuses du Québec
The Québec Soft Drink Bottlers Association

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 4, de « L'Association des Embouteilleurs d'Eaux Gazeuses du Québec — The Québec Bottlers of Carbonated Berevages Association », constituée par lettres patentes en date du 15e jour d'octobre 1970, changeant son nom en celui de « L'Association des Embouteilleurs d'Eaux Gazeuses du Québec — The Québec Soft Drink Bottlers Association ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38644-o 4511-70

Miscellaneous
Companies

Afgor inc.

Notice is given that "Afgor inc.", has changed the number of its directors from 3 to 9.

GASTON DUVAL,
Secretary.

38643-o 6130-69

L'Association des Embouteilleurs d'Eaux Gazeuses du Québec
The Québec Soft Drink Bottlers Association

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 4, of "L'Association des Embouteilleurs d'Eaux Gazeuses du Québec — The Québec Bottlers of Carbonated Beverages Association", incorporated by letters patent dated the 15th day of October 1970, changing its name into that of "L'Association des Embouteilleurs d'Eaux Gazeuses du Québec — The Québec Soft Drink Bottlers Association".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38644-o 4511-70

L'Association des Embouteilleurs d'Eaux Gazeuses du Québec
The Québec Bottlers of Carbonated Beverages Association

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 22 janvier 1971, il a approuvé les règlements généraux de « L'Association des Embouteilleurs d'Eaux Gazeuses du Québec — The Québec Bottlers of Carbonated Beverages Association », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38645-o 4511-70

L'Association des Embouteilleurs d'Eaux Gazeuzes du Québec
The Québec Bottlers of Carbonated Beverages Association

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on January 22, 1971, he approved the general by-laws of "L'Association des Embouteilleurs d'Eaux Gazeuses du Québec — The Québec Bottlers of Carbonated Beverages Association", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38645 4511-70

Conseil Régional de Développement Lanaudière

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 2, de la corporation « Conseil Économique Régional Lanaudière », constituée par lettres patentes en date du 2e jour de février 1966, changeant son nom en celui de « Conseil Régional de Développement Lanaudière ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38646-o 5564-65

Conseil Régional de Développement Lanaudière

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 2, of the corporation "Conseil Économique Régional Lanaudière", incorporated by letters patent dated the 2nd day of February 1966, changing its name into that of "Conseil Régional de Développement Lanaudière".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38646-o 5564-65

Crémerie St-Eustache ltée

La compagnie « Crémerie St-Eustache ltée », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire,
ROGER COMTOIS.

38647-o 10539-57

Crémerie St-Eustache ltée

The company "Crémerie St-Eustache ltée", gives notice that it changed the number of its directors from 4 to 3.

ROGER COMTOIS,
Secretary.

38647 10539-57

Dames Auxiliaires de l'Hôpital Marie-Enfant

La corporation « Dames Auxiliaires de l'Hôpital Marie-Enfant » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 16 à 22.

La secrétaire,
BERTHE L. FORTIN.

38648-o 11521-62

Dames Auxiliaires de l'Hôpital Marie-Enfant

Notice is given that "Dames Auxiliaires de l'Hôpital Marie-Enfant" has changed the number of its directors from 16 to 22.

BERTHE L. FORTIN,
Secretary.

38648-o 11521-62

Slender Magic Health Studio Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 14, de la compagnie « Venus Health Spa Inc.— Studio de Santé Vénus inc. », constituée par lettres patentes en date du 19e jour de mai 1970, changeant son nom en celui de « Slender Magic Health Studio Inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38650-o 2166-70

Slender Magic Health Studio Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 14, of the company "Venus Health Spa Inc.— Studio de Santé Vénus inc.", incorporated by letters patent dated the 19th day of May 1970, changing its name into that of "Slender Magic Health Studio Inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38650-o 2166-70

Les Établissements du Gentilhomme inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 18 janvier 1971, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Les Établissement du Gentilhomme inc. », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

38649-o 1875-69

Horn Investments Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro spécial « A », de la compagnie « Paul Horn Investments Inc. », constituée par lettres patentes en date du 23e jour d'octobre 1969, changeant son nom en celui de « Horn Investments Inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38651-o 5140-69

La Maison des Enseignants de l'Outaouais inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 22 janvier 1971, il a approuvé le règlement numéro 1 de la corporation « La Maison des Enseignants de l'Outaouais inc. », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38690-o 6010-69

United Continental Engines Ltd.

La compagnie « United Continental Engines Ltd. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 4.

Le secrétaire,
JEAN-PAUL ZIGBY.

38660-o 2199-46

Clinique Financière et Administrative (Montréal) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 3, de la compagnie « Placements Soulanges Investments Inc. », constituée par lettres patentes en date du 14e jour de janvier 1959, changeant son nom en celui de « Clinique Financière et Administrative (Montréal) inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38673-o 10172-59

Caprice Hosiery Sales Ltd.

La compagnie « Caprice Hosiery Sales Ltd. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 5.

Le secrétaire,
JACK KEIL.

38689 12516-58

Les Établissements du Gentilhomme inc.

Notice is hereby given by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives that on January 18, 1971 he approved the general by-laws of the corporation "Les Établissements du Gentilhomme inc.", and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

38649 1875-69

Horn Investments Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the number special by-law "A", of the company "Paul Horn Investments Inc.", incorporated by letters patent dated the 23rd day of October 1969, changing its name into that of "Horn Investments Inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38651-o 5140-69

La Maison des Enseignants de l'Outaouais inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on January 22, 1971, approved by-law number 1 of " La Maison des Enseignants de l'Outaouais inc.", and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38690 6010-69

United Continental Engines Ltd.

"United Continental Engines Ltd.", gives notice that it changed the number of its directors from 5 to 4.

JEAN-PAUL ZIGBY,
Secretary.

38660 2199-46

Clinique Financière et Administrative (Montréal) inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 3, of the company "Placements Soulanges Investments Inc.", incorporated by letters patent dated the 14th day of January 1959, changing its name into that of "Clinique Financière et Administrative (Montréal) inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38673-o 10172-59

Caprice Hosiery Sales Ltd.

Notice is given that "Caprice Hosiery Sales Ltd." has changed the number of its directors from 4 to 5.

JACK KEIL,
Secretary.

38689-o 12516-58

Service des Loisirs St-Simon-et-St-Jude de Charlemagne

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 13 janvier 1971, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Service des Loisirs St-Simon-et-St-Jude de Charlemagne », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

38691-o 13002-61

Service des Loisirs St-Simon-et-St-Jude de Charlemagne

Notice is hereby given by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives that on January 13, 1971 he approved the general by-laws of the corporation « Service des Loisirs St-Simon-et-St-Jude de Charlemagne", and such, in accordance with section 226 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

38691 13002-61

Sièges sociaux

Commodities & Metals Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Commodities & Metals Ltd. », a transféré son siège social de Montréal au 6, Ronald Drive, Montréal-Ouest.

Le secrétaire,
S. PHILLIPS.

38653 10077-55

Les Éditions Solidarité Inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Éditions Solidarité Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 16 novembre 1970 et ayant son siège social à Québec, a établi son bureau au 2030, boulevard Père Lelièvre, Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Québec, ce 28e jour de décembre 1970.

Le secrétaire,
JEAN-PAUL LÉGARÉ.

38654-o 5217-70

Les Entreprises Brissette & Roy inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Entreprises Brissette & Roy inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 30 septembre 1970, et ayant son siège social dans la ville de Montréal, a établi son bureau au numéro 2465 est, Bélanger.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 7 janvier 1971.

Le président,
HECTOR HENRI ROY.

38655-o 3985-70

United Continental Engines Ltd.

La compagnie « United Continental Engines Ltd. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 100, Port-Royal est, Montréal au numéro 8300, avenue de l'Industrie, Anjou.

Le secrétaire,
JEAN-PAUL ZIGBY.

38652-o 2199-46

Head Offices

Commodities & Metals Ltd.

Notice is given that "Commodities & Metals Ltd.", has transferred its head office from Montreal to 6 Ronald Drive, Montreal West.

S. PHILLIPS,
Secretary.

38653-o 10077-55

Les Éditions Solidarité Inc.

Notice is given that "Les Éditions Solidarité Inc.", incorporated by letters patent on November 16, 1970, and having its head office in Québec, has established its office at 2030 Père Lelièvre Boulevard, Québec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Québec, this 28th day of December, 1970.

JEAN-PAUL LÉGARÉ,
Secretary.

38654-o 5217-70

Les Entreprises Brissette & Roy inc.

Notice is given that "Les Entreprises Brissette & Roy inc.", incorporated by letters patent dated September 30, 1970, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 2465 Bélanger east.

From and after the date of the present notice the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, January 7, 1971.

HECTOR HENRI ROY,
President.

38655-o 3985-70

United Continental Engines Ltd.

"United Continental Engines Ltd." gives notice that it changed its head office from 100 Port-Royal East, Montreal to 8300 Industrie Avenue, Anjou.

JEAN-PAUL ZIGBY,
Secretary.

38652 2199-46

Grand Prix Distributor Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Grand Prix Distributor Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 21 décembre 1970, et ayant son siège social dans la ville de Farnham, a établi son bureau au numéro 628, rue Principale.

À compter du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 8e jour de janvier 1971.

Le président,
DENIS BARBER.

38656-o 5621-70

Grand Prix Distributor Ltd.

Notice is given that "Grand Prix Distributor Ltd.", incorporated by letters patent dated December 21, 1970, and having its head office in the town of Farnham, established its office at 628 Main Street.

From and after this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 8th day of January, 1971.

DENIS BARBER,
President.

38656 5621-70

Librairie du vieux Montréal inc.

Avis est donné que la compagnie « Librairie du vieux Montréal inc. » constituée en corporation par lettres patentes en date du 17e jour de décembre 1970, et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau au numéro 451, rue St-Sulpice.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, le 30 décembre 1970.

La présidente,
GENEVIÈVE BATTEUX.

38657-o 4817-70

Librairie du vieux Montréal inc.

Notice is given that "Librairie du vieux Montréal inc." incorporated by letters patent dated December 17, 1970, and having its head office at Montreal, established its office at 451 St-Sulpice Street.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, December 30, 1970.

GENEVIÈVE BATTEUX,
President.

38657 4817-70

Silcan Mines Ltd. (No Personal Liability)

Avis est donné que la compagnie « Silcan Mines Ltd. » (No personal liability), constituée en corporation par lettres patentes en date du 25 septembre 1970, et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau à 1414, rue Crescent, Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré comme le siège social de la compagnie.

Signé à Montréal, ce 20e jour de janvier 1971.

Le secrétaire,
MICHAEL J. RIDDELL.

38658-o 3659-70

Silcan Mines Ltd. (No Personal Liability)

Notice is given that the company "Silcan Mines Ltd." (No personal liability), constituted in corporation by letters patent dated September 25th, 1970, and having its head office in Montreal, has established its office at 1414 Crescent Street, Montreal.

As and from this date, the said office will be considered as its main office.

Signed at Montreal, this 20th day of January, 1971.

MICHAEL J. RIDDELL,
Secretary.

38658-o 3659-70

Ucel Holdings Inc.

La compagnie « Ucel Holdings Inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 100 est, Port-Royal, Montréal au numéro 8300, avenue de l'Industrie, Anjou.

Le secrétaire,
JEAN-PAUL ZIGBY,

38659-o 15438-60

Ucel Holdings Inc.

"Ucel Holdings Inc." gives notice that it changed its head office from 100 Port-Royal East, Montreal to 8300 Industrie Avenue, Anjou.

JEAN-PAUL ZIGBY,
Secretary.

38659 15438-60

Jato Inc.

La compagnie « Jato Inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 15-19, rue Myrand Sud, Sainte-Foy, au numéro 214, avenue Saint-Sacrement, Québec.

Le président,
JEAN BOITEAU.

38693-o 10944-54

Jato Inc.

Notice is given that "Jato Inc." has changed its head office from number 15-19 Myrand Street South, Sainte-Foy to number 214 Saint-Sacrement Avenue, Québec.

JEAN BOITEAU,
President.

38693 10944-54

De Gaspé Avenue Investments Inc.

La compagnie « De Gaspé Avenue Investments Inc. » dûment constituée en corporation par lettres patentes datées du 28 mai 1957, et ayant son siège social à Montréal, où jusqu'à ce jour, son bureau était situé à 5420, avenue De Gaspé, donne avis qu'elle l'a transporté à 6155, rue Lafontaine, Montréal 427.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, province de Québec, ce 19e jour de janvier 1971.

La secrétaire,
MME ROSE SINGERMAN.

38674 11053-57

Steinberg Realty Limited
Les Immeubles Steinberg limitée

La compagnie « Steinberg Realty Limited — Les Immeubles Steinberg limitée » constituée en corporation en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, le 24e jour de novembre 1970, et ayant son siège social en la ville de Montréal, en ladite province, donne avis qu'elle a établi son bureau à 110 ouest, boulevard Crémazie.

À compter du 9e jour de décembre 1970, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant le siège social de la compagnie.

Daté en la ville de Montréal, ce 21e jour de janvier 1971.

Le secrétaire,
JAMES N. DOYLE.

38675 5193-70

François Bouvet ltée

Avis est donné que la compagnie « François Bouvet ltée », constituée en corporation par lettres patentes octroyées par le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives du Québec, le 1er décembre 1970, et ayant son siège social à Bécancour, (Secteur St-Grégoire), comté et district de Nicolet, province de Québec, a établi son bureau audit lieu de Bécancour, (Secteur St-Grégoire) comté et district de Nicolet, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Bécancour, comté de Nicolet, ce treizième jour du mois de janvier 1971.

(Sceau) *Le président de la compagnie,*
FRANÇOIS BOUVET.

38692-o 5283-70

De Gaspé Avenue Investments Inc.

Notice is hereby given that "De Gaspé Avenue Investments Inc." a company duly incorporated by letters patent dated May 28th, 1957, and having its head office in Montreal, where its office was situated up to to-day at 5420 De Gaspé Avenue, has moved it to 6155 Lafontaine Street, Montreal 427.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, Province of Québec, this 19th day of January, 1971.

MRS. ROSE SINGERMAN,
Secretary.

38674-o 11053-57

Steinberg Realty Limited
Les Immeubles Steinberg limitée

Notice is hereby given that "Steinberg Realty Limited — Les Immeubles Steinberg limitée" incorporated under the provisions of the Québec Companies Act on the 24th day of November, 1970, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at 110 Crémazie Boulevard West.

From and after the 9th day of December, 1970, the said office is considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the city of Montreal, this 21st day of January, 1971.

JAMES N. DOYLE,
Secretary.

38675-o 5193-70

François Bouvet ltée

Notice is given that "François Bouvet ltée", incorporated by letters patent granted by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of Québec on December 1, 1970 and having its head office in Bécancour (Secteur St-Grégoire), county and district of Nicolet, Province of Québec, established its office in the said place of Bécancour (Secteur St-Grégoire), county and district of Nicolet, Province of Québec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Bécancour, county of Nicolet, this thirteenth day of the month of January, 1971.

(Seal) FRANÇOIS BOUVET,
President of the company.

38692 5283-70

Compagnies étrangères
Permis

Copeland Process Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Copeland Process Limited » a été autorisée à faire affaires dans la province de Québec.

Extra-Provincial Companies
Licenses

Copeland Process Limited

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Copeland Process Limited" has been authorized to carry on business in the Province.

L'agent principal aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie est M. W. Keith Marshall, bureau 1440, Édifice de La Banque Royale, 1, Place Ville-Marie, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi au bureau 1440, Édifice de La Banque Royale, 1, Place Ville-Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 2-71

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. W. Keith Marshall, suite 1440, The Royal Bank Building, 1 Place Ville-Marie, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at suite 1440, The Royal Bank Building, 1 Place Ville-Marie, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD.
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630-o 2-71

Omega Investments Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Omega Investments Limited » a été autorisée à faire affaires dans la province de Québec.

L'agent principal aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie est M. Jean-Yves Gélinas, 555, O'Connell, Dorval.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi au 555, O'Connell, Dorval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38630 97-70

Omega Investments Limited

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Omega Investments Limited" has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Jean-Yves Gélinas, 555 O'Connell, Dorval.

The principal office of the company in the Province is at 555 O'Connell, Dorval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38630-o 97-70

Chartes — demandes d'abandon de

Bernier & Labrie inc.

Avis est donné que « Bernier & Labrie inc. » demandera au ministre des institutions financières compagnies et coopératives de la province, la permission d'abandonner sa charte.

Date à Québec, ce 1er février 1971.

Les procureurs de la requérante,
RIVARD, HICKSON, SIROIS & LEMIEUX.

38633-o

Burnbrooke Holding Corporation

La compagnie « Burnbrooke Holding Corporation » constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social et sa principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, donne avis qu'elle s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 25e jour de janvier 1971.

Les procureurs des requérants,
CHAIT, SALOMON, GELBER, CIACCIA, REIS & BRONSTEIN.

38634 Par E. DAWSON.

Charters — Applications for Surrender of

Bernier & Labrie inc.

Notice is hereby given that "Bernier & Labrie inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province, for leave to surrender its charter.

Dated at Québec, on February 1st, 1971.

RIVARD, HICKSON, SIROIS & LEMIEUX.
Attorneys for the Applicant

38633-o

Burnbrooke Holding Corporation

Notice is hereby given that "Burnbrooke Holding Corporation" a corporation constituted under the Companies Act and having its Head Office and principal place of business in the city and district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 25th day of January, 1971.

CHAIT, SALOMON, GELBER, CIACCIA, REIS & BRONSTEIN,
Attorneys for Applicants.

38634-o By E. DAWSON.

Citadel Saw Chain Products Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que « Citadel Saw Chain Products Ltd. », une compagnie dûment incorporée en vertu de la Loi des compagnies (Québec) et ayant son siège social à Québec, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte suivant les dispositions de ladite Loi.

Signé à Montréal, ce 3e jour de février 1971.

Les procureurs de la requérante,
DESJARDINS, DUCHARME, DESJARDINS
38635-o CORDEAU & TELLIER.

Collège Saint-Vallier

Avis est par les présentes donné que le « Collège Saint-Vallier », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la cité de Québec, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, aux fins d'obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Québec, ce 1er jour du mois de février 1971.

Le procureur de la compagnie,
38636-o MARC LANOUETTE, *notaire.*

École de puériculture Notre-Dame de Liesse

Avis est donné que « École de puériculture Notre-Dame de Liesse » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 1er février 1971.

Les procureurs de la requérante,
DÉCARY, GUY, VAILLANCOURT,
38637-o BERTRAND & BOURGEOIS.

Majo inc.

Avis est donné que « Majo inc. » demandera au ministre des institutions financières, compagnie et Coopératives de la Province, la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Québec, ce 1er février 1971.

Les procureurs de la requérante,
38638-o RIVARD, HICKSON, SIROIS & LEMIEUX.

Shanedling Company Ltd.

Avis est donné que "Shanedling Company Ltd. », corporation légalement constituée en vertu de la Loi des compagnies, ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, Québec, ce 3e jour de février, 1971.

Les procureurs de la compagnie,
LAING, WELDON, COURTOIS, CLARKSON,
38641-o PARSONS, GONTHIER & TÉTRAULT.

Citadel Saw Chain Products Ltd.

Notice is hereby given that "Citadel Saw Chain Products Ltd.", a company duly incorporated under the Companies Act (Québec) and having its head office in Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the said act.

Signed at Montreal, this 3rd day of February 1971.

DESJARDINS, DUCHARME, DESJARDINS,
CORDEAU & TELLIER,
38635-o *Attorneys for the Petitioner.*

Collège Saint-Vallier

Notice is hereby given that "Collège Saint-Vallier", incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Québec, this 1st day of the month of February, 1971.

MARC LANOUETTE, *Notary,*
38636-o *Attorney for the Petitioner.*

École de puériculture Notre-Dame de Liesse

Notice is given that "École de puériculture Notre-Dame de Liesse" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter.

Montreal, February 1st, 1971.

DÉCARY, GUY, VAILLANCOURT,
BERTRAND & BOURGEOIS,
38637-o *Attorneys for Petitioner.*

Majo inc.

Notice is hereby given that "Majo inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province, for leave to surrender its charter.

Dated at Québec, on February 1st, 1971.

RIVARD, HICKSON, SIROIS, LEMIEUX,
38638-o *Attorneys for the Applicant.*

Shanedling Company Ltd.

Notice is hereby given that "Shanedling Company Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 3rd day of February, 1971.

LAING, WELDON, COURTOIS, CLARKSON,
PARSONS, GONTHIER & TÉTRAULT,
38641-o *Attorneys for the Company.*

Millco Inc.

Avis est donné que la compagnie « Millco Inc. », compagnie incorporée sous la Loi des compagnies et ayant son principal lieu d'affaires dans la ville de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Datée à Montréal, ce 1er jour de février 1971.

Le secrétaire,

38639-o S. KENROSE CARTER.

Millco Inc.

Notice is hereby given that "Millco Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, this 1st day of February 1971.

S. KENROSE CARTER,

38639-o *Secretary.*

Restinter Inc.

Avis est donné que la compagnie « Restinter Inc. », incorporée en vertu de la Loi des compagnies et dont le siège social est dans la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, ce 5e jour de novembre 1970.

Le secrétaire,

38640-o NICOLE MARQUAT.

Restinter Inc.

Notice is hereby given that "Restinter Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, this 5th day of November 1970.

NICOLE MARQUAT,

38640-o *Secretary.*

Les Voltigeurs de Granby inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Voltigeurs de Granby inc. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte.

Granby, le 11 janvier 1971.

Le procureur de la compagnie,

38642-o ME JEAN ARÈS.

Les Voltigeurs de Granby inc.

Notice is given that "Les Voltigeurs de Granby inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter.

Granby, January 11, 1971.

ME JEAN ARÈS,

38642 *Attorney for the company.*

Les Autobus Blier Inc.

Avis est par les présentes donné que « Les Autobus Blier Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, ayant son siège social à Rivière-du-Loup, comté Kamouraska, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, le tout conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Québec, le 27 janvier 1971.

Les procureurs de la requérante,

38671-o GRAVEL & GERMAIN.

Les Autobus Blier Inc.

Notice is hereby given that "Les Autobus Blier Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act, having its head office at Rivière-du-Loup, county of Kamouraska, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for permission to surrender its charter, the whole in conformity with the provisions of the Companies Act.

Québec, January 27, 1971.

GRAVEL & GERMAIN,

38671 *Attorneys for the petitioner.*

Winrite Homes Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Winrite Homes Inc. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Boucherville, ce 22e jour de janvier 1971.

Les notaires,

38672-o DUHAMEL & PRUD'HOMME.

Winrite Homes Inc.

Notice is hereby given that the company "Winrite Homes Inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Boucherville, this 22nd day of January, 1971.

DUHAMEL & PRUD'HOMME,

38672-o *Notaries.*

Isolation B.V.B. ltée

Avis est donné que la compagnie « Isolation B.V.B. ltée » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

38686-o Par: MME CONSTANCE GOBEIL BOLDUC.

Isolation B.V.B. ltée

Notice is given that "Isolation B.V.B. ltée" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

38686-o Per: MRS. CONSTANCE GOBEIL BOLDUC.

Arsenault, Francoeur, Lapointe, Raymond Tremblay et Compagnie limitée

Avis est donné que la compagnie « Arsenault, Francoeur, Lapointe, Raymond, Tremblay et Compagnie limitée », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Saint-Jean, le 12 janvier 1971.

Le président,
38683-o RÉAL ARSENAULT.

Arsenault, Francoeur, Lapointe, Raymond, Tremblay et Compagnie limitée

Notice is given that "Arsenault, Francoeur, Lapointe, Raymond, Tremblay et Compagnie limitée", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Saint-Jean, January 12, 1971.

RÉAL ARSENAULT,
38683-o *President.*

Gulbro Investments Inc.

La compagnie « Gulbro Investments Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, ayant son siège social en la ville de Montréal, donne avis qu'elle s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 23e jour de décembre 1970.

Le secrétaire,
38684 JOSEPH AGULNIK.

Gulbro Investments Inc.

Notice is hereby given that "Gulbro Investments Inc. », a corporation incorporated under the Companies Act, having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 23rd day of December, 1970.

JOSEPH AGULNIK,
38684-o *Secretary.*

Hôtel, Motel La Caravelle inc.

Avis est donné que la compagnie « Hôtel, Motel La Caravelle inc. » de Rivière-du-Loup, P.Q., demande au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Rivière-du-Loup, 25 janvier 1971.

Le procureur de la compagnie,
38685-o ME GÉRALD LAFOREST.

Hôtel, Motel La Caravelle inc.

"Hôtel, Motel La Caravelle inc." of Rivière-du-Loup, hereby gives notice pursuant to the provisions of the Companies Act that it intends to make application to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender the charter of the said company.

Rivière-du-Loup, P.Q., January 25, 1971.

ME GÉRALD LAFOREST,
38685-o *Attorney of the company.*

Manoir Nominingue inc.

Avis est donné que la compagnie « Manoir Nominingue inc. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

38687-o MAURICE D. COUSINEAU, C.A.

Manoir Nominingue inc.

Notice is given that "Manoir Nominingue inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

38687 MAURICE D. COUSINEAU, C.A.

Propane Gas Utilities (1970) Limited

Avis est par les présentes donné que « Propane Gas Utilities (1970) Limited », une corporation organisée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Québec, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Québec, le 5e jour de février, 1971.

Les procureurs de la compagnie,
GAGNON, DE BILLY, CANTIN,
38688-o DIONNE & MARTIN.

Propane Gas Utilities (1970) Limited

Notice is hereby given that « Propane Gas Utilities (1970) Limited », a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Québec, this 5th day of February, 1971.

GAGNON, DE BILLY, CANTIN,
DIONNE & MARTIN,
38688-o *Attorneys for the Company.*

Alix Airborne Survey Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Alix Airborne Survey Ltd. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la compagnie,
38705-o PHILIPPE GERMAIN, *notaire.*

Northern Loan and Finance Corp.

Avis est par les présentes donné que « Northern Loan and Finance Corp. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social dans la cité de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte selon les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 4e jour de février, 1971.

Le secrétaire,
38706-o MANUEL SHACTER.

Princeville Transport Inc.

En vertu des dispositions de l'article 26 de la Loi des compagnies (Québec), « Princeville Transport Inc. » donne par les présentes avis qu'elle fera une demande au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives pour qu'il accepte l'abandon de sa charte et en ordonne l'annulation et fixe une date à compter de laquelle elle sera dissoute.

Donné à Montréal, le 4e jour de février 1971.

La secrétaire,
38707-o ANNETTE CARIGNAN.

Les Uniformes Québécois inc.

Avis est par les présentes donné que « Les Uniformes Québécois inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social dans la cité de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte selon les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 7e jour de janvier, 1971.

La secrétaire,
38708-o MARION STERN.

Alix Airborne Survey Ltd.

Notice is given that "Alix Airborne Survey Ltd." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the province of Québec for leave to surrender its charter.

PHILIPPE GERMAIN, *notary,*
38705 *Attorney for the company.*

Northern Loan and Finance Corp.

Notice is hereby given that "Northern Loan and Finance Corp.", a corporation incorporated under the Companies' Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 4th day of February, 1971.

MANUEL SHACTER,
38706-o *Secretary.*

Princeville Transport Inc.

Under the provisions of Article 26 of the Companies Act (Québec) "Princeville Transport Inc." hereby gives notice that it will make application to the Honourable the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter an to direct its cancellation and fix a date upon and from which it shall be dissolved.

Dated at Montreal, P.Q., this 4th day of February, 1971.

ANNETTE CARIGNAN,
38707-o *Secretary.*

Les Uniformes Québécois inc.

Notice is hereby given that "Les Uniformes Québécois inc.", a corporation incorporated under the Companies' Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies' Act.

Dated at Montreal, this 7th day of January, 1971.

MARION STERN,
38708-o *Secretary.*

Bills — Assemblée nationale

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés chez le secrétaire de la commission des bills privés avant le 2 février 1971 et présentés avant le 16 mars 1971, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 5 mars 1971 et reçues avant le 10 mars 1971, et les rapport de commissions élues chargées de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 30 mars 1971.

Québec, le 21 janvier 1971.

Le secrétaire,
38360-5-4-o RENÉ BLONDIN.

Bills — National Assembly

Concerning private bills to be introduced during the coming session.

In accordance with Standing Orders, private bills must be deposited with the Secretary of the Private Bills Committee before February 2, 1971, and introduced before March 16, 1971; petitions for private bills must be presented before March 5, 1971 and received before March 10, 1971, and reports from select committees entrusted with the examination of private bills must be received before March 30, 1971.

Québec, January 21, 1971.

RENÉ BLONDIN,
38360-5-4-o *Secretary.*

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 328

Québec, le 27 janvier 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'honorable Oswald Parent.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 7 de la Loi de l'exécutif Statuts refondus 1964, chapitre 9 et amendements, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, entre autres, définir les devoirs qui doivent être remplis par tout membre du Conseil Exécutif et modifier le nom sous lequel un membre du Conseil exécutif est désigné;

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du Premier ministre:

QUE l'honorable Oswald Parent, membre du Conseil exécutif, soit désigné comme ministre d'état auprès du ministère des Finances, et que lui soient confiées les responsabilités suivantes:

a) représenter le gouvernement au sein de la Commission Permanente des Engagements Financiers;

b) Surveiller l'application de la Loi de la Curatelle publique (S.R. 1964, chapitre 314 et amendements);

c) Surveiller l'application du Régime de retraite des Fonctionnaires (1964, S.R. chapitre 14 et amendements);

QUE monsieur Oswald Parent, ministre d'état auprès du ministère des Finances, soit autorisé à exercer les fonctions décrites ci-dessous, à l'égard des responsabilités mentionnées aux paragraphes *b* et *c*:

Signer les demandes au Conseil exécutif et au Conseil de la trésorerie relativement à l'administration de la Loi de la Curatelle publique et du Régime de retraite des fonctionnaires.

Approuver ou signer les demandes relatives à la nomination et à la gestion du personnel, ainsi que tout document ayant trait à l'administration de ces deux lois.

Approuver ou signer, relativement à ces deux lois, toute demande ou tout document se rapportant à un item pour lequel un crédit est prévu au budget des dépenses du ministère des Finances, à voter ou autorisé par statuts, conformément au cahier des « Crédits » pour l'année financière se terminant le 31 mars 1971.

Le greffier du Conseil exécutif,

38677-o JULIEN CHOUINARD.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 427

Québec, le 27 janvier 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les règlements du comité consultatif en vertu de la Loi de la Bibliothèque nationale du Québec.

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 328

Québec, January 27, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING The Honourable Oswald Parent.

Whereas pursuant to Section 7 of the Executive Power Act, Revised Statutes, 1964, Chapter 9 and amendments, the Lieutenant-Governor in Council may, among other things, define the duties to be exercised by any member of the Executive Council and alter the name under which any member of the Executive Council is designated;

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Premier:

THAT the Honourable Oswald Parent, member of the Executive Council, be designated Minister of State with the Department of Finance, and that the following responsibilities be conferred him:

a) represent the Government within the Permanent Financial Commitments Commission;

b) Supervise the application of the Public Curatorship Act (R.S. 1964, Chapter 314 and amendments);

c) Supervise the application of the Civil Service Superannuation Plan (1964, R.S., Chapter 14 and amendments);

THAT Mr. Oswald Parent, Minister of State with the Department of Finance, be authorized to exercise the functions hereunder described, with regard to the responsabilities mentioned in paragraphs *b* and *c*:

Sign the petitions from the Executive Council and the Treasury Board regarding the enforcement of the Public Curatorship Act and the Civil Service Superannuation Plan.

Approve or sign the petitions regarding the appointment and management of personnel, as well as any document referring to the enforcement of both Acts.

Approve or sign, with regard to both Acts, any petition or document referring to an item for which a credit is provided for in the expense budget of the Department of Finance, to be voted or authorized by Statutes, in conformity with the book of "Credits" for the financial year ending on March 31, 1971.

JULIEN CHOUINARD,

38677 *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 427

Québec, January 27, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the rules of the Advisory Committee in accordance with the Québec National Library Act.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre des Affaires culturelles:

QU'en vertu de l'article 4 de la Loi de la Bibliothèque nationale du Québec (1966-67, chapitre 24), les règlements produits en annexe adoptés par le comité consultatif, soient approuvés et entrent en vigueur dès cette approbation.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Règlements du comité consultatif en vertu de la Loi de la Bibliothèque nationale du Québec (1966-67, chap. 24, art. 4)

1. La fonction du Comité consultatif est de « conseiller le ministre sur toute question relative à la Bibliothèque nationale » et son année d'activité correspond à celle de l'exercice financier du gouvernement du Québec, soit du 1er avril au 31 mars.

2. Ce Comité consultatif se compose du conservateur en chef de la Bibliothèque nationale et de huit autres membres désignés par le ministre des Affaires culturelles dont le représentant personnel du ministre, le conservateur des Archives nationales, quatre personnes recommandées par les organismes mentionnés ci-dessous et dont la nomination est proposée par le conservateur en chef:

Le Conseil supérieur du livre qui recommande une personne;

La Corporation des bibliothécaires professionnels du Québec, qui recommande une personne;

La Conférence des principaux et recteurs des Universités du Québec, qui recommande deux personnes

Deux autres personnes seront choisies parmi les usagers de la Bibliothèque nationale et proposées par le conservateur en chef.

3. Sauf le représentant personnel du ministre, le conservateur en chef de la Bibliothèque nationale du Québec et le conservateur des Archives nationales, les membres du Comité consultatif sont nommés pour une période de trois ans et leur mandat est renouvelable. Ces membres peuvent démissionner en tout temps par avis écrit au ministre; toutefois, un membre est considéré comme démissionnaire après absence non motivée à trois réunions successives du Comité consultatif et le président doit en aviser immédiatement le ministre.

En cas de vacance, le ministre pourvoit au remplacement selon les dispositions de l'article 2.

4. Les membres du Comité consultatif, à l'exception du représentant personnel du ministre, du conservateur en chef de la Bibliothèque nationale du Québec et du conservateur des Archives nationales, siègent à titre personnel.

5. Les membres du Comité consultatif choisissent annuellement parmi eux un président et un vice-président dont le mandat se termine le 31 mars de l'année suivante. Si l'élection du président et du vice-président n'a pas lieu en temps requis, elle peut se tenir lors de la première réunion du Comité consultatif qui suit le 31 mars et les membres du bureau sortant de charge demeu-

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Cultural Affairs:

THAT, pursuant to section 4 of the Québec National Library Act (1966-67, chapter 24), the rules hereto annexed and adopted by the Advisory Committee be approved and come into force upon being approved.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Rules of the Advisory Committee in accordance with the Québec National Library Act, (1966-67, chapter 24, section 4)

1. The duty of the Advisory Committee is to "advise the Minister on any matter relating to the National Library" and its year of operations shall correspond to the fiscal year of the Government of the Province of Québec, that is from April 1 to March 31.

2. This Advisory Committee shall consist of the Chief Librarian and eight other members appointed by the Minister of Cultural Affairs, among whom the personal representative of the Minister, the Keeper of the National Archives, four persons recommended by the organizations listed below and whose nomination is proposed by the Chief Librarian:

"Le Conseil supérieur du livre" which recommends one person;

"La Corporation des bibliothécaires professionnels du Québec" which recommends one person;

"La Conférence des principaux et recteurs des Universités du Québec" which recommends two persons.

Two other persons to be recommended by the Chief Librarian will be chosen among those using the National Library.

3. With the exception of the personal representative of the Minister, the Chief Librarian of the Québec National Library and the Keeper of the National Archives, the members of the Advisory Committee are appointed for a period of three years and their term of office is renewable. These members may resign at any time by notifying the Minister in writing; however, a member shall be considered as having resigned following unjustified absences at three consecutive meetings of the Advisory Committee and the Chairman shall notify the Minister without delay. Should a vacancy occur, the Minister shall be responsible for filling the vacancy in accordance with the provisions of article 2.

4. The members of the Advisory Committee, with the exception of the personal representative of the Minister, the Chief Librarian of the Québec National Library and the Keeper of the National Archives, sit in a personal capacity.

5. Once a year the members of the Advisory Committee elect from among their ranks a chairman and a vice-chairman whose term of office ends on March 31st of the following year. If the election of the chairman and the vice-chairman does not take place within the prescribed period of time, it can be held at the first meeting of the Advisory Committee following March

rent en fonction jusqu'à ce que soient élus leurs successeurs. Les membres du bureau sortant de charge sont rééligibles, mais seulement pour un second mandat.

Advenant une vacance au poste de président ou de vice-président par suite de décès, de démission ou de toute autre cause, le Comité consultatif doit le plus rapidement possible pourvoir au remplacement pour le reste du mandat.

6. Le président convoque et dirige les réunions du Comité consultatif, signe les documents officiels qui en émanent, tels que procès-verbaux des réunions, rapports annuels ou autres mémoires, etc. Il est chargé d'accomplir toute tâche particulière que peut lui confier le Comité consultatif, d'exécuter toute action découlant de l'adoption de recommandations par ce comité et d'établir à cette fin toutes relations utiles avec le ministre.

7. Le vice-président assiste le président dans l'exercice de ses fonctions et, en cas d'absence ou d'incapacité provisoire de celui-ci, le remplace avec les mêmes privilèges et responsabilités.

8. Le conservateur en chef de la Bibliothèque nationale du Québec est d'office le secrétaire du Comité consultatif; il rédige les procès-verbaux des réunions, les soumet à l'approbation des membres et se tient responsable de la conservation de tous les dossiers du Comité consultatif; il remplit toute autre tâche que lui confie ce comité et a notamment pour charge d'assister le président dans la préparation des documents requis aux travaux du comié.

9. Le Comité consultatif tiendra au moins deux réunions régulières, chaque année. Le président ou la majorité des membres du comité peut au besoin convoquer toute réunion. Les réunions se tiennent habituellement à la Bibliothèque nationale du Québec.

10. Les avis de convocation, ainsi que l'ordre du jour, des réunions du Comité consultatif, sont transmis à chacun des membres, par écrit, au moins sept jours avant la tenue de toute réunion.

Toutefois, ce délai peut être abrégé et une réunion validement tenue, si tous les membres sont présents ou si les membres absents ont préalablement accordé leur consentement, par écrit.

11. La majorité des membres constiutue le quorum requis à chaque réunion.

12. Toutes les questions soumises sont décidées à la majorité des voix, chaque membre du comité, y compris le président, n'ayant droit qu'à un vote. Le vote se prend à main levée ou, si tel est le souhait d'un membre, au scrutin secret.

13. Dans les trois mois qui suivent la fin de l'année d'activité, le président transmet au ministre un rapport annuel préalablement accepté par les membres du Comité consultatif.

14. Tout amendement aux présents règlements requiert, au préalable, l'assentiment des deux tiers des membres du Comité consultatif.

38677-o

31st and the members resigning shall remain in office until such time as their successors are elected. The outgoing members are eligible for re-election, but only for a second term of office.

In the event of a vacancy occuring for the position of chairman or vice-chairman brought about by death, resignation or any other cause, the Advisory Committee shall as soon as possible fill the vacancy for the remainder of the term of office.

6. The Chairman calls and presides over meetings of the Advisory Committee, signs the official documentation such as the minutes of the meetings, the annual reports or other reports, etc. He is expected to carry out any particular duty which the Advisory Committee refers to him, to carry out any recommendation adopted by the Committee and with this end in view to keep in touch with the Minister.

7. The Vice-Chairman assists the Chairman in the discharge of his duties and, should the latter fall absent or be temporarily incapacitated, the Vice-Chairman replaces him with the same privileges and responsibilities.

8. The Chief Librarian of the Québec National Library is automatically secretary of the Advisory Committee; he writes up the minutes of the meetings, submits them to the members for approval and is responsible for keeping all the files of the Advisory Committee; he carries out any other task which the Committee might entrust him with, and in particualr he is required to assist the Chairman in the preparation of the documents required by the Committee.

9. The Advisory Committee shall hold at least two regular meetings each year. The Chairman or the majority of the members of the Committee may on occasion call a meeting. Meetings are usually held at the Québec National Library.

10. Notices respecting the holding of a meeting, as well as the agenda, are transmitted to all members, in writing, at least seven days prior to the meeting.

However, this delay may be shortened and a valid meeting held if all the members are present, or if the absent members have given their assent in writing.

11. The majority of the members constitutes the quorum required at each meeting.

12. Decisions on all issues are reached by the majority of votes, each committee member, including the Chairman, having the right to one vote only. The vote is taken by a show of hands or, if such is the wish of a member, by secret ballot.

13. In the three months following the end of the year of operations, the Chairman transmits to the Minister an annual report which has been accepted by the members of the Advisory Committee.

14. Any amendment to the present rules first requires the agreement of two-thirds of the members of the Advisory Committee.

38677

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 418

Québec, le 27 janvier 1971.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la soustraction au jalonnement de deux (2) étendues de terrain situées dans le district électoral de Saguenay.

ATTENDU QUE la compagnie Canadian Javelin Limited désire aménager un pipe-line devant servir au transport de minerai de fer provenant de ses propriétés appelées Star O'Keefe Deposits et Julian Deposit;

ATTENDU QU'il est dans l'intérêt public de prévenir tout jalonnement de nuisance sur le terrain devant servir à l'aménagement dudit pipe-line;

ATTENDU QUE, conformément au paragraphe 1) de l'article 268 de la Loi des mines (13-14 Élizabeth II, chapitre 34), le lieutenant-gouverneur en conseil peut réserver et soustraire par règlement au jalonnement en claims miniers tout terrain qui dans son opinion peut être nécessaire . . . à l'établissement de voies de transport . . . ou à toutes autres fins.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre des Richesses naturelles:

QUE soient réservés et soustraits au jalonnement pour une période d'un an à compter de la publication des présentes dans la *Gazette officielle du Québec* les terrains ci-après décrits:

Première étendue:

Un corridor de treize cent vingt (1320) pieds de largeur sur une distance d'environ cent quatre-vingt-dix-sept (197) milles de longueur, ayant comme axe le parcours projeté du pipe-line, partant d'un point « A » situé dans le canton de Desjordy, à l'intersection de la limite sud (latitude 52°33′ N. et longitude 66°48′30″ W.) d'une étendue de terrain soustraite au jalonnement (voir arrêté en conseil numéro 481 du 7 mai 1958); de là, dans une direction générale sud-est, sur une distance approximative de quatorze (14) milles jusqu'à un point situé dans le canton de Courchesne à l'intersection de la latitude 52°22′ N. et de la longitude 66°44′30″ W. à environ trois milles et une demie (3.5) au sud-ouest du lac Félix, à l'ouest de la rive ouest de la rivière Moisie; de là, dans une direction générale sud-ouest et sud, sur une distance approximative de douze (12) milles longeant la rive ouest de la rivière Moisie, jusqu'à l'embouchure de la rivière aux Pékans; de là, dans une direction générale sud-ouest, sud et sud-ouest sur une distance approximative de dix-sept (17) milles, traversant les rivières aux Pékans et La Ronde jusqu'au point « B » situé dans le canton de Stagni à l'est de la rivière Sainte-Marguerite, à l'intersection de la latitude 52°03′45″ N. et de la longitude 67°04′20″ W. (le point « B » est situé approximativement à deux milles et une demie (2.5) au nord-est du lac Aux-Cèdres); de là, dans une direction générale sud-est, longeant la rive est de la rivière Sainte-Marguerite, sur une distance approximative de cent cinquante-quatre (154) milles jusqu'au point « C », situé dans le canton d'Arnaud, à six cent

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 418

Québec, January 27, 1971.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT the withdrawal from staking of two (2) strips of land situated in the electoral district of Saguenay.

WHEREAS Canadian Javelin Limited wishes to develop a pipe-line for the transportation of iron ore coming from its estates called Star O'Keefe Deposits and Julian Deposit;

WHEREAS it is in the public interest to prevent any obnoxious staking on the land to be used for the development of the said pipe-line;

WHEREAS, in conformity with paragraph 1) of section 268 of the Mining Act (13-14 Elizabeth II, chapter 34), the Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, reserve and withdraw from staking on mining claims any land which, in his opinion, may be necessary . . . for the establishment of transportation facilities . . . or for any other purposes.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Natural Resources:

THAT the lands hereafter described be reserved and withdrawn from staking for a period of one year from and after their publication in the *Québec Official Gazette:*

First strip:

A corridor of thirteen hundred and twenty (1320) feet in width by a distance of about one hundred and ninety-seven (197) miles in length, the planned course of the pipe-line forming the centre-line, starting at Point "A" situated in the township of Desjordy, at the intersection of the southern limit (latitude 52°33′ N. and longitude 66°48′30″ W.) a strip of land withdrawn from staking (see Order in Council number 481 of May 7, 1958); thence, in a general southeasterly direction, an approximative distance of fourteen (14) miles to a point situated in the township of Courchesne at the intersection of latitude 52°22′ N. and longitude 66°44′30″ W. at about three miles and one-half (3.5) southwest of Félix Lake, west of the west shore of Moisie River; thence, in a general southwesterly and southerly direction, a distance of about twelve (12) miles stretching along the western shore of Moisie River, to the mouth of Pékans River; thence, in a general southwesterly, southerly and southwesterly direction a distance of about seventeen (17) miles, crossing Pékans and La Ronde Rivers to Point "B" situated in the township of Stagni, east of Sainte-Marguerite River, at the intersection of latitude 52°03′45″ N. and longitude 67°04′20″ W. (Point "B" is situated at about two miles and one-half (2.5) northeast of Aux-Cèdres Lake); thence, in a general southeasterly direction, stretching along the east shore of Sainte-Marguerite River, a distance of about one hundred and fifty-four (154) miles to Point "C", situated in the township of Arnaud, six hundred and sixty (660) feet

soixante (660) pieds au nord-est de la rive est de la rivière Sainte-Marguerite, sur la ligne séparative des blocs « M » et « W » (limite nord-ouest de la cité de Sept-Iles).

Deuxième étendue:

a) Une étendue de terrain de forme rectangulaire dont le périmètre se lit comme suit:

Partant du milliaire vingt-deux (22) – Exploration 207 de Robert Greffard, A.G., déposée le 25 mars 1959 – situé sur la ligne séparative des cantons de Francheville et Hauteville; de là, dans une direction ouest sur une distance de deux mille six cent quarante (2640) pieds; de là, dans une direction nord sur une distance de cinq mille deux cent quatre-vingts (5280) pieds; de là, dans une direction est sur une distance de deux mille six cent quarante (2640) pieds jusqu'au milliaire vingt-trois (23) sur la ligne séparative des cantons de Hauteville et Francheville; de là, dans une direction est sur une distance de sept mille neuf cent vingt (7920) pieds; de là, dans une direction sud sur une distance de cinq mille deux cent quatre-vingts (5280) pieds; de là, dans une direction ouest jusqu'au point de départ.

b) Un corridor de treize cent vingt (1320) pieds de largeur, sur une distance d'environ cinquante (50) milles ayant comme axe le parcours projeté du pipe-line, partant d'un point « D » situé au milliaire vingt-deux (22) sur la ligne de division des cantons de Francheville et de Hauteville; de là, sur une distance approximative de cinq milles et deux cinquièmes (5.4) dans une direction générale sud-est en contournant les rives nord-est et est du lac Tuttle jusqu'à un point situé dans le canton de Faber à l'intersection de la latitude 52°32'50" N. et de la longitude 67°37'40" W.; de là, dans une direction sud-est longeant la rive est des rivières Peppler et Petite Rivière Manicouagan, sur une distance approximative de dix-sept milles et un cinquième (17.2) jusqu'à un point situé dans le canton de Malapart à l'intersection de la latitude 52°19'20" N. et de la longitude 67°30' W.; de là, dans une direction générale sud-est, traversant la Petite Rivière Manicouagan, sur une distance approximative de vingt-deux (22) jusqu'à un point situé dans le canton de Stagni à l'ouest de la rivière Sainte-Marguerite, à l'intersection de la latitude 52°08'40" N. et de la longitude 67°08'10"; de là, dans une direction générale sud-est, traversant la rivière Sainte-Marguerite, sur une distance approximative de cinq milles et deux cinquièmes (5.4) jusqu'au point « B » situé dans le canton de Stagni à l'est de la rivière Sainte-Marguerite, à l'intersection de la latitude 52°03'45" N. et de la longitude 67°04'20" W. (le point « B » est situé approximativement à deux milles et une demie (2.5) au nord-est du lac Aux-Cèdres).

Le tout tel qu'indiqué en rouge sur le plan numéro B-992 à l'échelle de quatre (4) milles au pouce, lequel est initialé par le sous-ministre des Richesses naturelles et déposé aux archives de ce ministère.

QUE ce règlement soit publié dans la *Gazette officielle du Québec* et qu'il ait force de loi dès sa publication.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

38668-o

northeast of the east shore of Sainte-Marguerite River, on the separative line of Blocks "M" and "W" (northwestern limit of the city of Sept-Iles).

Second strip:

(*a*) A strip of land of a rectangular form, the perimeter of which reads as follows:

Starting from milliary twenty-two (22) – Exploration 207 of Robert Greffard, L.S., deposited on March 25, 1959 – situated on the separative line of the townships of Francheville and Hauteville; thence, in a westerly direction a distance of two thousand six hundred and forty (2640) feet; thence, in a northerly direction a distance of five thousand two hundred and eighty (5280) feet; thence, in an easterly direction a distance of two thousand six hundred and forty (2640) feet to milliary twenty-three (23) on the separative line of the townships of Hauteville and Francheville; thence, in an easterly direction a distance of seven thousand nine hundred and twenty (7920) feet; thence, in a southerly direction a distance of five thousand two hundred and eighty (5280) feet; thence, in a westerly direction to the starting point.

(*b*) A corridor of thirteen hundred and twenty (1320) feet in width, by a distance of about fifty (50) miles, the planned course of the pipe-line forming the centre-line, starting at Point "D" situated at milliary twenty-two (22) on the division line of the townships of Francheville and Hauteville; thence, a distance of about five miles and two-fifths (5.4) in a general southeasterly direction skirting the northeast and east shores of Tuttle Lake to a point situated in the township of Faber at the intersection of latitude 52°32'50" N. and longitude 67°37'40" W.; thence, in a southeasterly direction stretching along the east shore of Peppler and Petite Manicouagan Rivers, a distance of abour seventeen miles and one-fifth (17.2) to a point situated in the township of Malapart at the intersection of latitude 52°19'20" N. and longitude 67°30' W.; thence, in a general southeasterly direction, crossing Petite Manicouagan River, a distance of about twenty-two (22) miles to a point situated in the township of Stagni, west of Sainte-Marguerite River, at the intersection of latitude 52°08' 40" N. and longitude 67°08'10"; thence, in a general southeasterly direction, crossing Sainte-Marguerite River, a distance of about five miles and two-fifths (5.4) to Point "B" situated in the township of Stagni, east of Sainte-Marguerite River, at the intersection of latitude 52°03'45" N. and longitude 67°04'20" W. (Point "B" is situated at about two miles and one-half (2.5) northeast of Aux-Cèdres Lake).

The whole as indicated in red on Plan number B-992 on a scale of four (4) miles to an inch, the latter initialed by the Deputy Minister of Natural Resources and deposited in the Archives of this Department.

THAT this regulation be published in the *Québec Official Gazette* and that it come into force after its publication.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

38668

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 365

Québec, le 27 janvier 1971.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil

CONCERNANT l'adoption d'un règlement relatif à la signature de certains documents du ministère des Affaires sociales.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 8 de la Loi du ministère des Affaires sociales (1970, chapitre 42), nul acte, document ou écrit n'engage le ministère, ni ne peut être attribué au ministre, s'il n'est signé par lui, par le sous-ministre, ou un fonctionnaire mais uniquement, dans le cas de ce dernier, dans la mesure déterminée par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil publié dans la *Gazette officielle du Québec;*

ATTENDU QU'il est opportun d'autoriser monsieur Jean-Guy Houde, sous-ministre adjoint, à signer certains actes, documents ou écrits du ministère;

IL EST ORDONNÉ en conséquence sur la recommandation du ministre des Affaires sociales:

QUE soit adopté le présent règlement:

« Monsieur Jean-Guy Houde, sous-ministre adjoint responsable de l'administration interne du ministère des Affaires sociales, est autorisé, par délégation du ministre, à signer (sauf lorsqu'il s'agit de cadres supérieurs, d'adjoints aux cadres supérieurs, d'étudiants, d'employés occasionnels ou à honoraires dans les sept (7) premiers cas):

1. les demandes de personnel;
2. les actes de nomination à titre temporaire;
3. les actes de nomination à titre permanent;
4. les avis de mutation intra-ministérielle;
5. les avis de mutation extra-ministérielle;
6. les autorisations nécessaires pour mettre fin aux engagements à titre temporaire;
7. les actes de suspension et les actes de révocation;
8. les demandes d'amendement d'effectifs et d'addition d'effectifs;
9. les autorisations nécessaires au maintien des postes autorisés devenus vacants;
10. les autorisations de congé, sans traitement, pour fins de perfectionnement et les demandes de congé avec traitement pour fins de perfectionnement également;
11. les autorisations pour l'exécution de travail en temps supplémentaire, ainsi que les demandes et autorisations pour la rémunération du travail accompli en temps supplémentaire;
12. les demandes de rémunérations additionnelles;
13. les demandes de paiement de primes d'éloignement;
14. les demandes et autorisations de paiement ou de remboursement des frais de voyage, de déplacement et de séjour;
15. les demandes relatives aux indemnités et gratifications de départ. »

QUE le présent règlement soit publié dans la *Gazette officielle du Québec;*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 365

Québec, January 27, 1971.
Present: The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING adoption of a regulation respecting the signature of certain documents of the Department of Social Affairs.

WHEREAS, pursuant to section 8 of the Social Affairs Department Act (1970, chapter 42), no deed, document or writing shall bind the Department or be attributed to the Minister unless it is signed by him, the Deputy Minister or a functionary and only, in the case of the latter, to the extent determined by regulation of the Lieutenant-Governor in Council published in the *Québec Official Gazette.*

WHEREAS it is deemed expedient to authorize Mr. Jean-Guy Houde, Assistant Deputy Minister, to sign certain deeds, documents or writings of the Department;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Social Affairs:

THAT the following regulation be adopted:

"Mr. Jean-Guy Houde, Assistant Deputy Minister responsible for the internal management of the Department of Social Affairs, is authorized as delegated by the Minister to sign the following documents (except in the first seven (7) instances respecting officers, assistant senior officers, students, casuals or employees on a fee basis):

1. requests for personnel;
2. nominations for temporary appointments;
3. nominations for permanent appointments;
4. transfer notices within the department;
5. notices of interdepartmental transfers;
6. authorizations required to terminate temporary employment;
7. documents for the suspension and dismissal of staff;
8. requests to modify or increase manpower;
9. authorizations necessary for the retention of authorized positions falling vacant;
10. authorizations for leave without pay for further training purposes, and requests for leave with pay for further training purposes;
11. authorizations to carry out work on an overtime basis as well as requests and authorizations for the payment of work on an overtime basis;
12. requests for additional remuneration;
13. requests for removal allowances;
14. requests and authorizations for the reimbursement of travelling, hotel and living expenses;
15. requests for indemnities and bonuses granted upon an employees departure."

THAT this by-law be published in the *Québec Official Gazette;*

QUE l'arrêté en conseil 3354 du 2 septembre 1970, qui conférait une partie de ces pouvoirs à Me Camille Blier, soit abrogé.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

38667-o

THAT Order in Council 3354 of September 2, 1970 which conferred part of this authority to Me Camille Blier be abrogated.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

38667

Régie des Marchés Agricoles du Québec

Règlement de quotas de la Fédération des producteurs de volailles du Québec

Avis

Prenez avis que lors de sa séance du 29 janvier dernier, la Régie des marchés agricoles du Québec a approuvé le règlement de quotas ci-après adopté par la Fédération des producteurs de volailles du Québec:

Règlement de quotas

Chapitre I.— *Définition:*

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient:

a) « Plan »: le plan conjoint des producteurs de volailles du Québec;

b) « Fédération »: la Fédération des producteurs de volailles du Québec;

c) « Régie »: la Régie des marchés agricoles du Québec;

d) « producteur »: le producteur intéressé, tel que défini dans le plan;

e) « mise en marché »: la définition donnée dans le plan;

f) « poulet Bar-B-Q »: le poulet dont le poids vivant moyen est de 3.8 livres ou moins lors de la livraison pour abattage;

g) « poulet à griller »: le poulet dont le poids vivant moyen se situe entre 3.8 livres et 5 livres lors de la livraison pour abattage;

h) « gros poulet »: le poulet dont le poids vivant moyen est de 5 livres ou plus lors de la livraison pour abattage;

i) « dindon à griller »: le dindon dont l'âge est inférieur à 17 semaines lors de la livraison pour abattage;

j) « gros dindon »: le dindon dont l'âge est de 17 à 30 semaines lors de la livraison pour abattage;

k) « dindon de reproduction »: le dindon dont l'âge est de 30 semaines ou plus lors de la livraison pour abattage;

l) « production »: le poulet Bar-B-Q, le poulet à griller, le gros poulet, le dindon à griller, le gros dindon, ou le dindon de reproduction;

m) « volaille »: l'ensemble des productions;

n) « éleveur »: tout producteur qui élève, dans des locaux dont il est propriétaire ou locataire, une ou des productions pour son compte ou celui d'autrui;

o) « quota global »: la somme des quotas attribués aux éleveurs par la Fédération;

Québec Agricultural Marketing Board

Quota regulation of the Fédération des producteurs de volailles du Québec

Notice

Take notice that the Québec Agricultural Marketing Board has approved at its meeting held on January 29 last the following quota regulation adopted by the *Fédération des producteurs de volailles du Québec:*

Quota regulation

Chapter I.— *Definition:*

1. In the present regulations, unless the context indicates a different meaning, the following expressions and words mean:

(*a*) "Plan": the Québec Poultry Producers' Joint Plan;

(*b*) "Fédération": the *Fédération des producteurs de volailles du Québec;*

(*c*) "Board": the Québec Agricultural Marketing Board;

(*d*) "Producer": the interested producer, as specified in the plan;

(*e*) "Marketing": the definition given in the plan;

(*f*) "Bar-B-Q Chicken": the chicken whose average live weight is 3.8 lb or less at the time of delivery for slaughtering;

(*g*) "Chicken broiler": the chicken whose average live weight is between 3.8 lb and 5 lb at the delivery for slaughtering;

(*h*) "Roaster": the chicken whose average live weight is 5 lb or more at the time delivery for slaughtering;

(*i*) "Turkey broiler": the turkey whose age is less than 17 weeks at the time of delivery for slaughtering;

(*j*) "Heavy turkey": the turkey whose age is between 17 and 30 weeks at the time of delivery for slaughtering;

(*k*) "Turkey for reproduction": the turkey whose age is 30 weeks or more at the time of delivery for slaughtering;

(*l*) "Production"; the Bar-B-Q chicken, chicken broiler, roaster, turkey broiler, heavy turkey, turkey for reproduction;

(*m*) "Poultry": all the productions;

(*n*) "Poultry-farmers": any producer who raises, in a poultry farm of which he is the owner or the lessee, one or many of the productions, on his own or somebody else's account;

(*o*) "Global quota": the sum of all quotas attributed to the poultry-farmers by the Fédération;

p) « période »: le nombre de jours consécutifs au cours desquels la consommation per capita se maintient au même niveau;

q) « demande »: le pourcentage que donnent les possibilités de consommation d'une période divisées par les possibilités de production (base: équivalences établies à l'article 10) du quota global multipliées par 100;

r) « exploitation »: l'ensemble des bâtiments et de toute installation requise pour l'élevage de la volaille.

Chapitre II.— *Quotas:*

2° Tout éleveur doit détenir un quota établi en vertu du présent règlement.

3° Il est interdit à tout producteur de mettre en marché de la volaille qui n'a pas été élevée dans l'exploitation d'un éleveur à qui la Fédération a attribué un quota.

4° La Fédération doit attribuer un quota à toute personne qui remplit les conditions du présent règlement.

5° Pour obtenir un quota, l'éleveur doit avoir fait ou commencé l'élevage de la volaille entre le 1er juin 1970 et la publication du présent règlement dans la *Gazette officielle du Québec.*

6° Quand un éleveur cesse définitivement d'élever de la volaille, son quota est annulé. S'il cesse d'élever de la volaille pour plus d'une période d'élevage, il doit demander à la Fédération de lui conserver son quota en suspens pendant cette période; le quota ne peut cependant être suspendu pour une période plus longue que 12 mois.

7° *Mode de calcul du quota:*

a) Le quota de l'éleveur est déterminé en établissant d'abord son quota de base, lequel peut être modifié périodiquement selon les facteurs et dans les proportions prévues au chapitre III.

b) Le quota de base est fixé proportionnellement à la grandeur de l'exploitation de l'éleveur, selon le tableau d'équivalences de l'article 10. La grandeur est mesurée par la Fédération selon les modalités prévues à l'annexe A.

c) Avec ce quota de base, la Fédération détermine périodiquement le quota attribué au producteur en appliquant les facteurs prévus aux articles 13 et 14.

d) Un éleveur qui fait plusieurs productions obtient un certificat de quota mentionnant la proportion attribuée à chaque production. Il ne peut modifier la proportion attribuée à chaque production sans obtenir un nouveau quota de la Fédération.

8° La Fédération émet à chaque éleveur un certificat à l'effet qu'un quota lui a été accordé.

9° En cas d'élevage de volailles sur parcours, celui-ci doit être prouvé facture à l'appui et la Fédération attribue à l'éleveur un quota au pied carré en multipliant les équivalences établies à l'article 10 par le plus grand nombre de sujets élevés simultanément entre le 1er juin 1970 et la publication du présent règlement dans la *Gazette officielle du Québec.*

10° Les équivalences en pieds carrés pour les différentes productions sont:

(*p*) "Period": the number of consecutive days during which the per capital consumption is stable;

(*q*) "Demand": the percentage established by the possibilities of consumption of a period divided by the possibilities of production (base: table of equivalence of article 10) of the global quota, multiplied by 100;

(*r*) "Poultry farm": all of the chicken houses and any of the installation necessary for the breeding of poultry.

Chapter II.— *Quota:*

2. All poultry farmers must hold a quota under the present regulation.

3. No producer can market poultry which has not been raised in the poultry farm of a poultry-farmer to which the Fédération has given a quota.

4. The Fédération must allot a quota to all persons meeting the requirements stipulated in the present regulation.

5. To obtain a quota, the poultry-farmer must have raised or begun to raise poultry between June 1, 1970 and the publication of the present regulation in the *Québec Official Gazette.*

6. When a poultry-farmer ceases definitively to raise poultry, his quota is annulled. If he ceases to raise poultry for more than one period of breeding, he must ask the Fédération to suspend his quota during that period; the quota cannot however be suspended for a period longer than 12 months.

7. *Quota calculation:*

(*a*) The poultry-farmer's quota is determined first by establishing his base quota, which can be periodically modified according to the dispositions and in the proportions stipulated in chapter III.

(*b*) The base quota is fixed proportionnally to the size of the poultry-farm, in accordance with the equivalence table of article 10. The size is measured by the Fédération, according to the modalities of Annex A.

(*c*) With this base quota, the Fédération determines periodically the quota allotted to the producer, by applying the dispositions of articles 13 and 14.

(*d*) A poultry-farmer who raises many productions receives a quota certificate indicating the proportion attributed to each production. He cannot change the proportion attributed to each production without obtaining a new quota from the Fédération.

8. The Fédération delivers to each poultry-farmer a certificate indicating that a quota has been allotted to him.

9. Open-lot poultry breeding must be proved with invoices, and the Fédération shall allot to the poultry-farmer a quota according to the square foot, by multiplying the equivalence factors of article 10 by the greatest number of poultry raised simultaneously between June 1, 1970 and the publication of the present regulation in the *Québec Official Gazette.*

10. For the different productions, the equivalence table for the different productions is, per square foot:

a) poulet Bar-B-Q: 1 x .9 pied carré;
b) poulet à griller: 1 x 1 pied carré;
c) gros poulet: 1 x 1¾ pieds carrés;
d) dindon à griller: 1 x 2 pieds carrés;
e) gros dindon: 1 x 3½ pieds carrés;
f) dindon de reproduction: 1 x 5½ pieds carrés;

11° L'éleveur de dindon de reproduction peut mettre en marché toute cette production, y compris les gros dindons abattus pour fin de sélection, sans tenir compte de la demande.

12° La Fédération peut contrôler la véracité des renseignements fournis par l'éleveur et, à cette fin, celui-ci est tenu de produire, à demande, tout document d'où ces renseignements peuvent être tirés et de permettre à tout inspecteur, dûment accrédité par la Fédération, toute protection sanitaire étant prise, de pénétrer dans son exploitation.

La Fédération peut, s'il y a lieu, à la suite de cette vérification, réajuster ou annuler le quota de l'éleveur.

Chapitre III.— *Mesures transitoires:*

13° Au cours de la période comprenant les mois de février, mars, avril et mai 1971, la demande est établie à 80% du quota de base. De plus, la demande pour janvier 1971 a été exceptionnellement évaluée à 80% des placements de poussins faits durant ce mois.

14° L'éleveur doit satisfaire aux exigences de l'article 13 en assujettissant, au cours des mois de février, mars et avril 1971, ses élevages aux condition suivantes:

a) l'éleveur ne peut mettre en élevage un nombre plus grand de poulets Bar-B-Q, de poulets à griller ou de gros poulets, que 90% de son quota divisé par les équivalences établies à l'article 10, et de dindons à griller, ou de gros dindons, que son quota divisé par les équivalences établies à l'article 10;

b) à compter de la date de sa dernière mise en élevage, l'éleveur doit éloigner ses mises en élevage d'au moins 84 jours dans le poulet Bar-B-Q, d'au moins 91 jours dans le poulet à griller, d'au moins 119 jour dans le gros poulet et d'au moins 126 jours dans le dindon à griller.

15° Au moins 30 jours avant le début d'une nouvelle période, la Fédération peut amender les dispositions du chapitre III. Cependant, ces dispositions restent en vigueur même après l'expiration de la période mentionnée à l'article 13 jusqu'à l'entrée en vigueur d'un règlement d'amendement.

Chapitre IV.— *Transferts des quotas:*

16° Le quota peut être cédé en tout ou en partie par le détenteur selon les règles suivantes:

a) si le détenteur est propriétaire, le quota doit être cédé avec l'exploitation;

b) si le détenteur est propriétaire de plus d'un poulailler, le quota peut être cédé en partie si le ou les poulaillers qui correspondent sont cédés en même temps;

c) si le détenteur est locataire, le quota peut être cédé à une autre personne à la condition qu'elle poursuive l'élevage dans la même exploitation;

(*a*) Bar-B-Q Chicken: 1 x .9 square foot;
(*b*) Chicken Broiler: 1 x 1 square feet;
(*c*) Roaster: 1 x 1¾ square feet;
(*d*) Turkey broiler: 1 x 2 square feet;
(*e*) Heavy turkey: 1 x 3½ square feet;
(*f*) Turkey for reproduction: 1 x 5½ square feet.

11. The turkey reproduction poultry-farmer can market his production, including the heavy turkey slaughtered for selective purposes, without considering the demand.

12. The Fédération may control the information given by that poultry-farmer and, to this end, the latter must produce on request, any document from which the information may be confirmed, and must allow any inspector, duly accredited by the Fédération, to enter his poultry farm, after all sanitary protection has been taken.

The Fédération may, if necessary, and after this verification adjust or annull the quota of the poultry-farmer.

13. During the period including the months of February, March, April and May 1971, the demand is established at 80% of the base quota. Moreover, the demand for January 1971 has exceptionally been evaluated at 80% of the poultry placement made during that month.

14. The poultry-farmer must meet the requirements of article 13 by meeting the following conditions during the months of February, March and April 1971:

(*a*) The poultry-farmer cannot begin the breeding of a greater number of Bar-B-Q chickens, Chicken broilers or Roasters than 90% of his quota, divided by the equivalence table of article 10, and a greater number of turkey broilers or of heavy turkeys, than his quota divided by the equivalence table of article 10;

(*b*) Beginning with the date of the last breeding, the poultry-farmer must distance the breeding by at least 84 days for the Bar-B-Q chickens, 91 days for the Chicken broilers, 119 days for the Roasters and 126 days for the turkey broilers.

15. At least 30 days before the end of each period, the Fédération may amend the provisions of chapter III. However, the provisions stay in force even after the expiration of the period mentioned in article 13 until the amending regulation comes into force.

16. The quota may be transferred by the holder, in whole or in part, according to the following conditions:

(*a*) If the holder is the owner, the quota must be transferred with the poultry farm;

(*b*) If the holder is the owner of more than one chicken-house, the quota may be transferred in part if the corresponding chicken-houses are transferred at the same time;

(*c*) If the holder is a lessee, the quota may be transferred to another person provided he continues to raise poultry in the same poultry-farm.

d) aucun transfert de quota ne peut avoir pour effet de permettre à un éleveur de cumuler des quotas pour une superficie supérieure à 100,000 pieds carrés pour l'ensemble des productions;

e) en cas de cession complète de l'exploitation à un nouvel éleveur, le quota peut être cédé en entier même s'il dépasse 100,000 pieds carrés.

17° La demande de transfert de la totalité ou d'une partie de quota doit être adressée à la Fédération par le cédant sur une formule qui lui est fournie sur demande.

18° Le transfert est effectué par la Fédération et entre en vigueur au moment de l'émission du nouveau certificat.

Chapitre V.— *Dispositions générales:*

19° Toute décision prise par la Fédération aux termes du présent règlement peut être revisée par la Régie à la demande de tout producteur.

20° La Fédération est autorisée à abroger, modifier, ou amender le présent règlement en tout temps sujet toutefois à l'approbation de la Régie.

21° Au cas de différence entre le texte anglais et le texte français du présent règlement, le texte français prévaut.

22° Le présent règlement est sujet aux dispositions de l'article 48 de la Loi des marchés agricoles et il entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*, à l'exception du chapitre III qui entre en vigueur le 20 février 1971.

38697-o

(*d*) No transfer of quota may have the effect of giving to a poultry-farmer the possibility of cumulating quotas for an area superior to 100,000 square feet, for all the productions;

(*e*) In the case of a complete transfer of the poultry-farm to a new poultry-farmer, the quota may be transferred in whole even if it is superior to 100,000 square feet.

17. The petition to transfer the totality or part of a quota must be addressed to the Fédération by the sellor, on a form provided on request.

18. The transfer is made by the Fédération and comes into force at the moment the new quota certificate is delivered.

19. Any decision taken by the Fédération pursuant to the terms of the present regulation, may be received by the Board at the request of any producer.

20. The Fédération may annull, modify or amend the present regulation at any time, subject to the approval of the Board.

21. In case of discrepancy or inconsistency between the French and English text in the present regulation, the French text shall prevail.

22. The present regulation is subject to the provisions of article 48 of the Québec Agricultural Marketing Act, and comes into force the day of its publication in the *Québec Official Gazette*, except for chapter III, which comes into force on February 20, 1971.

38697-o

Ministère des Richesses naturelles

Vente de permis de recherche pour le pétrole et le gaz naturel

Avis public est, par les présentes, donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumission pour permis de recherche pour le pétrole et le gaz naturel » seront reçues par le soussigné, le docteur P.-E. Auger, sous-ministre des Richesses naturelles, 1620, boulevard de l'Entente, Québec, province de Québec, jusqu'à deux heures de l'après-midi, le 10 mars 1971, pour l'obtention de permis de recherche pour le pétrole et le gaz naturel, conformément à l'article 186 de la Loi des mines (S.Q. 1965, chapitre 34) sur les blocs 1 à 37 inclusivement.

La carte indiquant la localisation des blocs peut être obtenue au ministère des Richesses naturelles moyennant un versement de $5 non remboursable.

Une soumission séparée doit être faite pour chaque bloc et être accompagnée d'un chèque certifié payable à l'ordre du ministre des Finances pour le montant offert et devra inclure le prix de la rente annuelle pour la première année qui est de trois cents ($0.03) l'acre.

Le ministre des Richesses naturelles se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Québec, le 29 janvier 1971.

Le sous-ministre,
P. E. AUGER.

38564-6-2-o

Department of Natural Resources

Tender for exploration licences for petroleum and natural gas

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tender for exploration licences for petroleum and natural gas" will be received by the undersigned Dr. P.-E. Auger, Deputy-Minister, Department of Natural Resources, 1620 de l'Entente Boulevard, Québec, Province of Québec, until 2:00 o'clock p.m., on March 10, 1971, for the purchase of exploration licences for petroleum and natural gas as prescribed by Section 186 of the Mining Act (S.Q. 1965, chapter 34) on blocks 1 to 37 inclusive.

A map locating the blocks can be obtained at the Department of Natural Resources for a fee of $5 non refundable.

Each tender must be made for one block only and include a certified cheque payable to the order of the Minister of Finance and must include the payment for the annual rental for the first year of three cents ($0.03) per acre.

The Minister of Natural Resources does not bind himself to accept the highest or any of the tenders.

Québec, January 29, 1971.

P.-E. AUGER,
Deputy-Minister.

38564-6-2-o

Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives
Assurance

Glens Falls Insurance Company

Avis d'annulation de permis et de certificat d'enregistrement

Attendu que « Glens Falls Insurance Company », dont le siège social est situé à Glens Falls, état de New York, États-Unis d'Amérique, laquelle compagnie était dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec, a réassuré toutes ses affaires dans la province de Québec avec « The Continental Insurance Company », dont le siège social est située à New York, état de New York, États-Unis d'Amérique, en vertu d'un contrat de réassurance intervenu entre ces deux compagnies le 16 octobre 1970, et lequel contrat de réassurance a pris effet le 1er janvier 1971;

Attendu que « The Continental Insurance Company » est dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec;

Attendu que « Glens Falls Insurance Company » s'est conformée aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et le certificat d'enregistrement de « Glens Falls Insurance Company » sont annulés à compter du 2 janvier 1971.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, le 2 janvier 1971.

Pour le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la Province,
Le surintendant des assurances,
ROGER-A. CAMARAIRE.

38562-6-2-o

Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives
Insurance

Glens Falls Insurance Company

Notice of Cancellation of License and Certificate of Registration

Whereas "Glens Falls Insurance Company", whose head office is situated in Glens Falls, State of New York, United States of America, which company was duly authorized to do business in the Province of Québec, has reinsured all its business in the Province of Québec with "The Continental Insurance Company", whose head office is situated in New York, State of New York, United States of America, according to a reinsurance agreement entered into by these two companies on the 16th of October 1970, with effect from the 1st of January 1971;

Whereas "The Continental Insurance Company" is duly authorized to do business in the Province of Québec;

Whereas "Glens Falls Insurance Company" has complied with the provisions of section 103 of the Québec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "Glens Falls Insurance Company" are cancelled as from the 2nd of January 1971.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the 2nd of January 1971.

For the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance.

38562-6-2-o

Changement de nom — Loi du
Accordés

Abraham Born

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 381, du 27 janvier 1971, d'effectuer le changement de nom de Abraham Borychowski en celui de Abraham Born.

Québec, le 8 février 1971.

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
Sous-ministre de la Justice.

38679-o

Max Cosma

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 383, du 27 janvier 1971, d'effectuer le changement de nom de Max Herscovici en celui de Max Cosma.

Québec, le 8 février 1971.

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
Sous-ministre de la Justice.

38679-o

Change of name — Act
Granted

Abraham Born

The Lieutenant-Governor in Council was pleased by Order number 381 of January 27, 1971, to effect the change of name of Abraham Borychowski to that of Abraham Born.

Québec, February 8, 1971.

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
Deputy Minister of Justice.

38679

Max Cosma

The Lieutenant-Governor in Council was pleased by Order number 383 of January 27, 1971, to effect the change of name of Max Herscovici to that of Max Cosma.

Québec, February 8, 1971.

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
Deputy Minister of Justice.

38679

Peter Anthony Ellis

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 382, du 27 janvier 1971, d'effectuer le changement de nom de Peter Anthony Cain en celui de Peter Anthony Ellis.

Québec, le 8 février 1971.

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
38679-o *Sous-ministre de la Justice.*

George Homma

Il a plu au lieutenant-touverneur en conseil, par le décret numéro 384, du 27 janvier 1971, d'effectuer le changement de nom de Hiroshi Honma en celui de George Homma.

Québec, le 8 février 1971.

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
38679-o *Sous-ministre de la Justice.*

Peter Anthony Ellis

The Lieutenant-Governor in Council was pleased by Order number 382 of January 27, 1971, to effect the change of name of Peter Anthony Cain into that of Peter Anthony Ellis.

Québec, February 8, 1971.

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
38679 *Deputy Minister of Justice.*

George Homma

The Lieutenant-Governor in Council was pleased by Order number 384 of January 27, 1971, to effect the change of name of Hiroshi Honma into that of George Homma.

Québec, February 8, 1971.

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
38679 *Deputy Minister of Justice.*

Changement de nom — Loi du *Demandes*

Johann Thomschitz

Avis est par les présentes donné que M. Johann Thomschitz s'adressera au lieutenant-gouverneur afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom en celui de M. Jean Thomas et Mme Paula Thomschitz changera son nom en celui de Mme Paula Thomas et Francis Thomschitz changera son nom en celui de Francis Thomas.

Montréal, 29 janvier 1971.

Les procureurs du requérant,
38594-6-2 LECHTER & SEGAL.

Marie-Louise, Cécile, Annette Malouin dit Rinfret

Avis est donné que Marie-Louise, Cécile, Annette Malouin dit Rinfret, célibataire, domiciliée au 751, rue Myrand, app. 5, Ste-Foy, présentera au ministre de la Justice de la province de Québec une requête pour changer son nom en celui de Anne Pouliot, étant donné qu'elle a toujours été connue sous ce dernier nom.

38680-7-2-o

Abie Schwartz

Avis est par les présentes donné que Abie Schwartz résidant en la ville de St-Michel, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir un décret changeant son nom de Abie Schwartz à celui de Alexander Shaw.

Montréal, ce 4 février 1971.

Les procureurs du requérant,
GAMEROFF, FENSTER, KANDESTIN
38699-7-2-o & GELFAND.

Change of name — Act *Applications*

Johann Thomschitz

Notice is hereby given that Mr. Johann Thomschitz will apply to the Lieutenant-Governor to change his name to Mr. Jean Thomas, and Mrs. Paula Thomschitz will change her name to Mrs. Paula Thomas and Francis Thomschitz will change his name to Francis Thomas.

Montreal, January 29, 1971.

LECHTER & SEGAL,
38594-6-2-o *Attorneys for Petitioner.*

Marie-Louise, Cécile Annette Malouin dit Rinfret

Notice is hereby given that Marie-Louise, Cécile, Annette Malouin dit Rinfret, spinster of the full age of majority, residing at 751 Myrand Street, Apt. 5, Ste. Foy, will apply to the Minister of Justice of the Province of Québec with a petition to change her name to that of Anne Pouliot, seen that she has always been known the latter name.

38680-7-2-o

Abie Schwartz

Notice is hereby given that Abie Schwartz residing in the city of Ville St-Michel, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council to have his name changed from Abie Schwartz to that of Alexander Shaw.

Montreal, February 4, 1971.

GAMEROFF, FENSTER, KANDESTIN
& GELFAND,
38699-7-2-o *Attorneys for the petitioner.*

Demandes à la Législature

La Corporation municipale de St-Donat

« La Corporation municipale de St-Donat », comté de Montcalm, s'adressera à la législature pour obtenir une Loi lui accordant le pouvoir d'ériger, posséder et opérer des barrages, écluses et canaux pour régler le niveau des lacs situés sur son territoire.

Le procureur de la municipalité,
38632-7-4-o JACQUES DUGAS, C.R.

Congregation Avath Scholom Nusoch Haori

Avis est donné que Joe Gorelik, manufacturier; Israël Kositsky, marchand; Morris Sacharen, marchand; Barney Yanofsky, agent d'assurance; Abraham Goodman, peintre; Nathan Nachfolger, gérant de bureau; Harry Nachfolger, marchand; A. Chizy, opérateur; Joe Freeder, marchand; Nathan Cohen, constructeur; Aaron Cohen, constructeur; Aaron Vogel, marchand; Oscar Singer, entrepreneur plombier; tous des cité et district de Montréal, et Isidore Greenbaum, avocat, de Côte Saint-Luc, dans le district de Montréal, s'adresseront à l'Assemblée nationale de la province de Québec, à sa prochaine session ou prochaine session subséquente afin de demander la passation d'un projet de Loi constituant en corporation « Congregation Avath Scholom Nusoch Haori ».

Daté à Montréal, 15 janvier 1971.

Le procureur des requérants,
38681-7-4 ISIDORE GREENBAUM.

Commissaires d'écoles pour la municipalité de Ville d'Anjou

Avis est par les présentes donné que les Commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Ville d'Anjou, dans le comté de Lafontaine, s'adresseront à l'Assemblée Nationale de la province de Québec, à sa présente ou à une prochaine Session, dans le but de demander l'abrogation de la loi 6-7 Elizabeth 2, 1957-1958, chapitre 114, ainsi que la loi 7-8 Elizabeth 2, 1958-1959, chapitre 133, afin de revenir aux dispositions générales de la Loi de l'Instruction Publique fixant la date de la prochaine élection générale au deuxième lundi du mois de juin 1971, et abrogeant toute division en quartiers pour fins scolaires et pour toutes autres fins.

Montréal, le 25 janvier 1971.

Le secrétaire-trésorier,
38700-7-4-o PIERRE RACINE, C.A.

Applications to Legislature

The Municipal Corporation of St-Donat

"The Municipal Corporation of St-Donat", Montcalm county, will petition the National Assembly to have enacted a law granting power to erect, possess and operate dams, locks and canals to regulate water level on the lakes in its territory.

JACQUES DUGAS, Q.C.,
38632-7-4-o *Sollicitor for the Municipality.*

Congregation Avath Scholom Nusoch Haori

Notice is hereby given that Joe Gorelik, manufacturer; Israël Kositsky, merchant; Morris Sacharen, merchant; Barney Yanofsky, insurance agent; Abraham Goodman, painter; Nathan Nachfolger, office manager; Harry Nachfolger, merchant; A. Chizy, operator; Joe Freeder, merchant; Nathan Cohen, builder; Aaron Cohen, builder; Aaron Vogel, merchant; Oscar Singer, plumbing contractor, all of the city and district of Montreal, and Isidore Greenbaum, advocate, of Côte St. Luc, in the district of Montreal, will apply to the National Assembly of the Province of Québec at its next or next succeeding session to request the passing of a bill incorporating "Congregation Avath Scholom Nusoch Haori".

Dated at Montreal, January 15, 1971.

ISIDORE GREENBAUM,
38681-7-4-o *Attorney for the petitioners.*

School Commissioners for the municipality of Ville d'Anjou

Notice is hereby given that the School commissioners for the municipality of Ville d'Anjou, in the county of Lafontaine, will petition the National Assembly of the Province of Québec, at its present or next Session, in order to obtain the abrogation of the Act: 6-7 Elizabeth 2, 1957-1958, chapter 114, and 7-8 Elizabeth 2, 1958-1959, chapter 133, and replacing these special laws by the General Regulations of the Education Act, and fixing the date of the next general election to the second Monday of June 1971, and abrogating any division in wards for school purposes.

Montreal, January 25, 1971.

PIERRE RACINE, C.A.,
38700-7-4-o *Secretary-Treasurer.*

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Canton Orford

Cadastre officiel du canton Orford, municipalité de la cité de Sherbrooke, division d'enregistrement de Sherbrooke.

Avis est par la présente donné que les lots 109-98 à 109-107, 109-109, 109-70, 109-77 à 109-84, 109-37,

Department of Lands and Forests
Cadastre

Township Orford

Official cadastre of township Orford, municipality of the city of Sherbrooke, registration division of Sherbrooke.

Notice is hereby given that lots 109-98 to 109-107, 109-109, 109-70, 109-77 to 109-84, 109-37, 109-38,

109-38, 109-53, 109-54 et une partie du lot 109-76 sont cancellés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 3 décembre 1970.

Le sous-ministre,
38678-o FERNAND BOUTIN.

Canton Provost

Cadastre officiel du canton Provost, municipalité de la paroisse de St-Zénon, division d'enregistrement de Berthier.

Avis est par la présente donné que les lots 25-1, 25-2, 25-3, 25-4, 26-1, 26-2, 26-3 du rang XII sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 12 janvier 1971.

Le sous-ministre,
38678-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de Ste-Geneviève

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Geneviève, municipalité de la ville de Dollard des Ormeaux, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 300-245 à 300-247, 301-111 à 301-114 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 26 janvier 1971.

Le sous-ministre,
38678-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de St-Hubert

Cadastre officiel de la paroisse de St-Hubert, municipalité de la ville de St-Hubert, division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que les lots 154-168, 154-380, 154-592, 154-1143, 154-1144, 155-111, 156-17, des parties restantes des lots 154-169, 154-381, 155-377 et deux (2) parties du lot 155-389 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 25 janvier 1971.

Le sous-ministre,
38678-o FERNAND BOUTIN.

109-53, 109-54 and a part of lot 109-76 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, December 3, 1970.

FERNAND BOUTIN,
38678-o *Deputy Minister.*

Township Provost

Official cadastre of township Provost, municipality of the parish of St-Zénon, registration division of Berthier.

Notice is hereby given that lots 25-1, 25-2, 25-3, 25-4, 26-1, 26-2, 26-3 of range XII are cancelled in Article 2174A of the Civil Code.

Québec, January 12, 1971.

FERNAND BOUTIN,
38678-o *Deputy Minister.*

Parish of Ste-Geneviève

Official cadastre of the parish of Ste-Geneviève, municipality of the town of Dollard des Ormeaux, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 300-245 to 300-247, 301-111 to 301-114 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, January 26, 1971.

FERNAND BOUTIN.
38678-o *Deputy Minister.*

Parish of St-Hubert

Official cadastre of the parish of St-Hubert, municipality of the town of St-Hubert, registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lots 154-168, 154-380, 154-592, 154-1143, 154-1144, 155-111, 156-17, remaining parts of lots 154-169, 154-381, 155-377 and two (2) parts of lot 155-389 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, January 25, 1971.

FERNAND BOUTIN,
38678-o *Deputy Minister.*

Ministère des Affaires municipales

Municipalité de Christie

Avis est donné par les soussignés que le lieutenant-gouverneur en conseil a adopté, en date du 27 janvier 1971, un arrêté en conseil ayant pour objet de changer le nom de la municipalité de Christie, comté de Gaspé-Ouest, en celui de: « municipalité de la Martre ».

Conformément à l'article 48 du Code municipal, ce changement de nom entre en vigueur à compter de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle du Québec.*

Ste-Marthe, le 4 février 1971.

Le maire,
GRÉGOIRE TASSÉ.
Le secrétaire-trésorier,
38698-o LOUIS-MARIE VALLÉE.

Department of Municipal Affairs

Municipality of Christie

Notice is given by the undersigned that the Lieutenant-Governor in Council adopted, on January 27, 1971, an Order in Council in order to change the name of the municipality of Christie, county of Gaspé-West, to that of: "Municipality of Martre".

In conformity with section 48 of the Municipal Code, this change of name comes into effect from and after the publication of this notice in the *Québec Official Gazette.*

Ste-Marthe, February 4, 1971.

GRÉGOIRE TASSÉ,
Mayor.
LOUIS-MARIE VALLÉE,
38698 *Secretary-Treasurer.*

Cité de Jonquière

Avis est donné que, par l'arrêté en conseil numéro 408 du 27 janvier 1971 et conformément à l'article 43 de la Loi des cités et villes (S.R.Q. 1964, chapitre 193), il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement numéro 746 du conseil municipal de la cité de Jonquière et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné audit règlement et décrit ci-dessous est détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Dominique-de-Jonquières, comté de Chicoutimi, et annexé à la cité de Jonquière.

Ce territoire est le suivant:

Description officielle

des limites du territoire détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Dominique de Jonquières et annexé à la cité de Jonquière.

Un territoire faisant actuellement partie de la municipalité de la paroisse de Saint-Dominique-de-Jonquières, comté de Chicoutimi, comprenant en référence au cadastre du canton de Jonquière les lots 25-A-1-1 (rue), 25-A-210, 25-A-211, 25-A-212, 25-A-213, 25-A-214, 25-A-215, 25-A-238 (rue), 25-A-239 (rue) du rang IV, le tout renfermé dans les limites ci-après décrites, à savoir:

partant du coin ouest du lot 25-A-239 (boulevard Rivière aux Sables); de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: partie de la ligne sud-ouest du lot 25-A-239 et la ligne sud-ouest du lot 25-A-1-1, ces lignes faisant en partie le côté sud-ouest du boulevard de la Rivière aux Sables jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 25-A-215; les lignes nord-ouest et sud-ouest dudit lot 25-A-215; la ligne sud des lots 25-A-215 en rétrogradant jusqu'au lot 25-A-210; la ligne est des lots 25-A-210 et 25-A-238 (boulevard Rivière aux Sables) enfin la ligne nord des lots 25-A-238 et 25-A-239 jusqu'au point de départ

Le sous-ministre des Affaires municipales,
38676-o RICHARD BEAULIEU.

City of Jonquière

Notice is given that, by Order in Council Number 408 of January 27, 1971 and in accordance with section 43 of the Cities and Towns Act (R.S.Q., 1964, chapter 193), the Lieutenant-Governor in Council was pleased to approve by-law Number 746 of the municipal council of the city of Jonquière and to decree that, from and after the date of publication of the present notice, the territory mentioned in the said by-law and described below is detached from the municipality of the parish of Saint-Dominique-de-Jonquières, county of Chicoutimi, and annexed to the city of Jonquière.

The territory is as follows:

Official description

of the limits of the territory detached from the municipality of the parish of Saint-Dominique-de-Jonquières, and annexed to the city of Jonquière.

A territory now forming part of the municipality of the parish of Saint-Dominique-de-Jonquières, county of Chicoutimi, comprising, with reference to the cadastre of the township of Jonquière, lots 25-A-1-1 (street), 25-A-210, 25-A-211, 25-A-212, 25-A-213, 25-A-214, 25-A-215, 25-A-238 (street), 25-A-239 (street) in range IV, the whole enclosed within the boundaries described hereinafter, to wit:

starting from the western corner of lot 25-A-239 (Rivière aux Sables Boulevard); thence, successively, the following lines and boundaries: part of the south-western line of lot 25-A-239 and the south-western line of lot 24-A-1-1, these lines forming a part of the south-western side of Rivière aux Sables Boulevard to the north-western line of lot 25-A-215; the north-western and south-western lines of said lot 25-A-215; the south line of lots 25-A-215 moving backwards to lot 25-A-210; the east line of lots 25-A-210 and 25-A-238 (Rivière aux Sables Boulevard), finally the northern line of lots 25-A-238 and 25-A-239 to the starting point.

RICHARD BEAULIEU,
38676 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Liquidation — Loi de la

Magasin Co-op de Hauterive

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que lors d'une assemblée générale spéciale des membres du « Magasin Co-op de Hauterive », tenue à Hauterive, le 17 décembre 1970, il a été résolu que les affaires de ladite association coopérative soient liquidées, que celle-ci soit dissoute, et ce en vertu des dispositions de la Loi des associations coopératives et de la Loi de la liquidation des compagnies, et que MM. Grégoire Bellavance, Claude Gaeremynck et Mme Fernande Fortin ont été nommés liquidateurs.

Le sous-ministre des institutions financière, compagnies et coopératives.
3709-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Winding Up Act

Magasin Co-op de Hauterive

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is given that at a special general meeting of the members of "Magasin Co-op de Hauterive", held at Hauterive on December 17, 1970, a resolution was passed stating that the affairs of the said cooperative association be wound up, that it be dissolved, pursuant to the provisions of the Cooperative Associtions Act and the Winding-Up Act, and that Messrs. Grégoire Bellavance, Claude Gaeremynck and Mrs. Fernande Fortin were appointed liquidators.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
38709 *Companies and Cooperatives.*

Gérald Martineau inc.

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie « Gérald Martineau inc. », tenue à Québec, le 1er décembre 1970, il a été résolu que les affaires de ladite compagnie soient liquidées, et que celle-ci soit dissoute, en vertu de la Loi de la liquidation des compagnies, et que M. Guy Fortier, comptable agréé, a été nommé liquidateur.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

38661-o 2735-66

Gérald Martineau inc.

Notice is given that at a special general meeting of the shareholders of "Gérald Martineau inc.", held at Québec, on December 1, 1970, a resolution was passed stating that the affairs of the said company be wound up, and that it be dissolved, pursuant to the Winding-Up Act, and that Mr. Guy Fortier, chartered accountant, was appointed liquidator.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

38661 2735-66

Proclamation

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la loi.

À nos très aimés et fidèles conseillers les membres de l'Assemblée nationale du Québec,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le vingt-troisième jour de février prochain et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date, au palais législatif, en la ville de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, le vingt et unième jour de janvier, l'an de grâce mil neuf cent soixante et onze et de Notre règne le dix-neuvième.

Par ordre,

Le secrétaire de la chancellerie à Québec,
RENÉ BLONDIN.

38360-5-4-o

Proclamation

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To our Beloved and Faithful Councillors, the members of the National Assembly of Québec.

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, for various considerations, it is expedient to summon the Legislature of the Province of Québec for the dispatch of business, We hereby convene you for the twenty-third day of February next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the city of Québec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent and the Great Seal of our Province of Québec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of the said Province.

Given at Our Government House, in Québec, on the twenty-first day of January, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-one, in the nineteenth year of Our Reign.

By command,

RENÉ BLONDIN,
Clerk of the Crown in Chancery, at Québec.

38360-5-4-o

Caisses d'épargne et de crédit

Caisse d'économie des travailleurs réunis de Québec

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la

Savings and Credit Unions

Caisse d'économie des travailleurs réunis de Québec

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the

formation de la caisse d'épargne et de crédit: « Caisse d'économie des travailleurs réunis de Québec ».

Le groupe dans lequel la caisse recrutera ses membres, sera: « Les travailleurs des corporations, institutions ou sociétés suivantes: Le Syndicat des permanents et des employés de bureau de la C.S.N.; les employés de l'Hôpital Général de Québec; les employés de l'Hôpital Notre-Dame de Fatima de la Pocatière; les employés de l'Hôpital St-Augustin (Courville); les employés de l'Hôpital St-Michel Archange (Mastaï) ».

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé dans la cité de Québec, district électoral Louis-Hébert.

Québec, le 8 février 1971.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

38734-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

La Caisse populaire de Ste-Thérèse de l'Enfant-Jésus

(Correction)

Dans l'avis publié dans la *Gazette du Québec* numéro 5 du 30 janvier 1971, à la page 1332, sixième ligne, nous aurions dû lire: « soit au nord le chemin de fer du C.N.R. » au lieu de « soit au nord du chemin de fer du C.N.R. »

38631-o

Caisse d'économie Wayagamack

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a approuvé le règlement adopté le 13 novembre 1970 par la « Caisse d'économie Wayagamack », modifiant son groupe qui était: Les employés de Consolidated Paper Corporation de Trois-Rivières « Division Wayagamack » en y ajoutant « les employés de Les Emballages Consolidated Bathurst Limitée du Cap-de-la-Madeleine ».

Québec, le 1er février 1971.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

38704-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

formation of the savings and credit union: "Caisse d'économie des travailleurs réunis de Québec".

The group from which the union will recruit its members will be: "The employees of the following corporations, institutions or firms: "Le Syndicat des permanents et des employés de bureau de la C.S.N."; the employees of l'Hôpital Général de Québec; the employees of l'Hôpital Notre-Dame de Fatima de la Pocatière; the employees of l'Hôpital St-Augustin (Courville); the employees of l'Hôpital St-Michel Archange (Mastaï)".

The head office of this savings and credit union is situated in Québec City, electoral district of Louis-Hébert.

Québec, February 8, 1971.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38734

La Caisse populaire de Ste-Thérèse de l'Enfant-Jésus

(Correction)

In the notice published in *Québec Official Gazette* number 5 of January 30, 1971, on page 1332, in the sixth line, one should have read: "on the north the C.N.R. railroad" instead of "on the north of the C.N.R. railroad."

38631

Caisse d'économie Wayagamack

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the by-law adopted on November 13, 1970 by the "Caisse d'économie Wayagamack", modifying its group which was the employees of Consolidated Paper Corporation of Trois-Rivières "Division Wayagamack" by adding "the employees of Les Emballages Consolidated Bathurst Limitée du Cap-de-la-Madeleine".

Québec, February 1, 1971.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38704

Avis divers

Conseil Mercier No 3370 des Chevaliers de Colomb de Mercier inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 13 janvier 1971, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Conseil Mercier No 3370 des Chevaliers de Colomb de Mercier inc. », et ce, en vertu de l'article 9 de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec et l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38682-o 10-70

Miscellaneous Notices

Council Mercier No. 3370 of the Knights of Columbus of Mercier Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on January 13, 1971, approved general by-laws of "Council Mercier No. 3370 of the Knights of Columbus of Mercier Inc.", and such pursuant to section 9 concerning the Knights of Columbus of the Province of Québec and section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38682 10-70

Université du Québec

Avis par les présentes est donné que l'Assemblée des Gouverneurs de l'Université du Québec a amendé, dans le sens suivant, le règlement No 17.1 relatif à l'engagement du personnel de l'Université du Québec, de ses universités constituantes, écoles supérieures et instituts de recherche, et le règlement No 17.2 relatif à l'établissement d'un régime de rentes pour le personnel à l'emploi de l'Université du Québec et des autres corporations auxquelles il s'applique:

1. Que le règlement général No 17.1 relatif à l'engagement du personnel de l'Université du Québec, de ses universités constituantes, écoles supérieures et instituts de recherche, soit amendé comme suit:

a) en remplaçant partout où elle apparaît, l'expression « No 17.1 » par l'expression « No 17.*b* »;

b) en ajoutant, à la fin de l'article 4, les mots: « sauf en ce qui a trait au régime de rentes supplémentaires; »

c) en ajoutant à l'article 5 l'alinéa suivant: « l'annexe VII du présent règlement, qui en fait partie, régit le régime de rentes supplémentaire de tout le personnel; »

d) en ajoutant, à l'article 6, après les mots: « le plan de classification et les attributions » les mots suivants: « ainsi que le régime de rentes supplémentaire; »

e) en ajoutant, à l'article 6, après les mots: « à l'article 5 », les mots: « et définis aux annexes IV, V, VI et VII »

f) en remplaçant, dans l'article 7, les mots: « aux annexes I, II et III » par les mots: « aux annexes I, II, III et VII ».

2. Que soient incorporés audit règlement général les amendements qui y ont déjà été apportés, savoir:

a) à l'article 2, alinéa A) le remplacement des mots: « le corps professoral » par les mots: « le personnel d'enseignement et de recherche »;

b) le remplacement de l'article 9, par le suivant:

« toute convention collective ou toute entente faite entre une université constituante, école supérieure ou institut de recherche et un syndicat, association ou groupe d'employés de telle institutions doit, pour être valide, être signée par les officiers autorisés desdites unités et le président de l'Université du Québec ».

3. Que le règlement général No 17-2 concernant l'établissement d'un régime de rentes pour le personnel de l'Université du Québec et des autres corporations auxquelles il s'applique devienne l'annexe VII du règlement général No 17.*b*.

Les deux amendements visés à l'article 2 de la présente résolution ne s'appliquent pas aux conventions ou ententes en cours de négociation en date du 19 août 1970.

38702-o

Succession Gaëtan Picard

Avis est par les présentes donné que MM. Marc Picard, Laurent Picard et Guy Picard, ont accepté, sous bénéfice d'inventaire, la succession de M. Gaëtan Picard, leur frère, en son vivant domicilié au numéro 63, rue Buade, Québec, décédé à Québec, le 5 janvier 1971, intestat et célibataire, par acte signé devant Me Ber-

University of Québec

Notice is hereby given that the Board of Governors of the University of Québec has amended, in the following way, By-law No. 17.1 respecting the hiring of staff for the University of Québec, its constituent universities, superior schools and research institutes, and By-law No. 17.2 respecting the setting-up of an annuity plan for the staff of the University of Québec and of the other corporations the plan covers:

1. That general By-law No. 17.1 respecting the hiring of staff for the University of Québec, its constituent universities, superior schools and research institutes be amended as follows:

(*a*) by replacing expression "No. 17.1" by expression "No. 17.*b*" whenever the former is used;

(*b*) by adding, at the end of section 4, the words: "except where the supplemental annuity plan is concerned";

(*c*) by adding to section 5 the following paragraph "annex VII of this by-law, of which it forms part, governs the supplemental annuity plan for all the staff";

(*d*) by adding, in section 6, after the words: "the classification plan and duties the following words: "as well as the supplemental annuity plan";

(*e*) by adding, in section 6, after the words: "in section 5" the words: "in section 5", the words: "as defined in Appendices IV, V, IV and VII",

(*f*) by replacing, in section 7, the words: "in Appendendices I, II and III" by the words: "In Appendices I, II, III and VII".

2. That be incorporated in the said general by-law the amendments which have already been mode, to wit:

(*a*) in section 2, paragraph (A) substituting the words: "teaching staff" by the words: "the teaching and research staff";

(*b*) substitution section 9 by the following:

"a collective agreement or understanding between a constituent university, superior school or research institute and a union, association or group of employees of such an institutions must, in order to be valid be signed by authorized officers of the said units and the President of the University of Québec".

3. That beneral by-law No. 17.2 respecting the setting up of an annuity plan for the staff of the University of Québec and of the other corporations the plan covers become Appendix VII of general by-law No. 17.*b*.

The two amendments referred to in section 2 of this resolution only apply to the agreements or understandings which were being negatiated as of August 19, 1970.

38702

Estate of Gaëtan Picard

Notice is hereby given that Messrs. Marc Picard, Laurent Picard and Guy Picard have accepted under benefit of inventory the estate of Mr. Gaëtan Picard, their brother, in his life time domiciled at 63, Buade Street, Québec, deceased at Québec on January 5th, 1971, intestate and unmarried, by deed passed before

nard Samson, notaire à 970, avenue Cartier, Québec, le 1er février 1971, sous le numéro 11,966 de ses minutes, et enregistré au bureau d'enregistrement de Québec, le 3 février 1971, sous le numéro 684,866.

Québec, ce 3 février 1971.

Le notaire pour les héritiers,
(Signé) BERNARD SAMSON.

38701-o

Me Bernard Samson, notary at 970, Cartier Avenue, Québec, on February 1st, 1971, under number 11,966 of his minutes, and registered at the Québec registry office on February 3, 1971, under number 684,866.

Québec, February 3, 1971.

(Signed) BERNARD SAMSON,
Notary for the heirs.

38701-o

Associations coopératives

Association coopérative des consommateurs d'huile de Windsor

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de l'association coopérative « Association coopérative des consommateurs d'huile de Windsor ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Windsor, Québec, dans le district électoral de Richmond.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38703-o

Cooperative Associations

Association coopérative des consommateurs d'huile de Windsor

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the formation of "Association coopérative des consommateurs d'huile de Windsor".

The head office of this cooperative association is situated at Windsor, Québec, in the electoral district of Richmond.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38703

Ventes d'effets non réclamés

Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada

Réclamations marchandises

Avis est par les présentes donné que tous les effets reçus avant le premier jour de septembre 1970, et non réclamés aux bureaux de la Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada, à divers endroits de la Région du Saint-Laurent des Chemins de Fer Nationaux du Canada seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Allan Harvey & Company, encanteurs, 2276 est, rue Ontario, Montréal, à midi, le mercredi 10 mars 1971, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, Québec, le 28 janvier 1971.

Le directeur,
W.W.R. BRADFORD.

38509-6-5-o

Compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique.

Avis est par les présentes donné que tous les effets de bagage reçus avant le premier jour de novembre 1970, et non réclamés aux bureaux de la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique, seront vendus aux enchères par Fraser Brothers (Canada) Limited, 4950 de la Savane, Montréal, à dix heures de l'avant-midi, lundi, le vingt-neuvième (29e) jour de mars 1971, conformément à la Loi des Chemins de Fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, le 1er février 1971.

Le superviseur,
G. P. WATSON.

38669-7-6-o

Sales of Unclaimed Baggage

Canadian National Railway Company

Merchandise Claims Department

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of September 1970, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian National Railway Company, at different points in the St-Lawrence Region of the Canadian National Railway Company, will be sold at public auction to the highest bidder by Allan Harvey & Company, Auctioneers, 2276 Ontario Street East, Montreal, at 11:30 a.m., Wednesday, March 10, 1971, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, Québec, January 28, 1971.

W.W.R. BRADFORD,
Manager.

38509-6-5-o

Canadian Pacific Railway Company

Notice is hereby given that all baggage received prior to the first day of November 1970, and still remaining unclaimed in the offices of Canadian Pacific Railway Company, will be sold by public auction to the highest bidder by Fraser Brothers (Canada) Limited, auctioneers, at 4950 de la Savane, Montreal, at ten o'clock in the forenoon, on Monday, the twenty-ninth (29th) day of March 1971, under the authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, February 1, 1971.

G. P. WATSON,
Supervisor.

38669-7-6-o

Régie de l'électricité et du gaz

Gaz Métropolitain, inc.

Avis public est donné par les présentes que « Gaz Métropolitain, inc. » a demandé à la Régie de l'Électricité et du Gaz d'autoriser l'émission et la mise en circulation au pair et la livraison par « Gaz Métropolitain, inc. » à Northern and Central Gas Corporation Limited de $15,000,000 d'obligations (debentures), Série A (non garanties), portant intérêt au taux de 9½% par année, échéant le 2 juillet 1991 et de $15,000,000 d'obligations (debentures), Série B (non garanties), portant intérêt au taux de 9 5/8% par année, échéant le 15 janvier 1991, en remboursement de prêts dus à Northern and Central Gas Corporation Limited pour un montant équivalent.

Toute personne désirant obtenir une copie de la demande ou ayant des représentations à faire au sujet de ladite demande devra s'adresser à la Régie de l'Électricité et du Gaz, 2100, rue Drummond, Montréal 107, Québec, dans les 15 jours de la date de publication des présentes.

Montréal, ce 5e jour de février 1971.

Gaz Métropolitain, inc.,
Le secrétaire,
CAMILLE ANTAKI.

38711-o

Electricity and Gas Board

Gaz Métropolitain, inc.

Public notice is hereby given that application has been made to the Electricity and Gas Board by "Gaz Métropolitain, inc." for authorization to issue, put in Central Gas Corporation Limited $15,000,000 Debentures, Series "A" (unsecured), bearing interest at the rate of 9½% per annum, maturing on July 2, 1991, and $15,000,000 Debentures, Series "B" (unsecured), bearing interest at the rate of 9 5/8% per annum, maturing January 15, 1991, in payment of loans due to Northern and Central Gas Corporation Limited in like amounts.

Any person desiring to obtain a copy of the application or desiring to make representations in respect thereof should communicate with the Electricity and Gas Board, 2100 Drummond Street, Montreal 107, Québec, within 15 days of the publication of this notice.

Montreal, this 5th day of February 1971.

Gaz Metropolitain, inc.,
CAMILLE ANTAKI,
Secretary.

38711-o

Soumissions — Demandes de

Ville de Chandler
Comté de Gaspé-Sud

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné J.-A. Arsenault, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 35, rue Commerciale Ouest, Case postale 459, Chandler, comté de Gaspé-Sud, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 3 mars 1971, pour l'achat de $182,000 d'obligations de la ville de Chandler, comté de Gaspé-Sud, datées du 15 mars 1971 et remboursables par série du 15 mars 1972 au 15 mars 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non intérieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 15 mars et 15 septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 mars 1971.

Tableau d'amortissement — $182,000 — 20 ans

Année	*Capital*
15 mars 1972	$ 4,000
15 mars 1973	4,500
15 mars 1974	5,000
15 mars 1975	5,000
15 mars 1976	5,500

Tenders — Requests for

Town of Chandler
County of Gaspé-South

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J.-A. Arsenault, Secretary-Treasurer, Town Hall, 35 Commercial Street West, P.O. Box 459, Chandler, county of Gaspé-South, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Wednesday, March 3, 1971, for the purchase of an issue of $182,000 of bonds for the town of Chandler, county of Gaspé-South, dated March 15, 1971, and redeemable serially from March 15, 1972 to March 15, 1991 inclusively, at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on March 15 and September 15 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the tables of redemption in this notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as from March 15, 1971.

Table of redemption — $182,000 — 20 years

Year	*Capital*
March 15, 1972	$ 4,000
March 15, 1973	4,500
March 15, 1974	5,000
March 15, 1975	5,000
March 15, 1976	5,500

15 mars 1977	$ 6,000
15 mars 1978	6,500
15 mars 1979	7,000
15 mars 1980	7,500
15 mars 1981	8,000
15 mars 1982	8,500
15 mars 1983	9,500
15 mars 1984	10,000
15 mars 1985	11,000
15 mars 1986	11,500
15 mars 1987	12,500
15 mars 1988	13,500
15 mars 1989	14,500
15 mars 1990	15,500
15 mars 1991	16,500

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $16,500 et si supérieur à ce dernier montant, cet excécent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 mars 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Chandler.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $16,500 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 15 mars de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu du règlement suivant: V-93 — $182,000 — aqueduc, égouts, pavage.

March 15, 1977	$ 6,000
March 15, 1978	6,500
March 15, 1979	7,000
March 15, 1980	7,500
March 15, 1981	8,000
March 15, 1982	8,500
March 15, 1983	9,500
March 15, 1984	10,000
March 15, 1985	11,000
March 15, 1986	11,500
March 15, 1987	12,500
March 15, 1988	13,500
March 15, 1989	14,500
March 15, 1990	15,500
March 15, 1991	16,500

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. One to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. One to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteent year.

3. One to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. One to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for one part and as 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, for the latter terms and conditions, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $16,500 and if higher than this latter amount, this surplus must comprise only one or several complete annual amortizations, taking into account the table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of maturities excluding the maturity of March 15, 1991.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Chandler.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation, save if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount higher than $16,500, and only this surplus will be redeemable by anticipation, at par, on March 15, of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities appearing in the present notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds shall be issued pursuant to the following by-law: V-93 — $182,000 — aqueduct, sewers, paving.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mercredi, le 3 mars 1971 à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 35, rue Commerciale Ouest, case postale 459, Chandler, comté de Gaspé-Sud, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haure ni aucune des soumissions.

Chandler (Comté de Gaspé-Sud), ce 4 février 1971.

Le secrétaire-trésorier,
J.-A. ARSENAULT.

Hôtel de ville, 35, rue Commerciale Ouest,
Case postale 459, Chandler,
Comté de Gaspé-Sud, P.Q.
Téléphone: 689-2221, code 418. 38664-o

Municipalité de St-Donat
Comté de Montcalm

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jules Saint-Georges, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 475, rue Desrochers, Saint-Donat, comté de Montcalm, P.Q., jusqu'à 8 heures 30 du soir, mardi, le 2 mars 1971, pour l'achat de $107,000 d'obligations de la municipalité de Saint-Donat, comté de Montcalm, datées du 15 mars 1971 et remboursables par série du 15 mars 1972 au 15 mars 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 15 mars et 15 septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 mars 1971.

Tableau d'amortissement — $107,000 — 20 ans

Année	*Capital*
15 mars 1972	$ 1,500
15 mars 1973	1,500
15 mars 1974	2,000
15 mars 1975	2,000
15 mars 1976	2,500
15 mars 1977	3,000
15 mars 1978	3,000
15 mars 1979	4,000
15 mars 1980	4,000
15 mars 1981	4,000
15 mars 1982	2,500
15 mars 1983	2,500
15 mars 1984	3,000
15 mars 1985	3,500
15 mars 1986	3,500
15 mars 1987	4,000
15 mars 1988	4,500
15 mars 1989	4,500
15 mars 1990	5,500
15 mars 1991	46,000

The tenders will be opened and considered at a meeting of the countil to be held on Wednesday, March 3, 1971, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 35 Commercial Street West, P.O. Box 459, Chandler, county of Gaspé-South, P.Q.

The council do not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Chandler (County of Gaspé-South), February 4, 1971.

J.-A. ARSENAULT,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 35 Commercial Street West,
P.O. Box 459, Chandler,
County of Gaspé-South, P.Q.
Telephone: 689-2221, code 418. 38664

Municipality of St-Donat
County of Montcalm

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Jules Saint-Georges, Secretary-Treasurer, Town Hall, 475 Desrochers Street, Saint-Donat, county of Montcalm, P.Q., until 8:30 o'clock p.m., on Tuesday, March 2, 1971, for the purchase of an issue of $107,000 of bonds for the municipality of Saint-Donat, county of Montcalm, dated March 15, 1971 and redeemable serially from March 15, 1972 to March 15, 1991 inclusively, with interest at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on March 15th and September 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the tables of redemption in this notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as from March 15, 1971.

Table of redemption — $107,000 — 20 years

Year	*Capital*
March 15, 1972	$ 1,500
March 15, 1973	1,500
March 15, 1974	2,000
March 15, 1975	2,000
March 15, 1976	2,500
March 15, 1977	3,000
March 15, 1978	3,000
March 15, 1979	4,000
March 15, 1980	4,000
March 15, 1981	4,000
March 15, 1982	2,500
March 15, 1983	2,500
March 15, 1984	3,000
March 15, 1985	3,500
March 15, 1986	3,500
March 15, 1987	4,000
March 15, 1988	4,500
March 15, 1989	4,500
March 15, 1990	5,500
March 15, 1991	46,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $6,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 mars 2001 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 15 mars 1991 au montant de $46,000 comprend un solde de $40,500 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans et échéant comme suit:

Année	*Capital*
15 mars 1992	$2,500
15 mars 1993	3,000
15 mars 1994	3,000
15 mars 1995	3,500
15 mars 1996	3,500
15 mars 1997	4,000
15 mars 1998	4,500
15 mars 1999	5,000
15 mars 2000	5,500
15 mars 2001	6,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Saint-Donat.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $46,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 15 mars de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Moreover, only the following terms and conditions shall be considered:

1. One to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. One to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. One to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. One to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, for the latter terms and conditions, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $6,000 and if higher than this latter amount, this surplus must comprise only one or several complete annual amortizations, taking into account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of maturities excluding the maturity of March 15, 2001 of the renewable part hereinafter mentioned.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only and shall comprise one only of the terms save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The maturity of March 15, 1991 in the amount of $46,000 includes a balance of $40,500 renewable for an additional 10-year period and maturing as follows:

Year	*Capital*
March 15, 1992	$2,500
March 15, 1993	3,000
March 15, 1994	3,000
March 15, 1995	3,500
March 15, 1996	3,500
March 15, 1997	4,000
March 15, 1998	4,500
March 15, 1999	5,000
March 15, 2000	5,500
March 15, 2001	6,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Saint-Donat.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation save if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount higher than $46,000, and only this surplus will be redeemable by anticipation, at par, on March 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue in accordance with the table of maturities appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tenders.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 91 — $63,000 — aqueduc, égouts; 93 — $25,000 — aqueduc, égouts; 94 — $3,000 — aqueduc, égouts; 97 — $16,000 — achat de mobilier et équipement de bureau.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mardi, le 2 mars 1971, à 8 heures 30 du soir, Hôtel de Ville, 475, rue Desrochers, Saint-Donat, comté de Montcalm, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Donat (Comté de Montcalm), ce 2 février 1971.

Le secrétaire-trésorier,
JULES SAINT-GEORGES.

Hôtel de Ville, 475, rue Desrochers,
Saint-Donat (Montcalm), P.Q.
Téléphone: 424-2383, code 819. 38665-o

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 91 — $63,000 — aqueduct, sewers; 93 — $25,000 — aqueduct, sewers; 94 — $3,000 — aqueduct, sewers; 97 — $16,000 — purchasing of office furniture and equipment.

The tenders will be opened and considered at meeting of the council to be held on Tuesday, March 2, 1971, at 8:30 p.m., at the Town Hall, 475 Desrochers Street, Saint-Donat, county of Montcalm, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Saint-Donat (County of Montcalm), February 2, 1971.

JULES SAINT-GEORGES,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 475 Desrochers Street,
Saint-Donat (Montcalm), P.Q.
Telephone: 424-2383, code 819. 38665

Ville de Douville
Comté de Saint-Hyacinthe

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jacques Archambault, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 610, rue Chapleau, Douville, comté de Saint-Hyacinthe, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 2 mars 1971, pour l'achat de $96,500 d'obligations de la ville de Douville, comté de Saint-Hyacinthe, datées du 15 mars 1971 et remboursables par série du 15 mars 1972 au 15 mars 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 15 mars et 15 septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 mars 1971.

Tableau d'amortissement — $96,500 — 20 ans

Année	*Capital*
15 mars 1972	$1,500
15 mars 1973	2,000
15 mars 1974	2,000
15 mars 1975	2,500
15 mars 1976	2,500
15 mars 1977	2,500
15 mars 1978	3,000
15 mars 1979	3,500
15 mars 1980	3,500
15 mars 1981	4,000
15 mars 1982	4,500
15 mars 1983	5,000
15 mars 1984	5,500
15 mars 1985	6,000
15 mars 1986	6,500
15 mars 1987	7,000
15 mars 1988	7,500

Town of Douville
County of Saint-Hyacinthe

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Jacques Archambault, Secretary-Treasurer, Town Hall, 610 Chapleau Street, Douville, county of Saint-Hyacinthe, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., on Tuesday, March 2, 1971, for the purchase of an issue of $96,500 of bonds for the town of Douville, county of Saint-Hyacinthe, dated March 15, 1971 and redeemable serially from March 15, 1972 to March 15, 1991 inclusively, with interest at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on March 15th and September 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as from March 15, 1971.

Table of redemption — $96,500 — 20 years

Year	*Capital*
March 15, 1972	$1,500
March 15, 1973	2,000
March 15, 1974	2,000
March 15, 1975	2,500
March 15, 1976	2,500
March 15, 1977	2,500
March 15, 1978	3,000
March 15, 1979	3,500
March 15, 1980	3,500
March 15, 1981	4,000
March 15, 1982	4,500
March 15, 1983	5,000
March 15, 1984	5,500
March 15, 1985	6,000
March 15, 1986	6,500
March 15, 1987	7,000
March 15, 1988	7,500

15 mars 1989	$ 8,500
15 mars 1990	9,000
15 mars 1991	10,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $10,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 mars 1991.

Cependant, les sousmissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Saint-Hyacinthe.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $10,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 15 mars de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans lé présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu du règlement suivant: 125 — $96,500 — aqueduc, égouts.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mardi, le 2 mars 1971, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 610, rue Chapleau, Douville, comté de Saint-Hyacinthe.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Douville (Comté de Saint-Hyacinthe), ce 4 février 1971.

Le secrétaire-trésorier,
JACQUES ARCHAMBAULT.

Hôtel de Ville, 610, rue Chapleau,
Douville (Comté de Saint-Hyacinthe), P.Q.
Téléphone: 774-4655, code 514. 38694-o

March 15, 1989	$ 8,500
March 15, 1990	9,000
March 15, 1991	10,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. One to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. One to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. One to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. One to 10-year serial bonds with the balance carried forward to 10-year for one part and as 20-year fixed-term for the other part.

However, for the latter terms and conditions, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $10,000 and if higher than the latter amount, the said surplus must comprise only one or several whole annual amortizations, taking into account the table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of maturities excluding the maturity of March 15, 1991.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall include one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Saint-Hyacinthe.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation save if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount higher than $10,000 and only this surplus will be redeemable by anticipation, at par, on March 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue in accordance with the table of maturities appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tenders.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-law: 125 — $96,500 — aqueduct, sewers.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, March 2, 1971, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 610 Chapleau Street, Douville, county of Saint-Hyacinthe.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Douville (County of Saint-Hyacinthe), February 4, 1971.

JACQUES ARCHAMBAULT,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 610 Chapleau Street,
Douville (County of Saint-Hyacinthe), P.Q.
Telephone: 774-4655, code 514. 38694

Ville de Port-Alfred
Comté du Dubuc

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Willie Tremblay, greffier, Hôtel de ville, 491, 2e Rue, Port-Aldred, comté de Dubuc, P.Q., jusqu'à 7.30 heures du soir, lundi, le 1er mars 1971, pour l'achat de $200,000 d'obligations de la ville de Port-Alfred, comté de Dubuc, datées du 15 mars 1971 et remboursables par série du 15 mars 1972 au 15 mars 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieure à 8½%, payable semi-annuellement les 15 mars et 15 septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements, annuels entiers, tels que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 mars 1971.

Tableau d'amortissement — $200,000 — 20 ans

Année	*Capital*
15 mars 1972	$ 3,500
15 mars 1973	4,000
15 mars 1974	4,500
15 mars 1975	5,000
15 mars 1976	5,500
15 mars 1977	6,000
15 mars 1978	6,500
15 mars 1979	7,000
15 mars 1980	7,500
15 mars 1981	8,500
15 mars 1982	9,000
15 mars 1983	10,000
15 mars 1984	11,000
15 mars 1985	12,000
15 mars 1986	13,000
15 mars 1987	14,500
15 mars 1988	15,500
15 mars 1989	17,500
15 mars 1990	19,000
15 mars 1991	20,500

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $20,500 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le

Town of Port-Alfred
County of Dubuc

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Willie Tremblay, clerk, City Hall, 491, 2nd Street, Port-Alfred, county of Dubuc, P.Q., up to 7:30 p.m., Monday, March 1, 1971; for the purchase of $200,000 worth of bonds for the town of Port-Alfred, county of Dubuc, dated March 15, 1971, and redeemable serially from March 15, 1972 to March 15, 1991 inclusively, with interest at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on March 15 and September 15, each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as from March 15, 1971.

Table of Redemption — $200,000 — 20 years

Year	*Capital*
March 15, 1972	$ 3,500
March 15, 1973	4,000
March 15, 1974	4,500
March 15, 1975	5,000
March 15, 1976	5,500
March 15, 1977	6,000
March 15, 1978	6,500
March 15, 1979	7,000
March 15, 1980	7,500
March 15, 1981	8,500
March 15, 1982	9,000
March 15, 1983	10,000
March 15, 1984	11,000
March 15, 1985	12,000
March 15, 1986	13,000
March 15, 1987	14,500
March 15, 1988	15,500
March 15, 1989	17,500
March 15, 1990	19,000
March 15, 1991	20,500

Moreover, only the following terms and conditions shall be considered.

1. One to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. One to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. One to 10-year serial bonds with the balance carried forward as 20-year fixed-term bonds.

4. One to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year for the one part and to the twentieth year for the other part.

However, for the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $20,500, and if greater than the latter amount, the said part must comprise only one or several complete annual amortizations, taking into account the table of redemption appearing in this notice, and starting with

présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 mars 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Port-Alfred.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $20,500 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 15 mars de chaque année, pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu du règlement suivant: 382 — $200,000 — aqueduc, égouts.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, lundi, le 1er mars 1971, à 7.30 heures du soir, Hôtel de ville, 491, 2e Rue, Port-Alfred, comté de Dubuc, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Port-Alfred (Comté de Dubuc), ce 2 février 1971.

Le greffier,
WILLIE TREMBLAY.

Hôtel de ville, 491, 2e Rue,
Port-Alfred, comté de Dubuc, P.Q.
Téléphone: 544-3344, code 418. 38695-o

Ville de St-Jean

Comté de Saint-Jean

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par la soussignée Mlle Charlotte Morais, greffier, Hôtel de Ville, 188, rue Jacques-Cartier, Saint-Jean, comté de Saint-Jean, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 1er mars 1971, pour l'achat de $1,772,500 d'obligations de la ville de Saint-Jean, comté de Saint-Jean, datées du 1er mars 1971 et remboursables par série du 1er mars 1972 au 1er mars 1990 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

the last years of maturities and excluding the maturity of March 15, 1991.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudications shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque pahable at par at Port-Alfred.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the main office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation save if they were issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount higher than $20,500 and only this surplus will be redeemable by anticipation, at par, on March 15 of each year for the amount required to amortize the issue in accordance with the table of maturities appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accured on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued pursuant to by-law No. 382 — $200,000 — aqueduct, sewers.

The tenders shall be opened and considered at a meeting of the council which will be held Monday, March 1, 1971, at 7:30 p.m. Town Hall, 491, 2nd Street, Port-Alfred, county of Dubuc, P.Q.

The council reserves the right to accept neither the highest nor any of the tenders.

Port-Aldred (Coutny of Dubuc), February 2, 1971.

WILLIE TREMBLAY,
Clerk.

Town Hall, 491, 2nd Street,
Port-Aldred, county of Dubuc, P.Q.
Telephone: 544-3344, code 418. 38695

City of St. John's

County of St. John's

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Miss Charlotte Morais, Clerk, City Hall, 188 Jacques-Cartier Street, St. John's, county of St. John's, P.Q., until 8:00 o'clock p.m. on Monday, March 1, 1971, for the purchase of an issue of $1,772,500 of bonds for the city of St. John's, dated March 1, 1971 and redeemable serially from March 1, 1971 to March 1, 1990 inclusively, with interest at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mars 1971.

Tableau d'amortissement — $1,772,500 — 19 ans

Année	*Capital*
1er mars 1972	$ 90,500
1er mars 1973	96,000
1er mars 1974	90,000
1er mars 1975	87,000
1er mars 1976	81,000
1er mars 1977	87,000
1er mars 1978	85,000
1er mars 1979	90,000
1er mars 1980	95,000
1er mars 1981	100,000
1er mars 1982	106,000
1er mars 1983	110,000
1er mars 1984	117,000
1er mars 1985	125,000
1er mars 1986	121,000
1er mars 1987	77,000
1er mars 1988	80,000
1er mars 1989	72,000
1er mars 1990	63,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 19 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 19 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 19 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $63,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er mars 1990.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Saint-Jean.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Totonto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 19 ans pour un montant supérieur à $63,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 1er mars de chaque année pour le montant

For adjudication only, interest shall be calculated as from March 1, 1971.

Table of redemption — $1,772,500 — 19 years

Year	*Capital*
March 1, 1972	$ 90,500
March 1, 1973	96,000
March 1, 1974	90,000
March 1, 1975	87,000
March 1, 1976	81,000
March 1, 1977	87,000
March 1, 1978	85,000
March 1, 1979	90,000
March 1, 1980	95,000
March 1, 1981	100,000
March 1, 1982	106,000
March 1, 1983	110,000
March 1, 1984	117,000
March 1, 1985	125,000
March 1, 1986	121,000
March 1, 1987	77,000
March 1, 1988	80,000
March 1, 1989	72,000
March 1, 1990	63,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. One to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. One to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. One to 10-year serial bonds with the balance as 19-year fixed-term bonds.

4. One to 10-year serial bonds with the balance carried forward to 10-year for one part and as 19-year fixed-term bonds for the other part.

However, for the latter terms and conditions, the 19-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $63,000 and if higher than the latter amount, the said surplus must comprise only one or several complete annual amortizations, taking into account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of maturities, excluding the maturity of March 1, 1990.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St. John's.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation, save if they are issued partly as 19-year fixed-term bonds for an amount greater than $63,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on March 1st of each year for the annual

annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 764 — $56,000 — fins industrielles; 768 — $45,000 — égouts; 799 — $217,500 — voirie, aqueduc, égouts; 821 — $34,000 — signaux lumineux; 846 — $141,000 — voirie, aqueduc, égouts, autres; 878 — $119,000 — voirie; 879 — $68,000 — aqueduc, égouts; 894 — $44,000 aqueduc, égouts; 895 — $77,000 aqueduc, égouts; 920 — $209,000 — voirie; 925 — $129,000 — électricité; 934 — $321,000 — voirie; 948 — $312,000 — fonds de roulement.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, lundi, le 1er mars 1971, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 188, rue Jacques-Cartier, Saint-Jean, comté de Saint-Jean, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus ni aucune des soumissions.

Saint-Jean (Comté de Saint-Jean), ce 4 février 1971.

Le greffier,
MLLE CHARLOTTE MORAIS.

Hôtel de Ville, 188, rue Jacques-Cartier,
Saint-Jean (Comté de Saint-Jean), P.Q.
Téléphone: 658-4721 Montréal,
347-5351 St-Jean, code 514. 38696-o

amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 764 — $56,000 — industrial purposes; 768 — $45,000 — sewers; 799 — $217,500 — roads, aqueduct, sewers; 821 — $34,000 — traffic lights; 846 — $141,000 — roads, aqueduct, sewers, others; 878 — $119,000 — roads; 879 — $68,000 — aqueduct, sewers; 894 — $44,000 — aqueduct, sewers; 895 — $77,000 — aqueduct, sewers; 920 — $209,000 — roads; 925 — $129,000 — electricity; 934 — $321,000 — roads; 948 — $312,000 — working capital.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, March 1, 1971, at 8:00 o'clock p.m., at the City Hall, 188 Jacques-Cartier Street, St. John's, county of St. John's, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St. John's (County of St. John's), February 4, 1971.

MISS CHARLOTTE MORAIS,
Clerk.

City Hall, 188 Jacques-Cartier Street,
St. John's (County of St. John's), P.Q.
Telephone: 658-4721 Montreal
347-5351 St. John's, code 514. 38696

Ville de St-Jean-Chrysostome
Comté de Lévis

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Cajetan Alain, secrétaire-trésorier, Salle du conseil, 162, rue de l'Église, St-Jean-Chrysostome, comté de Lévis, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, jeudi, le 4 mars 1971, pour l'achat de $100,000 d'obligations de la ville de St-Jean-Chrysostome, comté de Lévis, datées du 15 mars 1971 et remboursables par série du 15 mars 1972 au 15 mars 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 15 mars et 15 septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 mars 1971.

Tableau d'amortissement — $100,000 — 20 ans

Année	*Capital*
15 mars 1972	$ 500
15 mars 1973	500
15 mars 1974	500
15 mars 1975	500

Town of St-Jean-Chrysostome
County of Lévis

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Cajetan Alain, secretary-treasurer, at the Hall of the Council, 162 de l'Église Street, Saint-Jean-Chrysostome, county of Lévis, P.Q., until 8:00 o'clock in the evening, Thursday, March 4, 1971, for the purchase of a bond issue of $100,000, bonds of the town of Saint-Jean-Chrysostome, county of Lévis, dated March 15, 1971 and redeemable serially from March 15, 1972 to March 15, 1991 inclusively, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on March 15th and September 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual amortizations, as shown on the tables of redemption in this notice.

For adjudication only, interest will be calculated as from March 15, 1971.

Table of redemption — $100,000 — 20 years

Year	*Capital*
March 15, 1972	$ 500
March 15, 1973	500
March 15, 1974	500
March 15, 1975	500

15 mars 1976	$ 500
15 mars 1977	500
15 mars 1978	500
15 mars 1979	500
15 mars 1980	1,000
15 mars 1981	1,000
15 mars 1982	1,000
15 mars 1983	1,000
15 mars 1984	1,000
15 mars 1985	1,500
15 mars 1986	1,500
15 mars 1987	1,500
15 mars 1988	1,500
15 mars 1989	1,500
15 mars 1990	1,500
15 mars 1991	82,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Oblitations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde eporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $8,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 mars 2011 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmise que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 15 mars 1991 au montant de $82,000 comprend un solde de $80,500 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
15 mars 1992	$ 2,000
15 mars 1993	2,000
15 mars 1994	2,000
15 mars 1995	2,000
15 mars 1996	2,500
15 mars 1997	2,500
15 mars 1998	2,500
15 mars 1999	3,000
15 mars 2000	3,000
15 mars 2001	3,500
15 mars 2002	4,000
15 mars 2003	4,000
15 mars 2004	4,500
15 mars 2005	4,500
15 mars 2006	5,500
15 mars 2007	5,500

March 15, 1976	$ 500
March 15, 1977	500
March 15, 1978	500
March 15, 1979	500
March 15, 1980	1,000
March 15, 1981	1,000
March 15, 1982	1,000
March 15, 1983	1,000
March 15, 1984	1,000
March 15, 1985	1,500
March 15, 1986	1,500
March 15, 1987	1,500
March 15, 1988	1,500
March 15, 1989	1,500
March 15, 1990	1,500
March 15, 1991	82,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. One to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. One to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. One to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. One to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $8,000, and if greater than the latter amount, said surplus only must comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, of March 15, 2011 maturity of the renewable part hereinafter mentioned being excluded.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall comprise one only of the terms, save in the case of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The March 15, 1991 maturity, in the amount of $82,000, covers a balance of $80,500 renewable for an additional 20-year period and maturing as follows:

Year	*Capital*
March 15, 1992	$ 2,000
March 15, 1993	2,000
March 15, 1994	2,000
March 15, 1995	2,000
March 15, 1996	2,500
March 15, 1997	2,500
March 15, 1998	2,500
March 15, 1999	3,000
March 15, 2000	3,000
March 15, 2001	3,500
March 15, 2002	4,000
March 15, 2003	4,000
March 15, 2004	4,500
March 15, 2005	4,500
March 15, 2006	5,500
March 15, 2007	5,500

15 mars 2008	$6,000
15 mars 2009	6,500
15 mars 2010	7,000
15 mars 2011	8,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Charny.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $82,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 15 mars de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: V-70-192 — $75,000 — aqueduc, égouts et voirie; V-70-195 — $25,000 — aqueduc, égouts et voirie.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue jeudi, le 4 mars 1971, à 8 heures du soir, Salle du conseil, 162, rue de l'Église, St-Jean-Chrysostome, comté de Lévis, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Jean-Chrysostome (Comté de Lévis), ce 8 février 1971.

Le secrétaire-trésorier,
CAJETAN ALAIN.

Salle du conseil, 162, rue de l'Église,
St-Jean-Chrysostome, (Lévis), P.Q.
Téléphone: 839-8108, code 418. 38712-o

Ville de Cowansville
Comté de Missisquoi

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jean Leduc, greffier, Hôtel de Ville, 220, Place municipale, Cowansville, comté de Missisquoi, P.Q., jusqu'à 5 heures de l'après-midi, mardi, le 2 mars 1971, pour l'achat de $468,000 d'obligations de la ville de Cowansville, comté de Missisquoi, datées du 15 mars 1971 et remboursables par série du 15 mars 1972 au 15 mars 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 15 mars et 15 septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

March 15, 2008	$6,000
March 15, 2009	6,500
March 15, 2010	7,000
March 15, 2011	8,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Charny.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $82,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on March 15th each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued under the following by-laws: V-70-192 — $75,000 — aqueduct, sewers and roads; V-70-195 — $25,000 — aqueduct, sewers and roads.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held Thursday, March 4, 1971, at 8:00 o'clock in the evening, at the Hall of the Council, 162 de l'Église Street, Saint-Jean-Chrysostome, county of Lévis, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Saint-Jean-Chrysostome (County of Lévis), February 8, 1971.

CAJETAN ALAIN,
Secretary-Treasurer.

Hall of the Council, 162 de l'Église Street,
Saint-Jean-Chrysostome, (Lévis), P.Q.
Telephone: 839-8108, code 418. 38712

Town of Cowansville
County of Missisquoi

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Jean Leduc, clerk, Town Hall, 220 Place municipale, Cowansville, county of Missisquoi, P.Q., up to 5:00 p.m., Tuesday, March 2, 1971, for the purchase of $468,000 worth of bonds for the town of Cowansville, county of Missisquoi, dated March 15, 1971, and redeemable serially from March 15, 1972 to March 15, 1991 inclusively, with interest at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on March 15 and September 15 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the tables of redemption in this notice.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 mars 1971.

Tableau d'amortissement — $468,000 — 20 ans

15 mars 1972	$ 9,000
15 mars 1973	10,000
15 mars 1974	10,000
15 mars 1975	12,000
15 mars 1976	13,000
15 mars 1977	14,000
15 mars 1978	16,000
15 mars 1979	17,000
15 mars 1980	18,000
15 mars 1981	19,000
15 mars 1982	22,000
15 mars 1983	24,000
15 mars 1984	27,000
15 mars 1985	29,000
15 mars 1986	32,000
15 mars 1987	34,000
15 mars 1988	37,000
15 mars 1989	39,000
15 mars 1990	41,000
15 mars 1991	45,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $45,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 mars 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudicadion sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Cowansville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $45,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 15 mars de chaque année pour le montant annuel requis

For adjudication only, interest shall be calculated as from March 15, 1971.

Table of Redemption — $468,000 — 20 years

Year	*Capital*
March 15, 1972	$ 9,000
March 15, 1973	10,000
March 15, 1974	10,000
March 15, 1975	12,000
March 15, 1976	13,000
March 15, 1977	14,000
March 15, 1978	16,000
March 15, 1979	17,000
March 15, 1980	18,000
March 15, 1981	19,000
March 15, 1982	22,000
March 15, 1983	24,000
March 15, 1984	27,000
March 15, 1985	29,000
March 15, 1986	32,000
March 15, 1987	34,000
March 15, 1988	37,000
March 15, 1989	39,000
March 15, 1990	41,000
March 15, 1991	45,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. One to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. One to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. One to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. One to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and for the other as 20-year fixed-term bonds.

However, in the latter case, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $45,000 and if more than this latter amount, the said surplus must comprise only one or several entire annual amortizations, bearing in mind the tables of maturities appearing in this notice, and starting with the last years of maturities excluding the maturity of March 15, 1991.

However, tender shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Cowanwille.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation save if they are issued in part as 20-year fixed-term bonds for an amount higher than $45,000, and this surplus alone shall be redeemable by anticipation, at par, on March 15 of each year for the annual amount

pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 461 — $8,000 — aqueduc, égouts; 487 — $40,000 — aqueduc, égouts; 499 — $1,500 — aqueduc, égouts; 501 — $65,000 — aqueduc, égouts; 503 — $15,000 — services récréatifs; 504 — $134,000 — services récréatifs; 507 — $9,000 — aqueduc, égouts; 527 — $11,000 — aqueduc, égouts; 529 — $48,500 — voirie; 543 — $10,000 — rénovation urbaine; 544 — $2,700 — aqueduc, égouts; 550 — $1,200 — aqueduc, égouts; 551 — $2,550 — aqueduc, égouts; 563 — $28,450 — aqueduc, égouts; 568 — $3,600 — aqueduc, égouts; 590 — $9,000 — aqueduc, égouts; 591 — $50,000 — refinancement; 606 — $23,000 — bâtisses et terrains; 616 — $5,500 — aqueduc, égouts.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mardi, le 2 mars 1971, à 5 heures de l'après-midi, Hôtel de ville, 220, Place municipale, Cowansville, comté de Missisquoi, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Cowansville (Comté de Missisquoi), ce 8 février 1971.

Le greffier,
JEAN LEDUC.

Hôtel de ville, 220, Place municipale,
Cowansville (Comté de Missisquoi), P.Q.
Téléphone: 263-0141, code 514. 38718-o

Ville de Princeville
Comté d'Arthabaska

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Fernand Poiré, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 25, rue St-Jacques-Ouest, Princeville, comté d'Arthabaska, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, jeudi, le 4 mars 1971, pour l'achat de $218,500 d'obligations de la ville de Princeville, comté d'Arthabaska, datées du 15 mars 1971 et remboursables en série du 15 mars 1972 au 15 mars 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 15 mars et 15 septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 mars 1971.

Tableau d'amortissement — $218,500 — 20 ans

Année	*Capital*
15 mars 1972	$ 7,500
15 mars 1973	8,000

required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tenders.

The said bonds will be issued in accordance with the following by-laws: 461 — $8,000 — aqueduct, sewers; 487 — $40,000 — aqueduct, sewers; 499 — $1,500 — aqueduct, sewers; 501 — $65,000 — aqueduct, sewers; 503 — $15,000 — recreational services; 504 — $134,000 — recreational services; 507 — $9,000 — aqueduct, sewers; 527 — $11,000 — aqueduct, sewers; 529 — $48,500 — roads; 543 — $10,000 — urban renewal; 544 — $2,700 — aqueduct, sewers; 550 — $1,200 — aqueduct, sewers; 551 — $2,550 — aqueduct, sewers; 563 — $28,450 — aqueduct, sewers; 568 — $3,600 — aqueduct, sewers; 590 — $9,000 — aqueduct, sewers; 591 — $50,000 — re-financing; 606 — $23,000 — buildings and lands; 616 — $5,500 — aqueduct, sewers.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held Tuesday, March 2, 1971, at 5:00 p.m., Town Hall, 220 Place municipale, Cowansville, county of Missisquoi, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Cowansville (County of Missisquoi), February 8, 1971.

JEAN LEDUC,
Clerk.

Town Hall, 220 Place municipale,
Cowansville (County of Missisquoi), P.Q.
Telephone: 263-0141, code 514. 38718

Town of Princeville
County of Arthabaska

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Fernand Poiré, Secretary-Treasurer, Town Hall, 25 St-Jacques Street West, Princeville, county of Arthabaska, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Thursday, March 4, 1971, for the purchase of an issue of $218,500 of bonds for the town of Princeville, county of Arthabaska, dated March 15, 1971 and redeemable serially from March 15, 1972 to March 15, 1991 inclusively, with interest at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on March 15 and September 15 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue: however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as from March 15, 1971.

Table of redemption — $218,500 — 20 years

Year	*Capital*
March 15, 1972	$ 7,500
March 15, 1973	8,000

15 mars 1974	$ 8,500
15 mars 1975	9,000
15 mars 1976	9,500
15 mars 1977	10,500
15 mars 1978	11,000
15 mars 1979	11,500
15 mars 1980	12,500
15 mars 1981	13,000
15 mars 1982	13,500
15 mars 1983	14,000
15 mars 1984	15,500
15 mars 1985	17,000
15 mars 1986	7,500
15 mars 1987	8,000
15 mars 1988	9,000
15 mars 1989	10,000
15 mars 1990	11,000
15 mars 1991	12,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $12,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 mars 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Princeville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $12,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 15 mars de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

March 15, 1974	$ 8,500
March 15, 1975	9,000
March 15, 1986	9,500
March 15, 1977	10,500
March 15, 1978	11,000
March 15, 1979	11,500
March 15, 1980	12,500
March 15, 1981	13,000
March 15, 1982	13,500
March 15, 1983	14,000
March 15, 1984	15,500
March 15, 1985	17,000
March 15, 1986	7,500
March 15, 1987	8,000
March 15, 1988	9,000
March 15, 1989	10,000
March 15, 1990	11,000
March 15, 1991	12,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. One to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. One to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. One to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. One to 10-year serial bonds with the balance carried forward to 10-year for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, in the case of the latter terms and conditions, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $12,000 and if higher than this latter amount, this surplus must comprise only one or more whole annual amortizations, taking into account the table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of maturities excluding the maturity of March 15, 1991.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Princeville.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term for an amount higher than $12,000, and this surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on March 15, of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 194 — $84,500 — renouvellement d'emprunt; 198 — $19,000 — renouvellement d'emprunt; 269 — $115,000 — aqueduc et égouts.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue jeudi, le 4 mars 1971, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 25, rue St-Jacques-Ouest, Princeville, comté d'Arthabaska, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Princeville (Comté d'Arthabaska), ce 4 février 1971.

Le secrétaire-trésorier,
FERNAND POIRÉ.

Hôtel de ville, 25, rue St-Jacques-Ouest,
Princeville (Arthabaska), P.Q.
Téléphone: 364-5179, code 819. 38735-o

Ville de Windsor
Comté de Richmond

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Joseph Plante, greffier, Hôtel de Ville, 22, rue Saint-Georges, Windsor, comté de Richmond, P.Q., jusqu'à 7.30 heures du soir, jeudi, le 4 mars 1971, pour l'achat de $403,000 d'obligations de la ville de Windsor, comté de Richmond, datées du 15 mars 1971 et remboursables par série du 15 mars 1972 au 15 mars 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 15 mars et 15 septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 mars 1971.

Tableau d'amortissement — $403,000 — 20 ans

Année	*Capital*
15 mars 1972	$ 3,000
15 mars 1973	3,000
15 mars 1974	3,500
15 mars 1975	3,500
15 mars 1976	4,500
15 mars 1977	4,500
15 mars 1978	5,000
15 mars 1979	5,500
15 mars 1980	6,000
15 mars 1981	6,500
15 mars 1982	6,500
15 mars 1983	7,500
15 mars 1984	8,000
15 mars 1985	8,500
15 mars 1986	10,000
15 mars 1987	10,000
15 mars 1988	11,500
15 mars 1989	13,000
15 mars 1990	13,500
15 mars 1991	269,500

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 194 — $84,500 — loan renewal; 198 — $19,000 — loan renewal; 269 — $115,000 — aqueduct and sewers.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Thursday, March 4, 1971, at 8:00 o'clock p.m. Town Hall, 25 St-Jacques-Street West, Princeville, county of Arthabaska, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Princeville (County of Arthabaska), February 4, 1971.

FERNAND POIRÉ,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 25 St-Jacques Street West,
Princeville (Arthabaska), P.Q.
Telephone: 364-5179, code 819. 38735

Town of Windsor
County of Richmond

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Joseph Plante, Town Clerk, Town Hall, 22 Saint-Georges Street, Windsor, county of Richmond, P.Q., until 7:30 o'clock p.m., Thursday, March 4, 1971, for the purchase of an issue of $403,000 of bonds for the town of Windsor, county of Richmond, dated March 15, 1971 and redeemable serially from March 15, 1972 to March 15, 1991 inclusively, with interest at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on March 15th and September 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the tables of redemption in this notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as from March 15, 1971.

Table of redemption — $403,000 — 20 years

Year	*Capital*
March 15, 1972	$ 3,000
March 15, 1973	3,000
March 15, 1974	3,500
March 15, 1975	3,500
March 15, 1976	4,500
March 15, 1977	4,500
March 15, 1978	5,000
March 15, 1979	5,500
March 15, 1980	6,000
March 15, 1981	6,500
March 15, 1982	6,500
March 15, 1983	7,500
March 15, 1984	8,000
March 15, 1985	8,500
March 15, 1986	10,000
March 15, 1987	10,000
March 15, 1988	11,500
March 15, 1989	13,000
March 15, 1990	13,500
March 15, 1991	269,500

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $28,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 mars 2011 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 15 mars 1991 au montant de $269,500 comprend un solde de $255,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
15 mars 1992	$ 5,000
15 mars 1993	5,000
15 mars 1994	6,000
15 mars 1995	6,000
15 mars 1996	7,000
15 mars 1997	8,000
15 mars 1998	8,000
15 mars 1999	9,000
15 mars 2000	10,000
15 mars 2001	11,000
15 mars 2002	12,000
15 mars 2003	13,000
15 mars 2004	14,000
15 mars 2005	15,000
15 mars 2006	16,000
15 mars 2007	18,000
15 mars 2008	20,000
15 mars 2009	21,000
15 mars 2010	23,000
15 mars 2011	28,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Windsor.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $269,500 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. One to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. One to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. One to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. One to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten year for one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the latter case the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $28,000 and if higher than the latter amount, this surplus must comprise only one or several whole annual amortizations, bearing in mind the tables of maturities appearing in this notice, and starting with the last years of maturities excluding the maturity of March 15, 2011, of the renewable part hereinafter indicated.

However, tenders shall be sent for one of the methods of issue only, and shall comprise one only one of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The March 15, 1991 maturity in the amount of $269,500 includes a balance of $255,000 renewable for an additional 20-year period and maturing as follows:

Year	*Capital*
March 15, 1992	$ 5,000
March 15, 1993	5,000
March 15, 1994	6,000
March 15, 1995	6,000
March 15, 1996	7,000
March 15, 1997	8,000
March 15, 1998	8,000
March 15, 1999	9,000
March 15, 2000	10,000
March 15, 2001	11,000
March 15, 2002	12,000
March 15, 2003	13,000
March 15, 2004	14,000
March 15, 2005	15,000
March 15, 2006	16,000
March 15, 2007	18,000
March 15, 2008	20,000
March 15, 2009	21,000
March 15, 2010	23,000
March 15, 2011	28,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Windsor.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation save if they are issued in part as 20-year fixed-term bonds for an amount higher than $269,500 and this surplus alone shall be redeemable by anticipation,

pair, le 15 mars de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 377 tel que modifié — $300,000 — usine de filtration; 378 — $103,000 — aqueduc, égouts, voirie, éclairage, etc.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, jeudi, le 4 mars 1971, à 7.30 heures du soir, Hôtel de Ville, 22, rue Saint-Georges, Windsor, comté de Richmond, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Windsor (Comté de Richmond), ce 8 février 1971.

Le greffier,
JOSEPH PLANTE.

Hôtel de Ville, 22, rue Saint-Georges,
Windsor (Comté de Richmond), P.Q.
Téléphone: 845-2252, code 819. 38736-o

at par, on March 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accured on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tenders.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 377 as modified — $300,000 — filtration unit; 378 — $103,000 aqueduct, sewers, roads, lighting, etc.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Thursday, March 4, 1971, at 7:30 o'clock p.m., Town Hall, 22 Saint-Georges Street, Windsor, county of Richmond, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Windsor (County of Richmond), February 8, 1971.

JOSEPH PLANTE,
Town Clerk.

Town Hall, 22 Saint-Georges Street,
Windsor (County of Richmond), P.Q.
Telephone: 845-2252, code 819. 38736

Ville de Pierrefonds
Comté de Robert Baldwin

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gabriel Legault, greffier, Hôtel de Ville, 11072 ouest, Boulevard Gouin, Pierrefonds, comté de Robert Baldwin, P.Q., jusqu'à 12 heures (midi), lundi, le 1er mars 1971, pour l'achat de $1,600,000 d'obligations de la ville de Pierrefonds, comté de Robert Baldwin, datées du 15 mars 1971 et remboursables par série du 15 mars 1972 au 15 mars 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 15 mars et 15 septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 mars 1971.

Tableau d'amortissement — $1,600,000 — 20 ans

Année	*Capital*
15 mars 1972	$ 21,000
15 mars 1973	23,000
15 mars 1974	25,000
15 mars 1975	28,000
15 mars 1976	31,000
15 mars 1977	34,000
15 mars 1978	37,000
15 mars 1979	41,000
15 mars 1980	45,000
15 mars 1981	48,000

City of Pierrefonds
County of Robert Baldwin

Public notice is hereby given that tenders sealed and bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Gabriel Legault, Clerk, City Hall, 11072 Gouin Boulevard West, Pierrefonds, county of Robert Baldwin, P.Q., until 12:00 o'clock (noon), on Monday, March 1, 1971, for the purchase of an issue of $1,600,000 of bonds for the city of Pierrefonds, county of Robert Baldwin, dated March 15, 1971 and redeemable serially from March 15, 1972 to March 15, 1991 inclusively, with interest at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on March 15th and September 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the tables of redemption in this notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as from March 15, 1971.

Table of redemption — $1,600,000 — 20 years

Year	*Capital*
March 15, 1972	$ 21,000
March 15, 1973	23,000
March 15, 1974	25,000
March 15, 1975	28,000
March 15, 1976	31,000
March 15, 1977	34,000
March 15, 1978	37,000
March 15, 1979	41,000
March 15, 1980	45,000
March 15, 1981	48,000

15 mars 1982	$ 50,000
15 mars 1983	54,000
15 mars 1984	60,000
15 mars 1985	65,000
15 mars 1986	71,000
15 mars 1987	77,000
15 mars 1988	86,000
15 mars 1989	93,000
15 mars 1990	102,000
15 mars 1991	609,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $72,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 mars 2001 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 15 mars 1991 au montant de $609,000 comprend un solde de $496,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
15 mars 1992	$ 32,000
15 mars 1993	35,000
15 mars 1994	38,000
15 mars 1995	42,000
15 mars 1996	46,000
15 mars 1997	50,000
15 mars 1998	55,000
15 mars 1999	60,000
15 mars 2000	66,000
15 mars 2001	72,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé payable au pair à Pierrefonds.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme

March 15, 1982	$ 50,000
March 15, 1983	54,000
March 15, 1984	60,000
March 15, 1985	65,000
March 15, 1986	71,000
March 15, 1987	77,000
March 15, 1988	86,000
March 15, 1989	93,000
March 15, 1990	102,000
March 15, 1991	609,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. One to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. One to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. One to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. One to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for one part, and as 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, in the latter case, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $72,000 and if higher than the latter amount, this surplus must comprise only one or several complete annual amortizations, taking into account the tables of maturity appearing in this notice, and starting with the last years of maturities excluding the maturity of March 15, 2001 of the renewable part hereafter indicated.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The maturity of March 15, 1991 in the amount of $609,000 includes a balance of $496,000 renewable for an additional 10-year period, and maturing as follows:

Year	*Capital*
March 15, 1992	$ 32,000
March 15, 1993	35,000
March 15, 1994	38,000
March 15, 1995	42,000
March 15, 1996	46,000
March 15, 1997	50,000
March 15, 1998	55,000
March 15, 1999	60,000
March 15, 2000	66,000
March 15, 2001	72,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Pierrefonds.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation save if they are issued in part as 20-year fixed-

fixe 20 ans pour un montant supérieur à $609,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 15 mars de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 532 — $29,000 — aqueduc et égouts; 539 — $160,000 — voirie, aqueduc et égouts; 540 — $21,000 — voirie; 560 — $125,000 — voirie, aqueduc et égouts; 564 — $775,000 — aréna; 566 — $65,000 — voirie; 568 — $42,000 — voirie; 569 — $100,000 — voirie, aqueduc et égouts; 578 — $100,000 — électricité; 582 — $183,000 — voirie.

Les soumissions seront ouvertes publiquement en comité à 12 heures (midi), lundi, le 1er mars 1971, et elles seront prises en considération à une séance du conseil qui sera tenue à 8 heures du soir, le même jour, à l'Hôtel de Ville, 11072 ouest, Boulevard Gouin, Pierrefonds, comté de Robert Baldwin, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Pierrefonds (Comté de Robert Baldwin), ce 8 février 1971.

Le greffier,
GABRIEL LEGAULT.

Hôtel de Ville, 11072 ouest, Boulevard Gouin,
Pierrefonds, (Robert Baldwin), P.Q.
Téléphone: 684-4480, code 514. 38710-o

term bonds for an amount higher than $609,000 and only this surplus shall be redeemable by anticipation, at par, on March 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and shall specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tenders.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 532 — $29,000 — aqueduct and sewers; 539 — $160,000 — roads, aqueduct and sewers; 540 — $21,000 — roads; 560 — $125,000 — roads, aqueduct and sewers; 564 — $775,000 — arena; 566 — $65,000 — roads; 568 — $42,000 — roads; 569 — $100,000 — roads, aqueduct and sewers; 578 — $100,000 — electricity; 582 — $183,000 — roads.

The tenders will be opened publicly in a committee at 12:00 o'clock (noon), on Monday, March 1, 1971, and shall be taken into consideration at a meeting of the council to be held at 8:00 o'clock, p.m., on the same day, at the City Hall, 11072 Gouin Boulevard West, Pierrefonds, county of Robert Baldwin, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Pierrefonds (County of Robert Baldwin), February 8, 1971.

GABRIEL LEGAULT,
Clerk.

City Hall, 11072 Gouin Boulevard West,
Pierrefonds, (Robert Baldwin), P.Q.
Telephone: 684-4480, code 514. 38710

Société d'habitation du Québec

Office municipal d'habitation de Rivière-Bleue

Avis est donné qu'en vertu de l'article 55 de la Loi de la Société d'habitation du Québec (1966-1967, chapitre 55), le lieutenant-gouverneur a délivré, sous le grand sceau de la province, des lettres patentes, en date du 15e jour de janvier 1970, constituant en corporation sans but lucratif:

Maurice Castonguay, administrateur, Rivière-Bleue
Fernand Cassistat, administrateur, Rivière-Bleue
Jean-Paul Gagné, douanier, Rivière-Bleue
Charlemagne Gagnon, maître de poste, Rivière-Bleue

pour les fins suivantes:

Acquérir, construire et administrer des immeubles d'habitation à loyer modique pour personnes à faible revenu.

Le siège social de la corporation est situé dans les limites du territoire de Rivière-Bleue, district judiciaire de Kamouraska.

Le secrétaire,
RICHARD VALOIS.

38662-o

Québec Housing Corporation

Office municipal d'habitation de Rivière-Bleue

Notice is given that under Article 55 of the Québec Housing Corporation Act (1966-1967, chapter 55), the Lieutenant-Governor has issued letters patent under the Great Seal of the Province, bearing date of the 15th, day of January 1970, incorporating as a non-profit corporation:

Maurice Castonguay, director, Rivière-Bleue
Fernand Cassistat, director, Rivière-Bleue
Jean-Paul Gagné, customs agent, Rivière-Bleue
Charlemagne Gagnon, post master, Rivière-Bleue

for the following purposes:

To acquire, to construct and to administer low rental lodging buildings for persons of low income.

The head office of the corporation is within the limits of the territory of the municipality of Rivière-Bleue, judicial district of Kamouraska.

RICHARD VALOIS,
Secretary.

38662-o

Office municipal d'habitation de Montmagny
Montmagny Municipal Housing Bureau

Avis est donné qu'en vertu de l'article 55 de la Loi de la Société d'habitation du Québec (1966-1967, chapitre 55), le lieutenant-gouverneur a délivré, sous le grand sceau de la province, des lettres patentes, en date du 15e jour de janvier 1970, constituant en corporation sans but lucratif:

Me Réjean Boulet, avocat, 125, rue St-Thomas, Montmagny

Mme Gabrielle-R. Denault, employée civile, 153, rue St-Ignace, Montmagny

Jean-Jacques Humbert-Droz, technicien, 312, Boulevard Taché Est, Montmagny

Bernard Landry, ingénieur, 237, Des Écores, Montmagny

Valérien Lachance, administrateur, 75, Avenue de la Gare, Montmagny

Roger Dallaire, industriel, 90, Boulevard Taché Ouest, Montmagny

Rolland Nicole, cultivateur, Route Rurale No 1, Montmagny

pour les fins suivantes:

Acquérir, construire et administrer des immeubles d'habitation à loyer modique pour personnes à faible revenu.

Le siège social est situé dans les limites du territoire de Montmagny, district judiciaire de Montmagny.

Le secrétaire,
38662-o RICHARD VALOIS.

Office municipal d'habitation de Sillery
Municipal Housing Bureau of Sillery

Avis est donné qu'en vertu de l'article 55 de la Loi de la Société d'habitation du Québec (1966-1967, chapitre 55), le lieutenant-gouverneur a délivré, sous le grand sceau de la province, des lettres patentes, en date du 10e jour de février 1970, constituant en corporation sans but lucratif:

Monsieur Jules Beaulieu, maire, industriel

Monsieur Georges Gravel, greffier, ingénieur civil et arpenteur-géomètre

pour les fins suivantes:

Acquérir, construire et administrer des immeubles d'habitation à loyer modique pour personnes à faible revenu.

Le siège social de la corporation est situé dans les limites du territoire de Sillery, district judiciaire de Québec.

Le secrétaire,
38662-o RICHARD VALOIS.

Office municipal d'habitation de Terrebonne
Municipal Housing Bureau of Terrebonne

Avis est donné qu'en vertu de l'article 55 de la Loi de la Société d'habitation du Québec (1966-1967, chapitre 55), le lieutenant-gouverneur a délivré, sous le grand sceau de la province, des lettres patentes, en date du 15e jour de janvier 1970, constituant en corporation sans but lucratif:

Office municipal d'habitation de Montmagny
Montmagny Municipal Housing Bureau

Notice is given that under Article 55 of the Québec Housing Corporation Act (1966-1967, chapter 55), the Lieutenant-Governor has issued letters patent under the Great Seal of the Province, bearing date of the 15th day of January, 1970, incorporating as a non-profit corporation:

Me Réjean Boulet, lawyer, 125, St-Thomas, Montmagny

Mrs. Gabrielle-R. Denault, civil servant, 153, St-Ignace, Montmagny

Jean-Jacques Humbert-Droz, technician, 312, Taché Est, Montmagny

Bernard Landry, engineer, 237, Des Écores, Montmagny

Valérien Lachance, director, 75, de la Gare, Montmagny

Roger Dallaire, industrialist, 90, Taché Ouest, Montmagny

Rolland Nicole, farmer, R.R. No. 1, Montmagny

for the following purposes:

To acquire, to construct and to administer low rental lodging buildings for persons of low income.

The head office of the corporation is within the limits of the territory of the municipality of Montmagny, judicial district of Montmagny.

RICHARD VALOIS,
38662-o *Secretary.*

Office municipal d'habitation de Sillery
Municipal Housing Bureau of Sillery

Notice is given that under Article 55 of the Québec Housing Corporation Act (1966-1967, chapter 55), the Lieutenant-Governor has issued letters patent under the Great Seal of the Province, bearing date of the 10th day of February, 1970, incorporating as a non-profit corporation:

Mr. Jules Beaulieu, mayor, industrialist

Mr. Georges Gravel, clerk, civil engineer and surveyor

for the following purposes:

To acquire, to construct and to administer low rental lodging buildings for persons of low income.

The head office of the corporation is within the limits of the territory of the municipality of Sillery, judicial district of Québec.

RICHARD VALOIS,
38662-o *Secretary.*

Office municipal d'habitation de Terrebonne
Municipal Housing Bureau of Terrebonne

Notice is given that under Article 55 of the Québec Housing Corporation Act (1966-1967, chapter 55), the Lieutenant-Governor has issued letters patent under the Great Seal of the Province, bearing date the 15th day of January 1970, incorporating as a non-profit corporation:

Claude Paquette, avocat, 845, Place Eymard, Terrebonne
Antonio Daunais, journalier, 1025, rue St-Paul, Terrebonne
Lucien Beaulieu, professeur, 741, rue St-Paul, Terrebonne
Jean Vézina, assistant-secrétaire-trésorier, 645, rue St-Louis, App. 2, Terrebonne
Jean-Louis Paquin, directeur des services, 696, rue Paul VI, Terrebonne
pour les fins suivantes:
Acquérir, construire et administrer des immeubles d'habitation à loyer modique pour personnes à faible revenu.
Le siège social de la corporation est situé dans les limites du territoire de la ville de Terrebonne, district judiciaire de Terrebonne.

Le secrétaire,
38662-o RICHARD VALOIS.

Office municipal d'habitation de la ville de Bagotville
Municipal Housing Bureau of the town of Bagotville

Avis est donné qu'en vertu de l'article 55 de la Loi de la Société d'habitation du Québec (1966-1967, chapitre 55), le lieutenant-gouverneur a délivré, sous le grand sceau de la province, des lettres patentes, en date du 15e jour de février 1970, constituant en corporation sans but lucratif:
Camil Tremblay, machiniste, 120, St-Joseph, Bagotville
Jean-Jacques Pouliot, gérant de Caisse Populaire, 139, rue de la Baie, Bagotville
Jean-Yves Gagnon, employé de bureau, 115, rue de la Baie, Bagotville
Antonio Girard, concierge, 231, St-Louis, Bagotville
Henri-Paul Tremblay, employé de bureau, 1141, Bagot, Bagotville
pour les fins suivantes:
Acquérir, construire et administrer des immeubles d'habitation à loyer modique pour personnes à faible revenu.
Le siège social de la corporation est situé dans les limites du territoire de Bagotville, district judiciaire de Chicoutimi.

Le secrétaire,
38662-o RICHARD VALOIS.

Office municipal d'habitation de la ville de Bécancour
Municipal Housing Bureau of the town of Bécancour

Avis est donné qu'en vertu de l'article 55 de la Loi de la Société d'habitation du Québec (1966-1967, chapitre 55), le lieutenant-gouverneur a délivré, sous le grand sceau de la province, des lettres patentes, en date du 23e jour de février 1970, constituant en corporation sans but lucratif:
L.-Gaston Gaudet, directeur de funérailles, maire de la ville, ville de Bécancour

Claude Paquette, lawyer, 845, Place Eymard, Terrebonne
Antonio Daunais, laborer, 1025, St-Paul, Terrebonne
Lucien Beaulieu, teacher, 741, St-Paul, Terrebonne
Jean Vézina, assistant-secretary-treasurer, 645, St-Louis, Apt. 2, Terrebonne
Jean-Louis Paquin, director of services, 696, Paul VI, Terrebonne
for the following purposes:
To acquire, to construct and to administer low rental lodging buildings for persons of low income.

The head office of the corporation is within the limits of the territory of the town of Terrebonne, judicial district of Terrebonne.

RICHARD VALOIS,
38662-o *Secretary.*

Office municipal d'habitation de la ville de Bagotville
Municipal Housing Bureau of the town of Bagotville

Notice is given that under Article 55 of the Québec Housing Corporation Act (1966-1967, chapter 55), the Lieutenant-Governor has issued letters patent under the Great Seal of the Province bearing date of the 15th day of February, 1970, incorporating as a non-profit corporation:
Camil Tremblay, machinist, 120, St-Joseph, Bagotville
Jean-Jacques Pouliot, manager, 139, de la Baie, Bagotville
Jean-Yves Gagnon, office clerk, 115, de la Baie, Bagotville
Antonio Girard, janitor, 231, St-Louis, Bagotville
Henri-Paul Tremblay, office clerk, 1141, Bagot, Bagotville
for the following purposes:
To acquire, to construct and to administer low rental lodging buildings for persons of low income.

The head office of the corporation is within the limits of the territory of the municipality of Bagotville, judicial district of Chicoutimi.

RICHARD VALOIS,
38662-o *Secretary.*

Office municipal d'habitation de la ville de Bécancour
Municipal Housing Bureau of the town of Bécancour

Notice is given that under Article 55 of the Québec Housing Corporation Act (1966-1967, chapter 55), the Lieutenant-Governor has issued letters patent under the Great Seal of the Province, bearing date of the 23rd day of February, 1970, incorporating as a non-profit corporation:
L.-Gaston Gaudet, Funeral Director, mayor, town of Bécancour

Yves Beauchesne, trésorier de la ville, ville de Bécancour

Me André Villeneuve, notaire, greffier de la ville, ville de Bécancour

pour les fins suivantes:

Acquérir, construire et administrer des immeubles d'habitation à loyer modique pour personnes à faible revenu.

Le siège social de la corporation est situé dans les limites du territoire de la ville de Bécancour, district judiciaire de Nicolet.

Le secrétaire,

38662-o RICHARD VALOIS.

Office municipal d'habitation de Kénogami
Municipal Housing Bureau of Kénogami

Avis est donné qu'en vertu de l'article 55 de la Loi de la Société d'habitation du Québec (1966-1967, chapitre 55), le lieutenant-gouverneur a délivré, sous le grand sceau de la province, des lettres patentes, en date du 3e jour de février 1970, constituant en corporation sans but lucratif:

Joachim Demers, préposé à l'expédition, 31, Lamarche, Kénogami

Simon Domingue, employé de bureau, 11, boul. des Étudiants, Kénogami

Benoit Labbé, dessinateur industriel, 5, St-Joseph, Kénogami

Rosaire Bezeau, contremaître, 125, Racine, Kénogami

Raymond Gilbert, ingénieur, 93, Bourassa, Kénogami

pour les fins suivantes:

Acquérir, construire et administrer des immeubles d'habitation à loyer modique pour personnes à faible revenu.

Le siège social de la corporation est situé dans les limites du territoire de Kénogami, district judiciaire de Chicoutimi.

Le secrétaire,

38662-o RICHARD VALOIS.

Office municipal d'habitation de Maniwaki
Maniwaki Municipal Housing Bureau

Avis est donné qu'en vertu de l'article 55 de la Loi de la Société d'habitation du Québec (1966-1967, chapitre 55), le lieutenant-gouverneur a délivré, sous le grand sceau de la province, des lettres patentes, en date du 15e jour de janvier 1970, constituant en corporation sans but lucratif:

Lionel Carle, maire, 279, rue King, Maniwaki

Gabriel Lefebvre, surintendant, 305, rue Des Oblats, Maniwaki

Léo-Paul Grondin, secrétaire-trésorier, 96, rue Notre-Dame, Maniwaki

pour les fins suivantes:

Acquérir, construire et administrer des immeubles d'habitation à loyer modique pour personnes à faible revenu.

Le siège social de la corporation est situé dans les limites du territoire de Maniwaki, district judiciaire de Labelle.

Le secrétaire,

38662-o RICHARD VALOIS.

Yves Beauchesne, treasurer of the town, town of Bécancour

Me André Villeneuve, notary, clerk of the town, town of Bécancour

for the following purposes:

To acquire, to construct and to administer low rental lodging buildings for persons of low income.

The head office of the corporation is within the limits of the territory of the town of Bécancour, judicial district of Nicolet.

RICHARD VALOIS,

38662-o *Secretary.*

Office municipal d'habitation de Kénogami
Municipal Housing Bureau of Kénogami

Notice is given that under Article 55 of the Québec Housing Corporation Act (1966-1967, chapter 55), the Lieutenant-Governor has issued letters patent under the Great Seal of the Province, bearing date of the 3rd day of February, 1970, incorporating as a non-profit corporation:

Joachim Demers, dispatcher, 31, Lamarche, Kénogami

Simon Domingue, office clerk, 11, des Étudiants, Kénogami

Benoit Labbé, industrial designer, 5, St-Joseph, Kénogami

Rosaire Bezeau, foreman, 125, Racine, Kénogami

Raymond Gilbert, engineer, 93, Bourassa, Kénogami

for the following purposes:

To acquire, to construct and to administer low rental lodging buildings for persons of low income.

The head office of the corporation is within the limits of the territory of the municipality of Kénogami, judicial district of Chicoutimi.

RICHARD VALOIS,

38662-o *Secretary.*

Office municipal d'habitation de Maniwaki
Maniwaki Municipal Housing Bureau

Notice is given that under Article 55 of the Québec Housing Corporation Act (1966-1967, chapter 55), the Lieutenant-Governor has issued letters patent under the Great Seal of the Province, bearing date of the 15th, day of January, 1970, incorporating as a non-profit corporation:

Lionel Carle, mayor, 279, King, Maniwaki

Gabriel Lefebvre, superintendant, 305, Des Oblats, Maniwaki

Léo-Paul Grondin, secretary-treasurer, 96, Notre-Dame, Maniwaki

for the following purposes:

To acquire, to construct and to administer low rental lodging buildings for persons of low income.

The head office of the corporation is within the limits of the territory of the municipality of Maniwaki, judicial district of Labelle.

RICHARD VALOIS,

38662-o *Secretary.*

Office municipal d'habitation de la ville de Pointe-Gatineau

Avis est donné qu'en vertu de l'article 55 de la Loi de la Société d'habitation du Québec (1966-1967, chapitre 55), le lieutenant-gouverneur a délivré, sous le grand sceau de la province, des lettres patentes, en date du deuxième jour de décembre 1970, constituant en corporation sans but lucratif: Pierre Lafontaine, gérant, 3, rue Raoul, Pointe-Gatineau, Jean Bourbonnais, pharmacien, 20, boul. Lafortune, Pointe-Gatineau, Elzéar Richard, instituteur, 8, rue St-Jean-Baptiste, Pointe-Gatineau, Laurentien Carrière, contremaître, 5, rue Moreau, Pointe-Gatineau, Claude Richard, électricien, 128, rue St-Antoine, Pointe-Gatineau, pour les fins suivantes:

Acquérir, construire et administrer des immeubles d'habitations à loyer modique pour personnes à faible revenu.

Le siège social de la corporation est dans les limites de la ville de Pointe-Gatineau.

Le secrétaire, S.H.Q.,
38662-o RICHARD VALOIS.

Office municipal d'habitation de Victoriaville Municipal Housing Bureau of Victoriaville

Avis est donné qu'en vertu de l'article 55 de la Loi de la Société d'habitation du Québec (1966-1967, chapitre 55), le lieutenant-gouverneur a délivré, sous le grand sceau de la province, des lettres patentes, en date du dix-huitième jour de décembre 1970, constituant en corporation sans but lucratif: Pierre Lafontaine, gérant, 3, rue Raoul, Pointe-Gatineau, Jean Bourbonnais, pharmacien, 20, boul. Lafortune, Pointe-Gatineau Elzéar Richard, instituteur, 8, rue St-Jean-Baptiste, Pointe-Gatineau, Laurentien Carrière, contremaître, 5, rue Moreau, Pointe-Gatineau, Claude Richard, électricien, 128, rue St-Antoine, Pointe-Gatineau, pour les fins suivantes:

Acquérir, construire et administrer des immeubles d'habitations à loyer modique pour personnes à faible revenu.

Le siège social de la corporation est dans les limites de la ville de Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Le secrétaire, S.H.Q.,
38662-o RICHARD VALOIS.

Office municipal d'habitation de la ville de Pointe-Gatineau

Notice is given that under Article 55 of the Québec Housing Corporation Act (1966-1967, chapter 55), the Lieutenant-Governor has issued letters patent under the Great Seal of the Province, bearing date of the second day of December, incorporating as a non-profit corporation: Pierre Lafontaine, manager, 3, Raoul Street, Pointe-Gatineau, Jean Bourbonnais, druggist, 20, Blvd. Lafortune, Pointe-Gatineau, Elzéar Richard, teacher, 8, St-Jean-Baptiste Street, Pointe-Gatineau, Laurentien Carrière, foreman, 5, Moreau Street, Pointe-Gatineau, Claude Richard, electrician, 128, St-Antoine Street, Pointe-Gatineau, for the following purposes:

To acquire, to construct and to administer low rental lodging buildings for persons of low income.

The head office of the corporation is within the limits of the town of Pointe-Gatineau.

RICHARD VALOIS,
38662-o *Secretary, Q.H.C.*

Office municipal d'habitation de Victoriaville Municipal Housing Bureau of Victoriaville

Notice is given that under Article 55 of the Québec Housing Corporation Act (1966-1967, chapter 55), the Lieutenant-Governor has issued letters patent under the Great Seal of the Province, bearing date of the eighteenth day of December 1971, incorporating as a non-profit corporation: Pierre Lafontaine, manager, 3, Raoul Street, Pointe-Gatineau, Jean Bourbonnais, druggist, 20, Blvd. Lafortune, Pointe-Gatineau, Elzéar Richard, teacher, 8, St-Jean-Baptiste Street, Pointe-Gatineau, Laurentien Carrière, foreman, 5, Moreau Street, Pointe-Gatineau, Claude Richard, electrician, 128, St-Antoine Street, Pointe-Gatineau, for the following purposes:

To acquire, to construct and to administer law rental lodging buildings for persons of low income.

The head office of the corporation is within the limits of the town of Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

RICHARD VALOIS,
38662-o *Secretary, Q.H.C.*

Ventes par licitation

Cour Supérieure — District de Montréal

No 733-801. { DAME YVONNE BELLEFEUILLE, épouse commune en biens de Michel Malofy, résidant et domiciliée au numéro 715 de la rue Sherbrooke dans la cité de Lachine, district de Montréal et ledit MICHEL MALOFY pour assister et autoriser son épouse, demanderesse, *vs* DAME MARIA PRESSEAU & *AL*, défendeurs, et LE REGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Montréal, mis en cause.

Sales of Licitation

Superior Court — District of Montreal

No. 733-801. { DAME YVONNE BELLEFEUILLE, wife common as to property of Michel Malofy, residing and domiciled at number at number 715 Sherbrooke Street in the City of Lachine, district of Montreal, and the said MICHEL MALOFY for assisting and authorizing his wife, plaintiff, *vs* DAME MARIA PRESSEAU & *AL*, defendants, and THE REGISTRAR of Montreal Registration Division, mis en cause.

Conformément au jugement de l'honorable Juge H. L. Aronovitch, de la Cour Supérieure du district de Montréal, en date du 3e jour d'octobre 1969, ordonnant la licitation des immeubles ci-après décrits:

« Emplacements ayant front sur la neuvième avenue, en la Cité de Lachine, connus et désignés comme étant les subdivisions numéros trois cent cinquante-deux et trois cent cinquante-trois du lot originaire numéro sept cent cinquante-deux (752-352 et 353) aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine, sans bâtisse. »

Pour être vendu au bureau du protonotaire, chambre #129, au Vieux Palais de Justice, en la ville de Montréal, le DIX-HUITIÈME jour de MARS 1971, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint*,
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, 2 février 1971. 38724-o

Cour Supérieure — District de Montréal

No 800-759. { JEAN-PIERRE TURCOTTE, comptable, de la ville de Montréal, district de Montréal de la souche Henri Turcotte, demandeur, *vs* J. TÉLESPHORE TURCOTTE & *AL.*, défendeurs.

Conformément au jugement de l'honorable Jean-Paul Bergeron, de la Cour Supérieure du district de Montréal, en date du 27e jour de novembre 1970, ordonnant la licitation des immeubles ci-après décrits:

« Un emplacement connu et désigné comme subdivision quatre-vingt-seize du lot originaire mille deux cent onze (1211-96) du cadastre du Quartier St-Jacques de la ville de Montréal avec les bâtisses dessus érigées, portant les numéros trois mille huit cent (3800) à trois mille huit cent quatre (3804) de la rue Parc Lafontaine et neuf cent soixante-quinze (975) à neuf cent quatre-vingt-cinq (985) rue Roy. »

Pour être vendu au bureau du protonotaire, chambre #129, au Vieux Palais de Justice, en la ville de Montréal, le DIX-HUITIÈME jour de MARS 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint*,
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, 2 février 1971. 38725-o

Pursuant to the judgement of the Honourable Judge H. L. Aronovitch, of the Superior Court for the district of Montreal, dated of the 3rd day of October, 1969, ordering the licitation of the hereinafter described immovables:

"Emplacements fronting on the ninth Avenue, in the City of Lachine, known and designated as being subdivisions three hundred and fifty-two and three hundred and fifty-three of the original lot number seven hundred and fifty-two (752-352 and 353) on official plan and book of reference for the town of Lachine, without building."

To be sold at the Prothonotary's Office, Room #129, at the Old Court House, in the city of Montreal, the EIGHTEENTH day of MARCH, 1971, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff.*
Montreal, February 2, 1971. 38724

Superior Court — District of Montreal

No. 800-759. { JEAN-PIERRE TURCOTTE, accountant, of the city of Montreal, district of Montreal, from the family of Henri Turcotte, plaintiff, *vs* J. TÉLESPHORE TURCOTTE & *AL.*, defendants.

Pursuant to a judgement of the Honourable Jean-Paul Bergeron, of the Superior Court for the district of Montreal, dated of 27th day of November, 1970, ordering the licitation of the hereinafter described immovables:

"An emplacement known and designated as being subdivision ninety-six of the original lot one thousand two hundred and eleven (1211-96) on the cadastre for St-Jacques Ward in the city of Montreal, with the buildings thereon erected and bearing civic numbers three thousand eight hundred (3800) to three thousand eight hundred and four (3804) of Parc Lafontaine Street and nine hundred and seventy-five (975) to nine hundred and eighty-five (985) Roy Street."

To be sold at the Prothonotary's Office, Room #129, at the Old Court House, in the city of Montreal, the EIGHTEENTH day of MARCH, 1971, at EVEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff.*
Montreal, February 2, 1971. 38725

Ventes pour taxes

Municipalité du comté d'Abitibi

Avis public vous est par les présentes donné par le soussigné Jean-Paul Gariépy, secrétaire de la Corporation du comté d'Abitibi que les immeubles avec bâtisses, circonstances et dépendances ci-après détaillés, seront vendus à l'enchère publique au Palais de Justice d'Amos, au lieu ordinaire des sessions de ce Conseil, le second jeudi du mois d'avril 1971, soit le HUITIÈME jour d'AVRIL, à DIX heures de l'avant-midi, pour non-paiement de taxes municipales, scolaires, religieuses et

Sales for Taxes

Municipality of the County of Abitibi

Public notice is hereby given by the undersigned, Jean-Paul Gariépy, secretary of the Corporation of the county of Abitibi, that the immovables with buildings, circumstances and dependencies described hereinafter shall be sold by public auction at the Court House of Amos, in the usual meeting place of the Council, on the second Thursday of the month of April 1971, that is on the NINTH day of APRIL, at TEN o'clock in the forenoon, for non-payment of municipal, school

répartition d'église, frais et charges dus sur chacun de ces immeubles, à moins que ces taxes, frais et charges ne soient plus tôt payés et acquittés avec les frais encourus avant la vente; savoir:

and religious taxes and church dues, expenses and costs due on each of the said immovable properties, unless these taxes, costs and expenses be paid with the costs incurred before the sale, to wit:

Commission scolaire d'Amos — School Commission of Amos

Canton Township	Lot	Rang Range	Propriétaires Property-owners	Taxes Munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Autres Others	Total
Trécesson	57	5	Luc Alarie		$ 109.81	$ 10.66	$ 120.47
Béarn	34	5	J. H. Desjardins		112.49		112.49
Béarn	19	4	Alfred Beaudoin		8.58		8.58
Figuery	26	4	Roger Morin		26.22	1.98	28.20
Figuery	14A et-and 16A	3	Roch Lanoix		473.54	13.00	486.54
Dalquier	28	8	Mme-Mrs. Alfred Leblond		3.15		3.15

Corporation municipale de Belcourt — Municipal Corporation of Belcourt

Carpentier	54	1	Emery Desputeau	$ 18.93		$ 15.00	$ 33.93
Courville	56	10	Clément Labbé	20.98	$ 2.91	15.00	38.89
Courville	60 B, 65	9	Mme-Mrs. Antoine Frenette	7.35	17.67	15.00	40.02

Corporation municipale d'Authier — Municipal Corporation of Authier

Languedoc	2 A Sub. 2-253	1	Mme-Mrs. Pierre Albert	$ 6.10	$ 15.17		$ 21.27
Languedoc	2 A Sub. 2-256	1	Mme-Mrs. Pierre Albert	3.55	7.59		11.14
Languedoc	2 B Sub. 2-280	1	Joseph Proulx	4.20	18.21		22.41
Languedoc	2 C Sub. 2-97 et-and 2-98	1	Alphonse Blanchet	7.00	30.36		37.36

Corporation municipale de Normétal — Municipal Corporation of Normétal

Desmeloïzes	53	7	Maurice Desrivières				
Desmeloïzes	51	10	Maurice Desrivières	$ 27.38			$ 27.38
Desmeloïzes	59	7	Isidore Garneau	172.86			172.86
Desmeloïzes	45 Sub. 56	9	Gilles Legault	17.05			17.05

Corporation municipale de La Motte — Municipal Corporation of La Motte

La Motte	P. 27	3	Léopold Desrochers	$ 15.00	$ 60.80		$ 75.80
Malartic	17	10	Joseph Laflamme	33.00			33.00
La Motte	9 et-and P. 8	2 4	Charles-Eugène Langevin	16.00	90.74		106.74
La Motte	45	10	Alexandre Poitras	3.50	7.50		11.00
La Motte	½ N. 31-32	5	Emilio Ross	8.25	34.66		42.91

Commission scolaire de Champneuf — Champneuf School Commission

Lamorandière	60	1	André Deslisle		$184.32		$ 184.32

Commission scolaire de Manneville — School Commission of Manneville

Manneville	57	9	Jean-Marcel Bourgelas		$ 78.34		$ 78.34
Villemontel	8	8	Emilien, Martel		90.73		90.73

Corporation municipale du canton de Privat — Municipal Corporation of the township of Privat

Canton Township	Lot	Rang Range	Propriétaires Property-owners	Taxes Munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Autres Others	Total
Taschereau	415	37	H. P. Gérardin	$ 24.49			$ 24.49
Taschereau	P.S. 670	F	Oliva Guillemette	38.98			38.98

Corporation municipale de la paroisse de Senneterre — Municipal Corporation of the parish of Senneterre

Senneterre	10	9	Jos. Bourgault, succ.-est..	$ 2.62	$ 23.85		$ 26.47
Senneterre	10	9	Jos. Bourgault, succ.-est..	9.20	51.73		60.93
Senneterre	12-13	9	Jos. Bourgault, succ.-est..	23.18	214.67		237.85
Senneterre	12B-13B	8	Jos. Bourgault, succ.-est..	12.86	66.40		79.26

Corporation municipale de Saint-Janvier — Municipal Corporation of Saint-Janvier

Royal-Roussillon	22B-22B 23B-23C	10	Alphonse St-Amant	$ 24.65			$ 24.65
Chazel	29-30	1	Albanyl St-Amant	18.05			18.05

Corporation municipale de Mancebourg — Municipal Corporation of Mancebourg

La Reine	56-57	2	Gaston Beaudoin	$ 9.76		$ 2.50	$ 12.26

Commission scolaire de Val-Senneville — School Commission of Val-Senneville

Senneville	22	1	Paul-Emile Girard	$ 72.07			$ 72.07

Commission scolaire de Malartic — School Commission of Malartic

Fournière	22-23	3	Léon Ste-Croix		$ 128.93	$ 11.47	$ 140.40
Fournière	27	3	Mme-Mrs Gérard Archambault		76.65	8.00	84.65
Fournière	N.-O.-W.	4	Roger Ouellet		45.44	5.66	51.10
Fournière	E.	6	Alfred Dion		82.23	14.57	96.80
Fournière	N33-34	7	Sylva Mainville		76.65	8.50	85.15

Corporation municipale de Saint-Marc de Figuery — Municipal Corporation of Saint-Marc de Figuery

Figuery	50 Sub. 13	3	Succ.-Est. Alfred L'Heureux		$ 2.00	$ 14.21	$ 16.21

Commission scolaire de Preissac — School Commission of Preissac

Preissac	58	3	Georges Langevin		$ 40.19		$ 40.19
Preissac	45	6	Jean-Paul Larochelle		35.90		35.90
Preissac	40-41	7	Jean-Paul Larochelle		95.37		95.47
Preissac	N. 30, N. 31, N. 32, N. 33 N. 34	7	Succ.-Est. Paul-Emile Lachance		75.17		75.17
Preissac	P. A.	9	Claude Lachance		87.17		87.17

Comprenant un emplacement de 40′ par 75′ borné au sud par la ligne entre les rangs 8 et 9, à l'est par la rivière Kénogévis, à l'ouest par un chemin des rangs 8 et 9.

Comprising an emplacement of 40′ by 75′ bounded on the south by the line between ranges 8 and 9, on the east by the Kénogévis River, on the west by a road of ranges 8 and 9.

Commission scolaire de Preissac (*suite*) — School Commission of Preissac (*continued*)

Canton Township	Lot	Rang Range	Propriétaires Property-owners	Taxes Munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Autres Others	Total
La Pause	57	A	Arthur Dallaire		$ 40.00		$ 40.00
Comprenant un chalet distraction faite du terrain.			Comprising a cottage, withdrawal made of the land.				
Preissac	Bloc E	3	Cadillac Moly Mines Ltd Garanty & Trust du Canada		19,951.22		19,951.22
Comprenant les bâtisses, les terrains et les propriétés.			Comprising the buildings, the grounds and the properties.				
Preissac	Blocs A,B,C	4-5	Preissac Molybdenite Mining Ltd		13,469.40		13,469.40
Comprenant les bâtisses, les terrains et les propriétés.			Comprising the buildings, the grounds and the properties.				

Municipalité du village de Barraute et commission scolaire de Barraute
Municipality of the village of Barraute and School Commission of Barraute

Village de Barraute	9	Bloc 7	Benoit Lagacé	$ 164.80	$ 820.98		$ 985.78
Village de Barraute	12	Bloc 8	Guillemette Otis, Succ.-Estate	147.60	575.15		722.75
Village de Barraute	13-14	Bloc 8	Guillemette, Otis, Succ.-Estate	27.00	135.57		162.57
Distraction faite des bâtisses qui y sont construites.			To withdraw buildings which are erected thereon.				
Village de Barraute	19	Bloc 9	Raymond Plamondon	103.91	319.24		423.15
Village de Barraute	11	Bloc 10	Verrette Noël,	69.33	139.98		209.31

Municipalité de Fiedmont & Barraute et commission scolaire de Barraute
Municipality of Fiedmont & Barraute and School Commission of Barraute

Fiedmont	35 37-2-38-1	8	Joyal, Bruno	$ 10.31	$ 140.34		$ 150.65
Distraction faite des emplacements sur le lot 35 et désignés comme étant 35 A et C appartenant à MM. Adrien Beaulieu et Héliodore Beaudry.			To withdraw the sites on lot 35 and designated as being 35 A and C belonging to Messrs. Adrien Beaulieu and Héliodore Beaudry.				
Fiedmont	24	10	Breton, Albert	4.53	136.40		140.93
Fiedmont	½ S. 33	10	Lessard, Philippe		225.78		225.78
Barraute	23	5	Thibodeau, Henri-Paul	4.30	77.77		82.07
Barraute	26	5	Vinclette, Laurent	10.31	200.97		211.28
Barraute	22	6	Chayer, Joseph		216.04		216.04
Distraction faite d'un emplacement de 100′ par 100′ sis au coin nord-est.			To withdraw a site of 100′ by 100′ situated at the north-eastern corner.				

Commission scolaire de Clericy — School Commission of Clericy

Dufresnoy	54	8	Emile Robin		290.17		$ 290.17

Commission scolaire de Rouyn — School Commission of Rouyn

Dufresnoy	66-67	O.-W.	Omer Manseau		$ 158.91	$ 53.07	$ 211.98
Dufresnoy	13-14	O.-W.	Hector Manning		196.20		196.20
Dufresnoy	1-2-3-106	O.-W.	Ernest Chrétien		207.10	61.18	268.28
Dufresnoy	B-20	O.-W.	Jean-Marc Savard		23.58		23.58
Dufresnoy	12	2 O.-W.	Dominique Rheault		133.09	36.24	169.33

Commission scolaire de Senneterre — School Commission of Senneterre

Pascalis	61 Sub. 8	4	Robert Gingras		$ 49.09	$ 5.84	$ 54.93

Corporation municipale de La Sarre — Municipal Corporation of La Sarre

Canton Township	Lot	Rang Range	Propriétaires Property-owners	Taxes Munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Autres Others	Total
La Sarre	12	4	Victor Charette	$ 18.46	$ 108.19	$ 32.41	$ 159.06
La Sarre	37	4	Léonidas Perreault	255.07	907.17	317.28	1,479.52
La Sarre	E. 18	6	Jules Brisson Succ.-Est	14.16	40.43	13.53	68.12
La Sarre	E. 31	6	Jean-Paul Goudreau	29.86	112.80	27.71	170.37
La Sarre	59	6	Lionel Royer	46.05	13.50	16.93	76.48
La Sarre	S. 9	8	Thomas Grégoire	37.49	29.21	15.23	81.93
La Sarre	S. 14	8	Thomas Grégoire	78.51	131.01	36.70	246.22
La Sarre	35	8	Alfred Marcoux	67.80		21.13	88.93
La Sarre	12	9	Ovide Boily	146.99	541.07	161.00	849.06
La Sarre	14-15	9	Ovide Boily	29.87	53.37	20.42	103.66
La Sarre	31A	10	Hercule Guay	11.48	10.89	4.96	27.33
La Sarre	36	10	Léonidas Perreault	13.68	61.95	25.90	101.53
Clermont	1	1	Louis-Paul Bergeron	17.48	17.67	7.98	43.13
Clermont	5	1	Honoré Charrois	6.40	6.17	1.07	13.64
Clermont	6	1	Georges Lapierre	28.40	54.29	10.59	93.28

Commission scolaire de Sainte-Gertrude — Municipal Corporation of Sainte-Gertrude

Villemontel	45	6	Roland Roy		$ 84.21		$ 84.21
Villemontel	24	6	Hormidas Roy		26.93		26.93
Villemontel	22	6	Hormidas Roy		106.61		106.61
Villemontel	33 et-and 34	5	Lucien Lajoie		113.09		113.09
Villemontel	P. 12	5	Fernand Paquin		41.36		41.36
Comprenant un emplacement situé au coin sud-est.			Comprising an emplacement situated on the southeastern corner.				
Villemontel	P. 11 et-and P. 12	4	Omer Brousseau		23.91		23.91
Désigné comme étant situé au nord de la rivière Carcajou.			Designated as being situated on the north of Carcajou River.				
Villemontel	15	5	Omer Brousseau		65.30		65.30

Commission scolaire de La Corne — School Commission of La Corne

La Corne	11	8	Clément Gaivin		87.33	2.25	$ 89.58

Donné à Amos, ce 2 février 1971.

Le secrétaire,
JEAN-PAUL GARIÉPY.

38670-7-2-o

Given at Amos, February 2, 1971.

JEAN-PAUL GARIÉPY,
Secretary.

38670-7-2-o

Municipalité du comté de Compton

Erratum

Dans l'avis de vente pour taxe publié dans les éditions du 16 et 23 janvier 1971, veuillez apporter les corrections suivantes: Dans le canton de Hereford (Saint-Venant), à la dernière description, nous aurions dû lire comme numéro de lots: « 12p P.o. 11 a » au lieu de « 12p P.o. 11s. » Dans la ville d'East Angus, nous aurions dû lire rang 3 pour toute la description appartenant à Robert Roy et Dame Marie-Jeanne Landry.

38631-o

Municipality of the County of Compton

Erratum

In the notice of sales for taxes published in the Editions of January 16 and January 23, 1971, please make the following corrections: In the township of Hereford (Saint-Venant), in the last description, one should have read as the lot numbers: "12p P.o. 11 a" instead of "12p P.o. 11s". In the town of East Angus, one should have read Range 3 for the entire description belonging to Robert Roy and Mrs. Marie-Jeanne Landry.

38631

Municipalité du comté de Laprairie

Erratum

Dans l'avis de vente pour taxes publié dans la *Gazette officielle* du 16 janvier 1971 à la page 414, veuillez corriger les erreurs typographiques suivantes pour lire:
Page 416, Cayouette ltée C.A.

Lot 78 cadastre 126
277 127 au lieu de lot 77 cadastre 127
Lot 77 126
278 127 au lieu de lot 78 cadastre 127
Page 421, Plenor Investment Ltd. aux lots 380, 381, cadastre 129, total: $16.87 au lieu de $16.77.
Plenor Investment Ltd. lot 318, 319 au lieu de lots 318, 519.
Page 423, Szilard, Elisabeth au lieu de Szilard, Elizgeth
Page 428, H.A.R. Investment
Lot 11 cadastre 272 au lieu de 271.
17 cadastre 272 au lieu de 271.
38631-o

Municipalité du comté de Lévis

Erratum

Dans l'avis de vente pour taxes publié dans la *Gazette officielle* du 16 et du 30 janvier 1971, à la dernière description de la « Commission scolaire Chaudière Etchemin », nous aurions dû lire: « Lots 6, 10, 15, 24, P. 26 » au lieu de « Lots 6, 10, 15, 24, 21, P. 6 ».
38631-o

Municipalité du comté de Portneuf

(*Erratum*)

Dans l'avis de vente pour taxes publié dans les éditions du 23 et 30 janvier 1971, nous aurions dû lire dans la version anglaise du préambule: « Thursday the Eleventh day of March 1971 » au lieu de « Tuesday the Eleventh day of March, 1971. »
38663-o

Municipalité du comté de Gatineau

Auriez-vous l'obligeance d'apporter les changements suivants à la vente pour taxes dont les références sont tirées de l'édition de la *Gazette officielle du Québec* du 16 janvier 1971. Ces changements sont dus à des erreurs typographiques.

Page 441: Corporation municipale du canton de Cameron, canton de Cameron.

Traders Home Plan Ltd: Subd. 25, subd. 26 du lot 9-B au lieu de subd. 26 du lot 9B.

Page 443: Corporation municipale du canton d'Aylwin.

Desbiens, Jean-Paul: P. 19; P. 20 au lieu de P. 19-20.

Page 444: Reynolds: Lire Reynolds au lieu de Reynords dans le titre et la description plus au bas de cette même propriété.

Un certain morceau ou lopin de terre, faisant partie du lot numéro trois (ptie 3), au lieu de (ptie 13) . . . etc.

Page 447: Corporation municipale de Wakefield-Est, canton de Wakefield.

Municipality of the County of Laprairie

Erratum

In the notice of sales for taxes published in the *Official Gazette* of January 16, 1971, on page 414, please correct the following typographical errors in order that they may read as follows:
Page 416, Cayouette ltée C.A.
Lot 78 cadastre 126
277 127 instead of lot 77 cadastre 127
Lot 77 cadastre 126
278 127 instead of lot 78 cadastre 127
Page 421, Plenor Investment Ltd. on lots 380, 381, cadastre 129, Total: $16.87 instead of $16.77.
Plenor Investment Ltd. Lot 318, 319 instead of lots 318, 519.
Page 423, Szilard, Elisabeth instead of Szilard, Elizgeth.
Page 428, H.A.R. Investment
Lot 11 cadastre 272 instead of 271.
17 cadastre 272 instead of 271.
38631-o

Municipality of the County of Lévis

Erratum

In the notice of sales for taxes published in the *Official Gazette* of January 16 and January 30, 1971, in the last description of the "Chaudière Etchemin School Commission", one should have read: "Lots 6, 10, 15, 24, P. 26" instead of "Lots 6, 10, 15, 24, 21, P. 6".
38631

Municipality of the County of Portneuf

(*Erratum*)

In the notice of sales for taxes published in the Editions of January 23 and January 30, 1971, one should have read in the English version of the preamble: "Thursday the Eleventh day of March, 1971" instead of "Tuesday the Eleventh day of March, 1971."
38663

Municipality of the County of Gatineau

Would you please change the following in the sales for taxes the references of which are taken from the *Québec Official Gazette* of January 16, 1971. These changes are due to typographical errors.

Page 441: Municipal Corporation of the township of Cameron, township of Cameron.

Traders Home Plan Ltd. Subdivision 25, subdivision 26 of lot 9-B instead of subdivision 26 of lot 9B.

Page 443: Municipal Corporation of the township of Aylwin.

Desbiens, Jean-Paul. P. 19; P. 20 instead of P. 19-20.

Page 444: Reynolds: Read Reynolds instead of Reynords in the title and description at the bottom of this property.

A certain piece or strip of land forming part of lot number three (P. 3), instead of (P. 13) . . . etc.

Page 447: Municipal Corporation of Wakefield-East, township of Wakefield.

De Seve, Gérald, Fleurette, Maurice, Jean, Laurier et Réginald: Entre Jean et Laurier il devrait y avoir une virgule au lieu d'un trait d'union.

Taxes municipales: $30.75 au lieu de 0.75.

Page 448: Le nom du propriétaire du ½ S. 16B est Gauthier, Marcel au lieu de Gautheurr.

Page 448: Huot, Bennani. Description: Toute cette propriété connue et désignée comme étant formée (au lieu de bornée) etc. . .

Page 450: Pitre, Armand. Lot 25-A-35 (au lieu de 24-A-53)

Page 450: Corporation municipale de Messines, canton de Bouchette.

Richard, Aldé. Lots 36-1; P. 36-2; ½ ouest-P. 37-1 (au lieu de 47-1), 38, rang 4.

Page 452: Corporation municipale du canton de Denholm — canton de Denholm.

Pilon, Jean-Charles. Lot 26-B, subd. 39 (au lieu de 26, sub, B-39)

Page 452: Corporation municipale de Lytton, canton de Lytton.

Herman, Kenneth. Lots 19, 20 rang 5 Lytton, ajouter: 19-A; 19-B; 20-A; 20-B, rang 6, Lytton.

Page 452: Mills, succ.-estate C.W. (ajoutez comme propriétaire: La Corporation du Village de Des chênes.

Corporation municipale de Lucerne — Canton de Hull

Page 454: Caron Émile: on doit lire Lots 16D-84, 85, 86 au lieu de 16-D, 86, 85, 86.

38631-o

Municipalité du comté de Montcalm

(*Erratum*)

Dans l'avis de vente pour taxes publié dans la *Gazette officielle* du 16 janvier 1971 à la page 380, veuillez corriger les erreurs typographiques suivantes pour lire:

À la page 381 – Re Corporation municipale de la paroisse de Kilkenney

Lachance Philias: ½ du 10 b au lieu de ½ du 108

André Beaudoin Taillon et Lamana: P 10 b au lieu de P 108

Françoise Lachapelle Legrand: P 10 b au lieu de P 109

Soraire Roland: Scraire Roland au lieu de Soraire Roland

Giguère Benoit: $90.10 au lieu de $80.10

Racine Lionel: R. 6 – ou il n'y avait pas de No de rang

Meilleur Chs Victor: ½ du 15 b au lieu de ½ du 5 b

À la page 383 – Re Corporation municipale du canton de Rawdon

Bartok M. et Dme Frank: P 16 b au lieu de P 168

À la page 385 – Re Corporation municipale de N.D. de La Merci

Chrétien Pierre: Lot No 8 au lieu de lot No b

Caisse René: $65.69 dû au scolaire au lieu de dû au municipal

Emmecker Roger: 18- 51 b et 13- 52 b, au lieu de 18-518 et 13528

Ladouceur Georges: R. b au lieu de R. 8

Inconnu: 15 b au lieu de 158

De Seve, Gérald, Fleurette, Maurice, Jean, Laurier and Réginald: Between Jean and Laurier a comma should be found instead of a hyphen.

Municipal taxes: $30.75 instead of 0.75.

Page 448: The name of the proprietor of ½ S. 16B is Gauthier, Marcel instead of Gautheurr.

Page 448: Huot, Bennani. Description: This entire piece of property known and designated as formed (instead of bounded) etc. . .

Page 450: Pitre, Armand. Lot 25-A-35 (instead of 24-A-35).

Page 450: Municipal Corporation of Messines, township of Bouchette.

Richard, Aldé. Lots 36-1; P. 36-2; ½ West-P. 37-1 (instead of 47-1), 38, range 4.

Page 452: Municipal Corporation of the township of Denholm — township of Denholm.

Pilon, Jean-Charles. Lot 26-B, subdivision 39 (instead of 26, subdivision B-39).

Page 452: Municipal Corporation of Lytton, township of Lytton.

Herman, Kenneth. Lots 19, 20 Range 5 Lytton, add: 19-A; 19-B; 20A- 20-B, Range 6, Lytton.

Page 452: Mills Estate, C.W. (add as proprietor The Corporation of the village of Des chênes)

Municipal Corporation of Lucerne — Township of Hull.

Page 454: Caron, Émile: One must read lots 16D-84, 85, 86 instead of 16-D, 86, 85, 86.

38631

Municipality of the County of Montcalm

(*Erratum*)

In the notice of sales for taxes published in the *Official Gazette* of January 16, 1971, on page 380, please correct the following typographical errros in order that they may read as follows:

On page 381 – Re Municipal Corporation of the parish of Kilkenny

Lachance Philias: ½ of 10 b instead of ½ of 108

André Beaudoin Taillon et Lamana: P 10 b instead of P 108

Françoise Lachapelle Legrand: P 10 b instead of P 109

Soraire Roland: Scraire Roland instead of Soraire Roland

Giguère Benoit: $90.10 instead of $80.10

Racine Lionel: R. 6 – where no range number existed

Meilleur Chs Victor: ½ of 15 b instead of ½ of 5 b

On page 383 – Re Municipal Corporation of the township of Rawdon

Bartok M and Mrs. Frank: P 16 b instead of P 168

On page 385 – Re Municipal Corporation of N.D. de La Merci

Chrétien Pierre: Lot No. 8 instead of lot No. b

Caisse René: $65.69 school dues instead of municipal dues

Emmecker Roger: 18- 51 b and 13- 52 b, instead of 18-518 and 13528

Ladouceur Georges: R. b instead of R. 8

Unknown: 15 b instead of 158

À la page 386 – Corporation municipale de la paroisse de Chertsey et du canton Wexford.

Béliale Léo: $130.23 et Bélisle Léo au lieu de $120.23 et Béliale Léo

Bolduc Lucien: P 30 b au lieu de P 308

Côté Jacques: 25-62 au lieu de 24-62

Daraiche Roger: P 84 rang A – au lieu de P A 84 rang 7

D'Errico G & Monfredi: P 5 b au lieu de P 58

Gendron Aimé: 30 b- 31, 32, 33 et 34 au lieu de 308- 31, 32, 33 et 34

Hamel Dr Maurice: 46 b – 1 au lieu de 468- 1

N. Limouain et B. Geoffroy: N. Limousin et B. Geoffroy au lieu de N. Limouain & B. Geoffroy.

Poitras Jean Damasse: 29C- 9 et 10 et 28- 6 – au lieu de 29C- 9 et 10 et 28

Prévost Richard & Uxor: 38- 181 au lieu de 38- 18

Poudrette Mario: 37- 101 au lieu de 32- 101

38631-o

On page 386 – Municipal Corporation of the parish of Chertsey and of the township of Wexford.

Béliale Léo: $130.23 and Bélisle Léo instead of $120.23 and Béliale Léo

Bolduc Lucien: P 30 b instead of P 308

Côté Jacques: 25-62 instead of 24-62

Daraiche Roger: P 84 R. A – instead of P A 84 R. 7

D'Errico G & Monfredi: P 5 b instead of P 58

Gendron Aimé: 30 b- 31, 32, 33 and 34 instead of 308- 31, 32, 33 and 34

Hamel Dr. Maurice: 46 b – 1 instead of 468 – 1

N. Limouain and B. Geoffroy: N. Limousin and B. Geoffroy instead of N. Limouain & B. Geoffroy

Poitras Jean Damasse: 29C- 9 and 10 and 28- 6 instead of 29C- 9 and 10 and 28

Prévost Richard & Uxor: 38- 181 instead of 38- 18

Poudrette Mario: 37-101 instead of 32-101

38631

Municipalité du comté de Papineau

Corrections

À l'avis publié dans les Nos (4 et 5) de janvier 1971, il y a lieu d'apporter les corrections suivantes:

1° Les commissaires d'écoles pour la municipalité (Prot) de Buckingham.

a) Stewart Yank Mme.: P. ½ Sud et non ½ S.

2° Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la Seigneurie.

a) Mme ou M. Roméo Sabourin P. 636: et non 635 M. et Mme. Roméo Sabourin au lieu de (ou) il faut lire (et).

b) Lionel Bourdon: Ajouter: Au cadastre de la paroisse de N-D.-de-Bonsecours.

3° Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Ripon.

a) Denis Amyot: Lots: 36 A et 36 B et non 36.

b) Denis Amyot: Lots: 38 A et 38 B et non 38.

4° La corporation municipale du village de Angers

a) Les Entreprises Y. Mongeon Ltée (Hôtel Royal Angers): Propriété de Les entreprise Y. Mongeon, Ltée (Hôtel Royal). « Un hôtel situé à Angers, ainsi que le terrain connu et désigné comme étant parties des lots soixante-treize, soixante-douze, cent quarante-quatre, cent trente, cent trente et un et cent quarante-trois tous de la subdivision du lot numéro vingt-trois (23 Ptie 73, 72, 144, 130, 131 et 143) du premier rang du canton de Buckingham; tel que le tout apparaît à un plan préparé par Jean-Paul Alary, A.G., plan No 868 annexé à un Bail & Option, passé devant le notaire soussigné, le 29 juillet 1965, enregistré à Papineauville sous le No 102011; avec bâtisses y érigées, circonstances et dépendances, ainsi que le nom d'hôtel Royal, à Angers. »

b) Mme. Blanche Demers: Propriété de Blanche Demers (Blanche Osborne, Vve Omer Demers). « Toute cette propriété connue et désignée comme étant partie du lot numéro quatre-vingt-treize de la subdivision du lot numéro vingt-trois (23-93 Ptie), rang un, au canton

Municipality of the County of Papineau

Corrections

In the notice published in Nos. 4 and 5 of January, 1971, it is expedient to bring the following corrections:

1. The School Commissioners for the municipality (Prot) of Buckingham.

(*a*) Stewart Yank Mrs.: P. ½ South and not ½S.

2. The School Commissioners for the municipality of La Seigneurie.

(*a*) Mrs. or Mr. Roméo Sabourin P. 626 and not 635 Mr. and Mrs. Roméo Sabourin. Instead of (or) one must read (and).

(*b*) Lionel Bourdon: Add: In the cadastre of the parish of N.-D.-de-Bonsecours.

3. The School Commissioners for the municipality of Ripon.

(*a*) Denis Amyot: Lots: 36 A and 36 B and not 36.

(*b*) Denis Amyot: Lots: 38 A and 38 B and not 38.

4. The Municipal Corporation of the village of Angers.

(*a*) Les Entreprises Y. Mongeon Ltée (Hotel Royal Angers): Property of Les Entreprises Y. Mongeon, ltée (Royal Hotel). « A hotel situated at Angers, as well as the land known and designated as forming parts of lots seventy-three, seventy-two, one hundred and forty-four, one hundred and thirty, one hundred and thirty-one and one hundred and forty-three, all of the subdivision of lot number twenty-three (23 Pt. 73, 72, 144, 130, 131 and 143) of the first range of the township of Buckingham; as the whole appears on a plan prepared by Jean-Paul Alary, L.S., plan No. 868 annexed to a Lease & Option, passed before the undersigned notary, on July 29, 1965, registered at Papineauville, under No. 102011; with buildings erected thereon, circumstances and dependencies, as well as the name Royal Hotel, at Angers."

(*b*) Mrs. Blanche Demers: Property of Blanche Demers (Blanche Osborne, widow of Omer Demers). "All of this property known and designated as forming part of lot number ninety-three of the subdivision of lot number twenty-three (23-93 Pt.), Range one of the

de Buckingham, mesurant soixante-quinze pieds dans la ligne est, quarante pieds dans la ligne ouest, par la largeur existante entre la propriété de M. Albert Maisonneuve connue comme étant partie du lot numéro quatre-vingt-deux et un lot vendu à M. Maurice Mineault, borné comme suit: au sud, par partie du même lot, propriété de Madame Blanche Osborne, au nord, par le chemin d'Angers; à l'est par la propriété de M. Albert Maisonneuve et à l'ouest par la propriété de M. Mineault. Avec les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances. »

5° La corporation municipale du Lac-des-Plages.

a) Mme Robert Desormeaux (Carole): Lot No P.34 et non P. 34-4.

6° La corporation municipale de la paroisse de L'Ange-Gardien.

a) Robert Lanthier: Ajouter: Pour bornes complètes et la superficie. Référence: Acte enregistré sous No 116126.

Donné à St-André-Avellin, P.Q., ce 29e jour de janvier 1971.

Le secrétaire-trésorier,
C.A. MONTREUIL.

38631-o

township of Buckingham, measuring seventy-five feet on the east line, forty feet on the west line, by the width existing between the property of Mr. Albert Maisonneuve known as forming part of lot number eighty-two and a lot sold to Mr. Maurice Mineault, bounded as follows: on the south by part of the same lot, property of Mrs. Blanche Osborne, on the north by Angers Road; on the east by the property of Mr. Albert Maisonneuve and on the west by the property of M. Mineault. With Buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

5. The Municipal Corporation of Lac-des-Plages.

(*a*) Mrs. Robert Desormeaux (Carole): Lot No. P. 34 and not P. 34-4.

6. The Municipal Corporation of the parish of Ange-Gardien.

(*a*) Robert Lanthier (Add): For complete boundaries and area. Reference: Deed registered under No. 116126.

Given at St-André-Avellin, P.Q., this 29th day of January, 1971.

C.A. MONTREUIL,
Secretary-Treasurer.

38631

Municipalité du comté de Québec

Erratum

Avis public est par les présentes donné que la vente pour défaut de paiement de taxes aura lieu, JEUDI, le ONZIÈME jour de MARS 1971 et non le dixième jour de mars 1971, tel que mentionné dans l'avis public publié dans la *Gazette officielle du Québec*, les 23 et 30 janvier 1971.

Le secrétaire-trésorier,
ADÉLARD L'HEUREUX, N.P.,
C.M.C.Q.

38713-o

Municipality of the County of Québec

Erratum

Public notice is given by this present that the sale for default of payment of taxes will take place, on THURSDAY, the ELEVENTH day of MARCH 1971 and not on the tenth day of March 1971 as mentioned in the public notice published in the *Québec Official Gazette* on the 23rd and on 30th, January 1971.

ADÉLARD L'HEUREUX, N.P.,
Secretary-Treasurer,
C.M.C.Q.

38713-o

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUHARNOIS

De Terris
Cour Supérieure — District de Beauharnois

No 11 510. LA CAISSE POPULAIRE DE STE-CÉCILE DE SALABERRY, société régie par la Loi des Caisses d'Épargne et de Crédit, ayant son siège social à 15 rue St-Thomas, Salaberry de Valleyfield, district de Beauharnois, demanderesse, *vs* ROSAIRE DEMERS, domicilié et résidant à 29 avenue Bassin, Salaberry de Valleyfield, district, défendeur et LE REGISTRATEUR de la vidision d'enregistrement de Beauharnois, mis en cause.

BEAUHARNOIS

De Terris
Superior Court — District of Beauharnois

No. 11 510. LA CAISSE POPULAIRE DE STE-CÉCILE DE SALABERRY, a company governed by the Savings and Credit Unions Act, having its head office at 15 St-Thomas Street, Salaberry de Valleyfield, district of Beauharnois, plaintiff, *vs* ROSAIRE DEMERS, domiciled and residing at 29 Bassin Avenue, Salaberry de Valleyfield, district, defendant, and THE REGISTRAR for the registration division of Beauharnois, mis en cause.

« Un emplacement situé au Bassin connu et désigné comme étant le lot numéro quinze de la subdivision du lot numéro cent trente et un (No 131-15) au cadastre officiel de la paroisse Ste-Cécile, mesurant soixante pieds (60′) de largeur par cent pieds (100′) de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins.

À distraire cependant du lot présentement hypothéqué la partie vendue à M. Eugène Bourcier suivant vente passée devant Me Philippe Malouin, notaire, le 9 octobre 1963, et enregistrée à Beauharnois sous le No 112724. Avec bâtisses ci-dessus construites. »

Pour être vendu au bureau du shérif, Palais de Justice, Salaberry de Valleyfield, le SEIZIÈME jour de MARS 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
J. LUCIEN PRIMEAU,

Bureau du Shérif,
Salaberry de Valleyfield, par: Mme THÉRÈSE LEBLANC
ce 3e jour de février 1971. 38714-o

Bonis et de Terris
District de Beauharnois

Cour Supérieure, No 788 162. { ROOF TRUSS INC., compagnie dûment incorporée, ayant son siège social et sa principale place d'affaires, à Montréal, district de Montréal, demandeur, *contre* GEORGE GARTNER, gérant de production, résidant au 1395 Carol Crescent, à Chomedey, district de Montréal, et SAMUEL EDWARDS, contrôleur, résidant à 1319 Red Cross, Westmount, district de Montréal, défendeurs, et LE REGISTRATEUR du bureau d'enregistrement de la division de Huntingdon, mis en cause.

« Ce lot de terre situé dans le deuxième rang de la ville de Havelock, connu et désigné comme étant composé de:

a) Lot numéro quatre-vingt-douze B (92B) aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Havelock;

b) Lot numéro quatre-vingt-treize A (93A) auxdits plan et livre de renvoi; et

c) La moitié ouest du lot numéro quatre-vingt-douze A (½ O. 92A) auxdits plan et livre de renvoi, contenant cinquante-trois (53) acres et plus ou moins et borné en front par le chemin public, en arrière par la terre du troisième rang, à l'ouest par la propriété de R. W. Jackson, décédé, et à l'est par le résidu dudit lot 92A »

Et des constructions ci-dessus érigées. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Huntingdon, à Huntingdon, le DIX-HUITIÈME jour de MARS 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
J. LUCIEN PRIMEAU.

Bureau du Shérif,
Par: MME THÉRÈSE LEBLANC.
Salaberry de Valleyfield, 2 février 1971. 38716-o

District de Beauharnois

Cour Supérieure, No 11 616. { OMER GUIMOND, contracteur général, domicilié au 1305 rue Notre-Dame, St-Sulpice, district de Joliette, demandeur, *vs* RAYMOND GUIMOND, domicilié et demeurant au 3 de la rue Claude, à Châ-

"An emplacement situated at Bassin known and designated as forming lot number fifteen of the subdivision of lot number one hundred and thirty-one (No. 131-15) on the official cadastre of the parish of Ste-Cécile, measuring sixty feet (60′) in width by one hundred feet (100′) in depth, English measure, more or less.

To withdraw however from the lot now mortgaged the part sold to Mr. Eugène Bourcier according to a deed passed before Me Philippe Malouin, notary, on October 9, 1963, and registered at Beauharnois under No. 112724. With buildings built thereon."

To be sold at the Sheriff's Office, at the Court House, in Salaberry de Valleyfield, on the SIXTEENTH day of MARCH, 1971, at TEN o'clock in the forenoon.

J. LUCIEN PRIMEAU,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Salaverry de Valleyfield, by: Mrs. THÉRÈSE LEBLANC.
February 3, 1971. 38714

Bonis et de Terris
District of Beauharnois

Superior Court, No. 788 162. { ROOF TRUSS INC., a company duly incorporated having its head office and its principal place of business in Montreal, district of Montreal, plaintiff, *versus* GEORGE GARTNER, production manager, residing at 1395 Carol Crescent, in Chomedey, district of Montreal, and SAMUEL EDWARDS, comptroller, residing at 1319 Red Cross, Westmount, district of Montreal, defendants, and THE REGISTRAR of the registry office of the division of Huntingdon, mis en cause.

"That lot of land situate in the second range of the town of Havelock, known and designated as being composed of:

(*a*) lot number ninety-two B (92B) upon the official plan and book of reference for the township of Havelock;

(*b*) lot number ninety-three A (93A) upon the said plan and book of reference; and

(*c*) the western half of lot number ninety-two A (½ W. 92A) upon the said plan and book of reference, containing fifty-three (53) acres and more or less and bounded in front by the public road, in rear by the land of the third range, to the west by the property of the late R. W. Jackson, and to the east by the residue of said lot 92A".

And buildings erected thereon."

To be sold at the Registry Office of the Division of Huntingdon, at Huntingdon, on the EIGHTEENTH day of MARCH, 1971, at TEN o'clock in the forenoon.

J. LUCIEN PRIMEAU,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
by: MRS. THÉRÈSE LEBLANC.
Salaberry de Valleyfield, February 2, 1971. 38716

District of Beauharnois

Superior Court, No. 11 616. { OMER GUIMOND, general contractor residing at 1305 Notre-Dame Street, St. Sulpice, district of Joliette, plaintiff, *vs* RAYMOND GUIMOND, domiciled and residing at 3 Claude Street, at Châteauguay

teauguay, district de Beauharnois, défendeur et LE REGISTRATEUR de la division de Châteauguay, mis en cause.

« Un emplacement situé à Châteauguay, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Joachim, comme étant la subdivision numéro onze du lot originaire numéro deux cent vingt et un (221-11) et comme étant partie de la subdivision numéro quatre du susdit lot originaire numéro deux cent vingt et un (221-ptie 4) mesurant quatre-vingt-trois pieds au nord, cinquante pieds à l'ouest, cinquante-cinq pieds et neuf dixièmes au sud et cinquante-sept pieds à l'est; mesure anglaise, plus ou moins, avec bâtisse dessus érigée, portant le numéro civique 3 de la rue Claude, à Châteauguay; bornée au nord par le lot 221-11 du susdit cadastre, à l'ouest par le résidu dudit lot 221-4, à l'est par partie du lot originaire 222 et au sud par le lot 221-3. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Châteauguay, à Ste-Martine, le DIX-SEPTIÈME jour de MARS 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
J. LUCIEN PRIMEAU.

Bureau du Shérif,
Salaberry de Valleyfield, par: Mme THÉRÈSE LEBLANC.
ce 2 février 1971. 38715-o

district of Beauharnois, defendant, and THE REGISTRAR of the division of Châteauguay, mis en cause.

"An emplacement situated at Châteauguay, known and designated on the official plan and in the book of reference of the parish of St. Joachim, forming subdivision number eleven of original lot number two hundred and twenty-one (221-11) and forming part of subdivision number four of the aforesaid original lot number two hundred and twenty-one (221-P. 4) measuring eighty-three feet on the north, fifty feet on the west, fifty-five feet and nine tenths on the south and fifty-seven feet on the east; English measure, more or less, with a building erected thereon, bearing civic number 3 Claude Street, at Châteauguay; bounded on the north by lot 221-11 of the aforesaid cadastre, on the west by the remainder of daid lot 221-4, on the east by part of original lot 222 and on the south by lot 221-3."

To be sold at the Registry Office of the Châteauguay Division, at Ste-Martine, on the SEVENTEENTH day of MARCH, 1971, at TEN o'clock in the forenoon.

J. LUCIEN PRIMEAU,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Salaberry de Valleyfield, by: Mrs. THÉRÈSE LEBLANC.
February 2, 1971. 38715

BEDFORD

Canada — Province de Québec
Cour Provinciale — District de Bedford

No 7977. DAME LISE BESSETTE, demanderesse, *vs* RITA MULLINS, défenderesse.

« 1° Un certain lot à bâtir ou emplacement de terrain, situé et étant sur le côté est de la rue Elgin, dans ledit village de Granby, maintenant cité de Granby, connu et décrit aux plans et livre de renvoi du même cadastre, comme formant partie du lot numéro cent trente-cinq (135), mesurant soixante-douze pieds de largeur à partir de la ligne sud dudit lot cent trente-cinq en allant dans une direction nord, le long de ladite rue Elgin, sur la profondeur dudit lot et des lots adjacents, avec les bâtisses dessus érigées.

2° Un certain lot de terre sis et étant situé en la cité de Granby, sur le côté est de la rue Elgin, formant partie du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village de Granby comme étant le lot numéro cent trente-six (P. No 136); ledit lot vendu mesurant soixante-six pieds de largeur sur la rue Elgin, devant être mesuré à partir de la ligne sud dudit lot numéro cent trente-six, en allant vers le nord sur la profondeur entière dudit lot numéro cent trente-six; avec les améliorations.

Sauf et excepté cette partie dudit lot numéro cent trente-six (P. 136) vendue par Joseph S. Mullin à Albert Guertin devant Me Joseph Lemieux, notaire, le vingt-troisième jour de février mille neuf cent trente-huit, dont une copie est dûment enregistrée au bureau

BEDFORD

Canada — Province of Québec
Provincial Court — District of Bedford

No. 7977. DAME LISE BESSETTE, plaintiff, *vs* RITA MULLINS, défendant.

"1. A certain building lot or emplacement of land, situate and being on the east side of Elgin Street, in said village of Granby, now city of Granby, known and described on the official plan and in the book of reference of the same cadastre, as being part of lot number one hundred and thirty-five (135), measuring seventy-two feet in width from the south line of said lot 135, going in a northerly direction, along said Elgin Street, by the depth of said lot and adjoining lots, with the buildings thereon erected;

2. A certain lot of land lying, being and situate in the city of Granby, on the east side of Elgin Street, forming part of the lot known and designated at the official plan and in the book of reference for the village of Granby as being number one hundred and thirty-six (P. No. 136); the said lot sold, measuring sixty-six feet in width, on Elgin Street to be measured from the south line of said lot number one hundred and thirty-six, going to the north, by the whole depth of said lot number one hundred and thirty-six; with improvement thereon.

Save and except that part of the said lot number one hundred and thirty-six (P. 136) sold by Joseph S. Mullin to Albert Guertin before Joseph Lemieux, notary on the twenty-third day of February one thousand nine hundred and thirty-eight, whereof a copy is

d'enregistrement du comté de Shefford sous le numéro 100480 et la décrivant comme suit:

Un certain morceau de terrain sis et situé sur le côté est de la rue Elgin, en la cité de Granby, formant partie du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village de Granby, comme étant le lot numéro cent trente-six (P. 136); ledit morceau de terrain mesurant cinquante pieds de largeur sur la rue Elgin; commençant à mesurer à partir d'un point sur la ligne ouest dudit lot No 136 situé à seize pieds de la ligne sud dudit lot No 136, de là, se dirigeant vers le nord le long de la ligne ouest dudit lot No 136, ladite largeur de cinquante pieds sur cent soixante-quinze pieds de profondeur à partir de la ligne ouest dudit lot No 136 allant vers l'est. Avec les bâtisses dessus érigées. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Shefford à Waterloo, district de Bedford, MERCREDI, le DIX-SEPTIÈME jour de MARS 1971, à DEUX heures de l'après-midi.

Cowansville, le 4 février 1971.

Le shérif,
ANTONIN BOURASSA.

38719

duly registered at the registry office for the county of Shefford under No. 100480 and described as follows:

"A certain piece of land lying and situate on the east side of Elgin Street in the city of Granby, being part of the lot known and designated on the official plan and book of reference of the village of Granby, as being lot number one hundred and thirty-six (P. 136); the said piece of lot measuring fifty feet in width on Elgin Street; starting to measure from a point on the west line of the said lot No. 136 situated at sixteen feet from the south line of the said lot No. 136, thence running northerly along the west line of the said lot No. 136 the said width of fifty feet by one hundred and seventy-five feet in depth starting from the west line of the said lot No. 136 running easterly; with the buildings thereon erected".

To be sold at the registry office of Shefford in Waterloo, district of Bedford, WEDNESDAY, the SEVENTEENTH day of MARCH, 1971, at TWO o'clock in the afternoon.

Cowansville, February 4, 1971.

ANTONIN BOURASSA,
Sheriff.

38719-o

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, No 16,040. FLORIDE HAMELIN, demanderesse *vs* ADRIEN MORIN, défendeur.

a) 1° Un terrain connu et désigné comme étant une partie du lot numéro cinq cent soixante-six (Ptie 566) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Granby, décrit et borné comme suit: Commençant au coin nord-est du lot 567;

De là, longeant la ligne nord du lot 566 en allant vers l'est, une distance de trente-quatre pieds (34′);

De là, tournant vers l'ouest dans une ligne parallèle à la ligne nord dudit lot 566 et dudit lot 567, une distance de cent pieds (100′);

De là, tournant vers le nord en suivant la ligne ouest dudit lot 566, une distance de quatre-vingt-quatre pieds (84′) jusqu'à la ligne sud dudit lot 567;

De là, tournant vers l'est sur une ligne parallèle à la ligne nord dudit lot 567, une distance de soixante-six pieds (66′);

De là, tournant vers le nord en suivant la ligne est du lot 567, une distance de soixante-six pieds (66′) jusqu'au point de départ;

Le tout mesure anglaise et sans bâtisse.

Ledit terrain borné comme suit: au nord au chemin Canaan, à l'est et au sud à d'autres parties du lot 566, à l'ouest au lot 567 et à une autre partie dudit lot 566;

2° Un certain terrain ayant la forme d'un parallélogramme sis et situé sur le côté sud du Chemin Canaan, dans le canton de Granby, mesurant deux cents pieds (200′) de largeur dans sa ligne de l'est à l'ouest par quatre cents pieds (400′) de profondeur dans sa ligne du nord au sud, connu et désigné comme étant le coin nord-est du lot cinq cent soixante-six (Ptie 566) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Granby, ledit terrain commençant à mesurer à un point

Canada — Province of Québec
District of Bedford

Superior Court, No. 16,040. FLORIDE HAMELIN, plaintiff, *vs* ADRIEN MORIN, defendant.

(*a*) 1. A lot of land known and designated as being a part of lot number five hundred and sixty-six (Pt. 566) on official plan and book of reference of the cadastre for the township of Granby, described and bounded as follows: Starting at the northeast corner of lot 567;

Thence, running along the north line of lot 566, going towards east, a distance of thirty-four feet (34′);

Thence, turning towards west in a line parallel with the north line of said lot 566 and said lot 567, a distance of one hundred feet (100′);

Thence, turning towards north by following the west line of said lot 566, a distance of eighty-four feet (84′) as far as the south line of said lot 567;

Thence, turning towards east in a line parallel with the north line of said lot 567, a distance of sixty-six feet (66′);

Thence, turning towards north by following the east line of lot 567, a distance of sixty-six feet (66′) up to the starting point;

The whole English measure and without building.

The said lot of land bounded as follows: On the north by Canaan Road, on the east and south by other parts of lot 566, on the west by lot 567 and another part of said lot 566.

2. A certain lot of land having the form a parallelogram, lying and situated on the south side of Canaan Road, in the township of Granby, measuring two hundred feet (200′) in width in its east to west line by four hundred feet (400′) in depth in its north to south line, known and designated as being the northeast corner of lot five hundred and sixty-six feet (Pt. 566) on official plan and book of reference of the cadastre for the township of Granby, starting to measure the

sur le côté sud dudit chemin Canaan, dans le canton de Granby, étant le coin nord-est dudit lot 566;

De là, allant vers l'ouest, longeant le côté sud dudit chemin, une largeur de deux cents pieds (200′);
De là, tournant vers le sud et parallèlement au côté est dudit lot 566, une profondeur de quatre cents pieds (400′);
De là, tournant vers l'est et parallèlement au côté sud dudit Chemin Canaan, une largeur de deux cents pieds (200′), soit jusqu'au côté est dudit lot 566;

De là, longeant le côté est dudit lot 566, vers le nord, une distance ou profondeur de quatre cents pieds (400′), soit jusqu'au point de départ;
Le terrain étant borné au nord par le chemin Canaan, à l'est par le lot 564, au sud et à l'ouest par d'autres parties dudit lot 566.
Le tout mesure anglaise et avec bâtisses.
b) 2° Un terrain situé dans le canton de Granby, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Granby comme étant partie du lot numéro cinq cent soixante-quatre (Ptie 564), étant le coin nord-ouest dudit lot mesurant cent soixante-dix pieds (170′) de largeur par quatre cents pieds (400′) de profondeur, mesure anglaise et borné comme suit: au nord au chemin public, à l'est et au sud par le résidu dudit lot 564 et à l'ouest à la ligne est du lot 566 du même cadastre.

Les bâtisses mentionnées dans ladite désignation consistent en:
1. Une maison mesurant 26′ par 39′ environ;
2. Un garage et deux hangars y attenants;
3. Un restaurant avec salle de danse.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Shefford à Waterloo, district de Bedford, MERCREDI, le DIX-SEPTIÈME jour de MARS 1971, à TROIS heures de l'après-midi.
Cowansville, le 4 février 1971.

Le shérif,
38720-o ANTONIN BOURASSA.

said lot of land at a point on the south side of said Canaan Road, in the township of Granby, being the northeast corner of said lot 566;
Thence, going towards west, by following the south side of said road, a width of two hundred feet (200′);
Thence, turning towards south and parallel with the east side of said lot 566, a depth of four hundred feet (400′);
Thence, turning towards east and parallel with the south side of Canaan Road, a width of two hundred feet (200′), to wit, as far as the east side of said lot 566;
Thence, following along the east side of said lot 566, towards north, a distance or depth of four hundred feet (400′), to wit, as far as the starting point;
The lot of land being bounded on the north by Canaan Road, on the east by lot 564, on the south and west by other parts of said lot 566.
The whole English measure and with buildings.
(*b*) 2. A lot of land situated in the township of Granby, known and designated on the official plan and book or reference of the cadastre for the township of Granby as forming part of lot number five hundred and sixty-four (Pt. 564), being the northwest corner of said lot measuring one hundred and seventy feet (170′) in width by four hundred feet (400′) in depth, English measure and bounded as follows: on the north by Public Road, on the east and south by the residue of said lot 564 and on the west by the east line of lot 566 on same cadastre.
The buildings mentioned in the said designation consisting in:
1. A house measuring about 26′ by 39′;
2. A garage and two sheds attached thereto;
3. A restaurant with a dancing hall.

To be sold at the Registry Office of Shefford in Waterloo, district of Bedford, WEDNESDAY, the SEVENTEENTH day of MARCH, 1971, at THREE o'clock in the afternoon.
Cowansville, February 4, 1971.

ANTONIN BOURASSA,
38720 *Sheriff*.

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District de Chicoutimi

Cour Supérieure, No 40,902. { BOIVIN & FILS AUTO LTÉE, corporation légalement constituée et ayant sa principale place d'affaires au numéro 31, rue Jacques-Cartier, cité et district de Chicoutimi, demanderesse; *vs* GÉRARD BEAULIEU, fils de Joseph, demeurant en la paroisse de Chicoutimi, au rang Ste-Famille, district de Chicoutimi, défendeur.

Un emplacement formant partie du lot No (7a), sept A, dans le quatrième rang sud-ouest, chemin Sydenham, du canton Chicoutimi, mesurant (200′), deux cents pieds de largeur, en front sur la route Ste-Famille, par (200′), deux cents pieds de profondeur, de l'est à l'ouest, et est compris dans les bornes sui-

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District of Chicoutimi

Superior Court, No. 40,902. { BOIVIN & FILS AUTO LTÉE, a corporation legally incorporated and having its principal place of business at 31 Jacques-Cartier Street, city and district of Chicoutimi, plaintiff; *vs* GÉRARD BEAULIEU, son of Joseph, residing in the parish of Chicoutimi, at Ste-Famille Range, district of Chicoutimi, defendant.

An emplacement forming part of lot No. (7a), seven A, in the fourth southwestern range, Sydenham Road, township of Chicoutimi, measuring (200′), two hundred feet in width, in front on Ste-Famille Route, by (200′), two hundred feet in depth, east to west, and is included within the following boundaries north

vantes: au nord et à l'est dans le terrain de monsieur Paul Beaulieu et *al*, au sud dans le terrain de David Maltais, et à l'ouest dans le rang Ste-Famille, avec ensemble bâtisses érigées et toutes dépendances et circonstances.

Pour être vendus au bureau du régistrateur de la division d'enregistrement de Chicoutimi, au Palais de Justice, à Chicoutimi, le DIX-SEPTIÈME jour du. mois de MARS 1971, à ONZE heures de l'avant-midi

Le shérif,
RENÉ DELISLE.

Bureau du Shérif,
Chicoutimi, le 4 février 1971. 38717-o

District de Chicoutimi

Cour Provinciale, No 9652. { CITÉ DE CHICOUTIMI-NORD, corporation légalement constituée ayant un bureau d'affaires à Chicoutimi-Nord, district de Chicoutimi, demanderesse, *vs* SUCCESSION ONÉSIME BOUCHER, a/s de Victorien Gravel, de 231 rue Duquesne, Chicoutimi-Nord, district de Chicoutimi, défenderesse.

Le quart indivis, entr'autres lots, du lot numéro cent un-quatorze du rang un ouest du canton Tremblay, au cadastre officiel du village de Ste-Anne.

Pour être vendu au bureau du régistrateur de la division d'enregistrement de Chicoutimi, au Palais de Justice, à Chicoutimi, le DIX-NEUVIÈME jour du mois de MARS 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
RENÉ DELISLE.

Bureau du Shérif,
Chicoutimi, le 5 février 1971. 38721-o

Fieri Facias
District de Chicoutimi

Cour Supérieure, No 41,866. { LOUIS-JOSEPH LALANCETTE, journalier, domicilié en les cité et district de Chicoutimi, demandeur, *vs* LES PRODUITS IGLOO INC., corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires en les cité et district de Chicoutimi, défenderesse.

Un terrain de figure irrégulière faisant partie du lot numéro treize-B (No 13-B) du dixième rang sud-ouest, Chemin Sydenham, canton de Chicoutimi, au cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi, mesurant trois cent quarante-huit pieds et vingt-cinq centièmes (348.25′) le long d'une courbe d'un rayon de mille trois cent quatre-vingt-deux pieds et soixante-six centièmes (1,382.66′) du côté nord, trois cent soixante-dix-neuf pieds et huit centièmes (379.08′) du côté est, deux cent trente-cinq pieds et quarante-trois centièmes (235.43′) du côté sud-ouest, trois cent quatre pieds et quarante-quatre centièmes (304.44′) du côté ouest, et borné vers le nord par la route 16-A, vers l'est partie par le terrain de M. Armand L'Heureux ou représenrants et partie par le résidu du lot numéro treize-B (No 13-B), propriété du vendeur, vers le sud-ouest et l'ouest par une autre partie du lot numéro treize-B (No 13-B) également propriété du vendeur, contenant en superficie quatre-vingt-dix-huit mille neuf cent cinquante-six pieds carrés (98,956 p.c.), avec bâtisses, circonstances et dépendances.

and east on the land of Mr. Paul Beaulieu et *al*, south on the land of David Maltais, and west on Ste-Famille Range, together with buildings erected and all dependencies and circumstances.

To be sold at the Registrar's Office of the Chicoutimi Registration Division, at the Court House, in Chicoutimi, on the SEVENTEENTH day of the month of MARCH, 1971, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

RENÉ DELISLE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Chicoutimi, February 4, 1971. 38717

District of Chicoutimi

Provincial Court, No. 9652. { CITY OF CHICOUTIMI-NORTH, a corporation legally constituted, having a business office in Chicoutimi-North district of Chicoutimi, plaintiff, *vs* ESTATE OF ONÉSIME BOUCHER, c/o Victorien Gravel, of 231 Duquesne Street, Chicoutimi-North, district of Chicoutimi, defendant.

The undivided fourth, among others, of lot number one hundred and one-fourteen of Range one west of Tremblay Township, on the official cadastre for the village of Ste-Anne.

To be sold at the registrar's office of Chicoutimi Registration Division, at the Court House, in Chicoutimi, the NINETEENTH day of the month of MARCH 1971, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

RENÉ DELISLE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Chicoutimi, February 5, 1971. 38721

Fieri Facias
District of Chicoutimi

Superior Court, No. 41,866. { LOUIS-JOSEPH LALANCETTE, labourer, domiciled in the city and district of Chicoutimi, plaintiff, *vs* LES PRODUITS IGLOO INC., a corporation legally constituted, having its principal place of business in the city and district of Chicoutimi, defendant.

A lot of land of irregular figure forming part of lot number thirteen-B (No. 13-B) in the tenth range southwest, Sydenham Road, township of Chicoutimi, on official cadastre for the parish of Chicoutimi, measuring three hundred and forty-eight and twenty-five hundredths (348.25′) along a curve of a radius of one thousand three hundred and eighty-two feet and sixty-six hundredths (1,382.66′) on the north side, three hundred and seventy-nine feet and eight tenths (379.08′) on the east side, two hundred and thirty-five feet and forty-three hundredths (235.43′) on the southwest side, three hundred and four feet and forty-four hundredths (304.44′) on the west side; and bounded towards north by 16-A Route, towards east partly by the lot of Mr. Armand L'Heureux or representatives and partly by the residue of lot number thirteen-B (No. 13-B) also the property of the vendor. Containing in area ninety-eight thousand nine hundred and fifty-six square feet (98,956 s.f.), with the buildings, circumstances and dependencies.

Pour être vendus au bureau du régistrateur de la division d'enregistrement de Chicoutimi, au Palais de Justice, à Chicoutimi, le DIX-HUITIÈME jour du mois de MARS 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif*,
District de Chicoutimi, RENÉ DELISLE.
le 5 février 1971. 38722-o

To be sold at the Registrar's Office for Chicoutimi Registration Division, at the Court House, in Chicoutimi, the EIGHTEENTH day of the month of MARCH 1971, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, RENÉ DELISLE,
District of Chicoutimi, *Sheriff*.
February 5, 1971. 38722

HULL

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Provinciale, No C.P. 75,580. { AVCO FINANCE LIMITÉE, corps politique et incorporé, ayant son bureau-chef et sa principale place d'affaires en la cité de London, province d'Ontario, et ayant aussi une place d'affaires au numéro civique 308, de la rue Notre-Dame, en la ville de Gatineau, district de Hull, province de Québec, demanderesse, *vs* JEAN-CLAUDE CHAYER, domicilié et résidant en l'endroit appelé Perkins sur le Lac, dans la province de Québec, district de Hull, défendeur.

« Partie du lot numéro douze « B » (12B) rang onze (R. 11) aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Templeton; ledit terrain mesurant cent cinquante-quatre pieds (154′) en front sur le chemin du Lac MacGregor, cent soixante-cinq pieds (165′) à l'arrière, cent quarante-deux pieds (142′) dans la limite nord et deux cent cinquante-six pieds (256′) dans la limite sud, mesures anglaises plus ou moins et étant borné comme suit:

Au nord par autres parties dudit lot numéro douze « B » (12B), la propriété de Anthony Fiddles;

À l'est par le chemin du Lac MacGregor;

Au sud par autres parties dudit lot numéro douze « B » (12B);

À l'ouest par la ligne de division entre ledit lot douze « B » (12B) et le lot treize « C » (13C) du même rang et canton. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Hull, à Hull le DIX-HUITIÈME jour du mois de MARS, 1971, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif adjoint intérimaire,
Bureau du Shérif, JEAN-GUY ROCHON.
Hull, ce 1er février 1971. 38666-o

HULL

Canada — Province of Québec
District of Hull

Provincial Court, No. P.C. 75,580. { AVCO FINANCE LIMITED, body politic and incorporated, having its head office and its principal place of business in the city of London, province of Ontario, and also having a place of business at civic number 308 Notre-Dame street, in the town of Gatineau, district of Hull, province of Québec, plaintiff, *vs* JEAN-CLAUDE CHAYER, domiciled and residing in a place called Perkins sur le Lac, in the province of Québec, district of Hull, defendant.

"Part of lot number twelve "B" (12B) of range eleven (R. 11) on the official plan and reference book of the township of Templeton; the said lot measuring one hundred and fifty-four feet (154′) fronting on Lake MacGregor road, one hundred and sixty-five feet (165′) in the back, one hundred and forty-two feet (142′) in the northern boundary and two hundred and fifty-six feet (256′) in the southern boundary, English measurements more or less and bounded as follows:

In the north by other parts of the said lot number twelve "B" (12B), the property of Anthony Fiddles;

To the east by Lake MacGregor road;

In the south by other parts of the said lot number twelve "B" (12B);

In the west by the dividing line between the said lot twelve "B" (12B) and lot thirteen "C" (13C) of the same range and township."

To be sold at the registry office of the division of Hull, at Hull, the EIGHTEENTH day of the month of MARCH, 1971, at THREE o'clock in the afternoon.

JEAN-GUY ROCHON,
Sheriff's Office, *Assistant Sheriff ad interim*.
Hull, February 1, 1971. 38666

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Joliette

Cour Supérieure, No 24,484. { PAPIER ROUVILLE INC., corps politique légalement constitué, ayant son siège social à Marieville, comté de Rouville, district de St-Hyacinthe, demanderesse, *vs* GUY COUSINEAU & PIERRE COUSINEAU, tous deux domiciliés au no 3065, rang Côté nord, St-Gérard, comté de L'Assomption, district de Joliette, Québec, défendeurs.

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Québec
District of Joliette

Superior Court, No. 24,484. { PAPIER ROUVILLE INC., a body politic legally constituted, having its head office in Marieville, county of Rouville, district of St-Hyacinthe, plaintiff, *vs* GUY COUSINEAU & PIERRE COUSINEAU, both domiciled at No. 3065 Côté Range north, St-Gérard, county of L'Assomption, district of Joliette, Québec, defendants.

« Une terre située en la paroisse de St-Gérard de Magella, connue et désignée sous les numéros trois cent vingt-sept, trois cent vingt-sept C, trois cent vingt-huit, trois cent trente, trois cent trente et un (Nos 327, 327C, 328, 330, 331), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de L'Assomption, division d'enregistrement de L'Assomption.

À distraire les emplacements vendus suivant actes enregistrés à L'Assomption sous les numéros 65488, 69629, 81904, 83293, 87394, 88925, 90178, 90719, 93501, 93502, 91325, 93350, 93697, 93850, 93851, 95035, 97072, 100783, 109494, 109548, 109549, 109810, 116383;

À distraire la portion de terre située au sud du chemin public comprenant toute la partie du lot 327 dudit cadastre au sud du chemin public et bornée comme suit: au nord au chemin public, à l'est à partie du lot 326 et à l'ouest au lot 329 dudit cadastre.

À distraire du lot 328 la partie au sud du chemin public telle partie étant bornée comme suit; au nord du chemin public, au sud à la rivière L'Assomption, à l'est au lot 328 et à l'ouest au résidu dudit lot 328.

Cette dite terre est bornée pour ce qui est des parties des lots numéros 327, 327C, 328, 330 et 331 situées au nord-ouest du chemin public, au sud partie par le chemin public et partie par les emplacements appartenant à André Martin, Cora Deschênes, Roland Lafortune, Florida Poulin, André Lebeau, Alain Masse et Roger Forest ou représentants, à l'ouest par les terres portant les numéros 331A et 332, à l'est par parties des lots 372B et 326, au nord-ouest par la ligne limitative de la paroisse de St-Gérard de Magella.

Pour ce qui est de la partie du lot 330 et de la partie du lot 331 situées au sud-est du chemin public, elle est bornée au nord-ouest par le chemin public, au sud-ouest par le lot 331A, au nord-est par partie du lot 328, au sud-est par la rivière L'Assomption.

Le tout avec bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Tel que le tout se trouve actuellement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées auxdits immeubles et principalement une servitude en faveur de l'Hydro-Québec suivant acte enregistré sous le numéro 86,800. »

Pour être vendue au bureau de la division d'enregistrement de L'Assomption, à L'Assomption, district de Joliette, JEUDI, le VINGT-CINQUIÈME jour de MARS 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
JEAN MARC MARION.

Bureau du Shérif,
Joliette, ce 5 février 1971.

38723-o

"A farm situated in the parish of St-Gérard de Magella, known and designated under numbers three hundred and twenty-seven, three hundred and twenty-seven C, three hundred and twenty-eight, three hundred and thirty, three hundred and thirty-one (Nos 327, 327C, 328, 330, 331) on official plan and book of reference for the parish of L'Assomption, registration division of L'Assomption.

To withdraw the emplacements sold pursuant to registered deeds at L'Assomption under numbers: 65488, 69629, 81904, 83293, 87394, 88925, 90178, 90719, 93501, 93502, 91325, 93350, 93697, 93850, 93851, 95035, 97072, 100783, 109494, 109548, 109549, 109810, 116383;

To withdraw the portion of land situated at the south of the public road and bounded as follows: on the north by the public road, on the east by part of lot 326 and on the west by lot 329 of said cadastre.

To withdraw from lot 328 the part at the south of public road, said part being bounded as follows: on the north by the public road, on the south by L'Assomption River, on the east by lot 328 and on the west by the residue of said lot 328.

This said farm is bounded for which is the parts of lots numbers 327, 327C, 328, 330 and 331 situated on the northwest of public road, on the south partly by public road and partly by the emplacements belonging to André Martin, Cora Deschênes, Roland Lafortune, Florida Poulin, André Lebeau, Alain Masse and Roger Forest or representatives, on the west by the farms bearing numbers 331A and 332 on the east by parts of lots 372B and 326, on the northwest by the boundary line of the parish of St-Gérard de Magella.

For which is the parts of lot 330 and the part of lot 331 situated on the southeast of Public Road, it is bounded on the northwest by public road, on the southwest by lot 331A, on the northeast by part of lot 328, on the southeast by L'Assomption River.

The whole with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

As the whole now subsists, with all the servitudes active and passive, apparent or unapparent attached to the said immoveables and principally a servitude in favour of Québec-Hydro, pursuant to deed registered under number 86,800."

To be sold at the office of L'Assomption registration division, in L'Assomption, district of Joliette, THURSDAY, the TWENTY-FIFTH day of MARCH, 1971, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JEAN MARC MARION,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Joliette, February 5, 1971.

38723

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

No 799-748. { DAME BERNADETTE GUÉVREMONT, veuve non remariée de Eugène Ménard, de St-Lambert, district de Montréal, demanderesse; *vs* COLIBRI CONS-

MONTREAL

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

No. 799-748. { DAME BERNADETTE GUÉVREVREMONT, widow not remarried of Eugène Ménard, of Saint-Lambert, district of Montreal, plaintiff; *versus* COLIBRI

TRUCTION LTÉE, corps politique dûment incorporé ayant sa place d'affaires et siège social à Brossard, district de Montréal, défenderesse.

« Un emplacement ayant front au boulevard Désy, en la cité de Montréal-Nord, connu et désigné sous le numéro six cent douze de la subdivision officielle du lot originaire numéro quinze (15-612), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet.

Avec bâtisses dessus érigées et notamment celle portant les numéros 12,333 et 12,335 du boulevard Désy, Montréal-Nord. »

Pour être vendu au bureau du protonotaire, chambre #129, au Vieux Palais de Justice, en la ville de Montréal, le DIX-SEPTIÈME jour de MARS 1971, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint*,
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, 2 février 1971. 38728-o

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

No 791 006. LA PRUDENTIELLE D'AMÉRIQUE COMPAGNIE D'ASSURANCE, une compagnie ayant son siège social et sa principale place d'affaires dans la city of Newark, dans le comté d'Essex, État du New Jersey, un des États Unis d'Amérique, et ayant aussi son siège social, pour le Canada, dans la ville de Toronto dans la province d'Ontario, et ayant aussi sa principale place d'affaires, pour la province de Québec, dans la ville et le district de Montréal, dûment autorisée en vertu de la Loi des assurances du Dominion du Canada, demanderesse, *vs* WILLIAM G. JONES, ingénieur des plans, de la ville de Pierrefonds, province de Québec, et y résidant au 1001, Rive Boisée, défendeur.

Un emplacement donnant sur la rue Rousseau, ville de LaSalle, se composant de la subdivision quatre cent quatorze du lot original neuf cent soixante-treize (973-414) au cadastre officiel de la paroisse de Lachine.

Avec la bâtisse y érigée portant les numéros 2156 et 2158 de la rue Rousseau.

Avec et sujet à toutes les servitudes se rattachant à ladite propriété.

Pour être vendu au bureau du protonotaire, chambre #129, dans le Vieux Palais de Justice, dans la ville de Montréal, le DIX-SEPTIÈME jour de MARS 1971, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif, *Le shérif adjoint*,
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, le 2 février 1971. 38729

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

No 799-512. SUN LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA, corps politique et dûment incorporé, ayant son siège social et une principale place d'affaires à Montréal, district de Montréal, demanderesse, *vs* MODAL INC., corps politique et dûment incorporé, ayant une place d'affaires au numéro 2460 Benny Crescent, app. 502, Montréal 261, district de Montréal, défenderesse.

CONSTRUCTION LTÉE, body politic duly incorporated, having its place of business and head office in Brossard, district of Montreal, defendant.

"An emplacement fronting on Désy Boulevard, in the city of Montreal-North, known and designated under number six hundred and twelve of the official subdivision of original lot No. fifteen (15-612), on the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet.

With buildings thereon erected and particularly that bearing numbers 12,333 and 12,335 Désy Boulevard, Montreal-North."

To be sold at the Office of the Protonotary, Room #129, at the Old Court House, in the City of Montreal, on the SEVENTEENTH day of MARCH, 1971, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff*.
Montreal, February 2, 1971. 38728

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

No. 791 006. THE PRUDENTIAL INSURANCE COMPANY OF AMERICA, a company having its head office and principal place of business in the city of Newark, in the county of Essex in the state of New Jersey, one of the United States of America, and also having its head office for Canada in the city of Toronto in the Province of Ontario, and also having its principal place of business for the Province of Québec in the city and district of Montreal, duly licensed under the Insurance Act of the Dominion of Canada, plaintiff, *vs* WILLIAM G. JONES, Design Engineer, of the city of Pierrefonds, Province of Québec, and therein residing at 1001 Rive Boisée, defendant.

An emplacement fronting on Rousseau Street, city of LaSalle, composed of subdivision four hundred and fourteen of original lot nine hundred and seventy-three (973-414) on the official cadastre of the parish of Lachine.

With the building thereon erected bearing civic numbers 2156 and 2158 Rousseau Street.

With and subject to all servitudes affecting the said property.

To be sold at the Prothonotary's Office, Room #129, in the Old Court House, in the city of Montreal, the SEVENTEENTH day of MARCH 1971, at ELEVEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff*.
Montreal, February 2, 1971. 38729-o

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

No. 799-512. SUN LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA, body politic and duly incorporated, having its head office and a principal place of business in Montreal, district of Montreal, plaintiff, *vs* MODAL INC., body politic and duly incorporated, having a place of business at number 2460 Benny Crescent, Apt. 502, Montreal 261, district of Montreal, defendant.

« Un emplacement ayant front sur la rue Albert Murphy, en la ville de Laval, province de Québec, connu et désigné comme étant la subdivision deux cent du lot trois cent quatre-vingt (380-200) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Martin, mesurant quatre-vingts pieds de largeur et une profondeur de cent vingt-trois pieds, mesure anglaise, plus ou moins.

Avec la bâtisse en voie de construction dessus érigée portant le numéro 1875 de ladite rue Albert Murphy, dont le mur sud-est est mitoyen.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, 155 boulevard Je Me Souviens, à Laval, le SEIZIÈME jour de MARS 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint*,
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, le 2 février 1971. 38730-o

Fieri Facias de Terris
District de Montréal — Cour Supérieure

No 799-513. { SUN LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA, corps politique et dûment incorporé, ayant son siège social et une principale place d'affaires à Montréal, district de Montréal, demanderesse, *vs* MODAL INC., corps politique et dûment incorporé, ayant une place d'affaires au numéro 2460, Benny Crescent, app. 502, Montréal 261, district de Montréal, défenderesse.

« Un emplacement ayant front sur la rue Jean-Picard, en la ville de Laval, province de Québec, connu et désigné comme étant la subdivision deux cent dix-sept du lot trois cent quatre-vingt (380-217) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Martin, mesurant soixante-dix-neuf pieds et quarante-deux centièmes de pied de largeur et une profondeur de cent vingt-trois pieds, mesure anglaise, plus ou moins.

Avec la bâtisse en voie de construction dessus érigée portant le numéro 1930 de ladite rue Jean-Picard, dont le mur sud-est est mitoyen. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, 155 Boulevard Je Me Souviens, à Laval, le SEIZIÈME jour de MARS 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint*,
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, 2 février 1971. 38731-o

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

No 799-514. { SUN LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA, corps politique et dûment incorporé, ayant son siège social et une principale place d'affaires à Montréal, district de Montréal, demanderesse, *vs* MODAL INC., corps politique et dûment incorporé ayant une place d'affaires au numéro 2460 Benny Crescent, app. 502, Montréal 261, district de Montréal, défenderesse.

"An emplacement fronting on Albert Murphy Street, in the town of Laval, province of Québec, known and designated as being subdivision two hundred of lot three hundred and eighty (380-200) on the official plan and book of reference of the parish of St. Martin, measuring eighty feet in width and a depth of one hundred and twenty-three feet, English measure, more or less.

With the building being erected thereon, bearing number 1875 of the said Albert Murphy Street, the southeastern wall of which is mitoyen.

To be sold at the registry office of the county of Laval, 155 Je Me Souviens Boulevard, Laval, on the SIXTEENTH day of MARCH, 1971, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff.*
Montreal, February 2, 1971. 38730

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

No. 799-513. { SUN LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA, body politic and duly incorporated, having its head office and a principal place of business in Montreal, district of Montreal, plaintiff, *vs* MODAL INC., body politic and duly incorporated, having a place of business at 2460 Benny Crescent, Apt. 502, Montreal 261, district of Montreal, defendant.

"An emplacement fronting on Jean-Picard Street, in the town of Laval, Province of Québec, known and designated as forming subdivision two hundred and seventeen of lot three hundred and eighty (380-217) on the official plan and in the book of reference of the parish of St-Martin, measuring seventy-nine feet and forty-two hundredths of a foot in width and a depth of one hundred and twenty-three feet, English measure, more or less.

With the building under construction erected thereon bearing number 1930 of the said Jean-Picard Street, the southeast wall of which is a party wall."

To be sold at the registry office of the county of Laval, 155 Je Me Souviens Boulevard, at Laval, on the SIXTEENTH day of MARCH, 1971, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff.*
Montreal, February 2, 1971. 38731

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

No. 799-514. { SUN LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA, body politic and duly incorporated, having its head office and a principal place of business in Montreal, district of Montreal, plaintiff, *vs* MODAL INC., body politic and duly incorporated having a place of business at 2460 Benny Crescent, Apt. 502, Montreal 261, district of Montreal, defendant.

« Un emplacement ayant front sur la rue Jean-Picard, en la ville de Laval, province de Québec, connu et désigné comme étant la subdivision deux cent seize du lot trois cent quatre-vingt (380-216) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Martin mesurant quatre-vingts pieds de largeur et une profondeur de cent vingt-trois pieds mesure anglaise, plus ou moins.

Avec la bâtisse en voie de construction dessus érigée portant le numéro 1920 de ladite rue Jean-Picard, dont le mur nord-ouest est mitoyen. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, 155 boulevard Je Me Souviens, à Laval, le SEIZIÈME jour de MARS 1971, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, 2 février 1971.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
38732-o

"An emplacement fronting on Jean-Picard Street, in the town of Laval, Province of Québec, known and designated as forming subdivision two hundred and sixteen of lot three hundred and eighty (380-216) on the official plan and in the book of reference of the parish of St-Martin, measuring eighty feet in width and a depth of one hundred and twenty-three feet, English measure, more or less.

With the building under construction erected thereon bearing number 1920 of the said Jean-Picard Street, the northwest wall of which is a party wall."

To be sold at the Registry Office of the county of Laval, 155 Je Me Souviens Boulevard, at Laval, on the SIXTEENTH day of MARCH, 1971, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, February 2, 1971.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
38732

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir:
Cour Provinciale,
No 56-488.

IMPERIAL OIL CO. LTD., corporation légalement constituée, ayant une place d'affaires à 861 boulevard Champlain, Québec, district de Québec, *vs* OSCAR PICHETTE, résidant à 525 avenue Royale, St-Féréol, district de Québec.

« Partie du lot numéro 284 de la paroisse St-Féréol, comté de Montmorency, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances et dont la propriété appartient à Oscar Pichette du 525 avenue Royale, St-Féréol, district de Québec. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Château-Richer, à Château-Richer, comté de Montmorency, le SEIZIÈME jour de MARS 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
RAYMOND HAINS.

Bureau du Shérif,
Québec, le 9 février 1971.
38726

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit :
Provincial Court,
No. 56-488.

IMPERIAL OIL CO. LTD., corporation legally incorporated, having its place of business at 861 Champlain Boulevard, Québec, district of Québec, *vs* OSCAR PICHETTE, residing at 525 Royale Avenue, St-Féréol, district of Québec.

"Part of lot No. 284 of St-Féréol Parish, county of Montmorency, with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies and of which the property belongs to Oscar Pichette of 525 Royale Avenue, St-Féréol, district of Québec."

To be sold at the registry office of Château-Richer, at Château-Richer, county of Montmorency, the SIXTEENTH day of MARCH, 1971, at TEN o'clok in the forenoon.

RAYMOND HAINS,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, February 9, 1971.
38726-o

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — Montréal

Québec, à savoir,
No 777-123.

SOCIÉTÉ NATIONALE DE FIDUCIE, coprs politique légalement incorporé, ayant son siège social au 385 est, rue Sherbrooke, dans les cité et district de Montréal, *contre* CONSTRUCTION CHERBOURG INC., corporation légalement constituée par lettres patentes en date du 1er septembre 1966, ayant eu son siège social au 2350, avenue du Mont Thabor à Québec, district de Québec, et SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE NEUFCHATEL INC., corporation légalement constituée par lettres patentes en date du 1er septembre 1966, ayant eu son siège social au 2350, avenue du Mont Thabor à Québec, district de Québec.

« Une parcelle de terrain faisant partie du lot 1106 du cadastre officiel de la paroisse de St-Ambroise de la Jeune-Lorette, division d'enregistrement de Québec.

Fieri Facias de Terris
Superior Court — Montreal

Québec, to wit,
No. 777-123.

SOCIÉTÉ NATIONALE DE FIDUCIE, body politic legally incorporated, having its head office at 385 Sherbrooke Street East, in the city and district of Montreal, *against* CONSTRUCTION CHERBOURD INC., corporation legally incorporated by letters patent on September 1, 1966, having its head office at 2350 Mont Thabor Avenue, at Québec, district of Québec, and SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE NEUFCHATEL INC., corporation legally incorporated by letters patent on September 1, 1966, having its head office at 2350 Mont Thabor Avenue, at Québec, district of Québec.

"A plot of land forming part of lot 1106 on the official cadastre of the parish of St-Ambroise de la Jeune-Lorette, registration division of Québec.

De figure mixtiligne: bornée au nord-ouest et au nord-est par une partie du lot 1106 (rues projetées), au sud-est par les lot 1106-30, 1106-31 et 1106-32, au sud-ouest par une partie du lot 1106, mesurant quatre-vingt-deux pieds et trois dixièmes de pied (82.3′) au nord-ouest, cent cinquante-deux pieds (152′) au sud-est; contenant en superficie soixante-quatorze mille pieds carrés (74,000 p.c.) mesure anglaise. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, 10, avenue Chauveau, Québec, le SEIZIÈME jour de MARS 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
RAYMOND HAINS.

Bureau du Shérif,
Québec, le 9 février 1971. 38727-o

Of mixtilineal form: bounded in the northwest and in the northeast by part of lot 1106 (streets in the planning stage), in the southeast by lots 1106-30, 1106-31 and 1106-32, in the southwest by part of lot 1106, measuring eighty-two feet and three-tenths (82.3′) in the northwest, one hundred and fifty-two feet (152′) in the southeast; comprising an area of seventy-four thousand square feet (74,000 s.f.), English measurement."

To be sold at the registry office of Québec, 10 Chauveau Avenue, Québec, the SIXTEENTH day of MARCH, 1971, at TEN o'clock in the forenoon.

RAYMOND HAINS,
Sheriff's Office, *Assistant Sheriff.*
Québec, February 9, 1971. 38727

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Montréal

No. 798,217. SOCIÉTÉ D'ENTREPRISE DU CANADA, un corps politique et constitué, dûment incorporé selon la Loi, ayant sa principale place d'affaires pour la province de Québec, en les ville et district de Montréal, demanderesse; *vs* PETER A. LAWRENCE, C.A., Syndic licencié, en sa qualité de syndic envers la succession de « Alpine Inn Limited », un corps politique et constitué, dûment incorporé selon la loi, par lettres patentes datées du 8 novembre 1947, sous le nom de « Cardy-Alpine Inc. » et subséquemment sous le nom de « Alpine Inn Limited », par lettres patentes supplémentaires datées du 23 août 1950, ayant son siège social à Sainte-Marguerite Station, district de Terrebonne, défendeur es-qualité, et PHILIPPE BÉRUBÉ, de Saint-Jérôme, district of Terrebonne, en sa qualité de régistrateur de la division d'enregistrement de Terrebonne, mis en cause.

Avis de vente

Les immeubles ci-après désignés et en la possession du défendeur es-qualité.

« Un emplacement situé à Sainte-Marguerite Station en la municipalité de la paroisse de Sainte-Adèle, comté de Terrebonne, Québec, dans le onzième rang du canton Morin, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Adèle d'Abercrombie, ce qui suit:

1° Une partie du lot numéro treize, les lots trente-sept, trente-huit et une partie du lot trente-neuf, les lots soixante-dix (rue), soixante et onze, soixante-douze, soixante-treize, soixante-quatorze, soixante-quinze et le résidu du lot soixante-seize de la redivision d'une partie du lot originaire numéro un (1-ptie 13, 37, 38, ptie 39, 70 (rue) 71, 72 (rue), 73, 74, 75 et résidu 76), lesdites parties de lot 13 et 39, et le résidu 76 étant décrites comme suit:

Partie 13:

La portion du lot No 1-13 est de forme triangulaire et est bornée vers le sud par le résidu du lot No 1-13,

TERREBONNE

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Montreal

No. 798,217. SOCIÉTÉ D'ENTREPRISE DU CANADA, a body politic and corporate, duly incorporated according to law, having its principal place of business for the province of Québec, in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* PETER A. LAWRENCE, C.A., licensed trustee, in his capacity as trustee to the estate of Alpine Inn Limited, a body politic and corporate, duly incorporated according to law, by letters patent dated November 8, 1947, under the name of Cardy-Alpine Inc., and subsequently under the name of Alpine Inn Limited by supplementary letters patent dated Aug. 23/50, having its head office at Ste-Marguerite Station, district of Terrebonne, defendant es-quality, and PHILIPPE BÉRUBÉ, of St. Jérôme, district of Terrebonne, in his capacity as registrar of the registration division of Terrebonne, mis en cause.

Notice of sale

The immovables hereinafter designated and in the possession of the defendant es-quality.

"An emplacement situated at Ste. Marguerite Station in the municipality of the parish of Ste. Adèle, county of Terrebonne, Québec, in the eleventh range of the township of Morin, in the plan and book of reference for the parish of Ste. Adèle d'Abercrombie, as follows:

(1) Part of lot number thirteen, lots numbers thirty-seven, thirty-eight and part of lot thirty-nine, lots seventy (Street), seventy-one, seventy-two, seventy-three, seventy-four, seventy-five, and the residue of seventy-six, of the redivision of a part of original lot number one (1-P. 13, 37, 38, P-39, 70 (Street) 71, 72 (Street) 73, 74, 75 and residue 76), the said parts of lots 13 and 39, and residue 76 being described as follows:

Part 13:

The portion of lot No. 1-13 is of triangular figure, is bounded towards the south by the residue of lot No.

vers le nord-ouest et l'est par une portion non divisée du lot No 1-76, elle mesure vingt-huit pieds sur sa ligne sud, 45 pieds sur sa ligne nord-ouest, 50 pieds sur sa ligne est; et contient six cent cinquante pieds carrés (650 p.c.)

Partie 39:

La portion du lot No 1-39 est bornée vers le sud par le lot No 1-73, vers le nord-ouest par le lot No 1-38, vers le nord par le lot No 1-74, vers le sud-est par le résidu dudit lot No 1-39 (chemin public), elle mesure 48.6 pieds sur sa ligne sud, 44.6 pieds sur sa ligne nord sur 125 pieds de profondeur; et contient en superficie quatre mille sept cents pieds carrés (4,700 p.c.).

Résidu 76:

La portion du lot No 1-76 est bornée vers l'est par les portions non-divisées des lots Nos 1, 1-28A, 1-32-A (chemin public), vers le nord par les lots Nos 1-72 et 1-77 (rues), vers le nord-ouest par le lot No 2A-304, vers le sud-ouest par des portions non-divisées des lots Nos 1 et 1-18, vers le sud-est et l'ouest par des portions non-divisées du lot No 1-13, vers le sud par le résidu dudit lot No 1-76, elle mesure 188 pieds sur sa ligne est, 335 pieds sur sa ligne nord, 84 pieds sur sa ligne nord-ouest, 135 pieds sur sa ligne sud-ouest, 220 pieds sur sa ligne sud-est, 50 pieds sur sa ligne ouest, 68 pieds sur sa ligne sud et contient une superficie de trente-quatre mille cinq cent soixante-trois pieds carrés (34,563 p.c.)

2° Les lots numéros cent vingt-quatre, deux cent quatre-vingt-dix et deux cent quatre-vingt-onze, trois cent six (rue, trois cent neuf, le résidu du lot trois cent dix et le lot numéro trois cent douze de la redivision d'une partie du lot originaire numéro 2A (2A-124, 290, 291 (rue), 306 (rue), 309, résidu 310, 312), ledit résidu 310 étant décrit comme suit:

Résidu partie 310:

La portion du lot 2A-310 est bornée vers le sud-ouest par le lot No 2A-305 (rue) par le lot No 2A-310-2, vers le nord-ouest par ledit lot No 2A-310-2, par les lots Nos 2A-310-4, 2A-310-5, 2A-190-1, 2A. P. 189, 2A-188-1, 2A-135, vers le nord par le lot No 2A-190-1, par les portions des lots Nos 2A-190-2, 2A-191-2, par les lots Nos 2A-311 (rue), 2A-181-1, 2A-182-1, 2A-182-2, 2A-135, 2A-136, 2A-137, 2A-177, 2A-178, 2A-P. 179, 2A-124, vers l'est par les lots Nos 2A-183-2, 2A-184-2, 2A-185-2, 2A-186-2, vers le sud-est par une portion du lot No 2A-180, par les lots Nos 2A-174, 2A-137, 2A-124, 1-74, et 1-73, vers le sud par les lots Nos 2A-174 à 2A-178, 2A-124; elle mesure 236.4 pieds sur l'une de ses lignes sud-ouest, 137.3 pieds sur l'une de ses lignes nord-ouest, 110.6 pieds sur une autre ligne sud-ouest, 171.4 pieds sur une autre ligne nord-ouest, 8.6 pieds sur une autre ligne sud-ouest, 40 pieds sur une de ses lignes nord, 49.5 pieds sur une autre ligne nord, 164.15 pieds sur une autre ligne nord-ouest, 52 pieds sur une autre ligne nord, 131 pieds sur une de ses lignes est, 103.65 pieds sur une autre ligne nord, 31 pieds sur l'une de ses lignes sud-est, 257.5 pieds sur l'une de

1-13, towards the northwest and the east by an undivided portion of lot No. 1-76, measures 28.0 feet in its southerly line, 45.0 feet in its north-westerly line, 50.0 feet in its easterly line; and contains in area six hundred and fifty square feet, (650.0').

Part 39:

The portion of lot No. 1-39 is bounded towards the south by lot No. 1-73, towards the northwest by lot No. 1-38, towards the north by lot No. 1-74, towards the southeast by the residue of said lot No. 1-39 (Public Road), measures 48.6 feet in its southerly line, 44.6 feet in its northerly line by 125.0 feet in depth; and contains in area four thousand seven hundred square feet, (4,700.0').

Residue 76:

The portion of lot No. 1-76 is bounded towards the east by undivided portions of lots Nos 1, 1-28A, 1-32A (Public Road), towards the north by lots Nos 1-72 and 1-77 (Streets), towards the northwest by lot No. 2A-304, towards the southwest by undivided portions of lots Nos 1 and 1-18, towards the southeast and the west by undivided portions of lot No. 1-13, towards the south by the residue of said lot No. 1-76, measures 188.0 feet in its easterly line, 335.0 feet in its northerly line, 84.0 feet in its north-westerly line, 135.0 feet in its south-westerly line, 220.0 feet in its south-easterly line, 50.0 feet in its westerly line, 68.0 feet in its southerly line; and contains in area thirty-four thousand five hundred and sixty-three square feet (34,563.0').

(2) Lots numbers one hundred and twenty-four, two hundred and ninety, two hundred ninety-one, three hundred and six (Street), three hundred and nine, the residue of lot three hundred and ten, and lot number three hundred and twelve, of the redivision of part of original lot number 2A. (2A-124, 290, 291 (Street), 306 (Street), 309, residue 310, 312), the said residue 310 being described as follows:

Residue part 310:

The portion of lot No. 2A-310 is bounded towards the southwest by lot No. 2A-305 (Street), by lot No. 2A-310-2, towards the northwest by said lot No. 2A-310-2, by lots Nos 2A-310-4, 2A-310-5, 2A-190-1, 2A.P.189, 2A-188-1, 2A-135, towards the north by lot No. 2A-190-1, by portions of lots Nos 2A-190-2, 2A-191-2, by lots Nos 2A-311 (Street), 2A-181-1, 2A-182-1, 2A-182-2, 2A-135, 2A-136, 2A-137, 2A-177, 2A-178, 2A-P.179, 2A-124, towards the east by lots Nos 2A-183-2, 2A-184-2, 2A-185-2, 2A-186-2, towards the southeast by a portion of lot No. 2A-180, by lots Nos 2A-174, 2A-137, 2A-124, 1-74 and 1-73, towards the south by lots Nos 2A-174 to 2A-178, 2A-124, measures 236.4 feet in one of its south-westerly lines, 137.3 feet in one of its north-westerly lines, 110.6 feet in another south-westerly line, 171.4 feet in another north-westerly line, 8.6 feet in another south-westerly line, 40.0 feet in one of its northerly lines, 49.5 feet in another northerly line, 164.15 feet in another north-westerly line, 52.0 feet in another northerly line, 131.0 feet in one of its easterly lines, 103.65 feet in another northerly line, 31.0 feet in one of its south-easterly lines, 257.5

ses lignes sud, 250 pieds sur une autre ligne sud-est, 154.5 pieds sur une autre ligne nord, 125 pieds sur une autre ligne nord-ouest, 152 pieds sur une autre ligne nord, 290 pieds sur une autre ligne sud-est, 38.5 pieds sur une autre ligne sud, 125 pieds sur une autre ligne sud-est, 25 pieds sur une autre ligne nord, 50 pieds sur son autre ligne sud-est; et elle contient en superficie cent quatorze mille six cent quarante-deux pieds carrés (114,642 p.c.)

3° Le lot numéro trois cent soixante et onze de la redivision d'une partie du lot originaire numéro 34 (3A-371).

4° Le lot numéro quatre de redivision d'une partie du lot originaire numéro quatre (4-4).

Avec toutes les bâtisses dessus érigées, y compris l'hôtel « Alpine Inn », la piscine extérieure faisant partie de cet hôtel, les chalets, le motel, les bâtisses réservées au personnel, le local du club de golf qui comprend aussi les terrains du curling et la piscine intérieure et toutes les autres bâtisses accessoires à iceux, et toutes les autres bâtisses dessus érigées.

Sujet, pour lesdits lots 1-70, 1-72, 2A-305, 2A-307, à une servitude perpétuelle pour droit de passage à pieds et en voiture en faveur des autres lots ci-dessus décrits et hypothéqués et leurs propriétaires, une servitude créée par le débiteur par destination de père de famille, afin de communiquer avec le chemin public.

Ledit immeuble antérieurement décrit avec toutes choses y attachées, sans exception ou réserve. »

Pour être vendu, au bureau d'enregistrement du comté de Terrebonne, situé chambre 106, Palais de Justice, 400 rue Laviolette, Saint-Jérôme, MERCREDI le DIX-SEPTIÈME jour de MARS 1971 à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions: comptant.

Le shérif intérimaire,
GABRIELLE FOURNELLE.

Bureau du Shérif,
Saint-Jérôme, le 5 février 1971. 38733

feet in one of its southerly lines, 250.0 feet in another south-easterly line, 154.5 feet in another northerly line, 125.0 feet in another north-westerly line, 152.0 feet in another northerly line, 290.0 feet in another south-easterly line, 38.5 feet in another southerly line, 125.0 feet in another south-easterly line, 25.0 feet in another northerly line, 50.0 feet in its other south-easterly line; and contains in area one hundred and fourteen thousand six hundred and forty-two square feet, (114,642.0').

(3) Lot number three hundred and seventy-one of the redivision of part of original lot number 3A (3A-371).

(4) Lot number four of the redivision of part of original lot number four (4-4).

With all the buildings thereon erected, including the hotel "Alpine Inn", the exterior swimming pool forming part of this hotel, the cottages, the motel, the buildings reserved for the personnel, the club-house for the golf club, which includes also the curling grounds and the interior swimming pool and all other buildings accessory thereto, and all other buildings erected thereon.

Subject for the said lots 1-70, 1-72, 2A-305, 2A-307, to a perpetual servitude for the right of passage on foot and by voiture in favour of the other lots described above and hypothecated and their owners, a servitude created by the debtor par destination de père de famille, in order to communicate with the public road.

The said previously-described immovable, with everything thereto attached, without exception or reserve."

To be sold at the Registry Office for the county of Terrebonne, located room 106, Court House, 400 Laviolette Street, Saint-Jérôme, WEDNESDAY, the SEVENTEENTH day of MARCH, 1971, at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions: Cash.

GABRIELLE FOURNELLE,
Interim Sheriff.

Sheriff's Office,
Saint-Jérôme, February 5, 1971. 38733-o

INDEX No 7

ARRÊTÉS EN CONSEIL — ***ORDERS IN COUNCIL***

328 — Parent, l'honorable Oswald 1712
328 — Parent, the Honourable Oswald 1712
365 — Affaires sociales (*Adoption d'un règlement relatif à la signature de certains documents du ministère*) . 1717
365 — Social Affairs (*Adoption of a regulation respecting the signature of certain documents of the Department*) 1717
418 — Soustraction au jalonnement de deux (2) étendues de terrain situées dans le district électoral de Saguenay 1715
418 — Withdrawal from Staking of two (2) strips of land situated in the electoral district of Saguenay 1715
427 — Bibliothèque nationale du Québec (*Règlements du comité consultatif*) 1712
427 — Québec National Library Act (*Rules of the Advisory Committee*) 1712

ASSOCIATION COOPÉRATIVE — ***COOPERATIVE ASSOCIATION***

Association coopérative des consommateurs d'huile de Windsor (*Formation*) 1730

AVIS DIVERS — *MISCELLANEOUS NOTICES*

Chevaliers de Colomb de Mercier inc., Conseil Mercier No 3370 (*Règl.*) ... 1728
Estate of Gaëtan Picard (*Benefit of inventory*) ... 1729
Knights of Columbus of Mercier Inc., Council Mercier No. 3370 (*By-laws*) ... 1728
Succession Gaëtan Picard (*Bénéfice d'inventaire*) ... 1729
Université du Québec (*Amendement aux règlements 17.1 et 17.2*) ... 1729
University of Québec (*Amendments to the regulations 17.1 and 17.2*) ... 1729

CHANGEMENT DE NOM — Loi du — *CHANGE OF NAME ACT*

Demandes: — *Applications:*

Malouin dit Rinfret, Marie-Louise, Cécile, Annette ... 1723
Schwartz, Abie ... 1723
Thomschitz, Johann ... 1723

CHANGEMENT DE NOM — Loi du — *CHANGE OF NAME ACT*

Accordés: — *Granted:*

Born, Abraham ... 1722
Cosma, Max ... 1722
Ellis, Peter Anthony ... 1723
Homma, George ... 1723

BILLS — *BILLS*

Privés (*Présentation*) ... 1711
Private (*Presentation*) ... 1711

CAISSES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT — *SAVINGS AND CREDIT UNIONS*

Caisse d'économie des travailleurs réunis de Québec (*Formation*) ... 1727
Caisse d'économie Wayagamack (*Ch. groupe*) 1728
Caisse populaire de Ste-Thérèse de l'Enfant-Jésus (La) (*Correction*) ... 1728

COMPAGNIES ÉTRANGÈRES — *EXTRA-PROVINCIAL COMPANIES*

Permis: — *Licenses:*

Copeland Process Limited ... 1706
Omega Investments Limited ... 1707

COMPAGNIES — LOI DES — *COMPANIES ACT*

Demandes d'abandon de charte — *Applications for Surrender of Charter*

Alix Airborne Survey Ltd. ... 1711
Arsenault, Francoeur, Lapointe, Raymond, Tremblay et compagnie limitée ... 1710
Autobus Blier inc. (Les) ... 1709
Bernier & Labrie inc. ... 1707
Burnbrooke Holding Corporation ... 1707
Citadel Saw Chain Products Ltd. ... 1708
Collège St-Vallier ... 1708
École de puériculture Notre-Dame de Liesse ... 1708
Gulbro Investments Inc. ... 1710
Hôtel, motel La Caravelle inc. ... 1710
Isolation B.V.B. ltée ... 1709
Majo inc. ... 1708
Manoir Nominingue inc ... 1710
Millco Inc. ... 1709
Northern Loan and Finance Corp. ... 1711
Princeville Transport Inc. ... 1711
Propane Gas Utilities (1970) Limited ... 1710
Restinter Inc. ... 1709
Shanedling Company Ltd. ... 1708
Uniformes Québécois inc. (Les) ... 1711
Voltigeurs de Granby inc. (Les) ... 1709
Winrite Homes Inc. ... 1709

Divers — *Miscellaneous*

Afgor inc. (*Dir.*) ... 1701
Association des embouteilleurs d'eaux gazeuses du Québec (L') (*Nom ch.*) ... 1701
Association des embouteilleurs d'eaux gazeuses du Québec (L') (*Règl.*) ... 1702
Caprice Hosiery Sales Ltd. (*Dir.*) ... 1703
Clinique financière et administrative (Montréal) inc. (*Nom-Name ch.*) ... 1703
Conseil régional de développement Lanaudière (*Nom-Name ch.*) ... 1702
Crémerie St-Eustache ltée (*Dir.*) ... 1702
Dames auxiliaires de l'hôpital Marie-Enfant (*Dir.*) ... 1702
Établissements du gentilhomme inc. (Les) (*Règl.-By-laws*) ... 1703
Horn Investments Inc. (*Nom-Name ch.*) ... 1703
Maison des enseignants de l'Outaouais inc. (La) (*Règl.-By-laws*) ... 1703
Québec Soft Drink Bottlers Association (The) (*Name ch.*) ... 1701
Québec Bottlers of Carbonated Beverages Association (The) (*By-laws*) ... 1702
Service des loisirs St-Simon-et-St-Jude de Charlemagne (*Règl.-By-laws*) ... 1704
Slender Magic Health Studio Inc. (*Nom-Name ch.*) ... 1702
United Continental Engines Ltd. (*Dir.*) ... 1703

Lettres patentes *Letters Patent*

A.I.M.S. Inc. 1603
Agences de voyage Vieille Europe ltée (Les) 1661
Allen Feeders Inc. 1603
Alliance Israélite culturelle (Am Israël Chai) 1603
American Industrial Research Corporation 1604
Anthony Shine Inc. 1604
Aréna Charlevoix incorporée 1605
Ash Transportation Service Inc. 1605
Association des commerçants du Centre-Ville de Val d'Or inc. (L') 1605
Association (Héllénique) des parents Grecs-Orthodoxes de l'école Van Horne 1606
Association de villégiature du Lac Fer à Cheval 1606
Association Québécoise des Fabricants de tuyau de béton inc. (L') 1607
Auto American Shop L.S. Inc. 1607
Automates Parent ltée (Les) 1608
B & G Sales Inc. 1608
B.M. Woodwork Inc. 1608
Bayside Investments Ltd. 1609
Beauchemin (Jean-Guy) inc. 1609
Belle reliure de Montréal inc. (La) 1609
Blair (C. K.) Inc. 1610
Blanchette & Blanchette inc. 1610
Bland (John) Incorporated 1611
Bordeleau (G. et M.) inc. 1611
Bouchard (Émile) inc. 1611
Boucherie de France inc. 1612
Bourgon & Quenneville inc. 1612
Boutique Hora inc. (La) 1613
Bowl and Board, (Québec) Incorporated 1613
Breault & Gosselin Construction Co. Ltd. 1613
Bristamalg Limited 1614
Buckingham Beavers Club 1621
C.L. Distribution inc. 1614
Cadrex Consultants Inc. 1624
Carrefour d'entr'aide et bénévolat de Richelieu inc. 1615
Carrefour Papineau ltée (Le) 1615
Cayne Insurance Agencies Inc. 1615
Centre Audio de Chicoutimi inc. 1616
Centre d'études de réformes sociales de Québec inc. 1616
Centre Équestre Olympique inc. 1617
Centre Gallego de Montréal 1617
Centre de ski Mont Caron inc. 1658
Cercle d'études en conduite automobile C.E.C.A. 1617
Charolles Industries Ltd. 1644
Chashasipich Hospital (Fort George) 1641
Châteauguay Convenience Food Store Inc. 1618
Chez Melina (Québec) ltée 1642
Cie électrique Trahan & Mercille ltée (La) 1680
Cie de produits Rodico ltée 1618
Club autos sports de Laval Ouest 1619
Club de golf St-Laurent inc. 1619
Club de moto-neige les Montagnards de Saint-Alban inc. 1620
Club de natation Laval 1620
Club d'équitation de Rivière-du-Loup inc. 1620
Club de Moto-neige les Campagnards inc. 1621
Club des Castors de Buckingham 1621
Club de ski Val d'Irène inc. 1622
Club Équestre d'Arvida inc. 1622
Club Le Sanglier inc. 1622
Club de moto-neige Abénaquis de St-Prosper (Le) 1623
Club Optimiste d'Hochelaga (Le) 1623
Coffrage Idéal de Montréal inc. 1623
Comité des loisirs de St-Tite inc. 1624
Conseillers Cadrex inc. (Les) 1624
Construction Pierre Lamothe inc. 1625
Construction Traklin ltée 1680
Cooperhood Kitchens of Québec Inc. 1625
Corporation Navis ltée (La) 1625
Côté (Gilles) inc. 1626
Côté (Jean-Jacques) ltée 1626
Cradon Investment Corp. 1626
Créations Patapouf inc. 1627
Credichex, Inc. 1627
Cyberna ltée 1628
Deschênes (Claude) inc. 1628
Desjardins Lithographing Inc. 1649
Domaine de Champvert limitée 1628
Dorchester sport inc. 1629
Ensemble traditionnel Kébec incorporée 1629
Entreprises C. Taillefer, inc. (Les) 1630
Entreprises F. T. Carrier ltée (Les) 1630
Entreprises internationales J.B.C. ltée 1630
Entreprises Jodan inc. (Les) 1631
Entreprises Lemieux de la Rive Sud inc. (Les) 1631
Entreprises Trois Saisons ltée 1679
Entreprises Velia Lefebvre inc. (Les) 1631
Evangelical Lutheran Latvian Church in Montreal 1632
Expo télé-couleur inc. 1632
F.W.R. Enterprises Inc. 1633
Fédération de lutte amateur du Québec inc. 1665
Ferme Devi inc. (La) 1633
Figure Magic Health Studio Inc. 1633
5150 Macdonald Inc. 1634
Fleischman Commercial Equipment Ltd. 1634
Fobert Marine Counstruction Inc. 1634
Fondation Bergeron inc. 1635
Foreign & Domestic Surplus Merchandise Co. Inc. 1635
Fortier (J.E.) inc. 1636
Fovimar limitée 1636
Foyer Le Blanc Sommet inc. 1636
Frontenac Granite Inc. 1639
Frontier Inn (1970 Inc. 1637
Gauthier (Marcel) construction inc. 1637
Gélinas (Rolland) Auto inc. 1638
Gestion Rio inc. 1638
Gosselin, Samson, Rancourt inc. 1638
Granbour inc. 1639
Granits Frontenac inc. (Les) 1639
Greek Orthodox (Hellenic) Association of Parents of Van Horne School 1606
Grégoire-Smith inc. 1640
Grolec inc. 1640
Guérard (Jean) inc. 1640
Harton & Ouellet construction inc. 1641

Lettres patentes (*suite*) — ***Letters Patent*** (*continued*)

Hepco Electric Inc. 1641
Hôpital Chashasipich (Fort-Georges) 1641
House of Melina (Québec) Ltd 1642
Hyman & Estelle Barkun Foundation (The) 1642
Immeubles Esther ltée 1643
Immeubles Steinberg limitée (Les) 1676
Import-Export Drawback Consultants Ltd 1643
Industries de Charolles ltée (Les) 1644
Industries G. Bellerose inc. (Les) 1644
Industrie Lacasse inc. (L') 1644
Industries R. & L. Girard inc. (Les) 1645
Island Terrace Restaurant Inc 1645
J.B.C. International Enterprises Ltd 1630
Jeune Chambre de St-Éphrem (Beauce) inc. (La) 1645
Jeune Chambre de St-Nazaire (La) 1646
Labrecque & Du Tremble inc 1646
Lafrenière (Oscar) & fils limitée 1647
Lagueux (Robert) inc 1647
Lamarche Crane Services Inc 1647
Lautech inc 1648
Laval Swimming Club 1620
Lebeau (G.) Ltd 1648
Lebeau (G.) ltée 1648
Ligue des propriétaire de Blainville (La) 1649
Lionel Sales and Distribution Ltd 1649
Lithographie Desjardins inc 1649
Logex inc 1650
Loisirs de la paroisse St-Joseph de Sherbrooke (Les) 1650
M.G. sports ltée 1651
Main Optical Inc 1651
Maison du chômeur de St-Henri inc. (La) 1651
Maison Lambert Closse inc. (La) 1652
Manécanterie et les Choeurs de Montarville inc. (La) 1652
Maraudeurs de Duhamel inc. (Les) 1653
Marché Go-Go du Saguenay inc 1653
Marcoux transit inc 1653
Marlass Realties Ltd 1654
Mar-Tex Ltd 1654
Maska Beef Packers Inc 1655
Melri inc 1655
Metro Spiraltubb Inc 1655
Meubles G. Lamothe & fils ltée 1656
Mini Putt Venise Inc 1656
Miron (Armand & fils transport inc. 1656
Modern Air Spray Ltd 1657
Modern Miss Sportswear Ltd 1657
Mont Caron Ski Centre Inc 1658
Motel Connelly-Nord inc 1658
Multi-service Granby inc 1658
Multi-Soins inc 1659
Mustang Investments Inc 1659
National Containers Holdings Corp 1659
Navis Corporation Ltd 1625
Nettoyeur « Maison Blanche » inc. (Le) 1660
Nietspil Sport Centres Inc 1660
Normez inc 1661
North End Sheet Metal Work and Roofing Ltd 1661
Old Europe Travel Services Ltd 1661
Olympic Equestrian Centre Inc 1617
Optique Principale inc 1651
Overseas-Canadian Club Inc. (The) 1662
Pantime Mfg. Inc 1662
Pantorama Inc 1663
Pièces d'autos et redistribution Théroux inc. 1678
Placements Al-vi inc. (Les) 1663
Prêt d'Argenteuil inc. (Le) 1663
Prêt fonciers (St-Jean) inc 1664
Production Après Ski inc 1664
Productions Da Sylva inc. (Les) 1664
Produits marins T.R. inc 1665
Québec Amateur Wrestling Federation Inc. 1665
Québec Concrete Pipe Manufacturers Association Inc 1607
Querol inc 1666
Quincaillerie Sillery inc 1666
Raftery Caterers (Montreal) Ltd 1666
Résidences Élie inc. (Les) 1667
Resytec International (Canada) ltée 1667
Restaurant Terrasse de l'Ile inc 1645
Resytec International (Canada) Ltd 1667
Robert (F.) & Fils inc 1668
Robitaille (J.) Auto inc 1668
Rodico Products Co. Ltd 1618
Rolfib Limited 1668
Rolfib limitée 1668
Rousseau & Girard inc 1669
Royal Photo-Litho Ltd 1669
St. Lawrence Golf Club Inc 1619
S.A.C. service d'analyse caractérologique inc. 1669
S.K.D. & associés ltée 1670
Salon de coiffure Châteaubriand inc 1670
Sandan Vehicles (Québec) Limited 1671
Scanlan's Publishing Ltd 1671
Seigler (Max) Inc 1671
Septimart inc 1672
Service Dégelis inc 1672
Service des loisirs de Ferme Neuve inc. 1672
Services de grues Lamarche inc. 1647
Sillery Hardware Inc 1666
Snoopy's Pizza Shack Inc 1673
Société de développement de La Tuque inc. 1673
Société de gestion Arnaud ltée (La) 1674
Société d'investissements et de développements St-Gabriel-de-Brandon inc. (La) 1674
Société Progarde inc. (La) 1674
Sociex inc 1675
Sogegan inc 1675
Stanleen Corporation Ltd 1675
Steinberg Realty Limited 1676
Studio 5, agence d'enregistrement et de placement artistique inc 1676
Studio 5, Recording & Booking Agency Inc. 1676
Synth Company Inc 1677
T.R. Sea Products Inc 1663
T.V. Radio-Tex inc 1677
Teracom inc 1677
Textiles St-Bruno ltée 1678
Théroux Auto-Parts and Redistribution Inc. 1678

Lettres patentes *Letters Patent*
(suite) *(continued)*

Thiffeault & Gauthier transport inc..... 1679
Three Rivers Chevrolet (1970) Ltd..... 1682
Three Seasons Enterprises Ltd..... 1679
Timko-Gouin Holding Corporation..... 1679
Tourisme Français inc..... 1680
Trahan & Mercille Electrical Co. Ltd..... 1680
Traiteurs Raftery (Montréal) ltée (Les)..... 1666
Traklin Construction Ltd..... 1680
Trans-Canada Mobile and Trailers Inc..... 1681
Transport International Pool (Québec) Ltd. 1681
Trois-Rivières Chevrolet (1970) ltée..... 1682
Turtle Productions Ltd..... 1682
Universal Fashions Inc..... 1682
Vitrerie Huot inc..... 1683
Wolcat Development Co. Ltd..... 1683
Woodville Realties Inc..... 1683
X-L Screw Mfg. Co. Ltd..... 1684

Lettres patentes supplémentaires *Letters Patent supplementary*

Aronoff Bros. Limited..... 1684
Arrow Plastics Ltd..... 1685
Badeaux, Gosselin & Grenier inc..... 1685
Bo-Koc, inc..... 1685
Bram Industries Corp..... 1685
Canabec Exploration Company..... 1685
Canadian Armature Works Corp..... 1686
Chartier (Vincent) inc..... 1686
Chemical and Technical Services Inc..... 1686
Ciné-Parc Mercier inc..... 1687
Club de Baseball les Aigles de Trois-Rivières inc. (Le)..... 1687
Club de Golf Orléans inc..... 1687
Coiffel'l Inc..... 1687
Collège La Salle inc..... 1692
Domaine du Bord de l'Eau inc..... 1688
Donalda Distributions Inc..... 1688
Eddy's Sportswear Mfg. Co. Ltd..... 1688
Entreprises de J. Armand Bombardier ltée (Les)..... 1688
Entreprises de J. Armand Bombardier ltée (Les)..... 1689
Entreprises Place Verdun inc..... 1689
Entreprises Rolland Joyal & Fils inc. (Les). 1689
Esecs Holding Corp..... 1689
Feutre National inc..... 1690
Fonds Richelieu inc..... 1690
Gaby Productions inc..... 1690
Hellenic Poultry Co. Ltd..... 1690
Iberville Excavation inc..... 1691
Immeubles Mainville-Poirier inc. (Les)..... 1691
Incoseed Ltd..... 1691
Laboratoires Cosmel's inc..... 1691
La Salle Collège Inc..... 1692
Laval Médical..... 1692
Lesage, Proteau ltée..... 1692
Liberty Watch Case Company Limited..... 1692
Mercier Drive-In Theatre Inc..... 1687
Morris (B. C.) inc..... 1693
Mylbec Corporation..... 1693
National Felt Inc..... 1690
Nicolet Asbestos Mines Ltd..... 1693
Nothern Oil Limited..... 1693
Oeuvre des Terrains de Jeux de St-Laurent de Jonquière inc. (L')..... 1694
Orléans Golf and Country Club Inc..... 1687
Pan Realty Company..... 1694
Paquette (Candide) inc..... 1694
Phenecia Land Limited..... 1694
Physico-Medical Systems Corp..... 1695
Place Victoria — St. Jacques Co. Inc..... 1695
Productions Roger Pilon inc..... 1695
Product-O-Metal Inc..... 1695
Real Estate Consultants of Canada Ltd..... 1696
Rentals Building Corporation..... 1696
Roymor Ltd..... 1696
Roymor ltée..... 1696
Salaisons Fleur de Lys ltée..... 1697
Services Chimiques et Techniques inc..... 1686
Sogexport inc..... 1697
Treitel Enterprises Ltd..... 1697
Trois-Rivières Eagles Baseball Club Inc..... 1687
Unitex Watch Ltd..... 1697

Sièges sociaux *Head Offices*

Bouvet (François) ltée..... 1706
Commodities & Metals Ltd..... 1704
De Gaspé Avenue Investments Inc..... 1706
Éditions Solidarité Inc. (Les)..... 1704
Entreprises Brissette & Roy inc. (Les)..... 1704
Grand Prix Distributor Ltd..... 1705
Immeubles Steinberg limitée (Les)..... 1706
Jato Inc..... 1705
Librairie du vieux Montréal inc..... 1705
Silcan Mines Ltd..... 1705
Steinberg Realty Limited..... 1706
Ucel Holdings Inc..... 1705
United Continental Engines Ltd..... 1704

DEMANDES À LA LÉGISLATURE *APPLICATIONS TO LEGISLATURE*

Commission d'écoles pour la municipalité scolaire de ville d'Anjou..... 1724
Congregation Avath Sholom Nusoch Haori... 1724
Corporation municipale de St-Donat (La).... 1724
Municipal Corporation of St-Donat (The)... 1724
School Commissioners for the municipality of ville d'Anjou..... 1724

LIQUIDATION DES COMPAGNIES — Loi de la *WINDING-UP ACT*

Magasin Co-op de Hauterive..... 1726
Martineau (Gérald) inc..... 1727

MINISTÈRES *DEPARTMENTS*

Affaires municipales *Municipal Affairs*

Christie, munic. (*Nom-Name ch.*)..... 1725
Jonquière, cité-city (*Annex.*)..... 1726

Institutions financières, compagnies et coopératives — *Financial Institutions, Companies and Cooperatives*

Assurance: — *Insurance:*

Glens Falls Insurance Company (*Annul.*) 1722

Richesses naturelles — *Natural Resources*

Tenders for operating leases for petroleum and natural gas 1721
Vente de permis de recherche pour le pétrole et le gaz naturel 1721

Terres et forêts — *Lands and Forests*

Cadastre: — *Cadastre:*

Orford, canton-township 1724
Provost, canton-township 1725
Ste-Geneviève, par 1725
St-Hubert, par 1725

PROCLAMATION — *PROCLAMATION*

Convocation de la législature 1727
Convocation of the Legislature 1727

Régie de l'Électricité et du Gaz — *Electricity and Gas Board*

Gas Métropolitain, inc. (*Requête-Petition*) 1731

Régie des marchés agricoles du Québec — *Québec Agricultural Marketing Board*

Fédération des producteurs de volailles du Québec (*quotas*) 1718

Société d'habitation du Québec — *Québec Housing Corporation*

Maniwaki Municipal Housing Bureau (*L.P.*) 1753
Montmagny Municipal Housing Bureau (*L.P.*) 1751
Municipal Housing Bureau of the town of Bagotville (*L.P.*) 1752
Municipal Housing Bureau of the town of Bécancour (*L.P.*) 1752
Municipal Housing Bureau of Kénogami (*L.P.*) 1753
Municipal Housing Bureau of Rivière Bleue (*L.P.*) 1750
Municipal Housing Bureau of Sillery (*L.P.*) 1751
Municipal Housing Bureau of Terrebonne (*L.P.*) 1751
Municipal Housing Bureau of Victoriaville (*L.P.*) 1754
Office municipal d'habitation de la ville de Bagotville (*L.P.*) 1752
Office municipal d'habitation de la ville de Bécancour (*L.P.*) 1752
Office municipal d'habitation de Kénogami (*L.P.*) 1753
Office municipal d'habitation de Maniwaki (*L.P.*) 1753
Office municipal d'ahabitation de Montmagny (*L.P.*) 1751
Office municipal d'habitation de Pointe-Gatineau (*L.P.*) 1754
Office municipal d'habitation de Rivière-Bleue (*L.P.*) 1750
Office municipal d'habitation de Sillery (*L.P.*) 1751
Office municipal d'habitation de Terrebonne (*L.P.*) 1751
Office municipal d'habitation de Victoriaville (*L.P.*) 1754

SOUMISSIONS — demandes de — *TENDERS — Requests for*

Chandler, ville-town 1731
Cowansville, ville-town 1742
Douville, ville-town 1735
Pierrefonds, ville-town 1748
Port-Alfred, ville-town 1737
Princeville, ville-town 1744
St-Donat, munic 1733
St-Jean, ville 1738
St-Jean-Chrysostome, ville-town 1740
St. John's, city 1738
Windsor, ville-town 1746

VENTES — *SALES*

Effets non réclamés — *Unclaimed Baggage*

Canadian National Railway Company 1730
Canadian Pacific Railway Company 1730
Compagnie du chemin de fer canadien Pacifique 1730
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada 1730

Licitation — *Licitation*

Bellefeuille *vs* Presseau *et al* 1754
Turcotte *vs* Turcotte *et al* 1755

Par Shérifs — *By Sheriffs*

Beauharnois — *Beauharnois*

Caisse populaire de Ste-Cécile de Salaberry (La) *vs* Demers 1763
Guimond *vs* Guimond 1764
Roof Truss Inc. *vs* Gartner 1764

Bedford — *Bedford*

Bessette *vs* Mullins 1765
Hamelin *vs* Morin 1766

Chicoutimi — *Chicoutimi*

Boivin & fils auto ltée *vs* Beaulieu 1767
Chicoutimi-Nord-North, cité-city *vs* succession-Estate Boucher 1768
Lalancette *vs* Produits Igloo inc (Les) 1768

Hull *Hull*

Avco Finance Ltd. *vs* Chayer..... 1769
Avco Finance ltée *vs* Chayer..... 1769

Joliette *Joliette*

Papier Rouville inc. *vs* Cousineau *et al*..... 1769

Montréal *Montreal*

Guèvremont *vs* Colibri Construction ltée..... 1770
Prudential Insurance Company of America (The) *vs* Jones..... 1771
Prodentielle d'Amérique compagnie d'assurance (La) *vs* Jones..... 1771
Sun Life Assurance Company of Canada *vs* Modal Inc..... 1771
Sun Life Assurance Company of Canada *vs* Modal Inc..... 1772
Sun Life Assurance Company of Canada *vs* Modal Inc..... 1772

Québec *Québec*

Imperial Oil Co. Ltd. *vs* Pichette..... 1773
Société nationale de fiducie *vs* Construction Cherbourg inc..... 1773

Terrebonne *Terrebonne*

Société d'entreprise du Canada *vs* Lawrence *et al*..... 1774

Taxes *Taxes*

Abitibi, comté-county..... 1755
Compton, comté-county (*Correction*)..... 1759
Gatineau, comté-county (*Correction*)..... 1760
Lac St-Jean-Est..... 1698
Lake St. John-East..... 1698
Laprairie, comté-county (*Correction*)..... 1760
Lévis, comté-county (*Correction*)..... 1760
Montcalm comté-county (*Correction*)..... 1761
Papineau, comté-county (*Correction*)..... 1762
Portneuf, comté-county (*Correction*)..... 1760
Québec, comté-county (*Correction*)..... 1763

IMPRIMÉ AU CANADA PRINTED IN CANADA